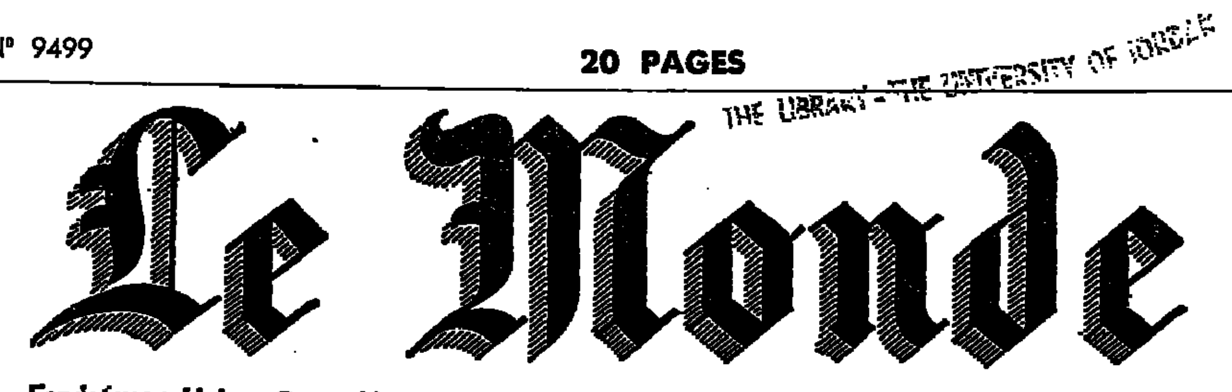
TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9499 20 PAGES — MARDI 5 AOUT 1975



**Après sa rencontre avec M. Brejnev**

**M. FORD ESPÈRE SIGNER CETTE ANNÉE UN ACCORD SUR LES ARMEMENTS STRATÉGIQUES**

LIRE PAGE 20



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

## LE COUP D'ÉTAT DE MORONI

# M. Ali Soilih veut rétablir des relations normales entre Comoriens et Français

## L'infidèle

La France a-t-elle encouragé, voire favorisé, à Moroni, le renversement de celui qui fut depuis si longtemps son protégé ? A tort ou à raison, la question ne manquera pas d'être posée en Afrique et dans tout l'océan Indien après le singulier « coup d'Etat » qui a renvoyé à ses activités commerciales M. Ahmed Abdallah, fugitif président du nouvel Etat comorien.

Ni le sursaut d'indépendance du « président » ni ses proclamations anticolonialistes tardivement adressées à l'OUA n'auront donc suffi à restaurer dans l'archipel — et pas seulement à Mayotte — l'autorité depuis longtemps contestée de celui à qui l'on reprocha beaucoup d'être l' « homme de Paris ».

Mais l'empressement avec lequel ses vainqueurs ont proclamé sans attendre leurs sentiments favorables à la France — qui fournit, il est vrai, 80 % du budget du territoire — incite à s'interroger aujourd'hui sur cette nouvelle ambiguïté de la décolonisation « à la française ».

Le problème de Mayotte, devenu fort embarrassant pour Paris, se trouvait aggravé depuis la semaine dernière, après l'expulsion des fonctionnaires comoriens par les militants du Mouvement mahorais. Il tenait plus à la personnalité de M. Abdallah qu'au patriotisme francophone de la population de l'île, dont on a tant fait cas au Palais-Bourbon. En fait, les amis de M. Marcel Henry, ils l'ont répété souvent, craignaient surtout, en acceptant l'indépendance de l'archipel, d'être livrés derechef à l'autoritarisme et à l'empirisme d'un président-commerçant-propriétaire dont on avait pu mesurer, à plusieurs reprises, le peu de cas qu'il faisait de la démocratie.

D'un autre que lui les Mahorais eussent sans doute accepté un compromis « fédéral » ou « confédéral » capable de préserver *tout à la fois* le particularisme de Mayotte et l'intégrité de l'archipel. Mais, face aux emportements imprévisibles et à l'arbitraire de M. Abdallah, il leur était difficile de jouer, comme Paris ne cessa de le leur recommander, la carte de la confiance. Ainsi, pour avoir soutenu trop aveuglément, en vertu de son loyalisme « indéfectible », un homme sans véritable assise locale, la France se trouve-t-elle engagée dans une aventure un peu rocambolesque et coûteuse sur le plan de la politique internationale.

Erreur de calcul ? Manigance classique de la politique française en Afrique ? L'indépendance des Comores, qui ne devait poser aucun problème particulier, se trouvait ainsi fâcheusement hypothéquée par la personnalité d'un président qui devenait gênant dès lors qu'il cessait d'être docile.

Certes, toute simplification demeure difficile et un peu discutable dans un territoire où la politique locale est traditionnellement assez embrouillée, pour avoir justifié, au sujet des Comores, l'expression d'« archipel aux sultans batailleurs ». D'autres coups de théâtre peuvent fort bien succéder à ce « coup d'Etat », tant il est vrai qu'une fraction importante de l'opposition est moins soucieuse qu'on ne le croit de coopération franco-comorienne. Il demeure que le renversement de M. Abdallah illustre, « a posteriori », les erreurs que peut commettre la France dans le choix de ses « protégés », en même temps qu'il « décrispe » opportunément une situation qui, à Mayotte, paraissait sans issue raisonnable.

Mais le départ de M. Abdallah prend aussi valeur de symbole et d'avertissement. On n'a pas manqué en Afrique de faire déjà un rapprochement entre son destin politique abrégé et celui de l'ex-président tchadien Tombalbaye.

On ne manquera pas non plus, dès aujourd'hui, de tourner ses regards vers Djibouti et le territoire français des Afars et des Issas. Là-bas aussi règne de plus en plus difficilement un président « pro-français », M. Ali Aref Bourhan...

## Le prince Saïd Ibrahim répondra à « tout appel »

*Le calme règne aux Comores après le coup d'Etat qui a renversé, dimanche 3 août, le président Ahmed Abdallah. Moroni est contrôlée par des militants du Front uni d'opposition. Le porte-parole du mouvement, M. Ali Soilih, a annoncé à la radio que le premier objectif de ses amis était de mettre en place une nouvelle Assemblée nationale qui serait chargée d'élaborer une Constitution. Les auteurs du coup d'Etat entendent « rétablir des relations normales entre Comoriens et Français ». Ils sont prêts à rencontrer les dirigeants du Mouvement mahorais afin de discuter avec eux des moyens de sauvegarder l'unité de l'archipel.*

*Le prince Saïd Ibrahim, ancien député U.D.R. des Comores et ancien président du conseil de gouvernement comorien, a déclaré qu'il approuvait l'opération et qu'il* « répondrait à tout appel éventuel ».

*M. Abdallah se trouvait à Anjouan, son île natale, au moment du coup d'Etat.*

Correspondance

Moroni. — Les dimanches se suivent mais ne se ressemblent pas pour le président Ahmed Abdallah. Le 6 juillet, il proclamait unilatéralement l'indépendance. Le 3 août, moins d'un mois plus tard, le premier président de l'Etat indépendant des Comores était chassé par un coup d'Etat. Il était 14 heures. Moroni s'abandonnait à la quiétude de la sieste. Soudain, des explosions et des coups de feu déchirèrent le silence. La rumeur selon laquelle le gouvernement de M. Ahmed Abdallah venait d'être renversé devait être confirmée rapidement par M. Ali Soilih, qui annonçait la réussite de sa tentative sur les antennes de FR 3-Moroni.

Tout s'est passé rapidement. Une vingtaine d'hommes ont pris d'assaut par surprise la caserne de la garde comorienne située en plein centre de la capitale. Le combat a été de courte durée. L'effet de surprise a été tel que les hommes de faction ont jeté leurs armes et ont pris la fuite. Il ne restait plus aux auteurs du coup d'Etat, des militants du Front national uni (F.N.U.), qui regroupe plusieurs partis de l'opposition, qu'à récupérer armes et tenues militaires. Deux heures après le déclenchement des opérations, de nombreux jeunes gens en uniforme sillonnaient, armés jusqu'aux dents, les rues de la capitale et contrôlaient toutes les issues de la ville. Les tenues n'ayant pas changé, rien ne permettait aux passants de deviner qu'un coup de force venait d'avoir lieu. Le premier soin des nouveaux détenteurs du pouvoir fut d'occuper tous les bâtiments administratifs, les locaux du téléphone, et de couper les liaisons avec les trois autres îles de l'archipel. La station de radio française FR 3 fut investie. Le rédacteur en chef — pistolet sur la tempe — servit pendant quelques minutes d'otage afin de permettre à M. Ali Soilih de prendre la parole dans un studio.

MICHEL HEUSSAS.

(Lire la suite page 2.)

## Évoquant les mises en garde étrangères

# Le président Costa Gomes tente de sauver l'unité des forces armées portugaises

### M. Ford regrette que les États-Unis ne puissent agir

**La confusion grandit à Lisbonne, où le cinquième gouvernement provisoire laborieusement constitué la semaine dernière par le général Vasco Gonçalves, premier ministre, n'a pas obtenu, semble-t-il, l'agrément des deux autres membres du triumvirat, les généraux de Carvalho et Costa Gomes. Les dirigeants portugais étudieraient, ce lundi 4 août, une « restructuration complète de l'exécutif ».**

**Le général de Carvalho, commandant du Copcon, doit faire face à l'indiscipline croissante de certaines unités militaires, et il aurait refusé d'entrer comme vice-premier ministre dans une équipe dirigeante qui lui paraît manquer de consistance. Selon certaines informations, des unités de commandos basées dans le Nord auraient adressé un ultimatum au général Costa Gomes, lui demandant de former un gouvernement de salut national et d'écarter le général Vasco Gonçalves.**

**La position du général Costa Gomes, chef de l'Etat, semble de toute manière singulièrement renforcée par les mises en garde qu'il a recueillies de personnalités étrangères à Helsinki. M. Wilson, premier ministre britannique, a été particulièrement catégorique. Dans une interview à « U.S. News and World Report », le président Ford a déclaré de son côté qu'il était « tragique » que les Etats-Unis ne puissent agir au Portugal. A Stockholm, les dirigeants de l'Internationale socialiste ont formé un comité d'aide « à la social-démocratie au Portugal ».**

**De leur côté, les pays de l'Est ont conseillé la prudence et la modération au président portugais, qui semble soucieux de sauver l'unité compromise des forces armées.**

**De graves incidents ont éclaté dimanche soir à Famalicao, dans le nord du Portugal. L'armée a tiré sur une foule de manifestants qui assiégeaient un local du parti communiste évacué la veille. Il y aurait un mort et un blessé grave.**

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — Six lignes laconiques et tout est soudain remis en question. Il est un peu plus de 20 heures samedi 2 août. Sur les téléscripteurs des agences de presse tombe un communiqué signé du cabinet du premier ministre : le directoire formé par les généraux Costa Gomes, Vasco Gonçalves et Otelo de Carvalho « *étudie une restructuration de l'exécutif* ». Aucune autre précision, sinon que « *la machine gouvernementale continue à fonctionner, y compris les quelques ministères dont les titulaires sont démissionnaires* ».

On attendait un gouvernement, on assiste à un rebondissement. Au vingt-quatrième jour de la crise la plus longue et la plus grave de la révolution portugaise, c'est de nouveau l'inconnu. De tous côtés pourtant, on jugeait imminente la formation du cinquième gouvernement provisoire. L'hebdomadaire *Expresso*, dont chacun reconnaît le sérieux et la qualité, annonçait, à la une, une « *solution partielle de la crise politique* » et consacrait deux pages à un bilan des dernières semaines. Le président de la République lui-même avait assuré que tout était prêt avant de se rendre à Helsinki. Certains restaient sceptiques. Ils avaient raison.

Après quatre heures de réunion, le triumvirat militaire a jeté au panier une liste de noms laborieusement établie. Plus encore, il a remis en cause le choix du premier ministre. C'est ce qu'indiquent de façon voilée les premiers mots du communiqué : l'exécutif tout entier est à l'étude. L'apparence déchirée, l'évidence s'impose : le Portugal n'est pas devant une crise ministérielle, il est à l'heure des choix.

Dimanche, les trois généraux du triumvirat se sont retrouvés avec quelques membres du Conseil de la révolution dans une salle du fort Sao-Juliao-de-Barra. Plaqué sur un bout de rocher, face à l'embouchure du Tage, ses remparts servaient autrefois de refuge au docteur Salazar. A deux pas, la plage de Carcavelos est noire de monde. Comme chaque dimanche, les habitants de la capitale ont transhumé vers la corniche. De l'autre côté de la rade, une dizaine de drapeaux flottent au vent le long d'une longue bâtisse blanche, siège du commandement ibéro-atlantique de l'OTAN.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 4.)

### Les maladresses de Lisbonne favorisent les tendances séparatistes des Açores

(*Lire en page 5 l'article de notre envoyé spécial Alain-Marie Carron.*)

# Les écueils de la révolution

par ANDRÉ FONTAINE

Comme toutes les révolutions, celle que traverse actuellement le Portugal s'accompagne d'un déluge de références historiques. Les hommes de 1789 se seraient crus, pour un peu, dans la Rome antique. Ceux de 1917 se prenaient pour des Jacobins, avant que Staline et Trotsky en viennent à s'accuser mutuellement de bonapartisme. Aujourd'hui, à lire les philippiques dont les événements de Lisbonne sont l'occasion ou le prétexte on n'a que l'embarras du choix. « *Otelo-Fidel* », criaient les admirateurs du déconcertant général de Carvalho à son retour de Cuba. M. Soares est, pour les uns, un Kerensky, pour les autres un Ramadier, ou même un Noske. Il existe, bien entendu, une réincarnation de Lénine en la personne de M. Cunhal, qui a d'ailleurs plutôt le visage de Robespierre. Mais on nous dit aussi que c'est un stalinien. Quant au général Spinola, hier qualifié de de Gaulle portugais, on hésite encore : Neguib ou Pinochet ? Mais cette révolution, où l'on parle tant et où l'on avance si peu, où l'on prend tant garde à ne pas se tuer, ne fait-elle pas aussi irrésistiblement penser à mai 1968 ? Aussi bien Daniel Cohn-Bendit se trouve-t-il ces jours-ci à Lisbonne.

On pourrait continuer longtemps. Si comparaison n'est pas raison, si l'histoire ne se répète jamais vraiment, l'esprit humain juge et les passions se forment en fonction d'un certain donné de connaissances. Chacun est conditionné par des images historiques enveloppées de plus ou moins de flou et de mythologie. Le journaliste Pierre Courtade avait été conquis au communisme par *le Cuirassé Potemkine* ; l'écrivain Louis de Villefosse en a été détourné par le spectacle d'une femme misérable qui vendait des œufs à la pièce dans la gare soviétique de Wiasma. Les espoirs, les phobies, les craintes que suscitent ici les événements de Lisbonne, s'expliquent d'abord parce que chacun, militant syndicaliste de base ou professeur au Collège de France, y projette ses propres phantasmes, ses illusions ou ses obsessions.

### Transformer la société

De toute façon, ce qui se passe au Portugal est une révolution véritable, puisqu'il s'agit de transformer profondément une société que ses maîtres avaient tenté de tenir à l'écart du changement universel. Or il existe, dans le déroulement de la plupart des révolutions, des ressemblances, des constantes, voire des lois, la première étant que le résultat final est passablement éloigné de ce dont avaient rêvé leurs initiateurs. Les résistances rencontrées sont presque toujours plus fortes, en effet, que ce que l'on avait escompté. Nous entendons encore M. Kadar nous dire, il y a dix ans : « *Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons cru qu'il nous suffirait de supprimer le capitalisme et que tout s'arrangerait facilement.* » Et de lever les bras pour montrer que ce n'avait pas été précisément le cas. Tous les révolutionnaires ont dû à un moment où à un autre faire une constatation comparable.

Ce n'est pas seulement parce que les intérêts, les privilèges remis en cause se défendent farouchement, parce que les mentalités profondes n'évoluent qu'avec une extrême lenteur, parce que les nouveaux détenteurs du pouvoir ont vite tendance à en abuser, c'est aussi parce que rien n'est jamais tout à fait aussi simple qu'on a tendance à l'imaginer. En veut-on un exemple, modeste certes, mais qui présente l'avantage de ne faire nulle place à la mauvaise volonté, à l'idéologie, à la lutte de classes, aux penchants totalitaires, et de montrer les limites de ce qui peut paraître le simple bon sens ? Après la Libération, les dirigeants d'un pays de l'Est, compte tenu de sa grande pauvreté, avaient décidé qu'il n'était pas nécessaire, au moins provisoirement, de construire cinquante-six modèles de baignoires : un seul suffirait, que l'on produirait en grande série. Rien de mieux pour promouvoir à la fois le confort des citoyens et le tourisme. Malheureusement l'ingénieur chargé de dessiner la baignoire se trompa de quelques millimètres dans le calcul du diamètre du siphon d'évacuation. Résultat : toutes les baignoires du pays fuyaient. Il fallut en acheter des milliers à la Suède. Deux et deux font toujours quatre, mais tout l'art consiste à poser correctement deux et deux...

(Lire la suite page 4.)

## AU JOUR LE JOUR — MATURITÉ

*Si l'on avait quelques doutes sur la majorité politique des Comores, ils sont maintenant dissipés. Ce n'est pas n'importe quel pays qui peut se permettre un coup d'Etat quand l'Etat est vieux d'à peine quelques semaines. C'est faire montre d'une rapidité d'évolution extraordinaire.*

*On peut espérer voir une sorte de république naître avant l'hiver. Elle ne sera probablement pas beaucoup plus satisfaisante que les cinq ou six que nous avons connues, mais enfin, est-il meilleur moyen de prouver son identité nationale que de prouver de temps en temps la nation par un changement de régime ?*

ROBERT ESCARPIT.

# BENOIT FRACHON EST MORT

*M. Benoît Frachon, qui dirigea, durant des années, la C.G.T., est mort ce lundi 4 août au matin, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.*

*M. Benoît Frachon avait fait sa dernière apparition publique, en juin dernier, lors du congrès de la centrale ouvrière. A cette occasion, le leader de la C.G.T. avait quitté les instances dirigeantes de la confédération et avait été élu président d'honneur. M. Frachon était membre du bureau politique du parti communiste.*

*Dans un télégramme adressé à M. Georges Séguy, le ministre du travail, M. Durafour, écrit notamment :* « Conscient du rôle éminent tenu par Benoît Frachon dans le développement de la C.G.T., de l'estime et de l'affection que lui portaient les militants de votre organisation, je m'incline devant cette grande figure du syndicalisme dont la vie s'identifie à celle de votre confédération. »

## Le « véritable organisateur de la C.G.T. »

La longue vie de Benoît Frachon est une illustration de l'une des vingt et une condition de l'adhésion à la IIIe Internationale en 1920, l'une de celles qui ont donné lieu à tant de controverses, de difficultés et de conflits, la neuvième : « ...des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme... Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti »

Tour à tour responsable syndical et dirigeant politique, ou les deux à la fois, Benoît Frachon n'a cessé de servir fidèlement et conjointement dans les bons comme dans les mauvais jours le parti communiste et la C.G.T. Jamais sous son règne la tactique de la centrale syndicale ne s'est écartée de la stratégie du communisme international.

Fils de mineur, Benoît Frachon est né le 13 mai 1893 en plein centre minier et métallurgique au Chambon-Feugerolles, près de Saint-Etienne (Loire). A treize ans, il est « *métallo* », à seize ans, il adhère au syndicat en même temps qu'à un groupe libertaire, et à dix-sept il participe activement à sa première grève. Mobilisé en 1914, il est affecté en novembre à une usine d'armement à Guérigny (Nièvre) Elu délégué suppléant de son atelier à la fin de 1917, il est relevé de son poste et envoyé aux armées en janvier 1918.

J. F.

(Lire la suite page 18.)



## UN BILAN POUR ANTIBES

# Le jazz réfléchit

Un soleil qui n'a pas de chance à Antibes, c'est celui de Gianangelli, en métal argenté avec seize cheveux et seize bigoudis et qui, sous la lumière des projecteurs, miroite et aveugle les caméras. L'an passé, Averty, en débarquant square Gould, eut la réaction prompte : « *C'est lui ou c'est moi.* » On passa un moment à peindre l'astre en jaune. On opta pour sa momification sous bandelettes finalement. Cette année, la télévision est revenue, mais Gianangelli veillait sur son enfant flanqué d'un huissier et la face du soleil disparut sans dommage derrière un simple rideau de tulle. Il est resté cinq jours en éclipse pendant ce second conflit des beaux-arts, cinq jours jusqu'au départ des cars de télé qui auraient bien dû rester aussi pour la belle musique, moins connue, de Joachim Kühn par exemple, ou pour le balet coloré, emplumé, des « Wild Magnolias ».

Gillespie, le 23 juillet, étourdissant, jouant et chantant d'abondance contrairement à ce qu'il fit à Montreux (*Kush, Chega de Saudade, Op-Pop-Ada, Woodyn'You*), ne met en effet un terme brillant qu'à la première partie d'un festival qui a boudé le gospel song et où Marion Williams n'a dû son succès, la veille vers minuit, qu'à une opération « portes ouvertes ». Ce n'est pas très dommage pour le Pasteur Robinson qui chante en famille, mal entouré par ses deux fils, mais c'est fort regrettable pour Howard Roberts qui donne, en trio, une version vive, haletante, murmurée et tout à fait nouvelle de *Did'nt it rain*, ce qui ne court pas les rues ni les allées des temples.

LUCIEN MALSON.

(Lire la suite page 12.)

# AFRIQUE

## Niger

### Le lieutenant-colonel Kountché annonce la libération de cinq anciens ministres du président Hamani Diori

Niamey (*A.F.P.*). — Le lieutenant-colonel Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien, a annoncé le dimanche 3 août à Niamey que cinq ministres de l'ancien régime seraient libérés à l'occasion du quinzième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

Il s'agit de MM. Amadou Issaka, ancien ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie, Garba Katembe, ancien ministre de la fonction publique et du travail, Harouna Bembelo, ancien ministre du développement et de la coopération, Amadou Mossi, ancien ministre de la santé, et Adamou Souna, ancien secrétaire d'Etat à l'économie rurale.

Le président Kountché a également indiqué que l'ancien président de l'Assemblée nationale (dissoute), M. Boubou Hama, bénéficierait d'un « *assouplissement de son régime de détention* » en raison de son « *grand âge* ».

Evoquant brièvement d'autre part l'arrestation pour tentative de complot du commandant Sani Souna Sido, vice-président du conseil militaire suprême (*le Monde* du 3-4 août), de MM. Maitourare Gadjio, ancien secrétaire général à la présidence de la République, et Djibo Bakari, leader du parti Sawaba (dissous) d'opposition sous l'ancien régime, le chef de l'Etat a déclaré : « *Que cet incident de parcours ne vous alarme pas malgré ce qu'il comporte de pénible et de déconcertant, gardez votre calme et votre confiance dans les forces armées nationales.* »

« *Désormais, le bateau du Niger n'a qu'un seul maître* », a assuré le président Kountché, en ajoutant que, informé de ce qui se tramait, il avait « *laissé faire* » dans l'espoir que le commandant Sani finirait par « *s'amender* », mais, a-t-il ajouté, « *lorsque les choses sont trop avancées, il faut savoir cogner, fort et au bon moment* ». Il a également annoncé la découverte au domicile de M. Djibo Bakari d'un « *brouillon de discours-programme* ». Enfin, interrogé sur l'éventualité d'un procès public des auteurs du complot, il a noté qu'il était « *souvent dangereux de vouloir remuer la boue* », mais que « *s'il le jugeait utile* », il porterait tout le détail de l'accusation à la connaissance du peuple nigérien.

L'arrestation de M. Djibo Bakari, ancien opposant acharné au président Diori, a vivement surpris. Rentré d'exil il y a un an grâce à la « *mansuétude* » du président Kountché, il semblait en effet avoir pris sa retraite politique depuis son retour de Guinée. Il avait même affirmé à plusieurs reprises son soutien au chef de l'Etat.

Niamey ne semble pas s'être émue outre-mesure de l'annonce de ces arrestations, et la vie y est tout à fait normale.

## Sénégal

UN AN APRÈS SA CRÉATION

### Le parti d'opposition revendique près de cent mille adhérents

De notre correspondant

Dakar. — Un an jour pour jour après la création du parti démocratique sénégalais (P.D.S.), le 31 juillet 1975, le secrétaire général de cette formation, qui constitue actuellement le seul parti d'opposition autorisé au Sénégal, Me Abdoulaye Wade, a dressé, jeudi, un bilan encourageant de ses activités durant les douze derniers mois.

Selon Me Wade, grâce au P.D.S. et aux efforts de ses militants, le multipartisme et ses conséquences (liberté d'expression et de réunion, notamment) ont cessé, au Sénégal, de n'être qu'*une virtualité constitutionnelle* pour devenir une réalité peu à peu admise par tout le monde, y compris par le parti au pouvoir, l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), même si certains cadres de celle-ci ont du mal à s'habituer au fait que, pour l'essentiel, les représentants de l'Etat sont désormais de moins en moins à leur service exclusif.

Dans une Afrique vouée d'ordinaire au système du parti unique, quand elle n'est pas soumise au pouvoir militaire, il s'agit là, estime Me Wade, d'un fait capital, qui s'explique par l'ancienneté et la vigueur des traditions démocratiques des Sénégalais qui pourraient permettre à l'avenir la participation d'autres courants de pensée à la vie publique.

Au terme d'une années d'efforts, et grâce au cadre favorable ainsi créé, le P.D.S., qui s'apprête à *tenir une importante conférence* nationale les 15 et 16 août prochains à Dakar, compterait actuellement, selon ses dirigeants, près de cent mille adhérents assez bien répartis dans les différentes régions du pays. Cette croissance rapide constitue l'une des raisons pour lesquelles, se plaçant résolument dans une perspective électorale, le P.D.S. commence à revendiquer de plus en plus le remplacement du scrutin uninominal par un système de listes nationales bloquées. L'actuelle loi électorale risque, selon lui, de scinder dangereusement le monde politique sénégalais en raison du faible écart entre le parti majoritaire et celui d'opposition. — P. B.

## Angola

### Le haut commissaire portugais est rappelé à Lisbonne

Le haut commissaire portugais en Angola, le général Silva Cardoso, a quitté Luanda samedi 2 août à destination de Lisbonne. Aucune raison n'a été donnée officiellement pour expliquer ce brusque départ, alors que séjourne actuellement à Luanda une délégation du Conseil de la révolution portugaise dirigée par l'amiral Rosa Coutinho. Certains observateurs estiment cependant que le haut commissaire a pu être rappelé par les autorités portugaises, qui désireraient procéder à son remplacement. Le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.) avait récemment exigé la destitution du général Cardoso, accusé « *de violer la politique portugaise de neutralité active et de se montrer trop conciliant avec le Front national pour la libération de l'Angola* ». Un porte-parole du F.N.L.A. a, pour sa part, déclaré samedi soir : « *Nous refuserons tout dialogue avec les représentants portugais en Angola si le général Cardoso n'est pas revenu à son poste dans une semaine.* »

Sur le terrain, la situation militaire demeure toujours confuse. Un peu partout, les risques d'épidémie vont croissant, et l'eau devient rare, sauf à Luanda. A Malange, des cadavres jonchent les rues, tandis que des combats acharnés s'intensifient. Plusieurs villes sont dans la même situation. Dans le même temps, le pont aérien entre Luanda et Lisbonne se poursuit au rythme de six avions par jour.

Enfin, la proclamation, vendredi à Kampala, de l'indépendance de l'enclave de Cabinda par M. Luis Ranque Franque, président du FLEC (Front de libération de l'enclave de Cabinda), n'est guère prise au sérieux à Luanda par le M.P.L.A. *Pour le mouvement*, le FLEC n'exprime rien de plus que les vues d'une créature du Zaïre, et Cabinda reste rattaché administrativement à l'Angola. Au même titre que ce territoire, l'enclave ne devrait donc accéder à l'indépendance que le 11 novembre prochain, conformément aux accords d'Alvor conclus le 15 janvier 1975. — (*A.F.P.*)

# OCÉAN INDIEN

LE COUP D'ÉTAT DE MORONI

### Rétablir les relations normales entre Comoriens et Français

*(Suite de la première page.)*

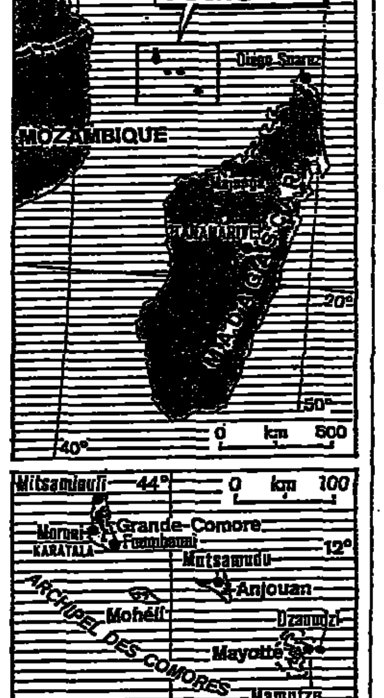
Le couvre-feu a été aussitôt instauré à Moroni et dans l'ensemble de l'archipel. Il a été levé ce lundi à 6 heures. Aucun incident n'est à signaler et M. Ali Soilih a confirmé, lundi matin, que « *pas une seule goutte de sang* » n'avait été versée au cours des opérations.

M. Soilih se défend d'être un « *putschiste* » et d'avoir agi par intérêt personnel. Dès dimanche soir, il a déclaré : « *Notre intention n'est pas de prendre le pouvoir, notre premier objectif est de convoquer tous les partis politiques, y compris celui du président Abdallah et du Mouvement mahorais. Nous créerons ensemble une assemblée populaire qui aura la charge de rédiger une Constitution.* » Le dialogue entre M. Ahmed Abdallah et M. Marcel Henry, le leader mahorais, était interrompu depuis plusieurs années. Les Mahorais dénonçaient depuis longtemps la « *dictature* » du président renversé et ne cachaient pas que sa personne constituait un obstacle absolu à tout accord. « *Marcel Henry est un ami ; j'ai la conviction que tout ira bien* » a déclaré, au contraire M. Soilih. Les deux hommes vont se rencontrer, mais on ignore encore l'ampleur des concessions que les nouveaux dirigeants comoriens sont prêts à accorder aux Mahorais. Ceux-ci ne quitteront pas facilement le giron de la République française.

L'unité de l'archipel pourrait être restaurée par le fédéralisme. M. Marcel Henry, il y a quelques mois déjà, avait déclaré ne pas y être totalement opposé. M. Soilih parle déjà d'une constitution de type fédéral. La France, dans ces conditions, pourrait bien jouer le rôle d'arbitre. Le gouvernement français va donc devoir changer une nouvelle fois sa politique aux Comores. *Cela n'était plus* un mystère pour les métropolitains résidant dans l'archipel : la France allait quitter les Comores à la fin du mois d'août. Dès son arrivée au pouvoir, M. Soilih a tout de suite tenu à préciser : « *Nous préserverons les liens d'amitié et de coopération avec la France, liens rompus par le président Abdallah.* »

Vingt-quatre heures après les heures chaudes de Moroni, la France et ses représentants n'ont toujours pas réagi officiellement. Les gendarmes français stationnés à la Grande Comore son trestés dans leur caserne. Pour le délégué adjoint de la République française, M. Leandri, qui représente actuellement Paris en l'absence de M. Beaux, rappelé vendredi en consultation, a déclaré : « *Ce qui se passe ici est une affaire purement comorienne. Il appartiendra au nouveau gouvernement des Comores de reprendre le dialogue avec les autorités françaises.* »

MICHEL HEUSSAS.




Les quatre îles d'origine volcanique de l'archipel des Comores : Mayotte, Anjouan, Mohéli et la Grande Comore, ont une superficie de 2 236 kilomètres carrés, soit le quart environ de la surface de la Corse. La population est d'environ 300 000 habitants.

La Grande Comore, où se trouve la capitale, Moroni, est de loin l'île la plus importante avec 1 148 kilomètres carrés et 140 000 habitants. Bien que très peuplée (100 000 habitants), Anjouan ne couvre en effet que 424 kilomètres carrés. Mayotte (374 kilomètres carrés) ne compte que 40 000 habitants. Elle a un relief moins escarpé que les trois autres, et c'est la seule qui dispose d'un lagon entouré d'une barrière corallifère. Mohéli n'a que 290 kilomètres carrés et 11 000 habitants.

La population est d'une grande diversité ethnique. Des apports indonésien, africain, arabe et malgache se sont superposés. La religion dominante, y compris à Mayotte, est l'islam. La langue la plus communément parlée est un mélange de swahili et d'arabe. L'archipel, surpeuplé, sauf en ce qui concerne Mayotte, ne dispose que de faibles ressources. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture vivrière (riz de montagne, maïs, manioc, patates, bananes) et l'exportation : vanille et épices, cocotier, sisal et plus récemment poivre, plantes à parfum et surtout ylang-ylang. Cette dernière production lui a valu le nom d'« archipel aux parfums ».

PORTRAIT

### Un technocrate audacieux

*M. Ali Soilih avait dirigé au mois de mai, à Paris, une mission du Front uni de l'opposition (F.N.U.), chargé d'informer les parlementaires français sur la situation aux Comores avant le débat au Parlement sur les conditions d'accession de l'archipel à l'indépendance. Il s'était dépensé sans compter, multipliant les contacts et les rendez-vous, dénonçant sans relâche le* « pouvoir personnel » *de M. Abdallah. Le visage ouvert et volontiers souriant, il voulait, nous disait-il alors,* « plaider la cause de la démocratie ».

« M. Abdallah parle volontiers d'ingérence de la France dans les affaires comoriennes, *nous avait-il déclaré.* Poser la question de l'indépendance de cette façon est malhonnête. M. Abdallah n'a pas le monopole du patriotisme. Les partis regroupés au sein du Front uni sont partisans d'une véritable indépendance. Mais ils ne veulent pas qu'elle ait lieu dans n'importe quelles conditions, pour le plus grand profit d'un homme qui l'utilise afin de se maintenir au pouvoir et de supprimer toute démocratie. »

*La meilleure formule, disait alors M. Soilih, serait que le Parlement français prenne ouvertement les dispositions législatives pour permettre l'élection d'une Assemblée constituante sous le contrôle d'une commission spéciale comportant des représentants de tous les partis et des magistrats français, et ce avant le mois de juin.*

« Cette solution, *avait-il poursuivi,* permettrait aux représentants des différentes îles de se concerter pour savoir quel type de décentralisation ils veulent. Elle permettrait aussi d'aborder l'indépendance avec de meilleures garanties de viabilité de l'Etat comorien. »

*M. Soilih ne rejetait pas pour autant la formule proposée par un autre opposant, M. Mouzaoir Abdallah, président démissionnaire de l'Assemblée des Comores, qui préconisait, quant à lui, la création par le Parlement français d'une conférence constitutionnelle chargée d'élaborer un texte. C'est la décision que devaient prendre l'Assemblée nationale puis le Sénat.*

*Pour le jeune opposant, le problème de Mayotte se posait seulement dans le contexte créé par la présence à la tête du gouvernement de M. Abdallah. Il n'avait pas caché que le Front uni avait des contacts réguliers avec le Mouvement populaire mahorais.*

*M. Soilih, qui est né le 7 janvier 1937, est ingénieur agronome. Il a fait ses études à l'Ecole supérieure d'agriculture de Madagascar puis à l'Institut national d'agronomie tropicale de Nogent. Il s'est d'abord intéressé aux problèmes économiques en créant, en 1964, la Société de développement économique (S.D.E.) des Comores et la Société nationale d'encadrement et d'animation rurale. Mais il a été très vite attiré par la politique. De 1968 à 1970, il est député à l'assemblée de Moroni, avant de devenir, de 1970 à 1972, ministre de l'équipement dans le gouvernement du prince Saïd Ibrahim. Lorsque ce dernier perd le pouvoir au profit de M. Ahmed Abdallah, il l'aide à créer le parti du peuple (Umma) qui va mener une campagne vigoureuse contre le nouveau chef du gouvernement. Il est alors l'un des principaux artisans du regroupement de l'opposition. Ce technocrate, aussi audacieux que réfléchi, a su exploiter la position de faiblesse dans laquelle le président Abdallah s'était placé en se coupant de la France.*

DANIEL JUNQUA.

CHRONOLOGIE

### Huit mois de crise

#### 1974

22 DECEMBRE. — Les Comoriens se prononcent par voie de référendum en faveur de l'indépendance par 95 % des voix. La participation est supérieure à 90 % des inscrits. Seuls les habitants de l'île *de Mayotte votent en majorité* contre l'indépendance par plus de 63 % des suffrages exprimés.

29 DECEMBRE. — Visite à Paris de M. Ahmed Abdallah, président du Conseil de gouvernement des Comores, pour une série d'entretiens politiques.

#### 1975

24 FEVRIER. — M. Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, commence une visite officielle de cinq jours aux Comores.

10-17 MARS. — Une mission parlementaire française visite les Comores.

12 MARS. — On apprend officiellement à *Moroni* qu'une épidémie de choléra a fait cent six morts sur la Grande Comore. Plus de mille cas au total auraient été recensés.

19 AVRIL. — M. Mouzaoir Abdallah, président de la Chambre des députés de l'archipel, quitte ses fonctions pour protester contre la politique de M. Ahmed Abdallah. Il demande que le Parlement français confie le plus rapidement possible à une conférence constitutionnelle comorienne le soin d'élaborer une Constitution.

25 JUIN. — L'Assemblée nationale examine le projet de loi portant ratification des résultats du référendum sur l'indépendance des Comores. Elle modifie le texte gouvernemental essentiellement sur deux points : dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi, un comité constitutionnel devra établir un projet de Constitution garantissant les libertés démocratiques. Ce projet sera soumis à référendum avant la proclamation de l'indépendance et il devra être adopté île par île.

30 JUIN. — Le Sénat adopte, en le précisant, le projet de loi relatif à l'indépendance des Comores que lui a transmis l'Assemblée nationale.

6 JUILLET. — M. Ahmed Abdallah proclame unilatéralement l'indépendance de l'archipel. L'Elysée accueille la décision avec « sérénité ». Les élus de Mayotte dénoncent cette « décision illégale ».

7 JUILLET. — *La* Chambre des députés de l'archipel se transforme en Assemblée nationale et porte à la tête de l'Etat M. Ahmed Abdallah. Elle décide aussi de créer un comité constitutionnel. Les députés de Mayotte ne participent pas à cette séance de l'Assemblée et annoncent qu'ils ne siégeront pas dans l'organisme ainsi créé.

14 JUILLET. — La France nomme un représentant à Mayotte en la personne de M. Roland Veyrand, directeur du cabinet civil de M. Beaux, représentant français à Moroni. M. Ahmed Abdallah qualifie cette mesure de « provocation ».

20 JUILLET. — Le conseil de la circonscription de Mayotte nomme un nouveau préfet. Il s'agit de M. Bamana, l'un des dirigeants du Mouvement populaire mahorais.

22 JUILLET. — Dans un message au *conseil des ministres de l'O.U.A.*, M. Abdallah accuse la France d'avoir fait débarquer des troupes à Mayotte. Paris dément.

24 JUILLET. — M. Ahmed Abdallah constitue un gouvernement dont il est le premier ministre en même temps que le garde des sceaux.

1er AOUT. — Le conseil de circonscription de Mayotte et le préfet qu'il a nommé prennent possession des bâtiments publics et en expulsent les fonctionnaires du gouvernement de Moroni. M. Beaux est rappelé pour consultation à Paris.

3 AOUT. — M. Ahmed Abdallah est renversé à la suite d'un coup de force de l'opposition dirigé par M. Ali Soilih.

## A travers le monde

### Chili

● LE CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS SOVIETIQUES a exigé, dimanche 3 août, la « libération immédiate » de Luis Corvalan, Ezequiel Ponce, Carlos Lorca, Ricardo Lagos, ainsi que « d'autres dirigeants politiques et syndicaux chiliens ».

### Colombie

● M. CORNELIO REYES, ministre de l'intérieur, a annoncé, dimanche 3 août, le maintien de l'état de siège décrété au mois de juin dernier.

### San-Salvador

● UN GROUPE D'ETUDIANTS s'est enfermé dans une cathédrale en construction à San Salvador, pour protester contre la brutalité avec laquelle la drale en construction à San-police avait dispersé leur manifestation du 30 juillet, demander la libération de leurs camarades arrêtés et la démission du ministre de la défense, M. Carlos Romero. Deux mille étudiants avaient manifesté mercredi contre les festivités organisées le mois dernier à l'occasion de l'élection de miss Univers.

## Madagascar

### UN SIFFLET PAR FOYER...

*Les « Fokolona » urbains, sortes de comités créés depuis deux mois à l'imitation de ce qui s'était déjà fait dans les campagnes, ont commencé à s'organiser à Tananarive. Leur premier objectif : lutter contre l'insécurité, le vice, la saleté et... la turbulence des enfants.*

*Afin de faire échec aux malfaiteurs et surtout aux voleurs qui infestent depuis quelques années les rues de la capitale malgache, il a été décidé que chaque foyer serait doté d'un sifflet pour donner l'alarme. De plus, tous les hommes de plus de dix-huit ans seront tenus de se porter au secours des personnes attaquées. S'ils font la sourde oreille, ils pourront être punis d'une amende et même passer devant les tribunaux en cas de récidive.*

*Les citadins ne devront plus boire de boissons alcoolisées sur la voie publique. L'organisation de jeux sera réprimée. Les parents devront payer des amendes pour les frasques de leur progéniture.*

*Les « Fokolona » urbains doivent remplacer à terme les conseils municipaux.*

# AMÉRIQUES

## Argentine

### L'Armée révolutionnaire du peuple offre une trêve au gouvernement

Buenos-Aires (*Reuter*). — L'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.), une organisation de guérilla, a offert le samedi 2 août au gouvernement de déposer les armes en échange de la libération de tous les prisonniers politiques et de la levée de l'état de siège.

L'Armée révolutionnaire du peuple a adressé un communiqué en ce sens à plusieurs organes de presse. Elle indique qu'elle offre cette trêve. « *Dans le but d'aider la démocratie et la pacification, compte tenu de l'état critique de la nation* ».

L'E.R.P. s'engage à libérer un officier enlevé il y a un an et à suspendre toutes ses opérations de guérilla si l'état de siège est levé. L'officier en question est le commandant Julio Larrabure, qui avait été enlevé au cours d'une attaque de l'E.R.P. contre une manufacture d'armes le 11 août 1974 dans la province de Cordoba.

L'E.R.P. se consacre presque exclusivement désormais à des opérations en milieu rural, et il est particulièrement actif dans la province septentrionale de Tucuman où l'arme a déclenché une vaste opération antiguérilla en février dernier. L'état de siège a été décrété en novembre dernier pour combattre l'escalade de la violence qui est également le fait de l'organisation d'extrême droite Alliance anticommuniste Argentine, plus connue en Argentine sous le nom de « triple-A ». ple-A ».

L'opposition estime à trois mille le nombre de personnes actuellement détenus en vertu de l'état de siège, mais les milieux autorisés affirment que le chiffre est plus proche de mille deux cents. Le ministre de l'intérieur M. José Benitez, qui a pris ses fonctions le 11 juillet dernier dans le cadre d'un remaniement ministériel qui a fait suite à plusieurs semaines de désordres sociaux, a déjà remis en liberté plus de soixante prisonniers politiques au cours des dix derniers jours.

L'E.R.P. a été formée en 1970 pour combattre le régime militaire. Elle avait bénéficié de l'amnistie générale décrétée à la suite du triomphe électoral de M. Hector Campora en mars 1973.

Mais l'E.R.P. devait être mise à nouveau hors la loi peu avant le retour du général Peron au pouvoir à la suite de l'élection présidentielle de septembre 1973. Depuis lors, l'organisation a réalisé une série d'enlèvements et d'attentats contre des officiers de l'armée et de la police. Elle a perdu seize hommes lors d'une attaque contre une manufacture d'armes en août dernier.

L'offre de trêve de l'E.R.P. a toute chance d'être rejetée par le gouvernement, préoccupé avant tout de reprendre le pays en main après plusieurs semaines d'agitation.

Sortant de son isolement pour la première fois depuis le 15 juillet dernier, la présidente Isabel Peron a désigné samedi M. Nicasio Sanchez Toranzo à la présidence de la Chambre des députés, laissée vacante par la démission de M. Raul Lastiri sous la pression de certains parlementaires péronistes qui le jugeaient trop proche de M. Jose Lopez Rega, l'ancienne éminence grise du chef de l'Etat.

En désignant M. Sanchez à la présidence de la Chambre, la présidente encourt un nouvel affrontement avec certains parlementaires péronistes qui exigeaient d'être préalablement consultés. Le président du Sénat, M. Italo Luder, avait été choisi par les sénateurs eux-mêmes en un mouvement de défi au chef de l'Etat, qui souhaitait que ce poste demeure vacant. Aux termes de la Constitution argentine, le président de la Chambre — à l'époque M. Lastiri — serait devenu alors le premier dans l'ordre de succession à la tête de l'Etat.

## Bolivie

### DES DIRIGEANTS SYNDICALISTES DÉNONCENT LA « DICTATURE » IMPOSÉE PAR LE GOUVERNEMENT BANZER

La Paz (*A.F.P.*). — L'opposition au régime militaire se manifeste chez les mineurs boliviens. Les cinq mille mineurs du district de Catavi, à 350 kilomètres au sud-est de La Paz ont décidé de se mettre en grève, ce lundi 4 août, pour protester, le jour de l'arrivée dans le pays du président vénézuelien Carlos Andres Perez, contre « *le manque de liberté et la misère* » en Bolivie.

Dix-sept dirigeants de la Fédération syndicale des mineurs boliviens ont, d'autre part, rendu public dimanche un communiqué dénonçant la « dictature » imposée par le gouvernement militaire. Le communiqué dénonce « *l'image déformée de la réalité bolivienne* » que le gouvernement tente de présentet à l'occasion de de la célébration du quizième anniversaire de l'indépendance du pays et souligne que le régime militaire a imposé « *une dictature qui, par sa forme et son essence, apparait comme fasciste* ». « *Ce régime, fondé sur la force, a fait table rase de toutes les conquêtes démocratiques, sociales et économiques des travailleurs* », ajoute le communiqué qui demande que soit réalisée en Bolivie une « *réelle ouverture démocratique.* »

### Vingt-cinq pays d'Amérique latine vont créer un organisme économique indépendant des États-Unis

Mexico (*A.F.P.*). — Vingt-cinq pays latino-américains ont affirmé, le samedi 2 août à Panama, leur volonté de créer, sans la participation des Etats-Unis, un système économique destiné à promouvoir le développement intégral de la région.

Si l'unanimité s'est faite sur le but politique du système économique latino-américain (SELA), des divergences sont cependant apparues, au cours des délibérations qui se sont déroulées à huis clos pendant trois jours, quant à la « méthodologie » qui devra être appliquée.

C'est la raison pour laquelle la date de constitution du SELA a été reportée au 15 octobre.

Dans l'intervalle, un groupe de travail rédigera les statuts et définira l'infrastructure dont sera doté le système. L'idée du SELA avait été lancée le 15 juillet 1974 à Lima par le président du Mexique, M. Luis Echeverria.

Elle répondait, selon le chef d'Etat mexicain, à la nécessité impérieuse de constituer, sans la participation des Etats-Unis, un organisme permanent couvrant le continent, où seraient débattus les problèmes économiques qui entravent le développement des pays latino-américains : problèmes dont l'origine doit être imputée à l'influence déterminante que le colosse du Nord exerce sur les économies de la quasi-totalité des pays de la région.

La loi du commerce extérieur des Etats-Unis, souvent qualifiée de « *véritable agression contre les économies latino-américaines* », et les activités des compagnies multinationales sous contrôle américain son vivement critiqués.

« *Nous avons déjà les Etats-Unis du Nord, il est grand temps que nous cessions d'être les Etats désunis du tSud* », a déclaré à La Havane, en décembre dernier, le ministre du Plan mexicain, M. Horacio Flores de la Pena.

Le SELA, selon ses promoteurs, ne concurrencera pas les autres organismes régionaux tels que l'Association latino-américaine de libre commerce ou le pacte andin. En fait, estiment les observateurs, il pourrait finalement les coiffer, car il s'agit d'un vaste projet dont les buts principaux sont de :

● Financer et développer les entreprises nationales susceptibles d'exploiter les ressources humaines et naturelles de la région ;

● Assumer la défense des prix et *promouvoir la commercialisation* des matières premières latino-américaines ;

● Elaborer une politique économique régionale commune face aux organismes ou groupes de pays extracontinentaux ;

● Encourager et soutenir la création d'entreprises multinationales de la région.

## Etats-Unis

### AVANT DE SE METTRE EN VACANCES

### Le Congrès s'est opposé au président sur la politique de l'énergie

De notre correspondant

Washington. — La session parlementaire s'est achevée vendredi dans les récriminations et les accusations réciproques. Le gouvernement a perdu au Capitole quelques batailles. Sur le plan de la politique extérieure, l'échec de la Maison Blanche à propos des livraisons d'armes à la Turquie a été suivi d'un recul au sujet des batteries antiaériennes « Hawks » commandées par le roi Hussein de Jordanie. On en reparlera à la rentrée parlementaire de septembre...

Sur le plan intérieur, le président Ford a subi également un revers au sujet du projet de loi autorisant les crédits de la santé publique. *Son* veto a été rejeté à une très large majorité alors qu'à quatre reprises consécutives, M. Ford avait fait prévaloir ses vetos, ses adversaires au Congrès n'ayant pas réussi à réunir la majorité des deux tiers requise pour y passer outre. En fait, le veto, ses adversaires au Congrès le président (du moins quand il se trouve assez de démocrates du Sud pour se joindre au gros des républicains et empêcher la formation d'une majorité des deux tiers), mais le « gouvernement par veto », comme on l'appelle ici, est-il en mesure de fonctionner indéfiniment ? *De son côté,* le Congrès n'est pas en mesure d'imposer ses vues ; faute de compromis c'est tout le système de gouvernement qui risque de pâtir de ce match sans arbitre.

C'est ainsi que les frictions permanentes entre le Congrès et la Maison Blanche ont bloqué jusqu'à nouvel ordre l'élaboration d'une politique cohérente de l'énergie. Pour la seconde fois en deux semaines, la Chambre a, le 30 juillet, repoussé par 228 voix contre 189 le plan de la Maison Blanche prévoyant la remise en liberté progressive des prix du pétrole extrait du sol national. Il s'agissait pourtant d'un plan de compromis, le président Ford ayant notamment accepté d'allonger de vingt-quatre à trente-neuf mois la période de « décontrôle » au cours de laquelle le « vieux » pétrole (celui produit au-dessous ou au niveau de 1972, représentant 60 % de la production intérieure) monterait progressivement de 5,25 dollars par baril à 13 dollars par baril, prix auquel est vendu le « nouveau » pétrole (celui provenant des puits en activité depuis 1972, soit *40 % de la production nationale*) et non soumis au contrôle.

La Chambre n'a pas seulement décidé de maintenir à 5,25 dollars le prix du « vieux » pétrole ; elle a réduit à 7,50 dollars par baril le prix du « nouveau » pétrole et rejeté le plan de la Maison Blanche dans son ensemble.

HENRI PIERRE.

## Nicaragua

● SEPT GUERILLEROS, dont une femme, ont été tués le 31 juillet au cours de deux affrontements avec des patrouilles militaires. — (*A.F.P.*)



# DIPLOMATIE

## La politique orientale du Saint-Siège

**Dernier orateur à la conférence d'Helsinki et aussi le plus prolixe, le représentant du Saint-Siège, Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, a rappelé le sens de la participation du Vatican à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.**

**« Je dois reconnaître, a-t-il dit, que les Etats représentés à la conférence semblent avoir vu et salué, dans la participation du Saint-Siège, bien plus que la présence d'un Etat, fût-il minuscule et presque symbolique tel que la cité du Vatican, celle d'une puissance de caractère « différente », non politique. »**

**Le délégué du Vatican a poursuivi : « Le Saint-Siège n'estime pas suffisant, aujourd'hui, de se limiter à énoncer des principes, à encourager et à bénir les efforts des responsables. Il n'hésite pas à participer directement, toujours dans des formes et la mesure qui correspondent à ses responsabilités, à sa propre nature et à la nature de sa mission, aux efforts des hommes de gouvernement en faveur de la paix. Il ne craint pas d'assumer sa propre part de responsabilité concrète. »**

**Le Saint-Siège a manifesté sa « crainte » que le désir de garantir la sécurité commune et d'éviter des conflits ne se traduise finalement « par une consolidation du « statu quo » européen, même là où des raisons de justice ou de légitimes aspirations des peuples en exigent la révision ou, du moins, requièrent qu'on laisse ouverte la possibilité de futurs développements pacifiques ».**

**Ce discours de Mgr Casaroli résume bien la politique à l'Est menée inlassablement par le Vatican sous les deux derniers pontifes. M. Zbigniew Rapacki se demande ci-dessous si cette politique ne gagnerait pas à être plus intransigeante.**

### UNE AUTRE MESURE DU TEMPS

par

ZBIGNIEW RAPACKI (*)

Quand on essaye de dresser un bilan partiel de la politique orientale du Vatican, la première chose qui s'impose à l'esprit est le sort des quatre cardinaux : Beran, Mindszenty, Trochta et Slipyj. Les deux premiers sont morts en exil, le troisième dans son pays, victime des exactions policières subies le jour même de son décès. Le quatrième vit en exil. Sur neuf évêques récemment nommés en Hongrie après la démission forcée du cardinal Mindszenty, un seul passe pour ne pas être de strict obédience gouvernementale. Si l'Eglise de Hongrie a obtenu le droit de l'enseignement du catéchisme dans les églises aux enfants des écoles primaires, l'accord entérine la réduction draconienne du rôle de l'Eglise confinée dans l'exercice du culte, circonscrite à l'intérieur des bâtiments religieux et privée de son rôle éducateur. La normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Tchécoslovaquie, si elle est conduite à son terme, risque d'entériner toute une série d'exactions commises au détriment de l'Eglise par le régime, particulièrement faible dans ce pays et pour cette raison singulièrement complexé. Le Saint-Siège a procédé aussi à la normalisation canonique dans les diocèses occidentaux de la Pologne, ceux qui ont appartenu à l'Allemagne avant 1945, de même qu'il a engagé le processus de la normalisation à l'égard de la R.D.A. qui va être dotée d'une organisation ecclésiastique autonome. Le premier règlement, bien que trop tardif au goût des Polonais, a pleinement correspondu aux aspirations des fidèles, à leurs besoins pastoraux, aux représentations, renouvelées des années durant, de leurs évêques. Sa valeur vient de ce que la décision a été prise en faveur de la Pologne en tant que telle, et non sous la pression de son gouvernement, pris au dépourvu et privé d'arguments qui l'avaient beaucoup servi jusque-là. Aussi, l'Eglise en a été très renforcée face au régime, et le peuple y a vu son plus important acquis depuis les trente dernières années.

Le deuxième règlement ne répond pas aux mêmes critères, puisque le caractère allemand et l'appartenance à la nation allemande des diocèses est-allemands ne sont contestés par personne et que l'équilibre psychologique de leurs fidèles s'accommodait fort bien de la situation précédente. Il n'est nullement acquis que la hiérarchie locale ait vraiment tenu à rempore ses liens organiques avec l'Eglise de la République fédérale, ni qu'elle sortira renforcée de l'érection des nouveaux diocèses.

Qui plus est, l'interdépendance des deux processus fait que la mise en marche du second risque de réduire la valeur de l'acquis du premier. Mettre sur le même pied la frontière Oder-Neisse et la frontière séparant les deux Allemagnes équivaut à conférer à la frontière polono-allemande le caractère forcément provisoire de la frontière interallemande. La Pologne y perd, même et surtout si le gouvernement polonais — qui ne peut que défendre en priorité les intérêts soviétiques — affirme le contraire.

Enfin, si éloignée qu'elle soit de nous, la réunification de l'Allemagne finira par se faire un jour. Or, le Saint-Siège nous a habitués dans le passé à ne pas négliger des phénomènes inéluctables dont l'avènement était lointain : il est peut-être dans sa nature d'employer une autre mesure du temps que celle des chancelleries occidentales.

Quant aux récents contacts entre le Saint-Siège et le gouvernement polonais, ils ont suscité des inquiétudes considérables en Pologne : on y a craint qu'une partie de ce que le régime n'a pas pu obtenir directement sur place ne lui soit concédée par Rome. Après le retour de Mgr Poggi d'une récent mission, ces craintes paraissent moins justifiées.

Que conclure de tout cela ? Tout d'abord, que les résultats, tels que nous les connaissons, se réduisent à une portion congrue, sans commune mesure avec les espoirs initiaux. Toutefois, la phase spectaculaire à la Kissinger paraît révolue, cette phase où les rapprochements frappent l'imagination des foules, pour jurer ensuite avec la minceur de leurs résultats pratiques. Gageons que le Saint-Siège n'a pas besoin, pour sa part, d'un docteur-miracle friand de visions mirifiques et générateur de déboires cuisants, ne serait-ce que parce qu'en matière de miracles, il est tenu à sa prudence séculaire qui lui interdit de céder à la facilité.

#### Une autre voie ?

Existe-t-il une solution de rechange ? Il nous semble que oui, et que ce terme disponible d'alternative n'est pas le retour à la politique de Pie XII. Fort heureusement, la période de détente, qui définit forcément la nature des actuels rapports Est-Ouest, permet d'autres approches. L'U.R.S.S. ne tient pas du tout à s'aliéner l'opinion publique des pays situés hors de sa sphère propre, qu'il s'agisse des pays capitalistes, dont elle convoite les techniques et les capitaux, ou des pays du tiers-monde où *elle se présente en défenseur* des libertés. Dès lors, porter sur la scène mondiale au sens large les abus et les persécutions commis par les gouvernements communistes en violation de leurs propres lois aurait plus d'impact sur la solidité des positions à préserver que la propension actuelle au compromis

Ce n'est pas l'effet du hasard si l'épiscopat polonais a réussi à embarrasser les autorités polonaises, en appelant à la Déclaration universelle des droits de l'homme dès que le gouvernement de Varsovie l'eut ratifiée.

Les églises des pays communistes seraient puissamment aidées par une action d'information à une très grande échelle qui rendrait leurs problèmes familiers au monde entier, car finalement, rien ne sert autant l'arbitraire que la conspiration du silence qui se referme sur lui. Ensuite, l'action en faveur de l'émigration des juifs soviétiques et ses résultats permettent d'imaginer ce que pourrait *obtenir* un lobby chrétien (le problème intéresse tout aussi bien les protestants que les orthodoxes) qui se mettrait à l'ouvrage à New-York et à Washington. La cause de la liberté religieuse dans les pays de l'Est ferait un pas de géant si elle avait partie liée avec la fourniture des équipements. Et pourquoi ne pas rechercher — dans l'esprit conciliaire — une attitude commune des trois religions monothéistes, puisque le même problème intéresse aussi les juifs restés sur place (tous ne vont pas quitter le territoire soviétique), ainsi que les musulmans soviétiques ?

Les besoins religieux de ces derniers ne peuvent pas laisser indifférents les pays islamiques dont le poids a singulièrement augmenté *dans l'arène internationale* ; plus particulièrement, ils jouent, dans la phase actuelle de la politique soviétique, un rôle capital. Après tout, il est dans la nature des choses que ceux qui ont une cause à défendre, un point de vue à prévaloir, se rassemblent et, après avoir défini de concert les objectifs correspondants, passent à l'action. Ceci vaut pour des individus, pour des groupes, pour des pays. Pourquoi des religions différentes ne suivraient-elles pas la même voie ? De surcroît, la formation d'un front cristallisant la communauté d'intérêt, même restreinte, entre les musulmans (dont les Arabes) et les juifs n'agirait-elle forcément pas en faveur de « Pacem in terris » ?

Les épiscopats intéressés, ou ce qui en reste, là où la situation frise la catastrophe, sont bien placés pour juger de leur situation et des remèdes qu'elle requiert. Par ailleurs, leur étroite association aux initiatives dont leurs Eglises peuvent être l'objet paraît se situer dans le principe de la collégialité de Vatican II. Il nous semble que dans la gradation des désastres, la liquidation par les autorités de l'organisation de la vie religieuse n'occupe que l'avant-dernière place, alors qu'à l'étage le plus bas se situerait l'acceptation d'une telle illégitimité, simultanée ou consécutive, par Rome, car alors la reprise de la vie religieuse d'une manière adaptée aux circonstances nouvelles en serait rendue plus difficile

La voix des individus ne doit pas être négligée pour autant. De même que les négociateurs occidentaux à la Conférence sur la sécurité européenne auraient bien fait de méditer les avertissements d'un Sakharov, de même — sur le plan encore davantage glissant des négociations sur l'organisation de la vie religieuse dans l'empire soviétique et ses dépendances — ne doivent pas rester sans écho les mises en garde d'un Soljenitsyne, chrétien de haute volée s'il en est. Le sens de son message est clair, et il se situe aux antipodes de la philosophie tolstoïenne : on ne favorise pas le bien quand on ne s'oppose pas au mal, mais on rapproche l'avènement universel de ce dernier. Enfin, les résultats obtenus par chaque partie dépendent aussi, et peut-être surtout, de la force respective de chacun des partenaires. Le Saint-Siège, bastion et symbole des valeurs spirituelles, doit-il partager le complexe d'infériorité, avec lequel la fraction des opulents de l'humanité engage la difficile partie avec l'Est ? Les nantis craignent pour leurs privilèges et sont obnubilés par les menaces que fait peser le monde d'en face sur leur style de vie. Cette peur panique les mène à envisager toutes les compromissions possibles. Là réside le principal élément de force du monde communiste, car cela lui permet de masquer ses faiblesses intrinsèques qui sont pourtant considérables. Les richesses matérielles peuvent être source de faiblesse quand la vie, devenue trop facile pour l'individu comme pour la société, commence à manquer de sens. L'avenir du monde non communiste dépend, en dernière instance, des facteurs spirituels : les peuples et les individus ne s'en sortiront que si une solide armature morale, absente actuellement, leur permet de retrouver une vision claire et simple de l'existence humaine. Cela requiert pour les chrétiens le retour au Décalogue; cela suppose aussi que ces mêmes chrétiens dans la partie du monde hors de la domination soviétique, épousent, et pas seulement en paroles, le postulat de la justice sociale et de la justice mondiale. Certes, c'est un programme bien chargé, mais il semble pourtant que le salut de l'Ouest ne puisse être envisagé qu'à ce prix; la chrétienté à l'Est dépend aussi, du moins en partie, de la sauvegarde de l'Ouest. En revanche, on n'a besoin de finasseries diplomatiques ni à l'Est ni à l'Ouest : à l'Est, elles ne préservent pas ni à plus forte raison ne consolident pas la religion ; à l'Ouest, elles ne vont pas faire revenir au sein de l'Eglise ceux qui l'ont quittée ou qui sont en passe de s'en écarter.

(*) Ancien universitaire polonais.

● *M. Robert Pontillon,* membre du secrétariat national du parti socialiste, chargé des affaires internationales, a déclaré : « *Le parti socialiste (...) salue dans la conclusion de la troisième phase de la Conférence de sécurité et de coopération européenne, au plus haut niveau, à Helsinki, aujourd'hui, un événement particulièrement important et positif. Il souhaite que la recherche déjà esquissée à Genève puisse s'élargir à des domaines d'intérêt commun par tous les peuples d'Europe, tels que ceux de l'énergie, de la santé, de l'environnement, de la culture et de la communication.* »

● ERRATUM. — Dans nos éditions datées 3-4 août, une erreur de présentation nous a fait attribuer à l'A.F.P. le dernier paragraphe de l'information de la page 4, intitulée : « *La Pravda et les Isvestia publient intégralement l'acte final de la conférence d'Helsinki* », à partir de la phrase : « *La presse soviétique a, en revanche, été sélective dans la reproduction des discours, etc.* », le texte était de la rédaction du *Monde.*

# EUROPE

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

## Le président Costa Gomes tente de sauver l'unité des forces armées

*(Suite de la première page.)*

Fallait-il donc une telle proximité pour rendre plus sensibles aux officiers réunis les « *conditions objectives* » de leur révolution ?

Le président Costa Gomes, qui travailla lui-même à l'état-major de l'Organisation atlantique, aura peut-être montré du doigt ce toit blanc qui abrite encore des « *amis attentifs et inquiets* ». De retour d'Helsinki, il n'a pas attendu pour répéter bien haut ce que les uns et les autres s'étaient empressés de lui dire dans la capitale finlandaise. « *Tout le monde nous regarde*, déclare-t-il en substance. *A l'Ouest, on nous aidera si nous suivons la voie d'un socialisme pluraliste. A l'Est, on nous conseille gentiment de fixer le rythme de notre révolution, de consolider les résultats déjà obtenus avant de lui donner de nouveaux élans.* » Les avertissements et les conseils d'Helsinki sont autant d'atouts dans le jeu du président de la République. Il s'alarme d'une révolution qui va trop vite et réclame une « pause » pour que le peuple suive.

### Une fuite en avant

Il veut « *une révolution pacifique, harmonieuse et tranquille, un socialisme pluraliste, respectueux des droits du citoyen* ».

Renforcé par la pression internationale, le général Costa Gomes invite les Portugais à oublier leurs querelles et propose de nouveau « *un pacte d'entente et d'action* ». Ce n'est pas ce que lui apportera l'après-midi, au palais de Belem, le premier ministre. La liste enfin complète du gouvernement que le général Vasco Gonçalves soumet à ses deux pairs du directoire donne une fâcheuse impression de vide. Malgré de nombreuses tentatives, il n'a pu « pêcher » quelques dissidents au sein du parti socialiste ou parmi les centristes du P.P.D. Les deux formations majoritaires du pays sont laissées sur la touche. Pire, les « *figures connues* », souvent issues du Mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.) se sont tour à tour récusées en dénonçant l'absence de projet politique clairement défini. Et pour finir, on a écarté le leader de l'« *opposition militaire* », le major Melo Antunes, ministre des affaires étrangères dans le précédent cabinet.

On est à mille lieues du gouvernement d'union nationale tant recherché. Il ne reste que des officiers et quelques dirigeants de second plan du parti communiste ou du Mouvement démocratique portugais. Ce n'est pas la personnalité « indépendante » du professeur Teixeira Ribeiro, l'homme tranquille de Coïmbra, qui suffirait à élargir un éventail des plus réduits. Le projet, c'est évident, manque de « crédibilité ».

En proposant un gouvernement aussi minoritaire dans le pays, le premier ministre ne révèle-t-il pas l'isolement où il se trouve ? Son projet politique rencontre aussi bien des obstacles. Ce front d'unité populaire vaste regroupement allant des franges de l'Union démocratique populaire (maoïste) aux franges du P.C. rappelle l'idée de « *M.F.A. en civil* » lancée auparavant par l'amiral Rosa Coutinho et accuse la fronde des socialistes et des centristes qui y voient l'embryon d'un futur « *parti unique* ».

Pour le chef de l'Etat, tout cela ressemble à une fuite en avant aux risques incalculables. C'est la cassure irrémédiable du M.F.A. Au-delà, l'unité de l'armée elle-même est mise en péril. Aussi « radical » qu'on le présente, le général Otelo de Carvalho a également vu le danger : il ne tient pas à « *s'embarquer dans cette galère* » et manifeste ses réticences devant l'invite qui lui est faite de devenir vice-premier ministre. Le chef du Copcon veut sauvegarder son autonomie, préserver la marge de manœuvre que lui confère la force dont il dispose. Et il sait que déjà la crise prolongée que traverse le pays a atteint l'armée, qu'elle touche ses propres unités. Pour lui c'est un signal d'alarme.

Les remous dans les casernes, l'agitation désordonnée d'une armée qui commence à vaciller, ont sans nul doute plus préoccupé les triumvirs que la mise en place d'un nouveau gouvernement. Les incidents survenus au régiment de commandos d'Amadora ne sont que la partie visible d'un mouvement de fond qui ébranle l'armée portugaise. Au nord, des officiers renâclent : le général Corvacho, chef d'état-major de cette région, est venu de Porto pour en faire rapport à Lisbonne. L'armée de l'air, c'est bien connu, suit avec une lenteur calculée un processus qui ne l'intéresse guère. Nombre d'officiers ont retenu les mots du général Spinola, qui dit « *garder toute sa confiance à la plupart des militaires de carrière* ».

On assiste aujourd'hui à un début de polarisation au sein des forces armées. Il suffisait, pour s'en convaincre, de lire, samedi dans *l'Expresso* et *le Jornal Novo*, les déclarations respectives du colonel Jaime Neves, commandant limogé des commandos d'Amadora et du major Ramiro Correia, chef du cinquième bureau. Quand l'un regrette « *l'autorité, la discipline, le respect, choses qui n'existent plus* », l'autre annonce que les cours de l'Institut de sociologie militaire seront assurés par des enseignants « *de formation politique correcte* », *c'est-à-dire marxiste* », et qu'on y apprendra, entre autres, « *l'anthropologie structurelle et le matérialisme dialectique* ».

Voilà, assurément, un langage qui ne dira rien aux « durs », aux « baroudeurs » d'Amadora, qui évoquent toujours avec fierté leurs « liens avec l'Afrique ». La contre-attaque du colonel Neves, après son épuration, est particulièrement violente. Il estime être victime d'une machination montée « *par certains partis de gauche qui veulent détruire son unité de commandos* ». Personne n'est désigné, mais tout le monde a compris. Il vise le parti communiste. Selon lui, deux ou trois officiers ont mené l'opération et entraîné une minorité de soldats. Sans souci du règlement militaire, il parle ouvertement et affirme qu'il aurait pu aisément organiser « *un contre-coup* », mais ne l'a pas fait « *car il y aurait eu des coups de feu et la troupe aurait aussitôt abandonné l'Angola* ».

Sûr de lui, malgré les accusations dont il est, depuis longtemps, l'objet — on lui attribue la responsabilité de certains massacres au Mozambique et on l'a dit mêlé au coup du 11 mars, — le jeune colonel profite de l'occasion pour « *vider son sac* » et dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas.

La liaison du peuple et du M.F.A. ? Il ne s'y oppose pas... A condition qu'elle se limite à des » *fins sociales* ». L'avenir du pays ? « *Il y a deux lignes : celle, modérée, du président de la République, et une autre que nous excluons. Là sera le point fondamental de scission.* » La révolution ? « *Oui, mais dans la discipline.* »

Lundi matin, le colonel se retrouve devant ses hommes à Amadora. En présence du général Otello de Carvalho, c'est l'assemblée générale des grandes explications. Un moment important, décisif peut-être, qui passe les murs du cantonnement. Ce matin, un éditorialiste inquiet de « *l'humeur nationale* » faisait d'Amadora le « *miroir de la situation politique* ». L'enjeu, il est vrai, est de taille : si l'officier est définitivement banni, les remous risquent d'être violents dans certaines unités. S'il est réintégré, les régiments les plus « radicaux » n'oublieront pas la leçon. Dans les deux cas, un pas de plus n'aura-t-il pas été franchi dans l'escalade ? Deux blocs se dessinent, dans l'armée comme dans la rue. « *La révolution va peut-être reculer pour un temps*, nous disait hier un militant communiste, *mais désormais, elle est allée trop loin. Un jour, il faudra bien un vainqueur et un vaincu.* »

DOMINIQUE POUCHIN
et JOSÉ REBELO.

*RÉUNIS A STOCKHOLM*

## Les dirigeants socialistes ouest-européens créent un comité de soutien « pour le socialisme démocratique au Portugal »

De notre correspondant

**La conférence des partis socialistes européens, convoquée à Stockholm par M. Palme, premier ministre suédois, a décidé de créer un « comité d'amitié et de soutien pour le socialisme démocratique au Portugal ». L'un de ses membres, M. Anker Joergensen, premier ministre danois, a annoncé qu'il comptait se rendre à Lisbonne, sans doute à la mi-août, pour étudier la situation. Certains pays scandinaves envisageraient déjà d'apporter directement une aide à ce pays.**

Stockholm. — Les principaux dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates de onze pays d'Europe occidentale (MM. Wilson, Callaghan (Grande-Bretagne), Brandt, Schmidt (R.F.A.), Kreisky (Autriche), Den Uyl (Pays-Bas), Soares (Portugal), Mitterrand (France), Craixi (Italie), Bratteli (Norvège), Joergensen et Sorsa (Finlande), ainsi que le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, se sont réunis au château de Haga, à côté de Stockholm, avec M. Olof Palme, pour examiner diverses questions : la situation économique, la lutte contre le chômage, le Portugal, et la conférence européenne de sécurité. La situation politique intérieure au Portugal a cependant dominé les conversations. En ce qui concerne la crise économique internationale, ils ont brièvement étudié les modalités d'une relance et d'une réduction du chômage.

Plusieurs dirigeants présents à Stockholm avaient rencontré, jeudi ou vendredi derniers, à Helsinki, le président portugais Costa Gomes. Cette fois, ils ont pu entendre le point de vue de M. Maro Soares. La conférence de Stocrkholm a décidé de créer un « *comité d'amitié et de soutien pour le socialisme démocratique au Portugal* ». Un groupe restreint, composé de MM. Wilson, Brandt et Mitterrand, et présidé par M. Palme, a été désigné pour en définir prochainement l'organisation et les grandes lignes de travail. L'objectif est en premier lieu de mobiliser l'opinion en Europe en faveur des libertés politiques, syndicales et de la presse au Portugal.

Pour les sociaux-démocrates européens, le parti socialiste de M. Soares est la meilleure garantie de la défense des idées démocratiques fondamentales au Portugal, et ils sont prêts à lui apporter toute leur aide morale.

Pour sa part, M. Mario Soares a été extrêmement prudent dans ses propos. Il a toujours évité de critiquer à Stockholm le nouveau triumvirat et, à plusieurs occasions, il a déclaré qu'il était optimiste.

Si les sociaux-démocrates européens ont tous approuvé la constitution du comité d'aide, des divergences sont apparues au sujet de l'aide économique au Portugal. Après une entrevue « franche » avec le président Costa Gomes à Helsinki, M. Wilson, premier ministre britannique, n'a pas caché qu'il était personnellement profondément pessimiste et, s'en tenant à la position de la C.E.E., a dit qu'il n'était pas question d'accorder une aide économique à Lisbonne sans poser des conditions politiques. Les sociaux-démocrates allemands partagent, semble-t-il, cet avis. De leur côté, MM. Mitterrand et Palme estiment que l'Europe doit faire preuve de solidarité et que l'aide doit être inconditionnelle.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion, M. Soares a dit avoir « *plaidé pour une aide économique sans condition politique* », ajoutant qu'il avait « *été entendu* ».

Le chef du gouvernement israélien, M. Rabin, était surtout venu à Stockholm pour obtenir le soutien de ses collègues européens aux Nations unies. Sur ce point, la conférence a rappelé les principes universels de l'O.N.U. et souligné qu'une « *suspension* » d'Israël serait contraire à l'esprit et à la charte de l'Organisation internationale.

Une telle mesure ne pourrait que retarder la paix au Proche-Orient et compromettrait gravement les travaux futurs de l'ONU. Evoquant l'activité diplomatique en vue d'un accord intérimaire de dégagement entre Israël et l'Egypte, M. Rabin a déclaré qu'il ne voyait pas le besoin de rencontrer M. Henry Kissinger dans les semaines qui viennent : « *Les canaux diplomatiques ordinaires sont suffisants actuellement.* »

Peu avant son départ de Stockholm, dimanche, le premier ministre israélien a eu un entretien d'une heure et demie à l'aéroport avec le secrétaire général des Nations unies à l'initiative de ce dernier.

ALAIN DEBOVE.

### A Coïmbre

## LES CATHOLIQUES MANIFESTENT AVEC LEUR ÉVÊQUE

Lisbonne (*A.F.P., Reuter*). — Pour le quatrième dimanche de suite, le 3 août à Coïmbre, de trois à cinq mille catholiques ont manifesté leur soutien à l'épiscopat. L'évêque du diocèse, Mgr Joao Saraiva, a dénoncé la « *presse nationalisée qui veut séparer les chrétiens de leurs évêques* ». Il faut, a poursuivi le prélat, que le peuple agisse dans les syndicats, les commissions de quartier, les entreprises, les écoles pour ne pas laisser le champ libre aux communistes.

Mgr Saraiva a lu un télégramme adressé au président Costa Gomes, qui demande « *une information libre et objective, un enseignement libre et accessible à tous, une Rradio-Renaissance libre et chrétienne respectant la pluralité d'opinions* ». « *Nous offrons notre collaboration dévouée à la révolution portugaise* », a ajouté Mgr Saraiva.

D'autre part, quarante-huit militants communistes ont été arrêtés samedi soir par les forces armées et la police de la ville de Famalicao, dans le nord du pays. Pour défendre les locaux du P.C. contre des manifestants, ils avaient tiré sur la foule, blessant trois personnes dont deux grièvement.

## LES ÉCUEILS DE LA RÉVOLUTION

*(Suite de la première page.)*

La révolution portugaise n'a pas échappé à cette première loi. Il ne faut pas oublier qui l'a déclenchée et ce qui constitue sa principale originalité, du moins par rapport aux révolutions européennes : des militaires, et non pas, comme on le croirait parfois à lire certains journaux, M. Cunhal ou le gouvernement soviétique. Ce sont toujours ces militaires, et non M. Cunhal ou le gouvernement soviétique — dont l'armée, à la différence de ce qui s'était passé après la guerre en Europe de l'Est, est hors d'état d'appuyer les communistes locaux, — qui entendent conserver la responsabilité du déroulement des opérations. Ce n'est pas par hasard que le triumvirat mis en place par le M.F.A. pour tenter d'arbitrer ses désaccords intérieurs est composé de *trois généraux*.

### Une lecture bouleversante

A première vue, il peut paraître surprenant que ces hommes, qui ont gagné leurs galons, sinon leurs étoiles sur le champ de bataille des guerres coloniales et les ont reçus d'un pouvoir des plus réactionnaires, se réclament tous, aujourd'hui, d'une forme ou d'une autre de socialisme. Mais il n'y a rien là, au fond, que de très explicable. Il arrivait à Salazar de montrer à ses visiteurs une lettre que Maurras lui avait adressée de sa prison de Clairvaux, et qu'il conservait dans son portefeuille : « *Tenez bon* », lui disait simplement l'auteur du *Chemin du paradis*. Ce qu'a voulu le « *Doutor* » de Coïmbre dans son orgueil amer de technocrate solitaire, contraint par la lombalgie à l'immobilité, c'est faire du Portugal l'exception à ce qu'il considérait comme la décadence générale du monde : la démocratie, le socialisme, le syndicalisme, la transformation des mœurs, l'abandon de la mission coloniale. On a vu à quoi son obstination a mené : à une guerre qui absorbait la moitié des revenus du pays et imposait aux jeunes Portugais quatre ans de service autre-mer, aux brutalités de la PIDE, la police politique, aux pires inégalités sociales, à l'émigration massive, à un taux d'analphabétisme de 40 %.

Tôt ou tard, les jeunes officiers qui servaient en Angola ou au Mozambique devaient découvrir l'écart entre la réalité et la prédication de l'Estado Novo. Comment n'auraient-ils pas été impressionnés par la lecture des pages bouleversantes dans lesquelles Marx, Lénine et Mao excellent à donner le sentiment qu'ils ont découvert les lois de l'histoire et, en tout cas, mis à nu les mensonges derrière lesquels impérialismes cherche à dissimuler des noirs desseins ? C'est ailleurs que l'on fait le bilan critique du marxisme appliqué, et que l'on constate que l'exploitation de l'homme par l'homme ne disparaît pas automatiquement, hélas ! avec la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Pour eux, ils avaient trouvé leur chemin de Damas. Marxistes ou chrétiennes, les vocations tardives sont toujours les plus ardentes.

Armés de certitudes simples, pleins d'ardeur et de bonne volonté, ils entendaient, bien entendu, réussir là où tant d'autres avant eux avaient échoué. Ils allaient réaliser le socialisme parce qu'ils ne doutaient pas que l'exploitation capitaliste était à l'origine du retard culturel et économique de leur pays. Mais ils allaient le réaliser dans la liberté, puisque, aussi bien, ils ne doutaient pas que le peuple, dans sa sagesse et son bon sens, reconnaîtrait où étaient ses vrais amis.

Il en était chez eux qui, communistes militants, nourrissaient moins d'optimisme sur la nature humaine et professaient que la révolution exige beaucoup de contrainte. Ils n'étaient pas la majorité, car s'ils l'avaient été, ils n'auraient pas laissé se dérouler, pour l'anniversaire de la chute de la dictature des élections, dont chacun savait qu'elles illustreraient de manière éclatante les limites de l'adhésion populaire au P.C. On avait certes à l'avance inséré dans un cadre étroit les pouvoirs constituants donnés à l'assemblée, et jusqu'à présent celle-ci n'a guère paru tentée de reprendre la tradition des états généraux de 1789. Il n'empêche que le scrutin du 25 avril n'a donné aux socialistes, aux sociaux-démocrates et aux centristes une arme dont ils ont montré depuis qu'ils étaient déterminés à se servir.

C'est que les militaires n'avaient pas été particulièrement préparés à prendre en charge leur pays au moment où celui-ci, en pleine récession mondiale, accédait brusquement à la liberté : c'est-à-dire entre autres à la liberté de vivre un peu moins mal.

Il est probable qu'un homme comme le général Spinola, qui se rappelait l'histoire de la libération de la France, a pensé que faire venir les communistes dans le gouvernement était le meilleur moyen de contenir la vague de revendications sociales et donc d'éviter de tomber dans le cycle infernal des hausses de salaires et de prix. Mais outre que c'est trop demander à des communistes que de les appeler à protéger un système social dont la destruction est leur raison d'être, le Portugal comme l'Espagne et l'Italie, connaît une vieille tradition anarchiste. Les gauchistes y sont en nombre et ils ont été prompts à dénoncer, tout comme leurs camarades chiliens, toutes les velléités de « *collaboration de classes* ». Appliquant à la lettre les descriptions de Lénine dans *la Maladie infantile du communisme*, ils ont donné dans la « *phrase révolutionnaire* », autrement dit, dans la phraséologie la plus radicale : à la campagne et dans les usines, ils ont poussé aux expropriations. Et il n'est pas dit que dans l'affaire de *Republica* ils n'aient pas été l'aile marchante.

Très vite, il est apparu que le nouveau pouvoir n'arrivait pas à dominer la crise économique. La productivité diminuait en même temps que progressaient à marches forcées le chômage et l'inflation. Les destitutions de directeurs d'usines, les réquisitions de villas ou d'appartements, les nationalisations n'encouragent pas précisément les investissements ni le tourisme. Les capitaux fuient, et aussi les « cerveaux ». Le rapatriement des devises envoyées par les travailleurs à l'étranger semble bien, malgré tous les démentis, avoir beaucoup diminué. Sans être aussi grave que la situation économique que connaissait le Chili à la veille de la chute du régime Allende, celle du Portugal est devenue très préoccupante. Et les stocks d'or et de devises accumulés par la dictature ne sont pas inépuisables.

### Le peuple ne suit plus

Le président Costa Gomes l'a reconnu devant l'assemblée générale du mouvement des forces armées, le peuple « *ne suit plus* ». Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. L'évasion de quelque quatre-vingts agents de la police de l'ancien régime, les vastes manifestations rassemblées à l'initiative du parti socialiste et que le P.C. a été impuissant à empêcher, la mise à sac de quelque vingt permanences communistes, le refus de l'armée, dans plusieurs cas, de répondre aux appels de la police qui voulait les protéger, une agitation qui se manifeste de haut en bas de l'armée et jusque dans les rangs du Copcon, ce « *fer de lance* » de la révolution, tous ces signes témoignent de l'existence d'une vaste réaction contre un mouvement qui, un an plus tôt, avait suscité un enthousiasme quasi unanime. L'immense majorité de la population a sans doute pris goût à la liberté retrouvée, mais elle regimbe au désordre continuel, aux tracasseries, à l'incohérence d'une autorité qui en est encore à se chercher.

Face à ce phénomène de rejet, le Mouvement des forces armées, loin de manifester la détermination implacable que lui prêtaient volontiers ceux qui ne veulent voir en lui qu'un simple instrument du P.C., se divise, hésite, tergiverse. Il est de bon ton aujourd'hui de dénoncer la théorie de la minorité agissante. Mais sans minorité agissante, y aurait-il eu la révolution et la résistance françaises ? Le pouvoir de Caetano aurait-il été renversé ? Aujourd'hui en tout cas, la minorité dite « agissante » ne paraît guère mériter ce qualificatif. Il lui faut pourtant, et d'urgence, retrouver le contact qu'elle est en passe de perdre avec ce peuple, dont elle veut faire le bonheur.

Toutes les révolutions ont connu de telles crises de confiance. Mais le moins qu'on puisse dire est que, pour tenter d'en venir à bout, elles n'ont pas toujours employé la meilleure méthode. La Terreur a conduit à Thermidor et Thermidor à Brumaire, en attendant, bien plus tard, la Terreur blanche.

Puissent les hommes qui portent aujourd'hui la responsabilité du destin du Portugal méditer assez les leçons de l'histoire pour lui épargner, fût-ce sous forme de caricature, de tomber dans l'un ou l'autre de ces éternels écueils des révolutions !

ANDRÉ FONTAINE.




(Dessin de Konk.)

## LE PRÉSIDENT FORD : Il est tragique que les États-Unis ne puissent pas agir.

New-York (*A.F.P.*). — Le président Gérald Ford estime « *extrêmement tragique* » que les Etats-Unis ne soient pas en mesure d'agir au Portugal pour contrebalancer l'influence communiste.

Dans une interview publiée dans la dernière livraison de l'hebdomadaire *U.S. News and World Report*, le président Ford dit notamment : « *Nous regrettons que le Portugal soit actuellement en ébullition. Je pense qu'il est maintenant de notoriété publique que l'Union soviétique y apporte discrètement son aide aux éléments communistes.*

» *D'autre part*, ajoute le président, *nous savons que des pays d'Europe occidentale aident leurs amis sociaux-démocrates au Portugal... Je pense qu'il est extrêmement tragique qu'en raison de l'enquête sur la C.I.A. et de toutes les limitations qui nous sont imposées dans le domaine des opérations secrètes nous ne soyons pas en mesure d'agir aux côtés des autres pays occidentaux.*

» *Je ne veux pas dire que notre participation résoudrait automatiquement le problème*, conclut le président Ford.

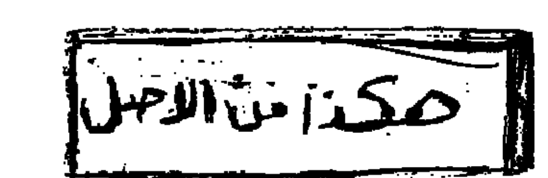
## M. WILSON : L'attitude des Soviétiques sera le premier test de l'« esprit d'Helsinki ».

*(De notre correspondant.)*

Londres. — Pour M. Wilson, l'attitude des Soviétiques envers le Portugal sera le premier test de « *l'esprit de Helsinki* ». Au cours d'une interview radiophonique, dimanche 3 août, à la B.B.C., le premier ministre britannique a confirmé que, dans la capitale finlandaise, il a adressé « *quelques mots assez durs* » au président portugais.

Selon M. Wilson, le chancelier allemand et le premier ministre néerlandais auraient exprimé leur opinion sur ce sujet avec tout autant de franchise. « *Nous avons*, dit-il, *indiqué clairement à l'Union soviétique que tout ce qu'elle pourrait faire pour apaiser la situation au Portugal serait conforme à l'esprit d'Helsinki. Ce premier test pour savoir si Helsinki et la détente signifient vraiment quelque chose.* »

Le premier ministre croit cependant qu'après cette grande rencontre internationale les Russes tiendront peut-être un peu plus compte de l'opinion occidentale qu'ils ne l'avaient fait à l'époque de leur intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie.



# EUROPE

E LA SITUATION

LA RÉVOLUTION

## AU PORTUGAL

# Les maladresses de Lisbonne favorisent les tendances séparatistes des Açores

De notre envoyé spécial

Ponta-Delgada. — La révolution du 25 avril n'a pas franchi les 1 500 kilomètres d'océan qui séparent Lisbonne des Açores. Ponta-Delgada, la plus grosse ville de l'archipel, capitale de l'île de Sao-Miguel, a des silences de monastère, et les cargos se succèdent dans le port au rythme lent d'un comptoir de bout du monde. Les murs des immeubles à colonnades sont vierges d'inscriptions, le journal local donne brièvement les nouvelles du continent sans les commenter.

La faucille et le marteau du parti communiste n'apparaissent nulle part, et on chercherait en vain à se procurer un des journaux d'extrême gauche qui se vendent à la criée sur les trottoirs de Lisbonne. Les quelques initiatives prises par le gouvernement central ont, par contre, provoqué une réaction de rejet, qui a transformé en quelques mois un particularisme déjà ancien en une volonté d'autonomie, sinon de séparatisme.

*« L'indépendance, je n'avais même jamais pensé à ce mot avant de me retrouver en prison »*, nous a dit une des personnes arrêtées le 7 juin dernier et détenues durant quelques jours après que les agriculteurs eurent, au cours d'une manifestation violente, obligé le gouverneur civil à démissionner. Les paysans protestaient contre la fixation autoritaire du prix du lait par l'administration de Lisbonne, qui les désavantageait par rapport aux producteurs du continent. Dans le feu de l'action, deux ou trois mille citoyens, d'ordinaire paisibles, ont occupé un moment la station de radio locale et bloqué la piste d'atterrissage de l'aérodrome. C'est ce jour-là que l'on a crié pour la première fois « Indépendance ! ». Le mot a fait aussitôt fortune, sans que l'on ait beaucoup réfléchi, semble-t-il, à ce qu'il représenterait s'il venait à se concrétiser. L'homme de la rue avoue volontiers qu'il souhaite l'indépendance. L'idée flatte son amour-propre, mais le premier argument qu'il avance : *« Regardez les îles du Cap-Vert, elles sont beaucoup plus pauvres que nous et pourtant elles ont l'indépendance »*, est souvent aussi le dernier.

L'autonomisme n'a pas encore de « doctrine ». Le principal avocat de la rupture avec Lisbonne est un groupe clandestins, le Front de libération des Açores. Dès la sortie de la ville, comme si la bonne éducation de ses militants les avaient empêché de souiller le centre ville ou le front de mer, le sigle FLA est peint sur tous les panneaux routiers. Des mains anonymes ont également abandonné à diverses reprises des tracts dans des endroits fréquentés, mais ce sont là à peu près les seules actions qu'ait menées le Front. Si le FLA a révélé la population à elle-même, il semble, en tout cas, à Ponta-Delgada, être davantage un mouvement « d'élite » que de masse. En l'absence d'un conflit ouvert, qui nécessiterait un enrôlement massif, il reste encore peu structuré.

La force de la rhétorique indépendantiste est d'associer l'anticommunisme et la fierté insulaire. Dans un monde clos, où le pouvoir de l'Eglise est sans faille, le communisme garde encore une forte odeur de soufre. Il a obtenu à peine 2 % des voix dans les trois districts de l'archipel aux élections à l'Assemblée constituante. Mais cette peur ne suffirait pas à provoquer une réaction brutale de la part d'une population éduquée depuis toujours dans le respect de l'autorité et la passivité politique.

### Des provocations

Il fallait que le nouveau pouvoir paraisse décidé à s'imposer en rompant l'isolement qui protégeait l'archipel. Mais la population des îles a été choquée par des mesures administratives malheureuses et des articles incendiaires de la presse de Lisbonne, décrivant le FLA comme *« un mouvement de droite réactionnaire »* et suggérant que soient mis en œuvre les moyens propres à donner un supplément d'ardeur révolutionnaire à une population présentée comme arriérée.

L'arrivée, le 24 juillet dernier, d'une frégate de la marine (qui passe pour l'arme « gauchiste » par excellence) a elle aussi été interprétée comme une provocation. Restés longtemps en mer, les marins sont descendus pour une « virée » qui s'est terminée par un échange de coups de bâtons avec la population locale. Le passage de deux autres frégates, l'une venant se ravitailler après une mission océanographique au large de l'île Santa-Maria, l'autre, un navire-école e nexercice, a donné encore un peu plus aux habitants l'impression que le continent entendait les mettre au pas.

D'autres préoccupations, où se mêlent intérêts économiques et liens familiaux, font pencher la balance du côté de l'indépendance. Il y a deux fois plus d'Açoréens à l'étranger que dans l'archipel, pour la plupart aux Etats-Unis et au Canada, à quatre heures d'avion seulement. Les émigrés ont envoyé pour plus de 1 million de dollars aux Açores en 1974, ce qui représente bien souvent un complément nécessaire pour les familles pauvres. Depuis le 25 avril l'argent n'arrive plus.

Il se fait en revanche un intense trafic de bandes magnétiques sur lesquelles les émigrés expliquent à leurs parents que le communisme est un fléau irréparable et que, surtout, l'implantation d'un régime communiste à Lisbonne couperait définitivement les Portugais du Nouveau Monde de ceux de l'ancien. Et les Açoréens d'outre-Atlantique de *promettre* à leurs parents restés « au pays » les mille bienfaits qui résulteraient d'une association entre un archipel devenu indépendant et les Etats-Unis ou le Canada. Ils envisagent la création de ports francs, d'une marine dans le style de celle de Panama, l'impression de timbres destinés *« aux collectionneurs du monde entier »*.

Autant de rêves, affirme le tract imprimé au Massachusetts qui ne verront jamais le jour sous la férule du « satrape » Cunhal, appelation bien romanesque pour l'austère secrétaire du P.C.P.

### Le jeu des partis et la politique officielle

Les partis politique, du moins ceux qui ont voix au chapitre aux Açores, c'est-à-dire le P.P.D. et le P.S., suivent depuis l'origine avec attention et sympathie le mouvement séparatiste.

Leurs députés ont pour mandat de proposer à l'Assemblée constituante un projet d'autonomie des Açores. Ils appuient la récente décision de Lisbonne de créer une junte de gouvernement dans l'archipel pour remplacer des gouverneurs civils démissionnés ou démissionnaires — c'est le cas de deux sur trois, le troisième étant en fait un officier de marine, — mais à condition que celle-ci soit composée uniquement de membres du P.P.D. ou du P.S. Il ne peut être question pour eux de s'aliéner un des seuls groupes de citoyens qui les soutiennent sans réserve. Aussi épousent-ils fidèlement les élans des insulaires, espérant pouvoir, le jour venu, que l'indépendance se soit faite ou non, récupérer le contrôle politique.

La tâche des autorités civiles et militaires est plus difficile. Loin de pouvoir laisser la bride sur le cou aux Açoréens, elles doivent s'efforcer de les ramener à de meilleurs sentiments. Le gouverneur civil par intérim étant là pour expédier les affaires courantes, c'est à Ponta-Delgada, aux « économistes », banquiers ou administrateurs qu'il incombe de persuader leurs concitoyens que les liens avec le continent sont seuls à pouvoir garantir l'avenir. *« Je crois au Portugal nouveau et je crois aux potentialités de l'archipel,* nous dit l'un d'eux; *on peut développer ici l'élevage et les industries dérivées, la pêche, le tourisme. »* Ces projets, explique-t-il, ne pourront être réalisés que grâce à des initiatives gouvernementales. Pareilles promesses ont été faites depuis le 25 avril 1974. A moins d'un plan d'urgence pour les Açores, les promesses des « oncles d'Amérique » garderont leur pouvoir de séduction.

### Un gouverneur temporisateur

Le gouverneur de l'archipel, le général Pinto Magalhaes, est un homme affable qui s'efforce d'être dans cette crise un élément modérateur. *« Je suis sûr de mes hommes,* nous dit-il. *Ils ont compris leur mission, qui est d'empêcher des affrontements. »* Le général n'ignore sans doute pas que certains éléments du M.F.A. estiment que lui-même n'est pas tout à fait des leurs. Ceux-là voudraient que le gouverneur — qui n'est pas Açoréen, mais originaire du nord du Portugal — soit remplacé par un homme plus agressivement révolutionnaire. Mais les jeunes officiers et sous-officiers de la garnison, Açoréens pour la plupart, auraient, dit-on, menacé de régler le problème « au niveau local » si on leur retirait leur général.

Le M.F.A. a examiné à Lisbonne, au cours d'une de ses réunions, la situation de l'archipel. Il aurait été décidé de ne rien brusquer en attendant que la situation s'éclaircisse. Aux Açores, tout le monde attend aussi, mais pour voir ce que va faire Lisbonne, et jusqu'où ira cette révolution, décidément trop à gauche.

ALAIN-MARIE CARRON.

## LE VOYAGE DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN EN ROUMANIE ET EN YOUGOSLAVIE

# M. Ford s'entretient avec le maréchal Tito de la situation au Proche-Orient

De nos envoyés spéciaux

**Le président Ford devait quitter Belgrade ce lundi 4 août en fin d'après-midi pour regagner Washington à l'issue de ses visites en Yougoslavie et en Roumanie au lendemain du « sommet » de la C.S.C.E. Il poursuit, ce lundi, ses entretiens avec le maréchal Tito, particulièrement sur la situation au Proche-Orient. M. Hirman Eilts, ambassadeur des Etats-Unis au Caire, était d'ailleurs arrivé dimanche soir dans la capitale yougoslave. Il accompagnera le président dans son voyage de retour.**

Belgrade. — Arrivé dimanche après-midi à Belgrade, le président des Etats-Unis a été accueilli à l'aérodrome de Surcin par le maréchal Tito. Il a rendu hommage en termes chaleureux à *« un pays fier de son indépendance »* et à son hôte personnellement *« respecté aux Etats-Unis et dans le monde comme l'un des plus grands hommes d'Etat de l'époque d'après-guerre »*.

Après un bref repos dans sa résidence, ancien palais royal sur la colline de Dedinje, le chef de l'administration américaine a eu, au siège du gouvernement fédéral, un premier tête à tête avec son hôte, suivi d'une réunion d'une quarantaine de minutes des deux délégations. L'état *« très bon »* des rapports bilatéraux sur deux pays, surtout dans le domaine économique, leur désir réciproque de les voir développer encore davantage, et la nécessité d'un dialogue continu à tous les niveaux on ont été les principaux thèmes.

Au cours du dîner de gala qu'il offrait, le maréchal Tito n'a pratiquement abordé qu'un seul problème concret de la situation internationale, celui du Proche-Orient, qui représente actuellement l'une des principales pommes de discorde entre Belgrade et Washington. Comme à l'accoutumée, il a plaidé la cause des pays arabes. A son avis, les efforts tendant à trouver un règlement juste et durable des conflits se sont avérés *« insuffisants »*. Si Israël souhaite assurer son indépendance, qui doit reposer sur une collaboration amicale avec les pays arabes, il doit évacuer *« le plus tôt possible »* les territoires occupés et reconnaître le droit du peuple palestinien à son propre Etat. Dans ce cadre, le maréchal n'a fait qu'une brève allusion aux *« événements autour de Chypre »*, qui ne font qu'aggraver une situation déjà inquiétante dans la Méditerranée.

Dans sa réponse, le président Ford a insisté sur l'intérêt des Etats-Unis pour l'indépendance et l'intégrité de la Yougoslavie et le bien-être de son peuple, et sur les progrès réalisés dans les échanges économiques entre les deux pays. Les Etats-Unis reconnaissent que la politique yougoslave de non alignement représente *« une contribution active »* à une meilleure compréhension entre les peuples. Cependant, M. Ford a exprimé en même temps son « affliction » devant *« l'intransigeance et l'irresponsabilité »* dont certains pays ont fait preuve aux Nations unies dans les débats sur des questions vitales. Le président a laissé entendre, toutefois, — telle est du moins l'impression des observateurs, qu'il n'avait nullement l'intention d'identifier la politique de non-alignement de la Yougoslavie à celle de tous les autres pays faisant partie de ce groupe au sein de l'organisation internationale, et dont le comportement avait été critiqué ces derniers temps avec virulence par le secrétaire d'Etat Kissinger et d'autres personnalités américaines.

Peu riche en résultats concrets mais haute en couleurs, l'étape roumaine de M. Ford, samedi et dimanche, n'en a pas moins revêtu une valeur symbolique et politique.

Le fait que M. Ford ait choisi Bucarest pour sa première visite après la conférence d'Helsinki fut évidemment relevé avec une satisfaction visible par M. Ceausescu. Votre séjour ici, dit-il à son hôte, est *« une part merveilleuse de l'esprit qui a permis d'aboutir au document que nous avons signé à Helsinki »*. Dans ce document, ajouta-t-il aussitôt, indiquant bien de la sorte la signification principale qu'on lui accorde à Bucarest, nous avons exprimé *« notre volonté commune, au nom de nos peuples, de développer la coopération sur les principes de pleine égalité des droits, de respect de l'indépendance, de la souveraineté de chaque nation, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de la renonciation à la force et à la menace de la force dans le règlement des problèmes entre Etats »*.

En réponse, M. Ford avait souligné, samedi soir, *« l'importance d'avoir des liens étroits avec un pays qui montre une telle indépendance et une telle figure. Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous apprécions le courage d'une nation qui veut apporter sa contribution à un monde meilleur en y consacrant des efforts tout spéciaux »*.

Le président américain a aussi indiqué, sans insister, que pour les Etats-Unis, les conclusions d'Helsinki représentent un tout et que les pays signataires ont pour tâche de faire entrer dans la réalité de la vie internationale *« tous les principes »* consacrés en Finlande. Cette idée fut reprise, pratiquement dans les mêmes termes, dans le communiqué final.

Il faudra sans doute un certain temps pour juger de quelle façon les pays communistes exécuteront les dispositions d'Helsinki concernant la liberté de circulation des personnes. Cette question revêt, pour la Roumanie, une signification particulière, après l'octroi, par les Etats-Unis, de la clause de la nation la plus favorisée en matière commerciale. Si le sujet a été évoqué pendant les conversations de Bucarest, le communiqué commun ne fait que l'effleurer. Il y est dit qu'*« un certain nombre de problèmes humanitaires ont été résolus »* et que les deux présidents sont d'accord pour *« continuer à agir en ce domaine »*.

La plus grande partie des conversations a été consacrée aux questions économiques. Comblés par le vote du congrès, favorable à l'accord commercial signé, en avril dernier, par les deux pays, les Roumains désirent ardemment développer leurs échanges avec les Etats-Unis. Dimanche, à Sinaia, une petite station de montagne des Carpates, les deux présidents ont échangé les instruments de ratification du document. Du côté roumain, on espère que le volume des échanges, qui était de l'ordre de 400 millions de dollars en 1974, pourra atteindre le milliard de dollars en 1980, et même avant, puisque M. Ceausescu a parlé de *« trois ou quatre ans »*.

Les deux gouvernements veulent encourager le développement d'activités communes, y compris la création de sociétés mixtes. La coopération bi-latérale pourrait s'exercer dans les domaines de l'énergie, y compris l'énergie nucléaire, de la protection de l'environnement, de la santé.

Le communiqué indique aussi que le président Ford a exprimé son *« admiration devant les courageux efforts du peuple roumain »*, pour surmonter les effets des récentes inondations qui ont frappé le pays.

MANUEL LUCBERT et PAUL YANKOVITCH.

## Espagne

# Les autorités enquêtent sur les réseaux démocratiques au sein de l'armée

**Malaise dans l'armée, attentats terroristes contre des policiers, opérations de police contre l'ETA, l'organisation révolutionnaire basque, le FRAP et le Front révolutionnaire antifasciste, arrestation basque. le FRAP et le Front révolutionnaire antifasciste, arrestations Nevarro, chef du gouvernement, affirmait samedi à son retour d'Helsinki que son équipe n'avait pas l'intention de s'effacer avant les élections du printemps prochain.**

Un communiqué du quartier général de la première région militaire a annoncé samedi soir 2 août l'arrestation de deux nouveaux officiers sans en préciser le motif, mais de source informée on déclare qu'ils sont soupçonnés d'avoir participé à des activités politiques illégales dans les forces armées.

De même source on précise que les deux officiers sont soupçonnés d'avoir appartenu au groupement s'intitulant Union militaire démocratique, qui se réunit périodiquement pour discuter de questions politiques, militaires et économiques. Le groupement compte un millier d'officiers provenant de diverses unités de l'ensemble du pays.

Le communiqué du quartier général déclare que, ces arrestations étant considérées comme une *« affaire délicate »*, les noms des détenus ne sauraient être révélés. Six autres officiers, un commandant et six capitaines de l'armée de terre, ont été arrêtés la semaine dernière. Aucune explication officielle n'a été fournie.

D'autre part, douze officiers de la garnison de Barcelone ont été appelés à Madrid et interrogés, avant d'être autorisés à regagner leur garnison sans qu'aucune sanction ait été prise contre eux.

Samedi soir à Madrid, un policier a été tué et un autre blessé par des coups de feu tirés d'une voiture en marche, alors qu'ils patrouillaient dans un quartier calme proche d'un champ de courses. Tous deux appartenaient à la garde civile, corps paramilitaire.

Il y a quatre jours, le centre de Madrid avait été le théâtre de fusillades entre la police et des militants de l'organisation basque ETA en juillet. Un policier avait déjà été tué par des inconnus se réclamant du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste patriotique).

La semaine dernière, trois prêtres et un religieux de Madrid ont été internés à la prison de Carabanchel pour non paiement d'amendes administratives.

Deux autres prêtres et un dominicain ont été emprisonnés pour non paiement d'une amende. Celle-ci leur avait été infligée en novembre 1973 après qu'ils aient occupé le séminaire de Madrid avec une centaine d'autres personnes pour manifester leur soutien à six prêtres observant une grève de la faim à la prison concordataire de Zamora.

Enfin, le journal catalan *Mundo Diario* annonce l'emprisonnement à Barcelone de trois missionnaires de l'Institut séculier, à la suite d'une perquisition au domicile des trois femmes. Parmi elles figurent les secrétaires de l'Institut catholique des études sociales et du centre de pastorale liturgique.

● *La capitainerie générale de Barcelone* s'est désabonnée de quatre journaux catalans : *Tele Express, El Correo Catalan, Mundo Diario,* et le *Diario de Barcelona*, qui avaient fait grève pour protester contre la détention du journaliste Jose Maria Huertas, de *Tele Express*. Le journaliste qui est à la prison de Bercelone en détention préventive depuis le 22 juillet, se serait rendu coupable d'injure envers les forces armées dans un article intitulé « Vie érotique souterraine à Barcelone ». — *(A.F.P.)*

## Grèce

# Le procès des auteurs du coup d'État de 1967 laisse subsister de vastes zones d'ombre

De notre correspondant

Athènes. — Les Grecs suivent avec attention les deux grands procès en cours : celui des auteurs du coup d'Etat d'avril 1967 est à sa deuxième semaine, et celui du complot militaire de février dernier entre dans la phase des plaidoiries. La télévision ne passe plus de séquences filmées de ces procès, mais les journaux leur consacrent le plus grand nombre de leurs pages et assurent ainsi une large et complète information.

Pour ce qui est du complot de février dernier, il ressort qu'un groupe d'officiers activistes a bien songé à renverser M. Caramanlis, puis, à installer un gouvernement de civils qui, servant de paravent, aurait permis à l'armée de se retrouver au pouvoir. Certes, éventé et « infiltré », ce complot était voué à l'échec, mais le procès, riche en incidents, a clairement démontré qu'il ne s'agissait pas d'une équipée ridicule et que subsistait dans l'armée un état d'esprit inquiétant.

Le ministre de la défense nationale a eu beau dire que le nombre des officiers demeurés viscéralement antiparlementaires est faible et que les forces armées ont été épurées de leurs éléments les plus subversifs, il n'a pas convaincu l'opposition.

Quant au procès des vingt protagonistes du putsch du 21 avril 1967, il n'a encore rien apporté qui ne fut déjà connu. Les témoignages établissent que, depuis 1951, certains chefs militaires songeaient à une dictature et que cette idée a pris corps dix ans plus tard. Accusés et témoins ont apporté de nombreuses précisions, mais ils ont évité de parler du rôle obscur joué par l'entourage de l'ancien roi Constantin, les services spéciaux « alliés » et le tout-puissant « lobby gréco-américain ». Il se peut que ce voile de discrétion soit déchiré, du moins en partie, lors de l'audition de certains témoins de gauche.

Cette perspective irrite la presse de droite. Le journal *Eleftheros Kosmos* presse M. Caramanlis d'intervenir afin que le secrétaire général du parti communiste « extérieur », M. Florakis, ne puisse déposer devant le tribunal.

*Enfin, le jeudi 7 août* s'ouvrira à Athènes le procès de trente-deux officiers et soldats de la police militaire accusés d'avoir torturé des détenus durant la période de la dictature. Un autre procès mettra en cause des policiers tortionnaires appartenant à divers services.

MARC MARCEAU.

## République d'Irlande

# Dublin s'inquiète des arrière-pensées britanniques en Ulster

De notre correspondant

Dublin. — L'assassinat par des extrémistes protestants, le jeudi 31 juillet à l'aube en Irlande du Nord, de trois membres d'un orchestre pop célèbre dans toute l'Irlande soulève une émotion considérable à Dublin. Fran O'Toole, l'une des victimes, vingt-sept ans, chef de la formation et l'un des chanteurs les plus populaires du pays, a été inhumé samedi près de Dublin, tandis que son second était enterré dans sa ville natale d'Ulster.

On attend que ces meurtres réduisent encore les contacts entre l'Ulster et la République, particulièrement en ce qui concerne les musiciens qui, malgré les troubles, continuaient à jouer des deux côtés de la frontière. Dans le nord et le sud de l'île, le bal est la principale distraction des jeunes, et il s'en déroule un, deux et même trois par semaine dans les villes les plus petites.

Si la sécurité de ceux qui doivent travailler de l'autre côté de la frontière inquiète les autorités de Dublin, la situation générale en Ulster les préoccupe encore plus. Les soixante-dix-huit membres de la convention de Belfast, qui doivent mettre au point une constitution pour la province, se réuniront de nouveau dans deux semaines. Malgré de récentes rencontres informelles et, semble-t-il, assez amicales entre des représentants des communautés catholique et protestante, tout porte à croire que les délégués ne sont pas prêts de trouver une formule pour l'administration future de la province. La difficulté est de trouver le moyen, alors que les loyalistes ont la majorité absolue, de garantir à la communauté catholique une place dans le gouvernement provincial. Les partis loyalistes proposent, semble-t-il, que le partage du pouvoir s'exerce dans des commissions, mais le parti représentant la minorité catholique, le S.D.L.P. (travailliste social-démocrate), insiste sur l'octroi de plusieurs portefeuilles « ministériels » à ses partisans.

Cependant, c'est l'attitude du gouvernement britannique plutôt que celle des protestants qui retient actuellement l'attention des hommes politiques de Dublin. La façon dont, malgré plusieurs échauffourées, le cessez-le-feu entre l'aile provisoire de l'IRA et l'armée britannique est maintenu, semble indiquer que la trêve implique beaucoup plus qu'une simple cessation des hostilités. Comme les loyalistes d'Ulster, les hommes politiques de la République sont convaincus qu'il y a un accord secret entre le gouvernement britannique et les provos. L'annonce récente du secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Ress, que tous les détenus républicains seront libérés pour le mois de décembre, ainsi que la discrétion qu'affiche actuellement M. Rees et la présence affaiblie de l'armée britannique sont interprétées comme autant de signes de l'intention de Westminster de se débarrasser au plus tôt de la *« question irlandaise »*. Au moment où une espèce de mini-guerre civile se poursuit par des assassinats qui ont fait cinq victimes depuis quelques jours, et où les forces paramilitaires protestantes paraissent réorganisées et bien armées, on craint, à Dublin, que Londres ne soit déterminé à poursuivre dorénavant une politique « d'irlandisation » du conflit en Ulster.

JOE MULHOLLANI.

## Chypre

● LES DEUX DIRIGEANTS DES COMMUNAUTÉS CHYPRIOTES, MM. Glafeos Clérides et Rauf Deuktash, ont décidé de renvoyer la suite de leurs délibérations à une nouvelle session qui se tiendra les 8 et 9 septembre au siège des Nations unies à New-York.

## R.D.A.

● MILLE DEUX CENTS REFUGIÉS CHILIENS ont été accueillis en République démocratique allemande, annonce dimanche 3 août l'agence officielle est-allemande A.D.N. Ces réfugiés, après avoir suivi des cours de langue allemande, ont trouvé du travail dans leur métier d'origine ou ont été formés comme ouvriers spécialisés et techniciens dans l'industrie chimique. — *(A.F.P.)*

# ASIE

# L'INDE EN ÉTAT D'URGENCE

## IV. — Réformes ou vœux pieux ?

**Depuis la proclamation de l'état d'urgence en Inde, le 26 juin, les droits fondamentaux ne sont plus protégés et la presse est muselée. Mme Gandhi affirme son pouvoir personnel, soutenue par le P.C. prosoviétique, qui rêve de participer au gouvernement central (« le Monde » des 1er, 2 et 3-4 août).**

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

New-Delhi. — « *Discipline, travail, persévérance* », ces propos reviennent souvent dans les déclarations de Mme Gandhi. Depuis la proclamation de l'état d'urgence *qui a neutralisé* la vie politique et la presse d'opinion, l'Inde est mise au pas. Les petits fonctionnaires, qui arrivaient toujours en retard au bureau et manquaient d'enthousiasme au travail, doivent maintenant se présenter à l'heure. Cette ponctualité c'est plus que la fin d'un grand relâchement : *la marque* d'un progrès. Les retardataires récidivistes seront licenciés.

Le pouvoir veut imposer ordre et discipline dans tous les secteurs de la société. Un ministre s'est embusqué dans une gare de chemin de fer pour saisir sur le fait les voyageurs qui prennent le train sans billet, comme il est fréquent en Inde. Dans les collèges et les établissements universitaires, le « bizutage » vient d'être interdit. Mais le gouvernement veut surtout empêcher les étudiants de participer à des activités politiques. Aux syndicats, le premier ministre déclare que le moment n'est pas venu de faire grève ou de séquestrer les employeurs. Approuvé par les deux grandes centrales syndicales (l'une favorable au Congrès, l'autre aux communistes orthodoxes), le coup de force de Mme Gandhi impose le moratoire sur les conflits du travail que le gouvernement cherchait à obtenir depuis plusieurs années. Les représentants patronaux ont été également invités à « *créer un nouveau climat pour augmenter la production* ». Auparavant, ils avaient reçu l'assurance de Mme Gandhi elle-même que la proclamation de l'état d'urgence ne serait pas accompagnée de mesures de nationalisations.

« *Le livre de la discipline vient tout de suite après celui de la violence* » dans l'hindouisme, observe Vinoba Bhave, qui a répondu ainsi, par écrit, comme le faisait son maître Gandhi, à un iterlocuteur lui demandant son avis sur ce sursaut moral et national. Il est vrai que l'action gouvernementale, pour une fois, ne paraît pas faite de propos en l'air. Elle fait peser des menaces sur certaines couches privilégiées ou parasitaires de la population.

New-Delhi était parvenu avec un louable succès à réduire le taux d'inflation. En rendant obligatoire pour les commerçants l'affichage des prix et les déclarations de stocks, le gouvernement entend lutter avec plus d'énergie encore contre la hausse des prix, le stockage illégal et la comptabilité double. Ces mesures sont, peut-on déjà constater, populaires auprès des pauvres et des ménagères de la classe moyenne. Combien de temps seront-elles maintenues ? Elles pourraient, à coup sûr, rapporter des dividendes électoraux.

Puisque l'opposition dénonçait la corruption au sein du Congrès et dans son entourage, Mme Gandhi allait-elle agir avec la même détermination contre ce fléau ? En l'occurrence, la montagne a accouché d'une souris. Quelques mesures ont certes été prises contre les trafiquants de devises, les contrebandiers et des fonctionnaires, y compris de haut rang, qui menaient un train de vie anormalement élevé. Mais la corruption, qui a atteint un tel point, quelle est, comme l'écrit un poète, « *partie intégrante du caractère national* », ne va pas disparaître par enchantement, malgré la subite sévérité d'un régime qui l'a tolérée pendant de nombreuses années.

Depuis le fond des temps la corruption gangrène la société indienne, et d'abord le système politique. Le mal atteint le policier qui accepte quelques roupies contre la libération d'un malfaiteur, le fonctionnaire qui reçoit, souvent d'une tierce personne, de l'argent, de l'alcool, en vue de faire avancer un dossier, le commerçant qui provoque ou exploite la pénurie afin de bénéficier de la hausse des prix, etc.

Toutes les ressources ainsi « *dégagées* », et non déclarées au fisc, forment ce qu'on est convenu d'appeler « *l'argent noir* » et dont il est impossible d'évaluer l'énorme montant. Il *alimente les caisses* des partis, et d'abord de celui qui est au pouvoir, s'investit dans des achats de terres par des *gentlemen farmers* qui dépossèdent généralement de petits paysans, ou dans des constructions immobilières de luxe. Or, en Inde, l'argent, les signes extérieurs de richesse, comme une « *bonne naissance* », inspirent généralement le respect.

### Un coup de fouet à l'administration

Les discours, en la matière, restaient jusqu'alors des déclarations d'intentions, qui laissaient tout le temps aux possédants de dissimuler leurs fortunes. Voilà maintenant que des mesures sont annoncées qui auront effet rétroactif : la propriété en milieu urbain sera limitée. L'habitat individuel s'est considérablement développé ces dernières années dans les agglomérations. De grandes et confortables villas construites généralement pour le compte de fonctionnaires, de militaires, de commerçants ou de membres de professions libérales sont louées à des étrangers à des prix tels — jamais la valeur déclarée — qu'ils permettent à leurs propriétaires d'amortir les investissements en quelques années.

Mme Gandhi est consciente du danger : un fossé se creuse entre les milieux privilégiés des villes, ou même de la campagne, qui adoptent un modèle de consommation proche de celui de l'Occident, et la grande majorité des Indiens, qui ne disposent encore que de moins de 20 roupies par tête et par mois. Elle a pris prétexte de l'état d'urgence pour lancer un « *nouveau programme économique et social* ».

« *Votre programme, nous l'avons déjà appliqué* », a répondu le premier ministre du Tamul-Nadu (Madras), signifiant par cette boutade que tout cela était en fait du « *déjà vu* ». Lorsque se produit une crise ou que des élections approchent, New-Delhi ressort de vieux thèmes dans lesquels on découpe un « *nouveau programme* ». « *C'est un programme de secours* », ironisent des Indiens. Le gouvernement pratique la fuite en avant dans le domaine économique et social comme en matière politique.

Mme Gandhi a reconnu que la plupart des mesures présentées n'étaient pas nouvelles, mais demandaient seulement à être appliquées avec plus de vigueur. C'est bien là où le bât blesse. Il va falloir faire violence aux membres du parti gouvernemental, passer par dessus l'élite dirigeante pour appliquer des réformes élaborées de longue date. Etait-il vraiment indispensable de déclarer l'état d'urgence pour rédiger des décrets d'application ?

« *Pour la première fois, on parle de choses sérieuses. Ce n'est plus du bla-bla-bla. On peut présenter des dossiers et les faire approuver* », nous déclare un fonctionnaire. L'appareil administratif a reçu un coup de fouet : Mme Gandhi a convoqué les grands commis pour leur faire la leçon. Auparavant, certaines décisions étaient prises ou repoussées après des mois, voire des années de palabres. Il fallait surmonter une procédure bureaucratique tâtillonne, les discussions et les objections du Parlement. Maintenant, l'heure des décisions rapides est arrivée.

Mme Gandhi donne l'impression — car ce qui a eu lieu par le passé incite plutôt à attendre pour juger — de vouloir réellement s'attaquer aux potentats ruraux et à la bourgeoisie enrichie des villes, tout en évitant de trop frapper la classe moyenne, qui fournit une clientèle fidèle au Congrès. Le féodalisme rural repose, certes, sur la puissance héréditaire (on rencontre généralement les membres des castes dominantes au sommet de la hiérarchie sociale), mais aussi sur la grande propriété dissimulée, par des artifices familiaux ou juridiques notamment, et vit de cette autre gangrène qu'est l'usure. L'abolition du système des *zamindars* — grandes propriétés foncières — après l'indépendance avait entraîné la disparition ou plutôt l'éclatement de très grandes propriétés. Par la suite, les législations garantissant la terre à celui qui la travaille et limitant la propriété foncière n'ont pas eu les effets recherchés. Or 80 % des Indiens vivent dans les villages et, plus ou moins directement, de l'agriculture. L'Inde, qui a dû acheter 6 millions de tonnes de céréales pour l'année agricole (de juillet à juin) 1974-1975 et en importera encore cette année, bien qu'elle espère une très bonne récolte, ne se suffit toujours pas à elle-même dans le domaine alimentaire. Comme le rappelle G.S. Verghese, rédacteur en chef de l'*Hindoustan Times*, « *la production agricole ne peut augmenter de façon significative, à moins que le système de tenure restrictif et oppressif qui prévaut dans la plupart des régions soit changé.* »

Dans ce domaine, les lois ont été généralement contrecarrées par les gouvernements locaux (congressistes), auxquels il manquait la volonté de les appliquer. Les voici maintenant impérativement stimulés par New-Delhi. Il y a de nombreuses manières de tourner les lois agraires, les cadastres étant rarement à jour. Mais les propriétaires ont souvent fait appel des dispositions les obligeant à remettre une partie de leurs biens à des paysans sans terre ; ou bien ils bénéficiaient de la « couverture » de quelques fonctionnaires locaux.

Dans bien des cas, en dépit des statistiques officielles affirmant le contraire, les terres n'ont pas été remises aux bénéficiaires présumés et les rapports de production n'ont pas changé. Certes, les cas varient d'un Etat, sinon d'un district, à l'autre. En revanche, il paraît assuré que, lorsque les lois foncières votées en 1972 ont été appliquées, les cultivateurs qui se sont vu, de ce fait, confirmer leurs droits sur la terre qu'ils exploitaient auparavant en métayers ou en tant qu'ouvriers agricoles recherchent rapidement les moyens d'augmenter la production.

Sans doute n'y a-t-il pas suffisamment de terre pour tous, mais il serait déjà possible de produire plus et mieux si cette réforme était menée à bien.

Le gouvernement compte ainsi étendre l'influence du Congrès parmi les petits fermiers — qui devraient être les bénéficiaires des réformes — sans se couper des gros possédants, qui demeurent largement représentés dans le parti au pouvoir.

### Abolition des dettes

L'abolition de dettes est aussi une mesure très importante. Mais il reste à chaque Etat à en définir les modalités d'application. A première vue, l'ambition du gouvernement est que l'usure ne s'aggrave pas. Il va de soi que si, du jour au lendemain, les millions d'Indiens endettés à vie en venaient à renier leurs « obligations », un processus révolutionnaire pourrait se mettre en branle. Le gouvernement est conscient, semble-t-il, de son imprudence. Mais il a voulu prendre une mesure « populaire ». Or, qui remplacerait les usuriers ? Certes, il est bien question d'étendre le réseau bancaire ; cependant, la nationalisation de quatorze banques privées, qui avait fait naître de grands espoirs en 1970, n'a pas produit les résultats escomptés. Les banques n'accordent en général de crédit qu'à des agriculteurs présentant certaines garanties. Le gouvernement appréhende que les usuriers, rendus inquiets par son zèle, ne prêtent plus aux petits paysans...

Une étude faite dans une douzaine de villages du Pendjab, l'Etat où le revenu par tête d'habitant est le plus élevé, montre que les propriétaires terriens, les usuriers et des agents à la commission assurent plus de 42 % de ses besoins en *crédits à la population*. Les taux sont exorbitants et les emprunteurs s'engagent souvent à vendre en partie ou en totalité leurs récoltes aux prêteurs. Plus de la moitié des crédits sont sollicités — par les plus misérables — pour financer des dots, des fêtes, des mariages. Quant aux coopératives, elles répondent à 40 % seulement des besoins en crédits, et les banques à 7 % seulement.

Une autre étude, faite dans l'Etat du Mysore (dans le Sud), révèle que les trois quarts des familles rurales sont endettées et que cet endettement augmente d'année en année. Or, rapporte un témoin, « *les grands propriétaires n'insistent généralement pas pour obtenir un remboursement intégral. Ils forcent souvent les débiteurs à leur vendre leurs biens, ce qui les dégage rarement en totalité de leurs dettes. Les propriétaires en profitent pour mettre en place un système d'échange inégal, tirer d'énormes bénéfices économiques, tels que main-d'œuvre à bon marché et conditions de location draconiennes. Cette classe de propriétaires et d'usuriers rapaces et sans scrupules est responsable de la pauvreté, du servage, de l'esclavage à vie et des pratiques féodales qui subsistent encore dans les campagnes* ».

Ces pratiques ne disparaîtront sans doute pas tant qu'il y aura 97,33 millions d'analphabètes dans la tranche d'âge de zéro à quatorze ans contre 52 millions de gens sachant lire (chiffres de 1971). Si le nombre d'enfants scolarisés augmente, celui des ignorants, en raison de la croissance démographique, en fait autant, et il reste plus important.

Le gouvernement veut abolir le servage, pénaliser les usuriers qui fixent des taux d'intérêt excessifs, empêcher un possédant de s'approprier la terre de son débiteur insolvable mais déshérité. Le train de mesures annoncé par Mme Gandhi à la faveur de l'état d'urgence touche, au fond des choses, la misère et l'exploitation humaine extrêmes. Fallait-il pour autant « suspendre » le système parlementaire, mettre l'opposition en prison et les révolutionnaires hors la loi (peu de gens déplorent l'interdiction des organisations fascistes) ? Certes, on disait le système parlementaire en crise, incapable de permettre à l'Inde de faire des progrès. Et *personne ne s'est soulevé*, comme on semblait le craindre dans l'entourage du premier ministre, pour dénoncer son coup de force.

Le fait que les sympathisants de l'opposition n'aient pas bronché est sans doute un indice de l'audience somme toute limitée à l'échelle de l'Inde que possédait le mouvement J. P. Quelques réactions sporadiques mises à part, les masses ne se sont pas soulevées pour défendre la démocratie. A l'étranger, les Soviétiques ont approuvé tout de suite le « sursaut » du 26 juin, et les Américains se font une raison. Hanoï et le chah d'Iran apportent également leur soutien. De gré ou de force, la plupart des corps de métiers sont venus faire allégeance à Mme Gandhi, et même des représentants du mouvement intouchable, des Dalit Panthers, les « Panthères opprimés ».

A court terme, Mme Gandhi a gagné. Mais à quel prix ? La population, à l'exception de la minorité intellectuelle, s'accommode du « changement » d'une situation qui, en définitive, loin de Delhi, n'est guère différente de naguère. L'homme de la rue, le paysan, n'est généralement pas touché par la répression, et Mme Gandhi prend des mesures en leur faveur... Elle passe par-dessus les corps établis. Les membres du Congrès doivent approuver sans tergiverser s'ils veulent conserver leurs postes. Mais le *pouvoir semble se méfier des* conservateurs, qui sont encore nombreux dans les rangs du parti autant que dans l'administration, qui compte beaucoup de fidèles du Jan Sangh. Aussi est-il question d'appeler « *toutes les formations de même obédience et le peuple* » à appliquer le nouveau programme. Est-ce un pas vers la constitution d'un parti unique qui inclurait des éléments communistes pro-soviétiques ?

« *Mme Gandhi n'a qu'un but : rester au pouvoir. Elle ne se soucie guère des moyens. Qu'importe si cela doit changer les rapports de classe dans la société ?* », nous assure un Indien. Dans la bonne société, on entend dire que c'était le moment ou jamais de procéder à un « bon nettoyage ». « *Après cela, on verra ce dont l'Inde est capable* », ajoute-t-on.

Pour la majorité des Indiens, *il est plus important de manger* à sa faim que d'être libre. Lorsqu'elle s'en prend aux réactionnaires, Mme Gandhi ne se tresse-t-elle pas une auréole radicale ? Si les réformes portent leurs fruits, le premier ministre pourra procéder à des élections et obtenir un nouveau bail. Si ces réformes ne sont, une fois encore, que des vœux pieux, ce sera l'échec, et il faudra trouver autre chose pour emporter l'adhésion des masses. Mais quoi ?

FIN

### Mme GANDHI DEMANDE AU PARLEMENT DE MODIFIER RÉTROACTIVEMENT LA LOI ÉLECTORALE

New-Delhi *(A.F.P.), Reuter)*. — Mme Gandhi a demandé, lundi 4 août, au Parlement d'approuver plusieurs amendements à la loi électorale en vertu de laquelle elle avait été accusée de fraude. Ces amendements auront un effet rétroactif. Ils annuleront la condamnation dont le premier ministre avait fait l'objet, le 12 juin dernier. La Haute Cour d'Allahabad avait accusé Mme Gandhi d'avoir utilisé, pendant la campagne électorale de 1971, les services de fonctionnaires du gouvernement. Selon les termes du jugement, le premier ministre indien aurait dû être écarté de tout emploi public pendant six ans. Une procédure d'appel était cependant en cours ; l'affaire devait être examinée par la Cour suprême, à partir du 11 août.

Les amendements à la loi électorale ont toutes les chances d'être adoptés par le Parlement, où le parti du Congrès (gouvernemental) dispose de la majorité des deux tiers.

● RECTIFICATIF. — Dans le troisième article de « l'Inde en état d'urgence », *(le Monde* daté 3-4 août), il fallait lire : « *Les membres du Congrès se sont, en majorité, écartés depuis longtemps du mahatma Gandhi* » et non « *de Mme Gandhi.* »

# POLITIQUE

## LE VOYAGE DE M. STIRN

# Le plan global de mise en valeur de la Guyane est bien accueilli même par les autonomistes

**M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé lundi 4 août à Paris au terme d'un voyage de dix jours dans les départements français d'Amérique. La dernière phase de son périple a été consacrée à la Guyane. M. Stirn a présenté à Cayenne un « plan global » de mise en valeur de ce département. Ce plan tente de tenir compte de la leçon des échecs des précédentes tentatives de promotion de la Guyane. Il représentera, d'ici à 1976, 60 à 70 milliards de francs d'investissements de la part du gouvernement. Il est conçu en deux parties :**

**— Un ensemble de mesures à court terme d'aide financière et d'assistance technique pour l'agriculture, les exploitations forestières et la pêche ;**

**— Un programme à long terme pour le développement de l'industrie papetière à partir de la forêt guyanaise. Plusieurs groupes sont sur les rangs et ont déjà entrepris des études sur place : la Cellulose du pin, Aussedat-Ray et Arjomary-Prioux pour les Français (ils ont constitué ensemble la Société guyanaise de cellulose), Parsons et Whitemore pour les Américains.**

**Il est prévu un effort en faveur du peuplement (cinquante-cinq mille habitants pour 91 000 km2). Le gouvernement prévoit d'accorder des facilités d'installation et d'équipement à ceux qui voudraient participer à la mise en valeur. Toutefois, priorité devrait être donnée aux citoyens français. En tout cas, M. Olivier Stirn a démenti, samedi 2 août à Cayenne, les rumeurs selon lesquelles le gouvernement favoriserait l'installation de quelque quarante mille Vietnamiens actuellement à la recherche d'une terre. Le secrétaire d'Etat a précisé que des demandes en ce sens avaient été présentées par des associations ayant en charge les intérêts de ces Vietnamiens, mais que le gouvernement n'avait pas donné suite.**

De notre envoyé spécial

Cayenne. — Heureusement pour le représentant du gouvernement français en visite officielle dans ce département lointain, la Guyane n'est pas une. A la différence des autres départements d'outre-mer, ce n'est pas une île. « *Adossée à un continent formidable* », elle est à la fois cette mince bande de terre où se concentre la quasi-totalité de l'activité (Cayenne compte trente mille des cinquante-cinq mille habitants) et cette profondeur aux confins restés longtemps imprécis.

En un peu moins de deux jours, M. Olivier Stirn aura pris contact avec ces deux Guyanes. Il aura traversé Cayenne, la distante, la silencieuse, la méfiante, la trop bien gardée en tout cas. Et il aura mis en fête Maripasoula, la sylvestre, la lointaine, la joyeuse. Maripasoula, commune de l'intérieur sur la rive est du Maroni, point de rencontre des Noirs Bonis (anciens esclaves retournés à l'état de presque nature et à leurs coutumes africaines) et des Indiens Wyanas et Emerillons.

A Cayenne, on sentait l'administration inquiète et tendue vers un objectif : que ne se renouvellent pas les incidents qui avaient marqué la précédente visite de M. Stirn, le 10 septembre 1974. Cortèges officiels se déplaçant rapidement, place des Palmistes (la grande place de Cayenne), entourée de barrières et transformée en « no man's land », services d'ordre nombreux : il ne se passa rien. Le Mouvement guyanais pour la décolonisation (Moguyde), qui s'était signalé lors des manifestations antérieures, avait décrété la mobilisation, mais sans succès visible. Ses dirigeants, qui cherchent à réaliser « *le regroupement de l'ensemble des forces nationalistes en vue d'un front pour la conquête de l'indépendance nationale* », étaient présents aux abords du conseil général samedi matin. Ils déclarèrent ne pas avoir voulu « *risquer l'affrontement* ».

Le plan global annoncé par M. Stirn devant le conseil général, puis devant l'assemblée régionale et le Comité économique et social, devait recevoir un bon accueil de la part des élus. M. Ho-A-Chuck, président du conseil général, et fondateur du Mouvement pour le progrès guyanais (autonomiste), faisait savoir par la suite que les mesures annoncées le conduisaient à « *mettre en veilleuse* » les thèses autonomistes de son parti, et à « *donner sa chance à la départementalisation économique* ». Quant à M. Léopold Heder, sénathèses autonomistes de son parti socialiste guyanais, et leader de l'opposition, il ne remettait certes pas en question ses sentiments autonomistes, mais il se gardait d'émettre un commentaire en attendant de voir la suite donnée aux promesses gouvernementales.

A Maripasoula, ce fut tout autre chose. Si loin à l'intérieur des terres, à l'abri de la forêt vierge, on est peu sensible au climat politique de la côte. Accueillir, nourrir et loger un membres du gouvernement et sa petite troupe n'avaient pas été sans poser quelques problèmes à la bourgade. Le médecin lui-même avait dû aller à la pêche dans le Maroni (sans grand succès, d'ailleurs). Chaque case avait donné sa part. Les visiteurs furent logés chez l'habitant.

Pays étrange, ou Noirs, créoles et Indiens cohabitent sans difficultés, mais sans guère se mélanger non plus. Les Bonis étaient sur place. Ils avaient invité leurs familles. Les Indiens étaient venus de leurs villages, si nombreux que même les « habitués » du lieu se prenaient à les photographier. Sur leurs pirogues (équipées de moteurs hors bord de 40 CV), ils étaient arrivés avec femmes, enfants, hamacs et... postes à transistors. Plus réservés que les Bonis, ils se tenaient un peu à l'écart lors de l'arrivée des visiteurs officiels. Cela ne les empêcha pas, la nuit venue, de participer à une peu commune retraite aux flambeaux sur le fleuve. Là, lancées tels des bateaux de course, moteurs rugissants, chargées de villageois presque nus et porteurs de torches, une douzaine de pirogues tournoyèrent en un ballet étrange. Ce furent ensuite les danses, les chants et les « attractions » bonis (danses sur des tessons de verre, cracheurs de feu, etc.).

Maripasoula n'est pas la Guyane. Restait, après les adieux, après d'autres chants et d'autres danses, à regagner la côte et Cayenne. Restait à croire, ou à tenter de croire, une fois de plus, que ce pays va enfin naître économiquement. Car la liesse vécue sur les bords du Maroni ne peut cacher, même à ceux qui font le plus confiance au nouveau « *plan global* », que la Guyane ne pourra, ni socialement ni politiquement, vivre un échec, une faillite de plus.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

## De « Frontière » à « Repères »

### LE CERES FAIT LE POINT

Le conflit qui avait opposé les éditeurs de la revue socialiste *Frontière*, le CERES, d'une part, et Socialisme aujourd'hui, d'autre part, a été réglé par un accord de conciliation aux termes duquel les deux parties s'engagent à ne plus utiliser pendant sept ans le titre de la publication et à annuler toutes les instances judiciaires en cours. En conséquence, les Cahiers du CERES ont paru pour la dernière fois dans le numéro *de juillet-août sous le titre Frontière*, la revue poursuivant dès le mois de septembre sa publication sous l'appelation de *Repères*.

Dans ce numéro, le CERES fait le point de sa situation au sein du parti socialiste. Passé dans la minorité au congrès de Pau, il estime qu'il continue « *de ne pas trop mal servir l'unité du parti* ».

● *Au cabinet de M. Robert Galley, ministre de l'équipement*, M. André Canals, administrateur des postes et télécommunications, est nommé, par arrêté paru au *Journal officiel* du 3 août, chef de cabinet, en remplacement de M. René Favre, appelé, sur sa demande, à d'autres fonctions. MM. François d'Aubert, auditeur à la Cour des comptes, et Jean-Marie Vic-Dupont, sous-préfet, sont nommés conseillers techniques.

● *Le transfert des cendres du maréchal Pétain.* — En réponse à M. Pierre Villon, député communiste de l'Allier, qui lui demandait, dans une question écrite, de prendre « *l'engagement solennel* » de ne tolérer, en aucun cas, le transfert à Verdun ou à Douaumont des cendres de Philippe Pétain, M. Jacques Chirac vient de préciser (*Journal officiel* du 2 août) : « *La question posée est sans objet. Le gouvernement n'envisage de prendre aucune initiative de cette nature.* »

● *Au secrétariat d'Etat aux anciens combattants*, M. Jean-Paul Bourcheix, sous-préfet hors classe, hors cadre, est nommé, par décret publié au *Journal officiel* du 3 août, directeur de l'administration générale en remplacement de M. Pierre Dubois, préfet, appelé à d'autres fonctions.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1974





هكذا من الاصل



# ASIE

## Vietnam

### Au terme d'une visite officielle au Cambodge

### HANOI FAIT ÉTAT D'UNE « COMPLÈTE IDENTITÉ DE VUES » AVEC PHNOM-PENH

Une délégation du parti des travailleurs de la République démocratique du Vietnam, conduite par son secrétaire général, M. Le Duan, s'est rendue récemment à Phnom-Penh, a annoncé, dimanche 3 août, la radio cambodgienne sans préciser la date, la durée du séjour de la délégation ni le nom des dirigeants khmers rencontrés. A Hanoï, le journal *Nhan Dan*, organe du parti des travailleurs, consacre dimanche à cette information de longs développements semblant impliquer qu'un fait nouveau est intervenu. Il semble bien que la R.D.V. a trouvé, dans les diverses tendances révolutionnaires qui se manifestent depuis plusieurs mois au Cambodge, un interlocuteur jugé « valable ». Au cours de ces dernières semaines, en effet, Hanoï s'est inquiétée fréquemment du tour pris par une révolution, qui, selon les Nord-Vietnamiens, se faisait dans le désordre.

Le *Nhan Dan* écrit que « *les entretiens, qui ont porté sur des questions intéressant les deux parties, ont abouti à une complète identité de vues* ». Ces résultats, poursuit le journal, « *ont une signification essentielle et renforcent les relations de coopération amicale entre le Vietnam et le Cambodge dans la phase nouvelle de la révolution* ».

● A BANGKOK, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Chatichai Choonhavan, a déclaré dimanche qu'il était prêt à rencontrer des dirigeants khmers. Cette déclaration fait suite aux premiers contacts pris le 24 juillet entre Phnom-Penh et Bangkok. — *(A.F.P.)*

● *Dans une interview à l'hebdomadaire « Time »* du 3 août, l'ancien président Nixon déclare : « *Le Vietnam du Sud n'aurait pas connu cette déconfiture si je n'avais pas eu mon problème* », faisant allusion à sa démission à la suite du scandale du Watergate. M. Nixon pense que les communistes auraient été peu enclins à lancer leur offensive, ne sachant pas comment il aurait réagi. — *(Reuter.)*

## Papouasie-Nouvelle-Guinée

### LES DIRIGEANTS DE L'ILE DE BOUGAINVILLE DÉCIDENT DE QUITTER LA CONFÉDÉRATION

Port-Moresby *(Reuter)*. — Les dirigeants de l'île de Bougainville ont annoncé, dimanche 3 août, qu'il proclameraient unilatéralement son indépendance le 1er septembre. Cette déclaration, faite au nom du gouvernement provincial, est signée par son président par intérim, M. Aloysius Noga, et par le R.P. John Momis, représentant régional de Bougainville auprès de l'Assemblée de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

**[L'île de Bougainville compte quatre-vingt mille habitants et est située à l'est de l'archipel et au nord de l'ensemble des îles Salomon, dont elle fait partie sur le plan culturel. Son indépendance interviendra quinze jours avant la proclamation de celle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, prévue pour le 16 septembre. L'île est très riche en cuivre, qui constitue la principale source en devises de la Nouvelle-Guinée. La sécession est l'aboutissement de la crise ouverte depuis plusieurs mois entre les dirigeants de Bougainville et le pouvoir central (« le Monde » du 24 juin). Le gouvernement de Port-Moresby, qui est déterminé à préserver l'unité politique de l'archipel, va sans doute tenter d'empêcher une sécession effective.]**

# PROCHE-ORIENT

## « L'Égypte s'apprête à reconnaître Israël pour une poignée de sable »

### ÉCRIT L'HEBDOMADAIRE DE L'O.L.P.

L'organe de l'O.L.P. *Falastine el Thawra* prend violemment à partie l'Egypte dans son éditorial du samedi 2 août pour la position modérée adoptée par la délégation du Caire au « sommet » africain de Kampala sur la motion présentée par plusieurs Etats arabes et tendant à expulser Israël de l'O.N.U.

L'hebdomadaire palestinien affirme que l'Egypte a renoncé à l'engagement qu'elle avait pris de soutenir la résistance palestinienne et qu'elle se prépare à reconnaître Israël en échange d'« *une poignée de sable du Sinaï* ». « *Cette attitude*, écrit « Falastine el Thawra », *est le couronnement d'une série de déviations qui constituent maintenant le fondement de la nouvelle politique égyptienne à l'égard de toutes les questions arabes et internationales* ».

Après avoir assuré que la politique égyptienne était « *dans l'intérêt de l'ennemi sioniste et des plans impérialistes dans la région et contre le peuple palestinien* », l'organe de l'O.L.P. insiste sur la nécessité de définir la position palestinienne. « *Cela doit être fait*, écrit-il, *afin que les masses arabes sachent que ceux qui appellent à lier le sort des pays arabes à l'impérialisme américain et qui dirigent la contre-révolution pour détruire les acquis des masses, se sont écartés entièrement des rangs nationalistes et patriotiques.* »

« *La politique des « petits pas »*, poursuit l'hebdomadaire palestinien, *n'a pas mené à la libération de la terre égyptienne. Elle a, en fait, abouti à grignoter les acquis du peuple égyptien en faveur de la contre-révolution. Celle-ci favorise actuellement une invasion impérialiste américaine sous le couvert d'un réseau d'observateurs américains dans les cols du Sinaï. Quelle armée arabe pourra lancer une attaque pour chasser l'occupant quand les forces américaines formeront un réseau d'observation et de mise en garde entre elle et l'ennemi ?* »

● A Alger, la radio et la télévision ont consacré, dimanche, une large place aux critiques palestiniennes à l'égard de l'Egypte.

« *La position du Caire*, écrit le quotidien *El Moudjahid*, *a provoqué la discorde au sein des délégations africaines et a affaibli la position des Palestiniens sur le plan international, comme elle renforce celle d'Israël.* » Le quotidien gouvernemental ajoute que cette position, « *qui surprend le citoyen arabe, aura des incidences négatives sur la solidarité arabe* ». Accusant l'Egypte de « *semer la confusion* », le journal laisse entendre que le président Sadate a agi comme il l'a fait parce qu'il est « *de ceux qui jouent la carte américaine pour le règlement du Proche-Orient* », même si cela doit nuire à la cause palestienne. Notre correspondant nous câble à ce propos : « *M. Sadate est de plus en plus critiqué à Alger — « Il nous fait regretter Nasser » disent les Algériens — et il se voit reprocher de trahir et le peuple palestinien et la nation arabe.* »

● AU CAIRE, le président Sadate a affirmé dimanche devant le Conseil national de sécurité que la position égyptienne demeurait inchangée et que son pays n'accepterait aucune solution qui ne comporterait pas le retrait israélien des cols du Sinaï et des champs pétrolifères d'Abou-Rodeiss. Le chef de l'Etat égyptien a fait cette déclaration quelques heures après le départ pour Belgrade de l'ambassadeur des Etats-Unis au Caire, M. Herman Eilts. Celui-ci, porteur de la réponse du président Sadate aux dernières propositions israéliennes, devait faire un rapport au président Ford, actuellement en visite officielle en Yougoslavie. — *(A.F.P., U.P.I.)*

# ÉDUCATION

## Une rencontre internationale des « éducateurs Freinet »

### Priorité au geste

**Tlemcen. — La huitième Rencontre internationale des éducateurs Freinet (RIDEF) s'est tenue du 15 au 29 juillet 1975, à Tlemcen (Algérie), rassemblant quelque deux cent dix participants venus de quatorze pays. Accueillis officiellement par la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture, qui dépend de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.), les « éducateurs Freinet » n'ont pas limité leurs travaux aux seuls problèmes d'éducation, mais se sont également intéressés à de nombreux aspects de l'Algérie socialiste, et en particulier à la révolution agraire. La Fédération internationale des mouvements d'école moderne (FIMEM), organisatrice de cette rencontre, cherche en effet à ouvrir davantage au tiers-monde un courant de pensée qui, né de la personnalité de Célestin Freinet (1896-1966), reste encore largement marqué par ses *origines françaises*. La précédente RIDEF avait eu lieu en 1974, à Edimbourg (Ecosse).**

*« Echapper à la formule paresseuse des congrès classiques, avec conférences et débats. »* De fait, une rencontre de militants du mouvement Freinet ne ressemble guère à ce qu'on attend d'ordinaire d'un congrès international. Pas de motions ni de votes, peu de discours, des enfants qui se promènent en liberté et, le soir, des joueurs de guitare autour *desquels se forment de petits groupes* attentifs. Un spectacle inhabituel également que celui d'enseignants retroussant leurs manches pendant toute une matinée, sous le dur soleil algérien de juillet, pour apporter leur pierre à la construction du village socialiste d'El-Djebs...

Les enseignants réunis à Tlemcen ont mis en pratique ces deux maîtres mots de la pensée de Freinet : le refus de structures prévues à l'avance et trop contraignantes, la priorité au *geste manuel, à l'activité qui débouche* sur la création d'objets. La rencontre était organisée en « ateliers » sur les thèmes suivants : la famille, la condition de la femme, hygiène et santé, tourisme et artisanat, architecture et archéologie, musique traditionnelle, l'islam aujourd'hui, la révolution agraire, la révolution industrielle, le système scolaire et la refonte de l'enseignement.

D'autres ateliers — d'initiation à la pédagogie Freinet ou d'expression *corporelle — fonctionnaient également*, et même un *« atelier à partir de zéro »*, destiné à démontrer qu'il est possible de confectionner du matériel pédagogique *« à partir de rien »*, c'est-à-dire d'un peu de bois, de quelques écorces, de papier, de tissu et d'encre. Cette dernière expérience est particulièrement intéressante pour les pays du tiers-monde, qui ont parfois peu de moyens à mettre à la disposition de classes toutes neuves. La construction d'un « limographe », sorte de « ronéo du pauvre » qui ne tire qu'un texte à la fois (et qui rappelle les appareils de *fortune fabriqués par les Vietnamiens* avec des obus américains « récupérés »), offre par exemple un champ d'application étendu pour les travaux de classe, la création d'un journal, etc.

*De notre envoyé spécial*

La formule des ateliers n'est pas nouvelle. Mais, cette année, les organisateurs les ont voulus entièrement « autogérés », aussi bien financièrement *qu'en ce qui concerne leurs* activités. Chaque participant avait d'ailleurs toute liberté pour créer *son propre atelier* sur un sujet de son choix. L'essentiel consistait néanmoins, pour chaque atelier, conformément à la « méthode Freinet », à « produire » quelque chose : texte, graphisme, bande magnétique, outil... et à ne pas en rester au stade des *simples paroles*.

Cette rencontre de Tlemcen a aussi multiplié les petites réunions *informelles, les forums...* à la surprise parfois des officiels algériens, habitués, au sein du parti F.L.N., à un style de travail moins décontracté.

*« Il y a un certain anarchisme chez Freinet qui est assez éloigné de nos propres préoccupations »*, remarque un responsable algérien de la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture. *« Et puis, dans nos pays, où nous sommes souvent obligés d'avoir des classes de plus de quarante élèves, la méthode Freinet est-elle toujours applicable ? Au lendemain de l'indépendance, nous avions le choix entre la « pédagogie sous l'olivier », très peu institutionnelle, et celle, plus structurée, plus « directive », de la salle de classe. C'est la seconde que nous avons choisie... »*

*« Il n'y a pas la moindre trace d'anarchisme chez Freinet »*, affirme, au contraire, Mme Halina Semenowicz, ancienne directrice d'école dans la banlieue de Varsovie, et vice-présidente de la FINEM (1). *« Freinet était avant tout un praticien, comparable au pédagogue soviétique Makarenko ou au pédagogue polonais Janusz Korczak; l'expression libre, par exemple, ne correspond pas, chez lui, à un goût de la spontanéité pour la spontanéité, mais doit déboucher sur un certain type d'organisations et d'activités, telles que le journal de classe, qui avait, à ses yeux, une valeur irremplaçable de socialisation. »*

Mme Semenowicz rappelle également quelques traits qui caractérisent la « méthode Freinet » : *Les élèves apprennent à décider eux-mêmes leur plan de travail de la semaine et d'un coup à s'estimer eux-mêmes, sans dépendance servile vis-à-vis des professeurs. Un maître traditionnel ne s'excuse jamais s'il arrive en retard, alors qu'un éducateur Freinet, lui, n'hésite pas à s'excuser devant ses élèves. Et puis, il ne craint pas de leur avouer, par exemple, que lui-même n'a pas compris telle ou telle chose... et il cherche avec eux. »*

*Un autre problème « actuel »*, celui de la participation des parents à la vie de l'école, a également donné *lieu à controverses : un enseignant* français proposait de faire venir les parents à l'école, non pas pour parler un langage trop sûr de soi, politique ou syndical, mais pour s'exprimer, par exemple, par le moyen d'un texte libre, lu devant les enfants et soumis à leur critique.

Pour un militant italien, au contraire, les parents sont plus utiles à l'école pour les questions de gestion, par exemple, que pour les problèmes pédagogiques, auxquels ils n'entendent pas grand-chose. En affirmant que, *« à l'école, c'est le maître qui détient le savoir »*, il s'attirait cette remarque : *« C'est tout à fait à l'opposé de la pensée de Freinet. Es-tu spécialiste en économie ? Non. Est-ce que tu t'abstiens pour autant de dire ton mot sur la politique économique suivie par le ministre italien des finances ? »*

La richesse du mouvement Freinet est faite de cette diversité et de ces échanges. La prochaine RIDEF aura lieu, en 1976, en Pologne, qui est le pays de l'Est où le mouvement Freinet est implanté depuis le plus longtemps et compte environ douze cents militants.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le président de la FIMEM, M. Roger Veberschlag, inspecteur départemental de l'éducation nationale à Paris, actuellement en voyage d'étude au Brésil, n'a pu assister à la rencontre de Tlemcen.

## CORRESPONDANCE

### Le sort de la sociologie à l'université de Poitiers

*A la suite de l'article consacré aux vicissitudes du département de sociologie de l'université de Poitiers, publié dans* le Monde *du 1er juillet, nous avons reçu une mise au point de M. René Lourau, maître de conférences de sociologie, responsable de ce département en 1973-1974, enseignant à l'université de Vincennes en 1974-1975. Nous en publions ci-dessous les principaux points :*

Si j'enseignais à Vincennes cette année, c'est, comme l'année précédente, à titre de chargé de cours complémentaires. Par ailleurs, un « agrément » m'a été proposé, en février, par M. Le Bris (au nom de M. Soisson), en accord avec M. Prioux, président de Paris-VIII (Vincennes) : j'ai finalement accepté cet « agrément », qui consiste en mon transfert à Vincennes, car je n'avais pas le choix. Cette mutation d'office m'oblige à quitter Poitiers, où ma femme, mes enfants et moi-même avions la ferme intention de rester pour de multiples raisons que l'administration ne veut pas connaître...

Aucune sanction disciplinaire n'a été prise contre moi... juridiquement parlant. Mais comment appeler la suppression du département de sociologie de Poitiers et la suppression de mon poste à Poitiers ?

Cette situation est d'autant plus paradoxale que sur tous les points essentiels de *« l'affaire »*, les tribunaux ont finalement donné ou vont donner entièrement tort au conseil de l'université de Poitiers et à son président sortant, M. Benoît Jeanneau :

— En décembre 1974 le Conseil supérieur de l'éducation nationale, présidé par le doyen Vedel, a annulé pour constitution irrégulière la section disciplinaire de l'université de Poitiers, constituée à la hâte pour me juger. Si le tribunal administratif de Poitiers a « refusé de statuer » sur cette question en juin 1975, c'est parce que, entre-temps, le conseil avait pu enfin procéder à une élection régulière... Le secrétaire d'Etat aux universités est, lui, condamné « aux dépens »...

— Toujours en juin 1975, donc *un an après les faits*, le tribunal administratif de Poitiers a annulé le fameux « super-jury » d'examens auquel nous (les étudiants et les enseignants de sociologie) avions dénié immédiatement toute compétence. (...)

Si l'on songe que ce sont essentiellement ces deux abus de pouvoir, aujourd'hui reconnus officiellement comme tels, qui ont provoqué *la révolte* du département de sociologie, et en particulier la forme de « résistance passive » des étudiants et enseignants (copies et corrections « parodiques » lors des examens d'octobre organisés directement par le recteur, on est en *droit* de s'interroger sur la provocation dans laquelle nous sommes tombés : provocation qui a très aisément conduit au but poursuivi, à savoir le retrait de l'habilitation à délivrer des diplômes nationaux, la liquidation (provisoire ?) du département de sociologie. Enfin, et c'est ce qui occasionne l'information de votre correspondant à Poitiers, le règlement de compte se poursuit et s'achève avec le licenciement des deux assistantes, au moment où les déclarations du secrétaire d'Etat aux universités ne laissent planer aucun doute sur l'obligation de maintenir en *poste* les assistants actuels. Il est donc clair que cette ultime vengeance du conseil d'université de Poitiers devra elle aussi, et dans les plus brefs délais, être annulée.

Les grands inquisiteurs de la « bonne pédagogie » et de la « bonne sociologie » poitevines, souvent juristes réputés, sont donc désavoués. (...)

● *Le Syndicat général de l'éducation nationale* (SGEN, affilié à la C.F.D.T.) proteste, dans un communiqué, contre le décret du 16 juillet autorisant des établissements privés sous contrat à devenir établissements expérimentaux pour la recherche pédagogique (*le Monde* du samedi 2 août).

Le SGEN estime, notamment, que cette possibilité place les établissements privés sur le même plan que les établissements publics, ce qui revient à nier leur caractère spécifique.



# FAITS DIVERS

### Après avoir échappé au lynchage

## UN ÉPICIER EST INCARCÉRÉ POUR AVOIR GRIÈVEMENT BLESSÉ UN ENFANT AGÉ DE CINQ ANS.

M. Henri Cardinet, cinquante ans, gérant d'une succursale de l'Union commerciale, avenue Gabriel-Péri à Balagny-sur-Thérain (Oise), a été inculpé, dimanche 3 août, de blessures volontaires et incarcéré à la maison d'arrêt de Compiègne, pour avoir grièvement blessé d'une décharge de chevrotines, vendredi dernier, un enfant âgé de cinq ans, Pascal Lacroix. Le garçonnet, venu acheter des bonbons dans le magasin tenu par M. Cardinet, a été atteint à la tête.

Ce drame, dont les circonstances exactes sont encore indéterminées, a aussitôt suscité, dans ce bourg de mille quatre cents habitants, non seulement un très vif émoi, mais aussi une colère voisine de l'hystérie : cent cinquante personnes environ ont tenté de lyncher le commerçant au moment où les gendarmes venaient l'appréhender. Ces derniers, qui eux-mêmes ont été molestés, ont dû arracher M. Cardinet à la foule déchaînée. A Balagny-sur-Thérain, on reproche au *gérant de l'Union commerciale* d'avoir un comportement « *extrêmement bizarre* », depuis que sa femme l'aurait quitté, il y a environ trois semaines. Le commerçant aurait déjà fait, à plusieurs reprises, usage de sa carabine, sans blesser personne avant vendredi dernier. Le curé du village a blâmé l'attitude des personnes qui ont tenté de lyncher *M. Henri Cardinet*.

● *Un attentat à l'explosif* a été commis, dans l'après-midi du 3 août, contre un local de la Société de mise en valeur de la Corse (SOMIVAC) à Canale-di-Verde, près de Cervione, sur la côte orientale de la Corse. La charge, relativement importante, a détruit un hangar où se trouvaient les bureaux et les logements des employés de la société. L'attentat n'a pas été revendiqué.

● *Trois bréviaires cartusiens du quinzième siècle*, dont un manuscrit, ont été dérobés, samedi 2 août, au musée de la Correrie de la Grande-Chartreuse (Isère). Reliés en cuir fauve et de la forme d'un missel, ces bréviaires sont d'une très grande valeur. L'ordre des Chartreux a déposé une plainte à la gendarmerie de Saint-Laurent-du-Pont.

# FEUILLETON

NUMERO 25

## le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
*de l'Académie française*

**Paris, automne 1809. Le beau colonel de hussards Henri de Solignac, toujours sous la menace d'une *balle* qu'il reçut près du cœur et qu'on ne peut extraire, *accompagne*, au *sortir d'une* soirée à l'Opéra, la charmante comtesse de Farges et ses amies chez Frascati. Son ennemi, le perfide marquis d'Olona, n'est pas loin.**

### LA BAVAROISE

La *bavaroise* était alors fort goûtée, et, comme tant d'autres modes parisiennes, celle-ci venait de l'étranger. Les *princes* de Bavière, visitant Paris, vers la fin du dix-huitième siècle, étaient entrés au café Procope, un beau soir, et avaient demandé du thé servi non dans de la porcelaine, mais dans des carafes de cristal, et, au lieu de sucre dans ce thé, du sirop de capillaire. Le mélange parut bizarre, puis curieux. On le baptisa du nom des princes bavarois ; la *bavaroise* fit fureur. Puis on remplaça le sirop par du café ou du chocolat, et Paris compta une boisson de plus ! Le mariage du prince Eugène de Beauharnais avec une princesse bavaroise fournit aux beaux esprits qui, comme Désaugiers, cultivaient alors le calembour, *l'occasion* d'une plaisanterie. Le prince Eugène était comme Joséphine, sa mère, qui avait constamment un petit mouchoir de dentelle à la bouche pour dissimuler ses dents. Aussi se mit-on à répéter : « Le prince serait le plus bel officier de l'armée si ses dents ne tombaient point. Mais on n'a pas besoin de dents pour prendre une *bavaroise !* »

Le garçon italien s'était éloigné. Pour passer des salons à l'office, il fallait traverser un couloir assez long, et à peine s'y était-il engagé qu'il se trouva face à face avec un homme de *haute taille, la* poitrine *large*, qui le saisit au poignet en l'appelant par son nom :

— Saverio !

Le garçon tressaillit et s'arrêta court.

— Vous me connaissez ? balbutia-t-il.

— Parfaitement, répondit l'autre. Tu te nommes Luigi Saverio ; tu étais sergent au 14e de ligne, tu as disparu, déserté, après avoir emporté plusieurs objets, bourses et montres appartenant à des camarades, et cela pour suivre et pour payer une femme, Adeline Gautier, que tu aimais et qui est morte...

— Mon mauvais génie, fit Saverio.

— Bon ou mauvais, peu importe. Ce qui est certain, c'est *que je te croyais retourné à* Chiari, ton pays, et que je suis étonné de te rencontrer à Paris, chez Frascati ! Tu ne crains donc pas qu'un ancien camarade du 14e ne te reconnaisse et te dénonce ?

— Les soldats viennent fort peu ici, dit Saverio, sans essayer de nier et stupéfait de se voir si bien connu.

— Les soldats non, mais les officiers ! Allons, regarde-moi et reconnais-moi à ton tour !

— C'est inutile, je vous ai reconnu, capitaine Ciampi, dit Luigi Saverio en baissant la tête.

— Eh bien ! dit Ciampi, choisis rapidement entre les deux alternatives que *je vais t'offrir... Comment te fais-tu appeler ici ?*

— Vittorio Mariani.

— Ou de te voir dépouillé de ce nom de Mariani et de t'entendre condamner sous ton véritable nom de Saverio, ou de gagner cent napoléons que voici en deux rouleaux !

Le jeu venait sans doute d'être clément à Agostino, et il tenait dans sa main les deux rouleaux que Saverio regardait avec une expression d'incrédulité et d'effroi.

— Cent napoléons !... deux mille francs ! bégaya le garçon. Mais...

Il prévoyait quelque condition *terrible*, impossible ou dangereuse.

— Allons, hâte-toi, dit Ciampi. Ces garçons qui passent et repassent *peuvent nous écouter et*, là-bas, *ils* t'attendent !

La façon dont Agostino avait prononcé ce *ils* fit deviner à Saverio qu'il s'agissait des clients qu'il devait servir.

— Et, demanda-t-il en ne quittant point Ciampi du regard, que faut-il faire ?

— Me laisser verser dans le verre que devra boire celui des deux hommes qui est là-bas une goutte du flacon que voici.

— *Diavolo !* fit le garçon en devenant très pâle et en regardant Agostino.

Cependant, Florival de Saint-Clair, tout en dégustant son biscuit aux amandes, *faisait* remarquer à Mme de Berruis et à la comtesse de Farges que le garçon était terriblement long à servir les bavaroises.

Solignac s'inquiétait bien peu du retard. Il se sentait pénétré d'une *joie profonde*. Il ressemblait à quelqu'un qui verrait un songe prendre corps et devenir réalité.

*Le colonel*, assis en *face* des deux femmes, était placé à côté de Florival, de sorte que rien de ce qui se passait dans le salon ne pouvait lui échapper. Adossé à la muraille, il embrassait d'un coup d'œil la pièce tout entière et apercevait même la perspective des salons voisins.

Mme de Berruis et la petite comtesse, au contraire, ne pouvaient examiner la salle qu'en se retournant, et ne voyaient même rien de ce qui se réfléchissait dans les hautes glaces, d'ailleurs assez éloignées d'elles.

Avec un instinct de soldat de grand'garde et qui redoute un piège, Solignac *interrogeait* les mouvements du salon, les allées et les venues dans la salle voisine, et il gardait la persuasion profonde qu'Agostino ne s'était pas éloigné.

Il est des heures où l'on sent près de soi l'ennemi invisible. Une sorte de magnétisme indéniable vous avertit que le danger est là.

Solignac demeurait silencieux, tandis que Florival, la baronne et Louise, un peu distraite, causaient de choses insignifiantes, et il se laissait aller à ses songeries, lorsque, cette fois, il aperçut non plus *Agostino, mais* Andréina, passant, comme une apparition, dans le salon voisin, Andréina pâle, les yeux ardents, et qui, mordillant un bouquet de roses, se montra au seuil du salon, tourna son visage livide vers le colonel, lui jeta un regard étrange et disparut.

— La sœur après le frère ! se dit Solignac, et, plus certain *encore de la proximité d'un péril*, il attendit que le danger eût pris une forme et un nom.

* * *

Au bout d'un moment, il vit arriver le garçon, la joue verdâtre, et, lorsque cet homme posa sur la table le plateau qui supportait les deux carafes qui contenaient les bavaroises, le colonel remarqua que les mains de l'Italien tremblaient.

Les bavaroises, légèrement fumantes, semblaient attendre qu'on les versât dans les verres. Florival, toujours à l'affût des images poétiques, comparait la bavaroise au lait à quelque élégante beauté d'Europe, à la peau lactée, et la bavaroise au chocolat à une Africaine séduisante comme ces princesses mauresques autrefois adorées des paladins croisés.

*Solignac laissa* tomber dans un verre le liquide crémeux et versa ensuite le chocolat qu'il tourna machinalement du bout d'une cuiller.

— Cela m'a l'air un peu chaud, dit Louise, en penchant à demi son joli visage sur cette vapeur laiteuse qui montait du verre au trois quarts rempli.

*En ce moment*, Solignac tressaillit de nouveau. Andréina, que ni Louise ni Mme de Berruis ne pouvaient apercevoir, entrait dans le salon, et d'un pas ferme mais machinal, elle semblait se diriger tout droit vers la table devant *laquelle* le colonel était assis.

Derrière elle, aussi pâle qu'elle, semblable à un spectre, Agostino parut et disparut, comme un fantôme qui se montre et s'efface.

— Il se joue autour de nous quelque terrible drame caché, pensa Solignac.

Les yeux d'Andréina ne regardaient point le *colonel* ; ils étaient fixes et comme braqués sur les deux verres fumants que Saverio venait d'apporter.

Le colonel, à son tour, regarda ces verres et saisit, en quelque sorte à travers l'espace, la pensée même de cette femme. Evidemment, les bavaroises absorbaient la préoccupation tout entière d'Andréina. Mais pourquoi ?

*Solignac étendit la main* vers son verre et il vit aussitôt Andréina, qui s'était subitement arrêtée et se tenait debout au milieu du salon, rapprocher ses mains l'une contre l'autre et lui adresser de loin un geste suppliant, avec un regard éperdu.

— Qu'est-ce à dire ? se demanda le soldat.

Il comprenait à demi qu'Andréina l'implorait, et il *put* lire clairement, comme dans un livre ouvert, l'expression de soulagement, succédant à l'angoisse, sur *le visage de l'Italienne, lorsque* sa main retombant sur la table, il laissa le verre loin de lui.

Alors un rayon joyeux brilla dans les yeux d'Andréina.

— Le danger serait-il là ? se dit Solignac.

Toute cette scène muette et pleine de sous-entendus tragiques avait échappé à Louise de Farges, qui ne pouvait apercevoir Andréina, et à *Florival*, assis à côté de Solignac, mais qui, lui, ne voyait, dans tout le salon, que les jolis yeux noirs de la petite comtesse.

Louise regardait, avec un sourire d'enfant capricieuse, les deux carafes à demi vides, *et* étendant tout à coup la main vers le verre que le colonel allait un moment auparavant saisir :

— *Je me suis trompée*, dit-elle, en faisant une légère moue. C'est la bavaroise au chocolat que je préfère. Voulez-vous me permettre de choisir, colonel ?

Et elle prit entre ses doigts le verre de cristal qui contenait le *breuvage destiné* à Solignac.

Le colonel regardait toujours Andréina.

Il vit, cette fois encore, une transformation complète et profonde s'opérer dans les traits de Mlle d'Olona, et à la terreur la plus vive succédait chez elle une *émotion soudaine, inattendue*, un frémissement farouche qui ressemblait à quelque sinistre espoir.

— Ah ! en vérité, pensa Solignac, je comprends, le Ciampi a fait son œuvre !

Saverio avait cédé en effet. Tandis qu'il lui glissait dans la main les rouleaux promis, Agostino avait versé dans une des petites carafes que portait Luigi — *dans la bavaroise au chocolat* — quelques gouttes du flacon taillé à facettes que tout à l'heure le marquis tournait entre ses doigts.

— Et cette fois, se disait Agostino en regardant Saverio s'éloigner, le beau Solignac ne guérira pas !

* * *

*Il sentit tout à coup une main se poser sur son épaule* ; il bondit en se retournant et aperçut Andréina qui lui dit nettement, comme elle l'eût frappé d'un couteau :

— J'ai tout vu ! Je te suivais et je t'épiais !

— Andréina ! fit Ciampi.

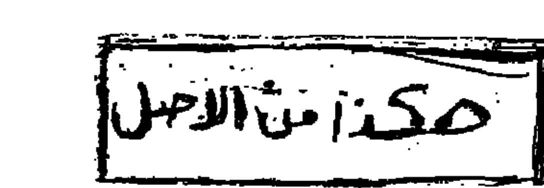
Qu'allait-elle faire ? Evidemment tout compromettre. Le marquis eut un mouvement de rage : il frappa du pied et se tordit les mains de colère. Andréina allait empêcher Solignac de boire *le poison ! Solignac perdu était* encore une fois sauvé !

— Misérable folle avec son amour ! murmura Ciampi.

Il voulut la *suivre*, l'empêcher d'arriver jusqu'à Solignac, l'entraîner hors de ces salles et de ce jardin, tandis que le poison versé ferait son œuvre, lente d'ailleurs, non pas foudroyante, mais sûre. Oui, certes, il pouvait *contraindre Andréina à s'éloigner*, mais tout bruit chez Frascati était un péril. On accourrait, on demanderait la cause d'un tel scandale. C'était volontairement se perdre. Mieux valait encore laisser Andréina se précipiter vers Solignac, *en espérant qu'elle* n'arriverait pas à temps et que le poison serait absorbé.

(A suivre.)





Le Monde DE L'ÉCONOMIE

CONTRAIREMENT AUX PRÉVISIONS OFFICIELLES

# La production française pourrait être en recul cette année

OFFICIELLEMENT on en est encore à assurer — notamment dans l'entourage de M. Fourcade — que le taux de croissance de l'économie française sera en 1975 de 2 % (après l'avoir prédit à l'automne de 4,2 %). En fait, c'est à une croissance négative — un recul — qu'il faudrait plutôt s'attendre.

Le raisonnement qui permet de fonder cette crainte est simple : l'indice de la production industrielle a été de 110 en mai (base 100 en 1970) et serait en juin compris entre 109 et 110, soit quelque 11 % au-dessous de la moyenne de 1974 (123). La forme de la courbe est telle que la moyenne pour le premier semestre se situe à un niveau inférieur de 9 % par rapport à la moyenne de 1974.

Par conséquent, si l'on veut obtenir une croissance nulle de la production industrielle pour l'ensemble de l'année 1975, il faut selon l'indice — qui n'est, il est vrai, pas parfaitement significatif — que la *moyenne* du deuxième semestre se situe à 9 % au-dessus de la moyenne de 1974, soit encore à 18 % au-dessus de la moyenne du premier semestre. Ce qui impliquerait un redémarrage absolument foudroyant de l'industrie qui paraît impossible. Il y a donc de très fortes probabilités pour que la croissance de la production industrielle soit négative en 1975. Reste à savoir de combien.

Pour que la *moyenne* de l'ensemble de l'année 1975 reste simplement au même niveau qu'au premier semestre (moins 9 % par rapport à la moyenne 1974), il faudrait que l'indice remonte à partir de juillet pour atteindre d'ici à la fin de l'année la cote 116 ; ce qui voudrait dire qu'on aurait touché en juin le fond de la crise, que le déstockage serait enfin terminé et que la « reprise technique » tant attendue se produirait enfin. Personne aujourd'hui ne peut dire qu'il en sera ainsi.

Sans doute la consommation des produits industriels n'a-t-elle pas diminué au premier semestre, ce qui explique que les experts aient mis tant d'espoir dans le reprise technique : la production diminuant, l'ajustement de l'offre à la demande se faisait par le déstockage ; un jour ou l'autre le processus se retournerait, la production devant rattraper la demande. En fait, il se pourrait que ce soit l'inverse qui se produise : la demande s'ajuste à l'offre, en diminuant... Le point le plus bas de la courbe serait alors encore devant nous.

Tabler sur l'alignement de la moyenne de 1975 sur celle du premier semestre — soit un recul de 9 % de la production industrielle par rapport à la moyenne 1975 — n'est donc pas avancer une hypothèse pessimiste.

Sur les autres composantes de la production intérieure brute (bâtiment, agriculture, commerce, services, etc.) que peut-on dire ? Très peu de choses. Les statistiques seront connues beaucoup plus tard (sauf pour le bâtiment, qui, lui aussi, a chuté). A partir d'enquêtes qualitatives, de sondages d'opinion, on peut cependant faire des estimations fragiles. C'est ainsi que M. Fourcade a sur sa table un compte provisoire qui donne pour l'ensemble de la PIB, durant le premier semestre, un taux de croissance *négatif* de près de 4,5 % par rapport à la moyenne de 1974 ; ce qui signifie, étant donnée la chute de la production industrielle une croissance à peu près nulle pour le reste.

Si ce compte est exact, il faudrait, pour obtenir une croissance zéro durant l'ensemble de 1975, avoir au deuxième semestre une croissance de 4,5 % par rapport à la moyenne de 1974 ; soit un progrès d'environ 9 % par rapport à la moyenne du premier semestre de 1975. Cela supposerait, pour les mêmes raisons que précédemment, un redémarrage foudroyant. La croissance, nulle en 1975, est donc peut-être déjà hors de portée. Et l'on comprend mal que les milieux officiels continuent à avancer aussi résolument des taux d'expansion positive pour 1975.

## L'équilibre commercial par la récession

L'intérêt d'une croissance négative aura en tout cas été de faciliter le rétablissement de la balance commerciale par diminution des importations. L'Italie, le Japon, les Etats-Unis, ont obtenu le même résultat, sans pour autant en tirer de gloire particulière.

L'assurance qu'ont manifestée — jusqu'à ces derniers jours — MM. Giscard d'Estaing et Fourcade apparaît de ce point de vue quelque peu déplacée. Si l'équilibre commercial pronostiqué pour la fin de 1975 par M. Fourcade s'est produit beaucoup plus tôt, cela a été dû pour l'essentiel à la récession. En fait, le rétablissement de la balance commerciale était strictement incompatible avec le maintien du plein emploi et de la croissance (surtout à 4,2 % !).

Un problème fondamental se trouve ainsi posé : celui de l'information statistique du gouvernement. Dès avril, des experts nationaux (1) et internationaux (2) avaient perçu l'ampleur jusqu'alors imprévue du déstockage. Ce phénomène a été la cause principale des erreurs de prévision sur la reprise technique, et il s'explique principalement par l'énormité du stockage, en grande partie spéculatif, de la période précédente. Comment se fait-il que cette information, connue des spécialistes et, bien entendu, des milieux patronaux, ne soit parvenue apparemment ni rue de Rivoli ni à l'Elysée ? Il y a un filtre quelque part. Où ?

PHILIPPE SIMONNOT.

(1) La fédération C.G.T. des finances affirme, par exemple, dans un communiqué, que « *les techniciens des services de prévision du département administration du ministère de l'économie et des finances avaient été conduits à prévoir, dès avril, une baisse de la production pour cette année* ». Selon ce texte, M. Fourcade aurait néanmoins « *présenté à la Commission des comptes de la nation, le 13 juin, un rapport volontairement optimiste, largement utilisé ensuite dans les déclarations gouvernementales* ».

(2) L'O.C.D.E. a révisé en baisse, à deux reprises, ses estimations.

*HAUSSE DU BLÉ ET DE NOMBREUX MINERAIS*

# Le fumet de la relance est-il en train de retourner le marché des matières premières ?

**BIEN que la crise économique mondiale batte encore son plein, les premiers signes de tension viennent d'apparaître sur les marchés de matières premières. Sans doute n'intéressent-ils encore que les produits agricoles, secteur où l'équilibre est toujours fragile en raison de la diminution des stocks et des aléas de la climatologie. Ainsi les prix des céréales viennent-ils d'effectuer un bond de 30 %, sur l'annonce d'achats massifs de l'Union soviétique affectée par la sécheresse ; de même, la destruction par le gel d'une part appréciable de la prochaine récolte de café brésilienne a provoqué une flambée brutale des prix, qui ont augmenté de 80 % en quelques jours. Le cacao lui-même, qui, théoriquement, devrait rester abondant cette année, vient de renchérir de 50 % en un mois, rattrapant presque sa baisse de 40 % depuis le début de l'année.**

**Mais, sur le marché des métaux non ferreux, si déprimé que les prix y sont tombés au plus bas niveau depuis quinze ans, on enregistre une lente remontée malgré l'existence — et le poids — de stocks considérables.**

Même en admettant que ces « frémissements » puissent apparaître un peu prématurés, anticipant la reprise de l'économie mondiale, on peut noter qu'ils suscitent de l'inquiétude. M. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis et gardien vigilant de l'orthodoxie monétaire, redoute une hausse trop rapide des produits alimentaires à base de céréales, qui contribuerait à relancer l'inflation.

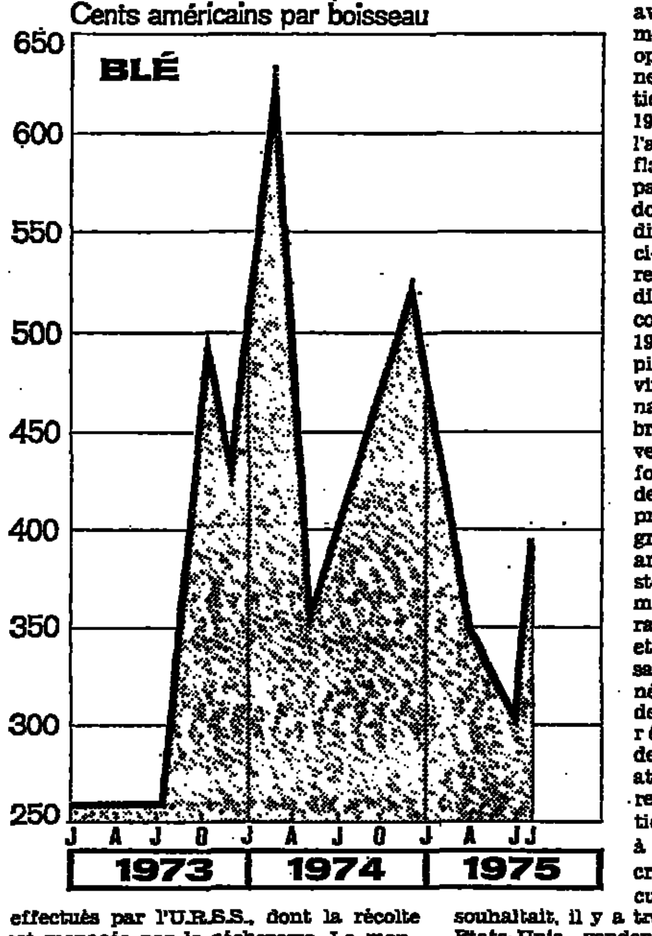
Il remarque avec appréhension que les prix de vente pratiqués par des industries en pleine récession n'ont pas baissé, comme les lois de l'économie libérale auraient dû les y contraindre ; au contraire, ils ont encore augmenté, les producteurs voulant absolument conserver une marge bénéficiaire.

Une chose certaine, en tout cas : la forte baisse du cours des matières, qui avait suivi la flambée du printemps 1974, est terminée, et, par endroits, commence à faire place à une légère remontée.

Les gouvernements ne pourront donc plus compter sur elle pour minorer les effets de l'inflation interne et s'exposent même, en cas de reprise plus accentuée de leur économie, à voir les hausses de cours s'ajouter aux autres et contribuer à accroître les tensions.

## • Céréales : un réveil brutal

Sur le marché mondial des céréales, la spéculation s'est brutalement ranimée ces dernières semaines, entraînant une hausse brutale des cours (25 % à 30 %). Motif : l'annonce d'importants achats effectués par l'U.R.S.S., dont la récolte est menacée par la sécheresse. Le montant de ces achats, discrètement révélé, a augmenté au fil des jours pour atteindre actuellement plus de 15 millions de tonnes auprès des négociants américains et canadiens, et bientôt peut-être 4 millions de tonnes auprès des producteurs de la C.E.E.




Une telle nouvelle avait de quoi enflammer les marchés. Les opérateurs se souviennent des achats soviétiques massifs de l'été 1972 qui provoquèrent, l'année suivante, une flambée des prix, passant du simple au double comme l'indique le graphique ci-contre. Après une rechute des cours, la diminution de la récolte américaine de 1974, affectée par la pire sécheresse depuis vingt-cinq ans, entraîna une remontée brutale, suivie à nouveau d'une baisse profonde jusqu'au mois de juin dernier. Au printemps 1975, malgré un dangereux amenuisement des stocks, le marché mondial du blé apparaissait excédentaire, et, en tout cas, suffisamment approvisionné pour satisfaire la demande globale. La récolte américaine devait, et doit toujours atteindre des niveaux records, en augmentation de plus de 20 %, à tel point que le secrétaire d'Etat à l'agriculture, M. Earl Butz, souhaitait, il y a trois semaines, que les Etats-Unis vendent le maximum de grains à l'étranger pour éviter un gonflement des stocks.

Ce robuste optimisme n'a pas été ébranlé par l'ampleur des achats soviétiques, dont l'effet a, néanmoins, été de faire monter brutalement les prix. Ces derniers, sans doute, étaient retombés trop bas compte tenu des coûts de production, selon un scénario que nous avions qualifié d'absurde (« le Monde de l'économie » du 29 avril). Mais leur baisse faisait l'affaire des responsables chargés de lutter contre l'inflation, d'où les craintes de M. Arthur Burns à l'égard d'une hausse des prix alimentaires.

En tout cas, les achats soviétiques auraient pour effet de rendre fiévreux un marché qui s'était calmé depuis le début de l'année. En matière agricole, rien n'est jamais acquis tant que les récoltes ne sont pas engrangées. Ces derniers jours, à Chicago, l'on redoutait les effets de la sécheresse — toujours elle — dans le Middle-West, et les cours montaient pour redescendre un peu sur l'espoir d'averses bénéfiques pour le prochain week-end.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 10, 1re col.)

BULLETIN

## GAGNER LA GUERRE DU VIN

*LE rapport Thiede, fameux par le concert de protestations qu'il souleva en France en 1973, avait montré que les agriculteurs sont farouchement hostiles à l'une des conséquences logiques de la doctrine libre-échangiste sur laquelle repose la politique agricole commune : la libre circulation des produits — même assortie de la solidarité financière et de la préférence communautaire — amène inéluctablement pour une denrée de qualité égale la région produisant au meilleur prix à monopoliser le marché.*

*Transposé au secteur viticole, ce principe permet désormais à l'Italie, qui jouit d'un climat favorable, d'une main-d'œuvre bon marché et d'un taux de change facilitant les exportations, de coloniser le marché des vins de table français. Les viticulteurs méridionaux, qui avaient déjà tendance à considérer l'« Europe verte » comme une guigne, sont partis en guerre contre ce qu'ils considèrent comme de l'impérialisme. C'est le fond de la crise viticole sur lequel s'est greffée, au fil des mois, une masse d'arguments passionnels concernant les responsabilités de chaque pays dans la surproduction, la qualité respective des vins produits de part et d'autre des Alpes, les motivations des hommes politiques, les calculs des affairistes...*

*Comment en sortir ? Le commissaire européen chargé des questions agricoles, M. Pierre Lardinois, pense que les ministres de l'agriculture des Neuf arriveront sans doute à s'entendre le 9 septembre prochain sur une réforme du règlement n° 816-70 sur les vins de consommation courante. En effet, même si le soutien du marché du vin ne coûte aux Européens que 2,5 % de leurs dépenses agricoles, pour les Italiens comme pour les Français il faut revenir à un équilibre entre l'offre et la demande. Depuis 1964 la production de vins a augmenté de 2 % par an, alors que la consommation stagnait à peu près (+ 0,2 % seulement par an). Ces quatre dernières années, il a fallu « brûler » après chaque vendange quelque 3 millions d'hectolitres de « gros rouge », pour éviter tant bien que mal l'effondrement des cours.*

*Toutefois, depuis octobre, plus de 12 millions d'hectolitres ont dû être distillés en France, sans que le prix payé aux producteurs leur assure pour autant un revenu correct. La colère des vignerons ne pouvait donc s'apaiser. Les Neuf sont maintenant contraints de discipliner la production, en tenant compte des données sociales, régionales et politiques du problème viticole. Sinon leur objectif, politique autant qu'économique — mettre fin à la guerre du vin, — n'aura aucune chance d'être atteint.*

*Démissions, démantèlement, rumeurs de licenciements chez Jaeger*

# Quand le personnel tire la sonnette d'alarme

**COMME beaucoup d'autres Français, les quelque 50 % des salariés des usines Jaeger qui viennent de partir en congés auront du mal à oublier leurs problèmes professionnels et notamment les menaces sur leur emploi. Deux directeurs, réputés pour leur politique sociale, ont démissionné ; le démantèlement de l'entreprise a été annoncé ; en dépit des apaisements, les rumeurs de licenciements ont alourdi le climat social dans une société victime, comme bien d'autres firmes, de la crise économique et d'un endettement financier trop important.**

« *N'oubliez pas de laisser votre adresse de vacances.* » Les quatre-vingts cadres qui, sur l'initiative de la C.G.C., se sont réunis plusieurs fois ces dernières semaines pour « *veiller au grain* » ont décidé de se tenir informés durant ce mois d'août qui peut réserver des surprises. « *La gravité de la situation appelle des solutions urgentes* », ont écrit ces directeurs et ingénieurs dans une lettre à plusieurs ministres. « *Nous vous demandons à nouveau d'intervenir (...) afin de mettre fin au processus de démantèlement de la société Jaeger* », ont écrit les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. dans une lettre du 24 juillet au ministre de l'industrie.

La société Jaeger — firme de pointe dans les équipements de bord pour l'automobile, la mesure pour le matériel ferroviaire mais aussi l'horlogerie et l'aéronautique — a bénéficié durant des années des fruits de l'expansion : « *Elle a peut-être mené une vie trop calme* », se demande son directeur général M. Cassignol, un manager à l'américaine qui, installé depuis deux ans au poste de commande, s'est heurté à d'autres membres de la direction, jugés, à tort ou à raison, trop « sociaux ».

Les premières difficultés ont commencé, en 1973, avec un déficit de 5 millions de francs qui, l'année dernière, est monté jusqu'à 26 millions de francs. L'entreprise pour répondre aux objectifs du gouvernement (développer la décentralisation et l'exportation) a beaucoup investi en province et à l'étranger. Pour faire face à ses besoins de trésorerie elle s'est lourdement endettée (frais financiers accrus de 60 % en 1974) et, devant les réticences des capitaux français à s'investir, de plus en plus liée à une firme allemande — V.D.O. Adolf Schindling — qui de 30 % du capital est montée, l'année dernière, à 41 %.

## Où trouver l'argent ?

La situation économique se dégradant sans cesse, la société Jaeger, qui, affirme-t-on, a un carnet de commandes raisonnable, doit à nouveau faire face à une « *crise financière* ». Où trouver l'argent frais ? La solution qui vient d'être préconisée présente l'avantage, selon la direction, d'être fondée sur une intervention directe des pouvoirs publics : la raison invoquée est l'importance prise par V.D.O., entreprise étrangère, dans le capital d'une firme française, qui consacre une partie de ses activités à la défense nationale (équipements pour les Mirage, Alpha-Jet, etc.).

« *Le gouvernement*, explique-t-on, *nous a demandé de placer ce secteur aéronautique en filiale, interne d'abord, externe par la suite* » ; la première étape sera terminée avant la fin de l'année, les services aéronautiques déménageant dans une ancienne usine de Levallois. Jaeger, en « *filialisant* » ainsi une partie de ses activités, récupérera de l'argent et pourra ensuite faire appel aux capitaux étrangers, sans danger pour la défense nationale.

Les syndicats ouvriers, la C.G.C., des cadres non syndiqués et des membres de la direction n'approuvent pas cette politique. Le secrétaire général de la société et un directeur, qui n'ont pas pu empêcher la « filialisation », ont démissionné. Pour les organisations syndicales et les cadres, la lutte d'influence se poursuit au sein de la firme : il s'agit d'éviter ce qu'ils considèrent comme un démantèlement.

« *Il faut tout d'abord préciser*, indiquent les cadres, *que le gouvernement n'a pas formellement demandé la mise en filiale. Cette décision, si elle se confirme*, ajoutent-ils, *comportera de nombreux dangers.* » Jusqu'à présent, le regroupement des activités automobiles et aéronautiques permettait de bénéficier des progrès technologiques des uns et des autres, voire, en cas de récession dans une branche, de muter le personnel pour éviter les licenciements.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 10, 1re col.)

## FAITS ET TENDANCES

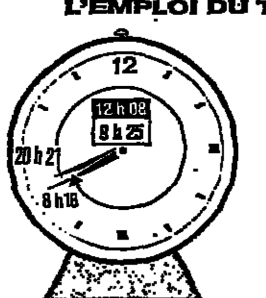
### DEPUIS QUINZE ANS

# Le tiers de la réduction des horaires de travail est absorbé par l'allongement des trajets de transport

*Du départ de leur domicile au retour le soir, les Français qui travaillent à l'extérieur et dans la journée (76 % des actifs) ont passé hors de chez eux, en 1974, onze heures quatre minutes (1), indique la revue* Economie et statistique *de juillet-août 1975. De part et d'autre de cette moyenne, des écarts non négligeables subsistent entre les catégories socio-professionnelles, comme le montre le tableau ci-dessous.*

*Les patrons, les membres des professions libérales et les cadres supérieurs ont des journées de travail — temps de trajet, repas et pause compris — plus longues que les employés. Si l'on s'en tient à la durée effective du travail (huit heures vingt-cinq minutes en moyenne), on constate cependant que les ouvriers passent un peu plus de temps à l'usine que les cadres ne le font dans leur bureau (sept minutes de plus par jour, soit plus d'une demi-heure par semaine). Le temps de travail effectif varie sensiblement selon les secteurs : les non-salariés travaillent une heure 8 minutes de plus que les salariés du secteur privé et une heure trente-huit minutes de plus que ceux du secteur public, l'écart maximum étant de deux heures treize minutes.*

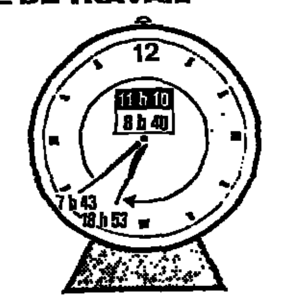
**L'EMPLOI DU TEMPS D'UNE JOURNÉE DE TRAVAIL**



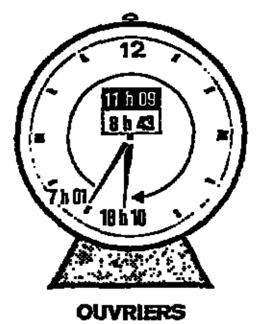

PROFESSIONS LIBÉRALES

12
11 h 44
9 h 25
7 h 35
19 h 19

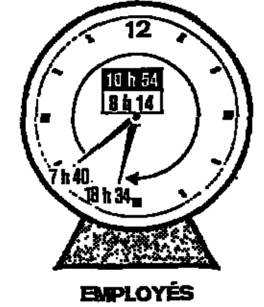
PATRONS




CADRES SUPÉRIEURS




OUVRIERS




EMPLOYÉS

11 h 10 Journée de travail, repas et trajet — 8 h 40 Travail effectif

PAUSE-MIDI
TRAJET ▼ DIVERS
TRAVAIL 8 h 22 | 0 h 53 | 1 h 16

**Journée de travail du Français moyen : 11 h 04**

*Source : Économie et Statistiques, juillet-août 1975*

*En général, le journée de travail — à l'extérieur du domicile — est plus courte pour la femme (dix heures cinquante-trois minutes) que pour l'homme (onze heures seize minutes). Cette différence se traduit par un départ plus tardif le matin (une demi-heure) et une pause plus longue à midi.*

*La comparaison entre cette enquête, réalisée en 1974, et celle qui avait eu lieu en 1959 est édifiante. Deux points positifs en ressortent : un étalement tout d'abord des horaires de départ, puisque partent désormais avant 18 heures 51 % des ouvriers, au lieu de 43 % en 1959, et 42 % des employés, au lieu de 19 % ; une réduction de deux heures quinze minutes environ de la semaine de travail (quarante-trois heures pour les ouvriers et employés, au lieu de quarante-cinq heures trois minutes). Cette dernière amélioration est cependant largement atténuée par l'accroissement des temps de trajet : cinquante et une minutes par jour en 1974, au lieu de quarante-trois minutes. Soit un « gâchis » de quarante minutes par semaine qui absorbe le tiers de la réduction des horaires.*

*A Paris, ce phénomène est plus accentué, puisque les travailleurs de la région passent une heure seize minutes par jour, en moyenne, en transport, au lieu d'une heure six minutes en 1959, soit une augmentation de cinquante minutes par semaine. Le slogan* « Boulot, dodo, métro » *demeure toujours d'actualité.*

(1) 47 % des patrons ne travaillent qu'à leur domicile, 23 % des ouvriers ne s'arrêtent pas à midi ou travaillent de nuit.

**PRIX : en juin, les fruits s'envolent...**

FRUITS — AUTOMOBILES — INDICE GÉNÉRAL — GAZ DE VILLE — LOYERS (Région parisienne) — VIANDE DE PORC

175 — 170 — 165 — 160 — 155 — 150 — 145 — 140 — 135 — 130 — 125 — 120 — 115

J F M A M J J A S O N D — J F M A M J

1974 — 1975

*La hausse de 0,7 % de l'indice général des prix de détail français en juin a correspondu à une hausse de 0,9 % des produits alimentaires. Parmi ceux-ci, la viande de porc a monté de 1,5 % en un mois, tandis que les fruits augmentaient, pour le deuxième mois consécutif, de plus de 2 % : 2,9 % en juin après 2,6 % en mai. Certes, des gelées tardives ont anéanti la récolte de bien des vergers. Mais l'effet de contagion a sans nul doute joué, accentuant les effets de la raréfaction de certains produits sur le marché.*

*Ce mouvement ascendant des prix des produits agricoles peu transformés n'est d'ailleurs pas terminé, si l'on en croit la direction des prix, qui s'attend, dans les prochains mois, à de nouvelles hausses des denrées alimentaires, à l'exception peut-être de la viande de bœuf.*

*Le palier que connaissent les prix du gaz de ville et des loyers parisiens est tout à fait temporaire : on saura d'ici peu si la limitation à 7,5 % de la hausse des loyers de juillet, recommandée par le ministre de l'économie et des finances, a été respectée par la majorité des propriétaires privés.*

# Le retournement des marchés

(Suite de la page 9.)

Livres-sterling à la tonne

**CAFÉ**

800 — 750 — 700 — 650 — 600 — 550 — 500 — 450 — 400 — 350

J M J J

1974 | 1975

**Compromettant les deux prochaines récoltes de café, le gel qui a frappé une partie du Brésil et du Paraguay, pays assurant plus du tiers de la production mondiale, a en quelques jours relancé la spéculation sur les marchés internationaux.**

Même si la flambée récente des prix des céréales peut n'être qu'un feu de paille, le marché mondial du grain est redevenu « sensible » au moindre aléa et tout prêt à s'orienter à la hausse, pour le plus grand dam des consommateurs, notamment ceux des pays en voie de développement, qui doivent importer des céréales en quantités plus ou moins importantes.

## • *Matières premières industrielles :*

## *début d'un lent redressement*

Très sévèrement éprouvés par la crise mondiale et le déstockage massif qui en a résulté, les cours des grandes matières premières industrielles, qui avaient touché au printemps le fond de la baisse, commencent à se redresser lentement. C'est le cas du cuivre, dont le prix, tombé de 1 400 livres la tonne en mai 1974 à 500 livres en janvier 1975, est récemment remonté à 600 livres. Certes, l'existence de stocks très importants (1,2 million de tonnes, soit plus de 15 % de la consommation annuelle) constitue un « matelas » propre à alimenter, en principe, toute reprise de la demande, donc à retarder un redressement appréciable des cours. Mais si les opérateurs sur les marchés mondiaux avaient l'impression que le processus inflationniste pouvait reprendre, ils commenceraient à se « couvrir », donc à stocker du cuivre, *du zinc, du plomb ou de l'étain.*

Un autre indice significatif est donné par la décision des producteurs américains d'aluminium — ils alimentent la moitié de la consommation mondiale — qui, en dépit d'une baisse de 20 % de leurs ventes, viennent de relever leurs prix, au grand scandale des autorités fédérales. Quoi qu'il arrive, les prix ne baissent plus désormais, car les entreprises entendent répercuter sur le consommateur l'augmentation régulière de leurs coûts de production. Un tel processus, qui contredit les théories antérieures sur la formation des prix, est lourd de conséquences pour l'avenir.

FRANÇOIS RENARD.

# Nuages sur l'avenir de Jaeger

(Suite de la page 9.)

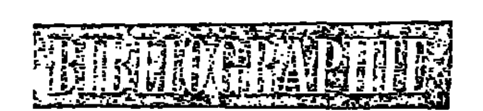
Le départ de la branche aéronautique risque, selon les cadres et les syndicats ouvriers, de rendre encore plus fragile la société. Quant à l'emploi d'abord. L'arrêt de l'embauche et les départs naturels ont déjà ramené les effectifs de six mille huit cents à six mille salariés. Sur le plan financier, le nouveau Jaeger sera « *davantage encore dans les mains de V.D.O.* ». Or cette firme, font remarquer les cadres, est, elle aussi, en difficultés ; ne doit-elle pas payer au fisc allemand près de 30 millions de deutschemarks pour fuite de capitaux en Suisse ?

Le personnel, qui « *n'entend pas être mangé à n'importe quelle sauce* », au gré des changements éventuels de propriétaires, souhaite donc une solution française. « *Aidez-nous avant que la tirelire ne se casse* », ont demandé les syndicats au gouvernement. Leurs raisons ? Outre un attachement psychologique et profond à l'entreprise, ils insistent sur le renom international de la marque Jaeger, sur le fait que « *la firme n'est pas un canard boiteux* » et que, par le passé, elle a « payé » la croissance de l'industrie automobile et aéronautique. « *Sur intervention des pouvoirs publics, nous avons fait des efforts coûteux pour Concorde, Airbus, Mercure ; les prix de nos équipements automobiles n'ont pas suivi ceux des voitures. Or nous sommes le seul fabricant français de tableaux de bord ; ce serait dommage de nous laisser éclater.* »

Que demandent les cadres et les syndicats ? Une participation de compagnies d'assurance ou de l'IDI ; voire des aides de l'État. Mais les pouvoirs publics en ont-ils les moyens ? Jaeger n'est pas la seule firme à traverser une crise.

Selon un rapport du Crédit national, cité par les cadres eux-mêmes, sur vingt et une sociétés du secteur automobile, sept ont un endettement trop élevé et manquent de fonds propres. Au total, le besoin de financement est de 600 millions de francs. « *Nous,* ajoutent les cadres de Jaeger, *nous réclamons seulement 60 millions de francs. Nous sommes vulnérables, mais la situation, aujourd'hui, n'est pas catastrophique.* » Pour la première fois, dans la société, les cadres se sont regroupés et, parallèlement aux syndicats, ils tirent à temps, espèrent-ils, la sonnette d'alarme.

JEAN-PIERRE DUMONT.




### *RÉFLEXIONS POUR LE VIIe PLAN*

# L'inquiétude aidant...

QUE demande-t-on à une voiture ? D'être belle et rapide ou bien solide en cas d'accident, confortable, économe d'essence ? Que demande-t-on à un appartement : d'avoir un style jeune, une cuisine équipée des derniers gadgets à la mode ou d'être bien isolé du bruit et de la température extérieure ? Ces questions et bien d'autres du même genre, peu d'industriels se les posent en des termes aussi simples. Quand un chef d'entreprise cherche, comme on dit, à « innover », c'est avant tout pour être le premier — et, pendant un temps, le seul — à mettre un produit sur le marché. Car cette forme de solitude est confortable : elle permet de vendre cher sans se soucier d'une concurrence qui n'existe pas.

Survient la crise du pétrole et l'on ose dire tout haut ce que chacun pensait tout bas : qu'en fait de progrès techniques et d'innovations, on gaspille tant et plus sans utilité et souvent sans satisfaction. Une prise de conscience c'est probablement cela.

L'ensemble des réflexions que vient de publier un groupe de travail dirigé par M. Pierre Piganiol, sous le titre *Voies nouvelles pour la croissance*, sera donc probablement beaucoup mieux entendu qu'il ne l'aurait été il y a seulement cinq ans.

Que dit le rapport Piganiol ? Beaucoup de vérités de bon sens ; et par exemple : « *La prolifération de nouveaux objets d'une valeur d'usage contestable coexiste avec une très grande difficulté de l'appareil de production à susciter des innovations significatives dans le substrat matériel du mode de vie.* »

*Nos voitures roulent à 150 ou 200 kilo*mètres à l'heure, mais il nous faut souvent plus d'une heure pour parcourir de faibles distances en ville ; on construit des ordinateurs de plus en plus perfectionnés mais les voyageurs continuent de grelotter ou de suffoquer dans les trains en hiver parce que les thermostats ne fonctionnent jamais correctement. Ces exemples, M. Piganiol ne les donne pas précisément, mais l'idée y est.

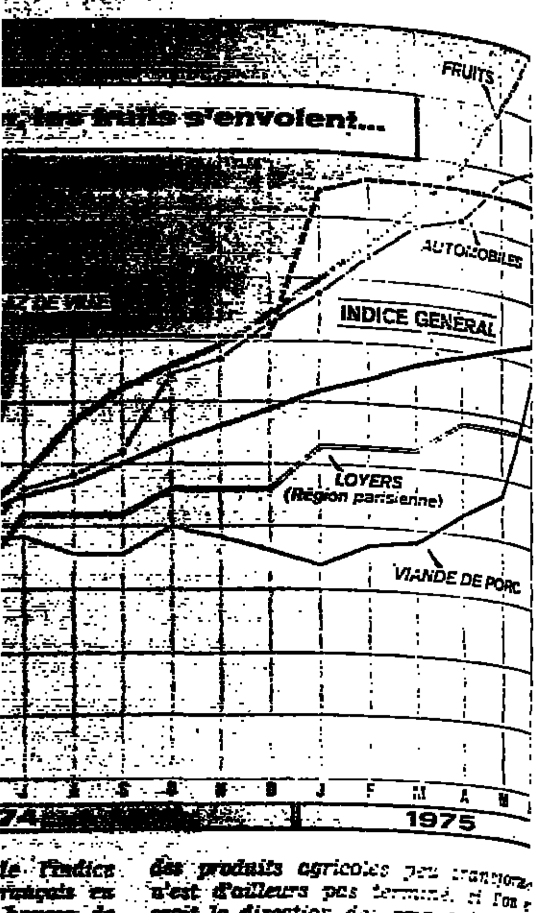
Pourquoi ces lacunes et ces paradoxes ? On sait bien les raisons qui empêchent la concurrence d'être un obstacle à la hausse des prix, les raisons qui font que souvent même la concurrence accélère l'inflation. Mais pourquoi nos systèmes de libre entreprise répondent-ils si mal, si imparfaitement, à des besoins souvent élémentaires ? L'intérêt des réflexions du groupe Piganiol est d'apporter des essais de réponses à des questions que maintenant chacun se pose.

En voici un. Dans le domaine de la recherche militaire ou spatiale, les techniciens savent, *a priori*, ce dont ils ont besoin : une *fusée* capable de parcourir telle distance en transportant telle charge, un avion capable de transporter tant d'hommes à telle vitesse et de voler à telle altitude. C'est à la technique de fournir les solutions adéquates. L'objectif préexiste aux moyens.

Dans l'industrie travaillant pour les besoins civils, le processus est exactement inverse : on fait l'inventaire de tout ce qui peut être fabriqué à partir des techniques existantes. Et cela sans se demander si vraiment on a bien besoin de tel ou tel produit, sans se demander non plus s'il ne faudrait pas chercher à satisfaire tels besoins vis-à-vis desquels la technique est muette pour l'instant. « *Il serait naïf de croire,* écrit le groupe Piganiol, *que seules la distraction ou la stupidité des hommes sont cause de cette tendance universelle à inverser l'ordre des priorités, mais, puisque nous vivons, paraît-il, une ère de changements accélérés, il n'est pas interdit d'espérer qu'on finira par voir disparaître cette étrange déviation intellectuelle.* »

ALAIN VERNHOLES.

NDE DE L'ÉCONOMIE




BLIOGRAPHIE

S POUR LE VIIe PLAN

étude aidant...

# RELIGION

## « Lieux d'Église »

### un livre pour pèlerins-touristes

Vacances ne rime pas forcément avec indolence. Nombreux sont ceux qui aiment « profiter » de leurs vacances pour se cultiver, approfondir leur foi ou découvrir un nouvel art de vivre.

C'est peut-être à eux que pensait Philippe Boitel en écrivant un livre qui vient de paraître au Seuil, *Lieux d'Eglise*. En quelques pages succinctes, il brosse le « portrait » de six hauts lieux de l'Eglise post-conciliaire en France — L'Arbresle, Les Fontaines, Boquen, La Sainte-Baume, Saint-Michel-de-Cuxa, Taizé — et d'un septième, lieu de pèlerinage plus traditionnel, mais qui, avec ses trois millions de visiteurs par an, demeure, après le Vatican, le premier lieu de pèlerinage de toute la chrétienté : Lourdes.

« *L'Eglise-institution ressemble à un immense vaisseau évasé*, écrit Philippe Boitel. *La coque, pourtant encore solide, produit de sinistres craquements... Pour certains, l'affaire est entendue. Le navire va sombrer ; au mieux, on le récupérera pour le mettre dans un musée archéologique ou folkloriques.* » *Lieux d'Eglise* se veut une réponse optimiste à de tels prophètes de malheur. Les expériences nouvelles qui y sont décrites montrent que les chrétiens savent encore inventer, que la vie continue de circuler dans ce corps deux fois millénaire.

La vie jaillit, bouscule les habitudes, entraîne l'Eglise, souvent malgré elle, vers des chemins nouveaux. Un couvent à l'Arbresle, d'ancien *studium* pour futurs dominicains se transforme en centre de sessions : Les Fontaines, à Chantilly, sont devenues, grâce aux jésuites, un centre religieux et culturel ; à la Sainte-Baume, en Provence, un dominicain entreprenant tente de concilier le sacré et le profane ; Boquen, ancienne abbaye cistercienne en Bretagne, cherche, à travers de nombreuses péripéties, à devenir un laboratoire pour un nouvel art de vivre ; des bénédictins venus de Montserrat à Saint-Michel-de-Cuxa, près de Perpignan tentent une expérience de vie religieuse renouvelée : la communauté monastique et œcuménique de Taizé se met à l'écoute des jeunes. Même Lourdes, qui provoque le plus souvent chez les chrétiens progressistes un sourire gêné ou attendri, change de visage, opère un retour à l'essentiel, à l'esprit évangélique.

Les moines ont toujours su choisir leurs lieux de retraite et ceux qui font l'objet de ce livre en valent le déplacement. Un livre à acheter et consulter sur les chemins de vos vacances, que vous soyiez pèlerins ou simples touristes.

ALAIN WOODROW.

(★) « Lieux d'Eglise ». Editions du Seuil, 192 pages. Prix : 23 F.

## Fondateur d'une association de protection contre les sectes

## LE DOCTEUR CHAMPOLLION EST MORT

*(De notre correspondant.)*

Rennes. — Le Dr Guy Champollion est décédé à Rennes le jeudi 31 juillet à l'âge de cinquante-quatre ans. Son nom reste attaché à la lutte contre les agissements de certaines sectes. Il avait, en effet, fondé, en décembre dernier, à Renes, la première association pour la défense des valeurs familiales et de l'individu (A.D.F.I.) (*le Monde* du 12 février) qui existe aujourd'hui dans cinq régions de France.

Les recherches qu'il avait faites sur les vues et les méthodes des filiales en France de Sun Myung Moon (Association pour l'unification du christianisme mondial et pionnier du nouvel âge) permirent de déclencher une vaste campagne d'information et de mise en garde tant en France qu'à l'étranger. Une enquête judiciaire est ouverte en France depuis le mois de juin. Depuis, le Dr Champollion, avec ténacité et courage, poursuivant son enquête, rassemblait des documents et dénonçait les dangers d'un recrutement fait parmi les jeunes des nations occidentales en vue d'une guerre en Corée. Le dernier discours prononcé par Moon à Séoul lui confirma les craintes qu'il avait exprimées quelques mois plus tôt.

Le Dr Champollion était originaire d'une famille de Savoie liée à celle du célèbre orientaliste français. Il était père de sept enfants, dont l'un a été endoctriné par Moon.

## L'ÉPISCOPAT ITALIEN CONDAMNE UN RECUEIL DE PRIÈRES EUCHARISTIQUES

Rome (*A.F.P.*). — La conférence épiscopale italienne a condamné « publiquement » un livres de prières eucharistiques que le jésuite italien Piero Brugnoli a écrit pour les communautés de base. Dans une déclaration diffusée le 3 août, les évêques mettent les fidèles en garde, en qualifiant de « *gravement illicite l'usage de ce livre de prières eucharistiques, au cours de la messe, par tous ceux qui veulent rester en communion avec l'Eglise* ».

Le Père Brugnoli, quarante-neuf ans, un des fondateurs du mouvement contestataire 7-Novembre en 1972, a été éloigné par le Père Pedro Arrupe, supérieur général des jésuites, de l'université grégorienne où il était professeur de théologie.

Il a manifesté, dimanche, son étonnement pour le jugement porté par les évêques italiens sur ses prières, en déclarant qu'elles s'appuyaient « *sur des références bibliques tenant compte des exigences des communautés* ». « *Je développe une théologie de fraternité entre les hommes*, a déclaré le Père Brugnoli, *en réponse à une théologie de pouvoir.* »

## Des milliers de jeunes étudient la Bible à Bruxelles

## Le spectacle Billy Graham

De notre correspondant

Bruxelles. — « *Notre Dieu n'est pas mort. Désolé pour le vôtre* » : ce n'était qu'une des innombrables inscriptions sur les tee-shirts des quelques milliers de jeunes venus étudier la Bible dans l'ancien grand palais de l'Exposition universelle de 1958 où ils ont vécu pendant dix jours, dormant dans des sacs de couchage et se nourrissant dans des cantines improvisées. Trente-cinq pays avaient des représentants à l'Eurofest 1975, le Festival international « *des jeunes qui veulent ressembler à Jésus* ». Six cents adolescents étaient venus d'Espagne, deux cents d'Afrique du Sud, six mille cinq cents de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Norvège, de R.F.A., de Finlande, d'Asie et même d'Australie pour « *être instruits dans la Bible et encouragés dans la recherche d'un style de vie chrétienne* ».

Pendant dix jours, dans une atmposhère de Festival de Woodstock, ils ont été harangués par des prédicateurs venus des quatre coins du monde. Mais l'évêque anglican noir d'Ouganda Festo Kivengere et l'Argentin Luis Palau, qui a fait carrière, à la télévision et au cinéma, n'étaient que les « *vedettes américaines* » de Billy Graham, venu tirer les marrons du feu. Tout au long de la journée, les orateurs et les chants préparaient le moment culminant de la soirée où, à heure fixe, comme s'il était à l'affiche de l'Olympia, l'évangéliste de la Caroline du Nord sautait sur la scène en brandissant la Bible.

Billy Graham a l'habitude des planches : il entame sa harangue sur le ton familier, par des anecdotes. Il a des amis nombreux en Belgique, il a rencontré, en venant, un chauffeur de taxi qui lui disait que... et brusquement c'est l'avalanche de slogans, la cascade d'avertissements, le torrent d'incantations. Puis les auditeurs sont invités à se lever et à prendre place près de lui. Ils sont pardonnés de leurs péchés et ils s'ouvrent à Dieu.

Tout se déroule dans le plus pur style tour de Babel, Billy Graham ne parlant ni le français, ni le flamand, ni le wallon. Ses propos sont traduits simultanément en plusieurs langues, mais sans que ceux auxquels ils sont destinés aient d'écouteurs. Les traducteurs ont des micros puissants et il en résulte une cacophonie invraisemblable où plus personne ne comprend rien. Qu'importe, c'est l'atmosphère qui compte, les gestes effrénés de Billy Graham, le jazz, les odeurs de cuisine... l'ambiance.

Cependant, le bilan de dix jours de prières et d'incantations paraît maigre. Les jeunes Belges n'ont pas boudé le spectacle Billy Graham, mais ils n'ont pas mordu à l'hameçon du jazz et de la kermesse. Au stade du Heysel, où la première réunion avait eu lieu, les gradins paraissaient vides : Billy Graham avait attiré quatre fois moins de monde que les dieux du football. Peut-être avait-il mal choisi son moment : jusqu'à la fin de juillet, la moitié des Belges sont en vacances.

PIERRE DE VOS.

## LE PÈRE THÉO VAN ASTEN ANCIEN SUPÉRIEUR DES PÈRES BLANCS ANNONCE QU'IL VA SE MARIER

Rome (*A.F.P.*). — Le Père Théo Van Asten (Néerlandais), ancien supérieur des Pères blancs, estime pouvoir « *continuer à servir le tiers-monde comme laïc marié, plus efficacement qu'au sein des institutions ecclésiales* », apprenait-on le 3 août à la curie généralice des Pères blancs à Rome.

La nouvelle a été annoncée aux trois mille quatre cents Pères blancs, servant surtout dans les diocèses africains, par le Père Jean-Marie Vasseur, actuel supérieur. Il explique dans une lettre « *l'évolution progressive* » de la réflexion du Père Van Asten, et exprime son respect pour cette « *décision personnelle* ». Celle-ci n'a provoqué jusqu'à présent aucune réaction de la part du Vatican, qui n'a pas encore relevé le Père Van Asten de ses vœux.

Le Père Van Asten avait demandé au synode de 1971 « *des paroles de vraie compréhension, de charité et de justice pour les prêtres qui quittent le ministère* », ajoutant : « *Le souci des enfants ou l'affection d'une femme seraient-ils plus dangereux pour un prêtre que le souci des richesses et les fumées de l'encens ?* »

[Professeur en Tanzanie jusqu'à son élection comme supérieur de la Société des Pères blancs en 1967, le Père Van Asten, âgé de cinquante-deux ans, avait demandé l'an dernier, à l'échéance de son mandat, à ne pas être réélu à la tête de la congrégation. Il vit actuellement incognito à Rome, où il se consacre à des tâches d'assistance aux déshérités. Il est connu pour ses opinions avancées, et notamment pour sa décision spectaculaire, en 1972, de retirer les quarante-deux Pères blancs du Mozambique en signe de protestation contre le régime raciste portugais.]

● *Après de nouveaux incidents à Franqueville-Saint-Pierre* (Seine-Maritime) lors de la messe célébrée le 3 août, contre la volonté des autorités ecclésiastiques, par l'abbé Charles Levillain, ancien curé destitué par l'archevêque de Rouen (*le Monde* du 22 juillet), le maire de la commune, M. Lemonnier, a fait savoir qu'il avait pris un arrêté fermant l'église pour une durée illimitée afin d'éviter de troubler l'ordre public.



# CATASTROPHES

## 188 MORTS DONT 181 TRAVAILLEURS MAROCAINS

## Le Boeing qui s'est écrasé près d'Agadir a-t-il été trompé par la brume ?

« *Un avion de ligne Boeing-707 appartenant à la compagnie jordanienne Alia et affrété par Royal Air Maroc, transportant cent quatre-vingts un passagers et sept membres d'équipage, et assurant la liaison Paris-Le Bourget-Agadir, s'est écrasé, dimanche 3 août, vers 4 h. 30, à 70 kilomètres au nord-est d'Agadir. L'épave de l'avion a été localisée. Il n'y a pas de survivants. Une commission d'enquête réglementaire a été désignée par le ministre des travaux publics.* » Tel est le communiqué publié par les autorités marocaines.

Six membres d'équipage étaient jordaniens, une hôtesse, Mlle Maria Virou, était finlandaise. Parmi les passagers, il y avait cent soixante-dix-sept Marocains, pour la plupart des travailleurs immigrés qui regagnaient leur pays au moment des vacances. Quatre touristes européens étaient à bord de l'appareil : M. et Mme Demgloff, M. Masson et Melle Sperling.

M. Valéry Giscard d'Estaing a envoyé un télégramme de condoléances au roi Hassan II. « *La plupart des victimes, travailleurs marocains en France, participaient à la vie de la communauté française. Ce fait ajoute à notre tristesse* », écrit-il.

Le Boeing-707 avait quitté l'aéroport du Bourget, le dimanche matin à 1 heure 19. La tour de contrôle de l'aéroport d'Agadir a perdu le contact avec l'appareil à 4 heures 28, soit deux minutes seulement avant la catastrophe. L'avion avait amorcé sa descente et se trouvait en phase finale d'atterrissage. Il a percuté de plein fouet contre une montagne haute d'environ 1 200 mètres, dans une région où finissent les dernières pentes du Haut-Atlas occidental, sur le territoire de la tribu berbère des Idaou Tanane qui ont aussitôt donné l'alerte.

Sous l'effet du choc, le Boeing-707 s'est complètement désintégré. Selon des sauveteurs, *le plus gros débris atteint à peine 1 mètre cube*. Un ratissage systématique a été fait, sur les lieux de l'accident, par deux cents soldats, pour tenter de retrouver la *boîte noire* qui enregistre les péripéties du vol et qui aidera donc à élucider les causes de la catastrophe.

La brume assez dense due à la forte chaleur qui règne actuellement au Maroc pourrait expliquer que le pilote n'ait pu apercevoir à temps la montagne.

Le commandant de bord du *Boeing-707* faisait-il la ligne pour la première fois ? A-t-il a été surpris par l'approche d'un aéroport que les pilotes considèrent en général comme dangereux ? Les responsables d'ALIA refusent, pour le moment, de répondre à cette question.

L'appareil était-il surchargé ? Il ne le semble pas. Le *Boeing-707* pouvait transporter cent quatre-vingt-cinq passagers et neuf membres d'équipage. Or il y avait à bord cent quatre-vingt-un passagers et sept membress d'équipage.

### 30 000 « PASSAGERS » AU MOINS EN TROIS JOURS

**Beaucoup de travailleurs immigrés, notamment maghrébins, regagnent leur pays au moment des grandes vacances. La plupart d'entre eux font le voyage en avion, et les compagnies régulières, pour faire face à cet afflux de passagers, doivent affréter des appareils. Ils étaient en effet vingt-huit mille travailleurs l'an passé à emprunter la voie des airs, entre le 30 juillet et le 2 août, pour traverser la Méditerranée ; ils devaient être environ trente-cinq mille cette année.**

**Le vendredi 1er août, sur les mille mouvements d'avions qui ont été enregistrés sur les trois aéroports parisiens, environ cent cinquante mouvements ont eu lieu, dans les deux sens, entre la France et le Maghreb, en premier lieu avec l'Algérie. Air France, pour sa part, a organisé une centaine de vols les 1er et 2 août à destinations de ces trois pays, notamment avec des appareils gros porteurs Airbus et Boeing-747. Les compagnies maghrébines ont assuré un trafic du même ordre.**

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4·8·75 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 5·VIII·75 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses ⚡ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 août à 0 heure et le mardi 5 août à 24 heures :**

Une zone orageuse, un peu mieux organisée que les manifestations orageuses de ces jours derniers, aborde les régions voisines de l'Atlantique. Elle progressera vers l'est et atteindra nos régions du Nord et de l'Est dans la soirée de mardi ou la nuit de mardi à mercredi. La baisse de température qui accompagnera cette perturbation sera temporaire et surtout liée aux précipitations et à la nébulosité.

Mardi matin, cette zone orageuse se situera approximativement de l'ouest du Bassin parisien et de la Normandie aux Pyrénées centrales et orientales avec des nuages assez abondants et quelques ondées orageuses éparses. Le soir, cette zone perturbée, comportant des orages un peu plus nombreux et localement forts, atteindra les régions s'étendant du Nord et des Vosges jusqu'à la Provence. A l'est de la zone orageuse, il fera encore très chaud et beau, tandis qu'à l'ouest le temps deviendra moins lourd temporairement, avec un ciel variable et quelques averses sur le quart nord-ouest.

Les vents resteront faibles, de sud-est dominant à l'ouest de la zone orageuse, mais de fortes rafales seront à craindre sous les orages.

Lundi 4 août, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 018,5 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 août ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Biarritz, 35 et 22 degrés ; Bordeaux, 36 et 22 ; Brest, 33 et 19 ; Caen, 29 et 17 ; Cherbourg, 27 et 17 ; Clermont-Ferrand, 34 et 18 ; Dijon, 33 et 19 ; Grenoble, 32 et 18 ; Lille, 32 et 17 ; Lyon, 33 et 20 ; Marseille, 34 et 22 ; Nancy, 32 et 14 ; Nantes, 37 et 20 ; Nice, 30 et 23 ; Paris-Le Bourget, 34 et 18 ; Pau, 34 et 18 ; Perpignan, 29 et 22 ; Rennes, 36 et 23 ; Strasbourg, 32 et 15 ; Tours, 36 et 20 ; Toulouse, 35 et 23 ; Ajaccio, 34 et 18 ; Boulogne, 27 et 20 ; Deauville, 31 et 19 ; Granville, 35 et 23 ; Saint-Nazaire, 35 et 19 ; Royan-La Coubre, 32 et 21 ; Sète, 29 et 22 ; Cannes, 29 et 19 ; Saint-Raphaël, 30 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 30 et 15 degrés ; Athènes, 31 et 21 ; Bonn, 32 et 16 ; Bruxelles, 30 et 19 ; Le Caire, 33 et 23 ; Iles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 23 et 12 ; Genève, 30 et 15 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 31 et 17 ; Madrid, 33 et 16 ; Moscou, 20 et 15 ; New-York, 34 et 24 ; Palma-de-Majorque, 37 et 16 ; Rome, 31 et 20 ; Stockholm, 28 et 16 ; Téhéran, 36 et 33 ; Alger, 35 et 22 ; Tunis, 34 et 19 ; Casablanca, 25 et 20 ; Barcelone, 31 et 19 ; Dakar, 28 et 26 ; Eilath, 33 et 28.

## Journal officiel

Sont publiées au *Journal officiel* du 3 août 1975 :

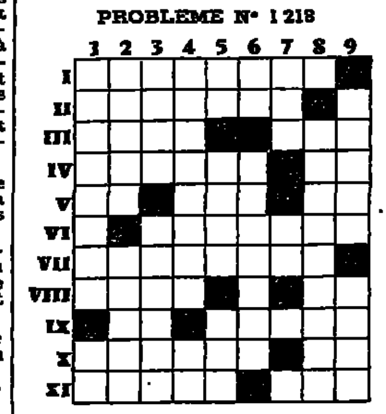
DES LISTES :

● Nationale d'aptitude aux *fonctions de praticien-conseil* chargé du contrôle médical du réginme agricole de protection sociale (section médecine) ;

● D'admission à l'Institut national agronomique, aux autres écoles nationales supérieures agronomiques et à l'Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires (concours 1975).

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 218



HORIZONTALEMENT

I. Ses mesures annoncent un élargissement. — II. Ne connut guère que les rigueurs du régime de la communauté. — III. Prénom étranger ; Préfixe. — IV. Eventuels points d'observation ; Saint. — V. A moitié fêlé ; Cours de suédois ; Conjonction. — VI. De la nature du sable. — VII. Paraissent heureuses comme des poissons dans l'eau. — VIII. D'un auxiliaire ; Abréviation. — IX. Ne surent où aller (épelé) ; Bouleversée dès qu'on la retourne. — X. Généreusement offerte aux regards ; Article étranger. — XI. Ne saurait être beau sans être noble : Préfixe.

VERTICALEMENT

1. Constituent un sujet de conversations féminines ; Mer (épelé). — 2. En position verticale ; Voie à grande circulation. — 3. Fièvre passagère ; Opéreras. — 4. Doivent être *ménagées* en vue de grands périples ; Deux consonnes. — 5. Le cœur du rein ; Animal ; Elément d'un jeu. — 6. Points de repère ; Pas du tout démentes. — 7. Démonstratif ; Fin de participe. — 8. T'attacheras vivement. — 9. Sur la Blaise ; Permet de se déplacer à cheval.

**Solution du problème n° 1 217**

*Horizontalement*

I. Epines ; El. — II. Numismate. — III. In ; Ma ; Ex. — IV. Gâteuses. — V. Miss ; El. — VI. ESE ; Ulite. — VII. Iton ; Et. — VIII. Lessives. — IX. Eteinte. — X. In ; Etés. — XI. Râleuse.

*Verticalement*

1. Enigme ; Loir. — 2. Punaisie ; Na. — 3. Im ; Tsé-tsé. — 4. Nîmes ; Ostie. — 5. Esaü ; Unie. — 6. SM ; Sel (impôt) ; Vies. — 7. Eli ! ; Ente. — 8. Etés ; Teste. — 9. Lex ; Set ; Est.

GUY BROUTY.

# SCIENCES

## UNE CALOTTE CRANIENNE VIEILLE DE 150 000 ANS EST DÉCOUVERTE EN CHARENTE

**La calotte crânienne d'un jeune hominien, qui vivait pendant la troisième phase de la période glaciaire du Riss (il y a cent cinquante mille ans), a été mis au jour, récemment, en Charente. Cet os fossile reposait dans la brèche (un conglomérat fait de débris rocheux anguleux liés entre eux par un ciment naturel) remplissant la grotte Suhard, située à La Chaise-de-Vouthon, sur la commune de Montbron (à une trentaine de kilomètres à l'est d'Angoulême). Il est encore trop tôt pour que l'os fossile ait pu être étudié. Toutefois, on est sûr qu'il s'agit d'un crâne d'enfant. Et il est probable qu. celui-ci est du même type déjà mis en évidence par des trouvailles faites antérieurement dans la même grotte.**

**Fouillée depuis 1967 par M. André Debenath, chargé de recherches au C.N.R.S., et, dans les années 50, par M. François Borde, professeur à l'université de Bordeaux-I, cette même grotte a, en effet, déjà livré, avant la toute récente découverte, plusieurs calottes crâniennes, des fragments de mandibules et des dents appartenant à une dizaine d'individus. Les hominiens auxquels appartenaient ces restes vivaient avant l'apparition des néandertaliens (que l'on situe vers — 80 000 ans en Europe occidentale), mais ils présentaient certains caractères qui font déjà penser à « Homo sapiens » (apparu vers — 30 000 ou — 40 000), et non pas à « Homo erectus » (ou pithécanthrope), qui, toujours en Europe, semble avoir vécu de — 600 000 à — 200 000 ans.**

**La grotte Suhard a livré, associée à ces restes d'hominiens, une industrie paléolithique assez exceptionnelle. Contemporaine de l'acheuléen, cette industrie s'en différencie pourtant par diverses particularités.**

Y. R.

# ARTS ET SPECTACLES

## théâtres

### Les salles ouvertes

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La goiden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Tertre, 20 h. 30 : Corruption au palais de justice.
Troglodyte, 22 h. : l'Inconfortable.

### Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 13 h. 30 et 23 h. 30 : Poker Boys ; 21 h. : Franck Olivier ; 22 h. : Jean-François Derec.
Café-Théâtre de l'Odéon, 21 h. 15 : l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnett.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : le Regard à genoux.

### Les cabarets

Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Tour Eiffel, 20 h. : les Magiciens du monde.

### Le music-hall

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : *Histoire d'oser.*
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia, 20 h. 45 : la Magie.
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : Lève-toi et viens.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
**704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

*Lundi 4 août*

### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.

### La danse

Jardin des Tuileries, 17 h. : Atelier chorégraphique Serge Keuten ; 21 h. 30 : Spectacle Rimbaud-Xénakis.

### Festival estival

Bâteaux-Mouches, 18 h. : P. Hardy, trompette, et E. de Villèle, orgue.
Jardin d'acclimatation, 15 h. : Musique pour les enfants.
Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Artisanat vivant.
Musée des monuments français, 18 h. 30 : Musique française du Grand Siècle, avec L. Urbain, flûte, et P. Petit, clavecin ; 20 h. 30 : Amfiparnaso, d'O. Vecchi, avec la Camerata Nova di Praga.

## cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : la Naissance d'une nation, de D.W. Griffith; 18 h. 30 : la Chevauchée fantastique, de J. Ford ; 20 h. 30 : Scarface, de H. Hawks ; 22 h. 30 : Bande à part, de J.-L. Godard.

### Les exclusivités

A CAUSE D'UN ASSASSINAT (A., v.o.) : Murat, 16e (288-99-75).
AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marais, 4e (278-47-86).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
LA BALADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LA CAGE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Trois-Haussmann, 9e (770-47-55) ; Normandie, 8e (359-41-18).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; *Maxéville, 9e (770-72-87)* ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16) ; Athéna, 12e (343-07-48).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à 20 h. et 22 h. 15.
ECHEC A L'ORGANISATION (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (359-52-70) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (horaires spéciaux).
EXHIBITION (Fr.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Ermitage, 8e (359-15-71), Helder, 9e (770-11-24), Marotte, 2e (231-41-39) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; U.G.C.-*Odéon, 6e (325-71-08).*
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LA GRANDE CASSE (A., v.f.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Berlitz, 2e (742-60-33), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
LILY, AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille 6e (633-79-38), Templiers, 3e (272-94-56).
ORDRE DE TUER (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; v.f. : Marivaux, 2e (742-83-90).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99), Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Wepler, 18e (387-50-70), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Rex, 2e (236-83-93).
PRESAGE (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (359-19-93).
PROFESSION : REPORTER (It., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84), Saint-Michel, 5e (326-79-17), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82), Marignan, 8e (359-92-82).
LA SANCTION (A., v.o.) : UGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Murat, 16e (288-99-75).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 6e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
THE GROOVE TUBE (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; Montparnasse-Bienvenüe, 15e (544-25-02).
TITI SUPER STAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) (en mat. à 14 h. et 15 h. 30).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29).
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16).
TRINITA, PREPARE TON CERCUEIL (It., v.f.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

### Les films nouveaux

BRANNIGAN, film américain de D. Hickox, avec J. Wayne. — V.o. : St-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Abc, 2e (236-55-54), Caravelle-Pathé, 18e (387-50-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Gambetta, 20e *(797-02-74)*, Cambronne-Pathé, *15e* (734-42-96).
LE DEMON AUX TRIPES (CHI-SEI), film italien, d'O. Hellman et R. Barrett, avec Juliet Mills. — V.o. : Marignan-Pathé, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
L'ANGE NOIR, film allemand inédit de W. Schrœter. — V.o. : Olympic-Entrepôt I, 14e (783-67-42).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES, film allemand de L. Becker : Olympic-Entrepôt II, 14e (783-67-42).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59). V.F. : Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
UN FLIC HORS LA LOI (It.-Fr.) : Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Lux-Bastille, 12e (343-79-17) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
VA TRAVAILLER, VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VILLA LES DUNES (Fr.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (horaires spéciaux).
VIOLENCE ET PASSION (It., v. angl.) : UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).

### Les rééditions

LE MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (à 12 h. 15, sauf dim., 14 h. 45 et 17 h. 15)
LES SEPT MERCENAIRES (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; v.f. : Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
VERA CRUZ (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70).
LE VOLEUR (Fr.) : Publicis-Matignon, 8e (359-37-97) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Plazza, 8e (073-74-55) ; Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).

### Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la harpe, 5e (033-34-83).
FESTIVAL LAUREL ET HARDY (les Carotiers-Têtes de Pioches) : République-Cinéma, 10e (208-54-06).
L'IMPOSSIBLE M. BEBE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
L'INDE FANTOME, film français de L. Malle. — Olympic-Marilyn, 14e, (783-67-42).
MACADAM COW-BOY (A., v.o., **) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; *France-Elysées, 8e (225-19-73)* ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; v.f. : Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
PARACHUTISTE MALGRE LUI (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Maxeville, 9e (770-72-87) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
SENSO (It., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Studio-Raspail, 14e (326-38-98).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Action-Lafayette, 9e (878-80-50).
UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).

### Séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h., 24 h.
LA CHINE (Fr.-It.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à 12 h. (sf dim.).
CINQ PIECES FACILES (FIVE EASY PIECES) (A., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h. et 24 h.
HELLZAPOPIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h
JULES ET JIM (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.
MORGAN (Ang., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h. et 24 h.



## Jazz

# Un bilan pour Antibes

*(Suite de la première page.)*

Pourquoi s'ennuie-t-on avec l'orchestre Billy Harper ? Parce que c'est du « Blue Note Revival », parce que c'est du vide. Dès que Mingus apparaît, tout change : la musique impérieuse franchit la rampe, musique au demeurant fort sage avec un Don Pullen au jeu serré dans *Sve's Chences* et un George Adams qui chante drôlement, de sa voix *râpeuse, Devil Woman Blues.* Pas plus qu'il n'est de bonne diététique dans les pléthoriques festivals de la Côte de pratiquer la surconsommation culturelle à laquelle nous sommes invités, il n'est de bonne discipline d'en mentionner par le détail à la chronologie.

Laissons les souvenirs émerger plutôt. Voici Chris McGregor et sa joyeuse fanfare, avec Dudu Pukwana qui tient la place du fou de village *(M.R.A., Sonia).* Frank Wright, l'un des derniers fidèles de l'esthétique « free » *(Dunkey Dance),* qui trouve à Antibes un public compréhensif, public qui fait aussi la fête à Bobby Few, à Alan Silva, à Muhammad Ali. Michel Portal, lyrique, et ses accompagnateurs inventifs, Daniel Humair, Bernard Lubat, accompagnateurs au sens où on le dit de ceux qui se joignent à quelqu'un pour la promenade *(No no but at may be,* et surtout *Ho Chi Minh Ville).* Anthony Braxton, Derek Bailey, Evan Parker que nous apprécions moins que les précédents et qui nous paraissent, ce jour-là, d'une excessive austérité.

L'athlétique Elvin Jones, taillé dans le marbre avec les proportions d'un mi-lourd et qui reste le premier drummer du monde *(Bessie's Blues).* L'autre orphelin de Coltrane, McCoy Tyner, qui a un meilleur orchestre que celui d'Elvin, et qui opère une sorte de « retour critique au *mambo » aux côtés du merveilleux* grattouilleur Guilherme Franco *(Sama Luyaca, Atlantis),* Cecil Taylor, qui se livre à une fantastique performance physique avec Jimmy Lyons et Andrew Cyrille, et dont l'art de cataclysme laisse admiratif et parfois même celui — c'est notre cas — qui a une nette préférence pour la musique qui « respire ». Tableaux nombreux et vivants encore.

### Archie, une chanson !

*Que se passe-t-il chez Archie* Shepp ? Après avoir porté le boubou, il lui arrive maintenant d'endosser le smoking (comme à Montreux) ou le veston bourgeois (comme à Antibes). Chez cet homme réfléchi, il ne peut s'agir que d'une philosophie du vêtement coextensive à une action délibérée de réappropriation systématique du passé du jazz. Après l'époque de Money Blues, nous sommes à celle de Caravan et de Lament et d'un, Shepp qui reprend le be bop à son compte sans pouvoir, comme le dit un commentateur pertinent, Marc Moulin, *« disposer dans ses doigts de la dynamique du système ».* Certains parleront de *relecture.* L'expression est à la *mode* et peut servir, comme celle de *dérision,* terme défensif pour le militant de pas mal de causes. Au nom de ces concepts passe-partout on peut récupérer les ratages. Dans la dérision, on n'est jamais si bien servi que par le plus loupé ou le plus assommant. Dans la relecture, on va moins loin, mais on tient parfois pour essentiels des comportements dyslexiques.

Mais il n'y a pas que le répertoire et que le jeu inconvaincu de Shepp. Il se place négligemment loin du micro. Il s'exprime avec bonhommie, il joue peu. D'abord la salle, tout acquise au musicien, cherche des excuses classiques, du côté de la sono toujours *délicate* à régler en plein air. Mais c'est la même sono que pour Frank Wright, qu'on venait d'entendre très bien. Alors des amoureux déçus se mettent à crier : *« Une chanson ! Une chanson ! ».* Des inconditionnels applaudissent Shepp et *le soutiennent de tout cœur, comme* à Châteauvallon, les supporters des musiciens de Saint-Louis contre les fanas de Weather Report, comme cette année à Montreux, les défenseurs de Rory Gallagher contre les mordus d'Albert King. Mais, cette fois, les partisans n'y croient pas assez eux-mêmes pour fatiguer les adversaires et imposer un rappel. Shepp s'en va, tranquillement. Ce n'est pas un bon soir pour lui, à supposer que le grand Shepp, comme jadis le grand Rollins, ne se remette pas cet été en question et ne recherche pas le second souffle.

C'est un des aspects attachants et c'est en tout cas l'honneur d'Antibes depuis 1960 d'ouvrir ses portes aux musiciens à problèmes et qui n'ont pas dans le *show business* la vie facile. *« Cette année, dans l'amphithéâtre de quatre mille places, donc considérablement agrandi, il est vrai que seuls Dizzy, Basie et Ella ont fait le plein,* dit Norbert Gamshon, *mais la soirée Wright-Shepp-Taylor a tout de même rassemblé deux mille cinq cents personnes : l'auditoire juanais demeure divers dans ses options, et les musiciens de toute école assurés de jouer devant beaucoup d'amis. Durant les trois jours plus marqués que les autres par la modernité, les matinées au Palais des congrès ont renversé la tendance en faveur du jazz de pointe. Sept cents personnes écoutèrent Surman, Braxton, Portal. Auparavant, la moitié seulement s'étaient déplacés pour Ray Bryant, Joe Bass, Bill Evans ou Dollar Brand. Une tendance (un courant) s'est manifestée ainsi trois fois d'une manière discrète mais irréfutable. Les chiffres offrent toujours un point d'amorce à la réflexion sur ce qui se passe aujourd'hui. »*

Cette réflexion, multiple, contradictoire, on l'entendit s'élever confusément, surtout ces trois jours-là, tandis que le flot de l'assistance s'écoulait lentement, les concerts finis, hors du square Gould. Les patients, ceux que la société exclut du rôle actif dans la musique, et les musiciens de métier, même si ces derniers procèdent mieux à l'analyse des faits bruts, restaient également divisés. C'est qu'il n'y a pas de vérité esthétique au sens où il y a une vérité scientifique. Celle-ci est comme celle-là une vérité polémique, une vérité en devenir, mais les actes qui la constituent visent l'être, s'ils ne décident pas, au surplus, de la valeur. Dans les discussions sur l'art, la violence des affirmations masque communément le sentiment des incertitudes.

En cette saison des festivals, il est bon de prêter attention à tous ceux qui, dans les milieux du jazz, émettent, *du point où ils se trouvent, une* opinion motivée. Il est bon également de lire les revues spécialisées en ce moment très instructives : le choc des idées y retentit et parfois en termes fort peu académiques. Selon Michael Couseona, très industrieux dans les cercles de l'avant-garde à New-York, il faudrait considérer Frank Wright comme le prototype de « l'éternel amateur ». Miles Davis, après des années d'indifférence, découvre, lui, tout à coup le talent de Stan Getz. Mais le jugement de Miles compte-t-il encore pour un artiste comme Anthony Braxton qui affirme : *« Il n'écoute plus sa musique depuis Bitches Brew » ?*

Braxton, en revanche, continue d'estimer Dave Brubeck qu'il déclare avoir *« toujours aimé »,* ce Brubeck qui n'est, depuis vingt-cinq ans, aux yeux de Cecil Taylor, qu'un pianiste minable. Taylor rejoint au moins Braxton pour condamner Herbie Hancock et Chick Corea *(« le premier est un malin, le second est un menteur »),* ainsi que *« des types comme Boulez, qui traitent l'improvisateur* d'onaniste public *et qui, eux, sont complètement foutus et pleins de crotte ».*

Il appartient à chacun de recommencer pour soi-même l'examen de la situation, et de se convaincre, pour trouver la tranquillité provisoire, que les musiciens ou les connaisseurs qui ne partagent pas ses goûts n'expriment qu'une idéologie spontanée et, cela va de soi, essentiellement aliénée. Au risque de n'ajouter qu'une voix de plus à un discours collectif déjà considérablement embrouillé, disons, au terme du marathon qui commença à Montreux et s'acheva à Antibes, que les musiques les plus gratifiantes nous paraissent être à présent, outre le meilleur rhythm and blues, celles qui assument et glorifient, comme chez McCoy Tyner, la joie rythmique africaine et celle latino-américaine qui en dérive directement. L'art de McCoy Tyner notamment nous semble être un bon antidote à celui de Billy Cobham et *de nombreux hommes-machines du* jazz rock actuel, musique de la raideur, qui prêche malgré le mouvement, l'inertie, et la mécanisation, la minéralisation de l'homme. McCoy Tyner n'abuse pas non plus, à l'inverse de Cobham, des appareillages et des *amplifications* électroniques. Il n'écrase pas l'auditeur sous le décibel. Il ne pratique pas les « effets de choc » auxquels Walter Benjamin attribuait la fonction d'adapter les hommes aux malmenages de la civilisation du mépris. La musique de McCoy Tyner s'oppose aux entreprises mortifères, aux pratiques d'abasourdissement, où les sujets habitués se laissent assommer, hacher et, béatement, réduire à l'état de chose.

Il paraît que les tout jeunes artistes américains citent de plus en plus fréquemment McCoy Tyner. Nous voyons là, personnellement, le signe que le masochisme sinistre et la bêtise contente n'ont pas encore gagné la partie.

LUCIEN MALSON.

■ Une exposition de cinquante pastels, gouaches et dessins de Sviatoslav Richter vient de s'ouvrir à Tbilissi, en Géorgie. Le planiste soviétique, qui consacre depuis longtemps ses *loisirs* à la peinture, est également l'auteur de nombreuses partitions pour clavier, qui n'ont jamais été exécutées.

# RADIO-TÉLÉVISION

*ENTENDU*

## La voix-prétexte

*Eh bien, voilà ! Le pas est franchi. Bach n'a pas reçu, dimanche 3 août, dans l'après-midi, les honneurs qui lui ont toujours été dus sur France-Musique : on l'a « mixé » avec du Pierre Henry. Et du Pierre Henry électronique. Un comble !*

*Il y avait aussi des voix en surimpression. Des voix qui parlaient d'amour ou qui échangeaient des remarques sur l'existence. Sans aucun rapport avec la Passion et l'Apocalypse. Avec des syllabes incompréhensibles, des répétitions, des retours en arrière, des dérapages vers le rire, des glissements vers la récitation, la citation ; avec, parfois, un mot « parlé » claquant comme un écho à la surface du mot « chanté ».*

*Voix-nuances, voix-couleurs, voix-prétextes : enfin, la radio fait sienne, à une heure de grande écoute, sur un ton qui n'est pas celui de la confidence sur l'oreiller, et dans une forme qui n'a sans doute pas demandé des heures de travail en laboratoire, la découverte essentielle de ces vingt dernières années : la continuité musicale du « phonème » au « bruit », en passant par le son.*

*C'était à 14 heures, au cours du « Concert pour mon chat », de Jean Couturier et son équipe, l'un des premiers fruits de la réforme en cours sur France-Musique (elle ne sera effective qu'en septembre), l'une de ces nouvelles émissions dont les titres, exprès, font sourire. Comme ce* Tarapapapoum *qui ouvre en fanfare, à 17 heures, la récréation de Francine Auclain.*

*D'une voix acide, la productrice vous interpelle : alors, quoi ! un peu de nerfs ; rien n'est perdu ; la musique, ce n'est pas si grave : c'est aussi Johann Strauss, Rossini et les Swingle Singers. On se laisse volontiers débaucher.*

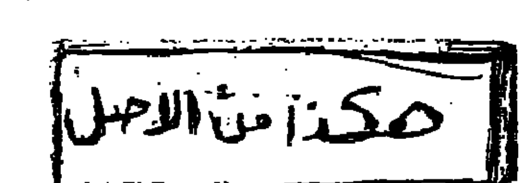
*Les paroles, là encore, sont peu de chose. Un trompe-l'oreille en do majeur, tout juste fait pour contraster avec le la mineur de l'émission — ou plutôt, de la « tranche horaire » — précédente. Un remplissage qui s'avoue comme tel.*

*Car rien, au fond, n'était moins franc que ces textes de présentation bien écrits et correctement lus dont les producteurs ont longtemps bourré leur maigre temps de parole sur France-Musique. Pour exprimer la même chose : les mots — depuis le « Sprechgesang » — et les « résidus sonores », depuis* Hymnen, *de Stockhausen — s'intègrent tout naturellement dans une harmonie élargie. Mais ces voix-là, le disaient. Au lieu de le faire entendre.*

ANNE REY.

## SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE T.D.F. ET A2

● M. Marcel Jullian, président-directeur d'Antenne 2, et M. Jean Autin, président de Télé-Diffusion de France (T. D. F.), ont signé le premier des accords prévus par la loi du 7 août 1974, qui règlent dans le détail, et pour cinq ans, les relations de l'établissement public de diffusion avec chacune des sociétés de programmes. Cette convention porte sur la transmission et la diffusion des programmes sur le réseau d'émetteurs de T. D. F. ; sur la fourniture par T.D.F. de services d'intérêt général (échanges internationaux, protection de la réception, recherches, conseil et assistance technique) ; et sur la fourniture par T.D.F. de services dits : « particuliers » : circuits occasionnels, approvisionnement à la demande de la société, exploitation de relais mobiles, etc.



# ARTS ET SPECTACLES

## Festivals

### THÉATRE ET DANSE A AVIGNON

### « PÉPÉ GUSTAVE VOIT ROUGE »

Il travaille en usine. Elle est gardienne d'immeuble. Il souffre de l'estomac et fait une fixation sur feu son grand-père. Pépé Gustave, grand meneur de luttes ouvrières en son temps. Elle se met du mauve aux yeux, envie les renards, les meubles, les migraines des bourgeoises qui habitent l'immeuble.

A l'usine, une grève survient. Aussitôt, entre lui et elle, c'est la méfiance, puis une empoignade sordide. Quand les grévistes auront obtenu quelques sous du directeur, le ménage se rabibochera dans une trêve douce-amère.

Cette comédie de Ivan Vanesco est d'une misogynie ouverte. La misogynie est méchante en soi ; s'agissant d'une grève ouvrière, elle est à côté. Dans une grève, la rigueur des choses commande de montrer les femmes au coude-à-coude avec leurs hommes, comme a fait Eisenstein. C'est peut-être primaire, mais c'est ça. Faire d'une grève le miroir grossissant d'une corrida conjugale où la femme est un poison, ça ne va pas non ?

Ivan Vanesco a découpé *Pépé Gustave* en tableaux trop courts, d'une couleur locale trop voulue, avec des chutes trop senties. Le dialogue nage entre deux chaises : le réalisme des Goncourt et le maniaque de Ionesco, l'un détruisant l'autre. C'est assez chic, si l'on veut, mais nous ne savons pas si l'auteur croit à ce qu'il fait.

La direction que Bernard Sobel a donnée aux acteurs est carrément stylisée, très photo-roman, gros yeux, grosses voix. C'est désuet, mais y avait-il autre chose à faire ? — M. C.

■ **Daniel Mesguich et les comédiens de la Cellule de création, installée à Avignon dans la chapelle des Cordeliers, présentent le spectacle qu'ils ont préparé depuis le début du Festival, « Des épaules aux pieds », de Paul Huet, jusqu'au 6 août. Représentations à 21 h. 30, rue des Teinturiers.**

■ **Un festival de films soviétiques aura lieu du 19 au 26 août, en Libye.**

■ **L'AFDAS (Assurance formation des activités de spectacle) organise, jusqu'au 15 septembre, trois stages destinés aux danseurs professionnels (classique, moderne, jazz), aux comédiens et aux artistes de variétés. Ce stage est gratuit pour les professionnels qui peuvent justifier de vingt-quatre cachets entre 1973 et 1974. Renseignements : 17, rue Henri-Rochefort, 75017, tél. 622-01-21.**

### Carlson, Blaska et Bartoluzzi dans les arènes

Lorsqu'on observe la foule des spectateurs de la Cour d'honneur, prenant avec circonspection possession de leurs dangereux petits sièges éjectables, on est frappé par son caractère hétéroclite. Tous ces accents, tous ces âges — avec une grosse majorité de jeunes, — toutes ces conditions sociales dissemblables, parviennent pourtant à constituer un public spécifique, avec un comportement et des réactions que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Cette foule là, comme un gros animal attentif, en apparence débonnaire, mais prompt à manifester vigoureusement dès la fin d'un ballet. Elle est loyale et laisse toute sa chance à l'artiste, insensible au snobisme et aux modes, prête à découvrir ou à s'enflammer, mais féroce dès que surgit le spectre de l'ennui. Carolyn Carlson et Félix Blaska en ont fait l'expérience au cours de leur premier programme.

Dans « Sablier prison », considérablement remanié, élargi aux dimensions de la scène, Carolyn Carlson n'a pas su préserver ce goutte à goutte inexorable du temps, si sensible et bouleversant à la création. En gonflant démesurément les improvisations aux dépens des passages chorégraphiés, elle s'est davantage préoccupée de laisser ses danseurs extérioriser leur « poétique intérieure » que du contact avec le public. De longues plages monotones sont venues gâter les moments de bonheur parfait où la danse, entrant en vibration avec la musique de John Surman, rebrodée de surimpressions au saxophone, nous entraînait dans un espace aux dimensions inéprouvées.

La Cour d'honneur n'a pas été plus favorable à Félix Blaska. « Comedia », conçue pour la scène à l'italienne, avec des entrées et des sorties bien réglées, s'est complètement diluée sur le plateau nu. « Memory », une création, commence et finit par de jolis mouvements ondulants des danseurs couchés sur le sol. Entre ces deux moments, il ne se passe rien ; la troupe se perd dans une bouche d'ombre. « Linea » résiste mieux à l'environnement. La musique de Berio, interprétée par Katia et Marielle Labèque au piano, et Jean-Pierre Drouet et Sylvio Gualda aux percussions, semble passer directement dans le corps des danseurs ; à ce moment-là, l'œil écoute. Si le public n'a pas fait un accueil excessivement chaleureux à « l'Homme aux loups », du moins a-t-il observé avec une curiosité bienveillante le déroulement linéaire de l'histoire. Il manque à ce conte psychanalytique, pour être réussi, une dimension onirique que pressent et propose la musique angoissante de Marius Constant.

Félix Blaska est aussi — est avant tout — un merveilleux danseur, instinctif, vibrant, libéré. Seul sur la scène, il a fait face au public ; il l'a défié dans une improvisation sauvage s'achevant sur un pas de deux délirant avec un violoncelle. A Avignon, on aime le courage, on apprécie les performances et l'on a applaudi ce numéro-suicide, comme on a applaudi la danseuse Carolyn Carlson, être de glace et de fuite, qui, soudain, entre en vibration et se met à flamber.

Mais les ovations, les triomphes, sont allés à Paolo Bartoluzzi, en très grande forme, assez maître de lui pour subjuguer par sa seule présence plusieurs milliers de spectateurs. Son interprétation de « Nomos alfa » fut cependant moins convaincante qu'à l'Espace Cardin : sage et calculée, un peu trop appuyée dans ses effets, elle n'était pas à l'image que l'on se fait d'un danseur de cette classe. Dans « Spar », un solo que Carlson a composé pour lui, Bartoluzzi veut démontrer qu'avec du talent et de l'intelligence, on peut tout faire. Il faudra encore du temps à cet homme pressé pour assimiler la danse moderne. Il a dansé « Spar » en artiste consommé et en athlète, mais d'une façon très extérieure. On est plus touché par la solitude de Félix Blaska, ramassé, prêt à bondir comme un taurillon dans l'arène.

MARCELLE MICHEL.

■ **Le deuxième Festival mondial de la culture et des arts négro-africains, qui devait avoir lieu à Lagos, en novembre prochain, et auquel devaient participer plus de soixante-dix pays, a été reporté à une date ultérieure par le nouveau chef de l'Etat nigérian, le général Murtala Mohammed. Une nouvelle date sera fixée ultérieurement après consultation des pays participants.**

### VERDI A ORANGE

## « *Otello* ? J'y étais »

*Huit mille ? Douze mille ? Combien étaient-ils ceux qui, bravant la canicule, les embouteillages du premier week-end d'août et les rigueurs d'un mistral toujours possible — mais pour une fois absent au rendez-vous, — sont venus détruire cette légende qui veut qu'*Otello *soit un des opéras les moins populaires de Verdi ?*

*Qu'importe après tout le chiffre exact ? Le plus important, c'est peut-être la solidarité qui unit les privilégiés du parterre et ceux qui n'ont pu se procurer une place que tout en haut : pour 15 francs ou 150, on pourra dire : « J'y étais. » Après le* Tristan *et la* Norma *du siècle, comme on dit là-bas, pourquoi ne pas mettre une production de cette qualité en si bonne compagnie ? Ce serait surtout vrai pour le public régional — reste à prouver qu'il soit majoritaire, — assez défavorisé dans le domaine lyrique, car ceux qui ont fait le voyage d'Orange, comme en d'autres occasions ils vont à Salzbourg, à New-York, à Bayreuth ou à la Scala, pourront toujours émettre des réserves : aucune représentation n'est jamais assez parfaite pour rendre pleinement justice à un chef-d'œuvre.*

***

*Jon Vickers est un « habitué » d'Orange : on a pu l'entendre dans* Tristan, Salomé *et* Norma *; il s'est fait une sorte de spécialité du rôle d'Otello, dont il est peut-être le meilleur interprète actuel. Et l'on ne saurait rien dire ou écrire à son sujet qui ne l'ait déjà été. Beaucoup moins connue, Teresa Zylis Gara, Polonaise d'origine, a abordé le rôle de Desdemone au Metropolitan Opera en 1972, et l'on nous dit que, depuis cette date, elle est restée la Desdemone favorite de Jon Vickers. Rien d'étonnant à cela : sa voix, qui sait être fragile dans la tendresse et tragique dans la douleur, convient idéalement au personnage.*

*Kari Nurmela (Iago) méritait-il les sifflets que certains ont cru devoir mêler aux applaudissements ? Sans doute est-ce le cadre qui facilite la résurgence des habitudes antiques : on devrait toujours garder quelques lions affamés pour satisfaire cet étrange besoin de justice ; le premier moment de stupeur passé, on trouverait vite cela naturel... Gageons qu'avec de tels procédés on n'aurait pas attendu la fin du rôle d'Emilia pour lâcher les fauves sur la pauvre nourrice.*

*Roelof Oostwoud (Cassio), Juan Soumagnas (Lodovico), Gerard Friedmann (Roderigo) et Paul Guigue (Montano) complétaient la distribution avec plus de bonheur.*

*Digne en tous points des deux principaux protagonistes, Lorin Maazel a su faire sonner l'Orchestre national de France avec une clarté et une précision devenues inhabituelles depuis le départ de Célibidache.*

***

*Il n'en reste pas moins que, faute de pouvoir vraiment s'écouter les uns les autres, comme dans une salle fermée, les musiciens ne parvenaient pas toujours à une cohésion absolue ; de même, quelles que soient les qualités acoustiques du Théâtre d'Orange, on ne retrouvera jamais en plein air cette chaleur du son qui, dans les soli particulièrement, entrent pour beaucoup dans l'émotion musicale. Détails ? Sans doute, mais, au point de raffinement où se situe une partition comme celle-ci, il n'en est pas de si petit qui n'ait son importance.*

*C'est cependant pour la mise en scène que le problème se pose avec le plus d'acuité. Conscient du peu de poids que prendraient des subtilités de jeu dans un cadre de cette dimension, Giancarlo Sbragia, qui a déjà réalisé* la Bohème *et* la Tosca *pour les arènes de Vérone, a volontairement opté pour la plus grande simplicité, en accord avec les costumes à l'antique du Maure et de son épouse. Iago ne fait pas de courbettes obséquieuses, l'inquiétude d'Otello ne se lit ni dans ses traits ni dans son comportement ; il semble à ce point maître de lui que son acte final étonne presque.*

*Que dire du lit nuptial de la dernière scène évoquant irrésistiblement un gâteau gigantesque surmonté de chantilly ? Sinon qu'il y a peut-être des manières plus discrètes de mettre en évidence l'élément principal d'un décor, et, en tout cas, de respecter l'intimité d'un lieu qui, après une unique nuit d'amour, va voir se dérouler un ultime acte d'amour :* « Vienne la mort !, *disait Otello au premier acte,* et que l'ardente extase de ce baiser soit le moment suprême. »

*Pourquoi, dès lors, Desdemone saute-t-elle hors de son lit lorsqu'un suprême baiser vient la tirer de son sommeil ? Mais qui aurait pu distinguer sur la scène d'Orange toutes les phases, depuis le sourire voluptueux jusqu'à l'inquiétude fébrile de ce réveil qu'elle sait être le dernier ?*

*Ce n'est là qu'un exemple de ce à quoi il a fallu renoncer, alors que le livret et la musique de ce drame, essentiellement intimes, offrent tant de situations irréductibles à une stylisation, si réussie soit-elle. Fallait-il plus simplement renoncer à* Otello *et monter plutôt* Nabucco *ou* Aïda *? Chacun en décidera selon l'importance que, à tort ou à raison, il accorde à certains éléments d'un spectacle.*

GÉRARD CONDÉ.

★ **Cette représentation sera retransmise sur France-Culture le vendredi 12 septembre, à 20 heures.**

■ **M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a demandé à M. Jacques Bourgeois, directeur du Festival d'Orange, de doubler le nombre de ses représentations en 1976 et de les tripler en 1977. Il a également émis le vœu, dans une interview à l'Agence France-Presse, que le Festival d'Avignon accueille, dans l'avenir, 20 % de spectacles étrangers.**

## Cinéma

### « BRANNIGAN »

John Wayne est une institution américaine, au même titre que la Statue de la Liberté ou les abattoirs de Chicago. Le sortir de son milieu naturel, de ses grands espaces de l'Ouest, c'est risquer gros pour des résultats incertains.

Utilisant de l'argent bloqué en Angleterre, le producteur Jules Lévy, seul vrai responsable du film — le metteur en scène n'est ici que le fidèle exécutant de consignes et d'un plan de travail bien tracés à l'avance, — a mis dans son film tous les ingrédients qu'il jugeait indispensables pour gagner à coup sûr : entre autres une bagarre dans un pub dans la tradition des bagarres des films de Tay Garnett (*Son homme ; la Maison des sept péchés*, avec le même John Wayne) et un suspense qui se voudrait hitchcockien autour de la remise d'une rançon dans une boîte aux lettres rouge, en plein cœur de Piccadilly.

Un lieutenant de la police de Chicago (John Wayne) débarque à Londres pour retrouver un criminel en liberté provisoire qui s'est réfugié de ce côté-ci de l'Atlantique. Il est accueilli à Scotland Yard par le bouillant et brouillon Sir Charles (Richard Attenborough), escorté dans ses pérégrinations par un charmant sergent en jupons (Judy Geeson). Il arrivera bien sûr à ses fins, après une folle poursuite en voiture. Rarement John Wayne a été aussi mal utilisé, rarement un film anglais qui se voudrait américain a manqué à ce point de punch. — L. M.

★ **Marignan, Saint-Germain Studio (v.o.) ; ABC, Caravelle, Gaumont Sud, Montparnasse 83, Cambronne, Gaumont Gambetta (v.f.).**

■ **L'association Travail et Culture et Radio-France organisent une série de concerts à partir de la rentrée. Le premier programme, qui célébrera la Journée mondiale de la musique de l'UNESCO, sera consacré à un hommage à Georges Bizet, le 1er octobre, au Cirque d'hiver.**

# RADIO-TÉLÉVISION

**« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.**

## LES PROGRAMMES

### LUNDI 4 AOUT

**CHAINE I : TF 1**

20 h. 30, Film : « l'Enfer est pour les heros », de D. Siegel (1962), avec Steve Mac Queen, B. Darin, J. Coburn.

*En 1944, sur le front de Belgique, quelques soldats américains doivent retourner se battre en première ligne, au lieu d'aller en permission.*

22 h. (R.), Les conteurs : La forêt landaise ; 22 h. 45, IT 1 journal.

**CHAINE II (couleur) : A 2**

20 h. 35, dramatique : « la Précepteur », de J. M. R. Lenz. Réal. B. Rothstein, par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers.

*Un précepteur travaille dans une famille d'aristocrates et y fait la découverte dramatique de l'amour et des contraintes sociales. Cette mise en scène a été créée en janvier 1975 par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers.*

22 h. 45, Journal de l'A 2.

**CHAINE III (couleur) : FR 3**

20 h. 25, Prestige du cinéma (R.) : « Baisers volés », de F. Truffaut (1968), avec J.-P. Léaud, Cl. Jade, D. Seyrig.

*L'entrée dans la vie adulte d'Antoine Doinel, le garçon des « Quatre cents coups ». Trente-six métiers et un mariage.*

21 h. 55, FR 3 actualités.

**FRANCE-CULTURE**

20 h. (R.) (S.), « Sonno », de R. Jentet ; 21 h., Avignon. Soirée musicale Maurice Ohana, présentée par le compositeur : « Hommage pour le tombeau de Debussy » (Falla) ; « Si le jour paraît... » (Ohana) (création), avec A. Pona, guitare ; « Sept chansons populaires » (Falla), avec A. Salvetti, chant et M. Ohana, piano ; « Pièces pour guitare » (Brouwer), avec A. Ponce ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés, de Paul Claudel ; 23 h., Histoire de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres (1965). Orchestre philharmonique : « le Songe d'une nuit d'été », ouverture (Mendelssohn) ; « Chronochromies » (Messiaen) ; « Till Eulenspiegel » (R. Strauss), direction C. Bruck ; « Euryanthe », ouverture (Weber) ; « Symphonie en trois mouvements » (Stravinski) ; « le Tricorne », deuxième suite (M. de Falla), direction C. Dutoit ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées.

### MARDI 5 AOUT

**CHAINE I : TF 1**

20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Les grands mystères de la musique : « Le secret de Rossini », par B. Gavoty ; 22 h. 45, IT 1 journal.

**CHAINE II (couleur) : A 2**

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « la Salamandre d'or », de M. Regamey (1962). Avec J.-C. Pascal, M. Robinson, V. Lagrange, J. Justin, Cl. Titre.

*En 1525, François Ier est prisonnier de Charles Quint. Le chevalier Antoine de Montpezat doit porter sa rançon à Madrid. Des ennemis du roi cherchent à l'en empêcher.*

Débat : « Tout est perdu fors l'honneur. »

*Avec la participation de MM. Roland Mousnier, professeur à la Sorbonne, Bernard Quilliet, maître-assistant à l'université de Vincennes, Robert Mandrou, professeur à Paris X, Jean Delumeau, professeur au Collège de France, Jean Belorgey, maître-assistant d'espagnol à Paris X.*

22 h. 30, Journal de l'A 2.

**CHAINE III (couleur) : FR 3**

20 h. 30 (R.), Westerns, films policiers, aventures : « Estouffade à la caraïbe », de J. Besnard (1967), avec F. Stafford, J. Seberg, S. Gainsbourg, M. Pisu.

*Un ancien cambrioleur se met au service d'un gangster qui veut dévaliser — pour des raisons politiques — le coffre-fort d'un dictateur sud-américain.*

22 h. 5, FR 3 actualités.

**FRANCE-CULTURE**

20 h. (R.), Dialogues, par R. Pillaudin : « Ecologie et ethnocide », avec R. Jaulin et P. Samuel ; 21 h. 20, Avignon. Soirée musicale Maurice Ohana, présentée par le compositeur : « En blanc et noir » (Debussy), avec G. Fremy et Ch. Ivaldi, pianistes ; « Concerto avec clavecin » (Falla), dir. D. Chabrun ; « Signes » (Ohana), dir. D. Chabrun ; 22 h. 30 (R.), Entretiens Paul Claudel-J. Amrouche ; 23 h., Histoires de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30, Festival estival de Paris. En direct de la Sainte-Chapelle (Tallis, Byrd et Henri VIII, par the Scholars) ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

# PRESSE

### LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

## Nos perspectives sont radicalement différentes

### *écrivent à M. Amaury plusieurs curés de Paris*

En réponse à un dossier d'une dizaine de pages qu'il leur avait envoyé début juillet sur l'affaire du *Parisien libéré*, plusieurs curés des paroisses de Paris viennent de faire parvenir une réponse — rédigée en commun — à M. Emilien Amaury sous forme d'une lettre de deux pages datée du 25 juillet.

Précisant qu'ils ne s'expriment pas en tant que « notables », qualité qu'ils récusent, ces prêtres refusent de se prononcer sur les formes que doit adopter le syndicalisme du Livre et de prendre position sur les arguments techniques.

On relève dans cette lettre deux points principaux :

● LA LIBERTE D'ENTREPRISE. — « *Il semble que pour vous*, écrivent les prêtres, *liberté d'entreprise signifie essentiellement la liberté du chef d'entreprise, une liberté absolue, c'est-à-dire le droit de diriger votre entreprise à votre guise, sans tenir le moindre compte ni des droits légitimes ni des intérêts des travailleurs.* »

Les auteurs de la lettre demandent à M. Amaury s'il est exact qu'à deux reprises au moins, en 1971 et tout récemment, il s'est opposé au libre exercice du droit syndical. « *Si ces faits sont exacts*, ajoutent-ils, *avouez qu'ils ont de quoi [nous] faire douter quelque peu de votre prétention à lutter au cours de ce conflit pour la liberté d'appartenance syndicale !*

» *Une telle conception autocratique du pouvoir du chef d'entreprise*, poursuivent-ils, *ne concorde nullement avec la conception chrétienne des rapports qui doivent exister entre les divers partenaires sociaux au sein de l'entreprise.* »

● LA LIBERTE D'EXPRESSION. — « *Si cette liberté est actuellement menacée*, estiment les signataires de la lettre, *c'est essentiellement par le processus de concentration progressive de tous les titres de journaux entre les mains de quelques détenteurs de capitaux. Et c'est la soumission de la presse au pouvoir de l'argent qui menace actuellement en France l'indépendance des journaux, beaucoup plus que le monopole d'embauche du syndicat C.G.T.*

» *Et c'est enfin la soumission de la presse au pouvoir de l'argent qui menace la qualité même de l'information. Lorsque celle-ci se trouve réduite à n'être qu'une marchandise comme les autres, tous les moyens deviennent bons pour la vendre à n'importe quel prix : excitation des passions — de toutes sortes, — en particulier du racisme, exploitation exclusive du fait divers au détriment d'une information et d'une réflexion sur les questions les plus importantes qui conditionnent cependant la vie des hommes.* »

En conclusion, les prêtres rappellent que « *tel synode des évêques déclarait en 1971 :* « Au lieu de faire émerger un homme nouveau, les *mass media*, domestiqués par l'ordre établi, contribuent au contraire à maintenir l'homme dans son état actuel et reproduisent un type d'homme conforme aux exigences de l'ordre établi. » *Vous déclarez vous-même que votre but est d'arriver à vendre moins cher votre journal (fût-ce au prix du licenciement de centaines d'ouvriers). En tant que chrétien, je me sens au contraire concerné par tout effort pour rendre possible cette* « émergence d'un homme nouveau »... *Nos perspectives sont radicalement différentes...* »

### A Saint-Ouen

### L'IMPRIMERIE CHAIX SERAIT EN DIFFICULTÉ

La situation de l'imprimerie Chaix, à Saint-Ouen, serait des plus graves, annoncent dans un communiqué les délégués C.G.T. de l'entreprise, qui affirment que, selon des indications qu'ils ont recueillies auprès de la direction de l'entreprise, celle-ci pourrait soit fermer ses portes avant le mois de septembre, soit licencier 30 à 40 % des effectifs qui représentent environ six cent cinquante personnes.

A la suite d'une consultation organisée par la C.G.T., 82 % du personnel de l'entreprise se serait prononcé favorablement sur un texte qui « *exige que les accords du 21 novembre 1974 soient respectés, que le potentiel industriel soit maintenu sur place et que l'emploi soit garanti* ». La motion adoptée par le personnel prévoit que tout sera mis en œuvre, « *y compris, le cas échéant, par la grève avec occupation des locaux* », pour que ces objectifs soient atteints.

**[Les accords auxquels fait allusion le texte de la C.G.T. ont été conclus entre les syndicats et MM. Jeanson et Beyler, qui avaient été chargés de « missions exploratoires » pour réorganiser la Néogravure, la plus grande imprimerie de France de sa catégorie avec 430 millions de francs et une part du marché égale à 50 % (« le Monde » du 9 janvier).**

**Née en juin 1973 de l'absorption de l'imprimerie Crété par Chaix-Desfossés-Néogravure, la société avait dû, dès la fin du mois de septembre 1974, demander au tribunal de commerce de Paris la suspension provisoire des poursuites en cas de non-paiement. Pour la sauvegarde de leur emploi, les travailleurs avaient observé pendant trois mois un mouvement de grève.**

**Finalement, un plan de relance était mis au point. Deux sociétés distinctes étaient créées : l'une reprenant le secteur héliogravure (Néogravure-Crété-Desfossés), l'autre le secteur offset (Chaix). Au total, on avait pu éviter des suppressions de postes (sept cent quatre-vingt-dix). Les syndicats avaient obtenu que, par le biais des préretraites dans toute l'imprimerie française et le reclassement des travailleurs, les conséquences sociales de la réorganisation du groupe soient limitées.]**

# SPORTS

## ATHLÉTISME

### En juniors à Paris, comme en seniors à Bydgoszcz

# UNE SURPRENANTE RÉSISTANCE DES FRANÇAIS A AMOINDRI LA DOMINATION DES POLONAIS

Révolue, l'époque où les juniors de l'équipe de France pouvaient rosser les jeunes Allemands de l'Ouest et les espoirs soviétiques, l'est incontestablement. Hormis Hector Llaster, on n'entrevoit guère dans les rangs de la formation actuelle un garçon dont le talent égalerait celui des futurs champions qui, en 1968, avaient nom Drut, Accambray, Boxberger ou Tracanelli. Cependant vouée à une lourde défaite, cette formation a soutenu la comparaison face aux juniors polonais en se s'avouant battue (105 à 107) qu'au terme de la dernière épreuve, dimanche 3 août, au stade Jean-Bouin, à Paris.

### DIX POINTS DE RETARD...

*La première journée du match international d'athlétisme Pologne-France, disputé à Bydgoszcz, la capitale de la Poméranie occidentale, a été assez favorable aux Français. Face à la formation polonaise, classée quatrième de la dernière coupe d'Europe des nations, les Français ont concédé 10 points (58 à 48) alors qu'on s'attendait généralement à un écart de 20 à 25 points, mais ont surtout fait preuve d'un courage et d'une volonté retrouvés.*

*Sur les dix épreuves figurant au programme, les Polonais en ont gagné sept mais n'ont pu empêcher les Français de réussir deux « doublés » dans les deux premières courses.*

*Aux 400 mètres haies, Jean-Claude Nallet (50 sec. 59) et N'Lomo (51 sec. 83) se sont imposés tout comme Echevin (10 sec. 47) et Sainte-Rose (10 sec. 50) sur 100 mètres.*

*Encouragés par cette réussite, d'autres athlètes français ont pris de surprenantes deuxièmes places, comme Kerbiriou sur 400 mètres, Meyer sur 800 mètres, Gomez sur 5 000 mètres, Bonnet au saut en hauteur et Valétudie au triple saut.*

*Ce match Pologne-France continue le lundi 4 août avec la deuxième journée, qui devait être moins favorable aux Français.*

L'événement prend d'autant plus de relief que l'athlétisme polonais, après une période de déclin marquée en 1973 par l'élimination des équipes seniors masculines et féminines de la finale de la coupe d'Europe, connaît un singulier regain de vitalité. Il devient quelque peu aberrant, lorsqu'on sait que les lanceurs français sont principalement responsables de cette « glorieuse défaite ».

Non seulement Luc Viudès, Philippe Suriray Stéphane Milliez et leurs camarades ont accumulé plus de points que leurs concurrents (27 contre 17), mais ils ont également remporté quatre victoires dans les quatre lancers. Colosse de 1,90 m., pesant 98 kg, Viudès, qui peut s'entraîner à loisir depuis qu'il est en vacances, a même obtenu ce double succès en améliorant considérablement ses records personnels. Vainqueur d'adversaires qui lui étaient en principe très supérieurs, il fut parfaitement secondé au lancement du poids par le Guadeloupéen René Coquin.

Or, c'est un fait bien connu, les lancers sont traditionnellement le point faible de l'athlétisme français. Inversement, ils ont toujours valu à l'athlétisme polonais de nombreux titres de gloire : Komar est l'actuel champion olympique du lancement du poids ; Sidlo fut longtemps sans rival dans l'art de planter très loin un javelot ; battant en brèche la supériorité américaine, Piatkowski se para du titre de recordman du monde en propulsant le disque à 59 m. 91 en 1959...

Toutefois, s'il est une spécialité proprement polonaise, c'est bien le triple saut. Le jeune entraîneur national Régis Prost ne s'en cache pas : tout le savoir qu'il possède en la matière, il le tient du grand technicien qu'est Starzynski. Affirmera-t-on que l'élève a dépassé le maître ? Toujours est-il que Jean-Paul Salellie et Pierre Lefort ont bel et bien battu les deux représentants polonais.

Totalement privé de ressort, Llaster, qui a couru le 400 mètres en 47 secondes 12/100 cette saison (deuxième performance européenne des juniors), ne se classa que troisième dans une course dont le vainqueur fut chronométré en 48 secondes 28/100. Aurait-il été fidèle à sa réputation que la défaite de l'équipe de France se fût transformée en un match nul (106-106). Sans doute observera-t-on que, déjà émoussée par la fatigue d'un long voyage, l'ardeur des athlètes polonais fut encore atténuée par la lourde chaleur qui pesait sur Paris. C'est égal. Il y a tout juste un an, cette même équipe se faisait malmener par l'Italie (116 à 96). La comparaison est significative.

RAYMOND POINTU.

## NATATION

### AUX CHAMPIONNATS DE FRANCE

# Quelques satisfactions, mais beaucoup d'inquiétude

**Au moment même où Paris se vide de ses habitants, la Fédération française de natation a organisé au stade nautique *Georges-Vallerey, du 2 au 6 août, le grand recensement de ses* espoirs venus de toutes les provinces pour disputer les championnats nationaux.**

Sur ce plan, le nombre des révélations peut paraître décevant puisque, au cours des deux premières journées, sept titres seulement, sur les quatorze décernés dans les épreuves individuelles, changèrent de titulaire ; on a même vu un Michel Rousseau, en semi-retraite cette saison, enlever à vingt-six ans son neuvième titre sur 100 mètres, après avoir coupé son effort à 5 mètres du but et levé la tête « *pour mieux voir celles de ceux qui pensaient enfin le voir perdre* ».

A défaut de révolution, les championnats de France 1975 reflètent une évolution puisque sept records nationaux ont déjà été battus et que onze vainqueurs sur quatorze ont réussi une meilleure performance que leur prédécesseur au palmarès. Toutefois, ces performances restent très inférieures à celles qu'on a enregistrées une semaine plus tôt aux championnats du monde, disputés à Cali.

Parmi les exceptions dans ce domaine, il convient de noter les deux courses — deux records — du Marseillais Bernard Combet, vainqueur du 200 mètres brasse en 2 min. 27 sec. 20 et, surtout, du 100 mètres brasse en 1 min. 5 sec. 66, et celles de Guylaine Berger, qui a enlevé le 200 mètres en 2 min. 8 sec. 15 et le 100 mètres en 58 sec. 46, un temps qui lui aurait permis de prendre la quatrième place de la finale de Cali.

L'euphorie du résultat estompée, Guylaine Berger considère toutefois 1975 comme une mauvaise année, marquée par un double échec scolaire et sportif, *puisqu'elle n'a pu obtenir son* baccalauréat, et que, contrairement à 1973, elle n'a pas accédé à la finale des championnats du monde.

Comme un certain nombre d'autres jeunes nageurs, Guylaine Berger bénéficie pourtant des sections sports-études créés notamment à Font-Romeu et à Vittel, mais, malgré ces aménagements, certaines disciplines, tels le dos masculin, le papillon et les épreuves de quatre nages, restent d'un niveau particulièrement médiocre et inquiétant.

Sans doute, de grandes améliorations sont possibles et nécessaires pour que ces actions sports-études remplissent pleinement leur rôle, en particulier au niveau du recrutement, peut-être plus difficile en natation en raison du très jeune âge des apprentis champions. Mais, au moment même où le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et le ministre de l'éducation nationale entendent favoriser la multiplication de ces sections, l'attitude de Gérard Garoff, le directeur technique de la natation française, qui demanderait à ses meilleurs éléments de sacrifier leur prochaine année scolaire pour mieux préparer les Jeux olympiques de Montréal, n'est-elle pas un aveu d'impuissance ?

GÉRARD ALBOUY.

## AUTOMOBILISME

### REUTEMANN VAINQUEUR DU GRAND PRIX D'ALLEMAGNE

# Une course sur éliminations

**Nürburgring. — C'est en définitive deux Grands Prix de République Fédérale d'Allemagne bien distincts qui se sont disputés dimanche 3 août sur le circuit du Nürburgring. Le premier a opposé l'Autrichien Niki Lauda (Ferrari), le plus sérieux candidat au titre de champion du monde, au volant de la meilleure monoplace actuelle, à Patrick Depailler (Tyrrell), qui a ainsi démontré la finesse de son pilotage sur un circuit considéré entre tous comme le plus difficile. Le deuxième Grand Prix a été celui des éliminations et a donné lieu à une sorte de loterie au terme de laquelle l'Argentin Carlos Reutemann (Brabham) et le Français Jacques Laffite (Williams) ont tiré les bons numéros pour avoir échappé aux crevaisons et incidents qui ont marqué la course. Dans cette aventure, Niki Lauda a pu cependant venir, du mieux possible, à bout de ses malheurs en prenant la troisième place après une crevaison et un changement de pneus.**

Encore une fois, Lauda avait frappé un grand coup, au cours des essais, en bouclant un tour du circuit de Nürburgring (22,836 kilomètres) en moins de 7 minutes. Aucun pilote n'avait encore réussi à aller aussi vite sur le circuit allemand. C'est donc tout naturellement qu'il prit la tête de l'épreuve devant Patrick Depailler, que l'on avait un peu oublié depuis le début de la saison. Une bonne explication à ce retour au premier plan : depuis longtemps, les Tyrrell ne comptaient plus vraiment parmi les voitures les plus compétitives, en raison, selon Depailler, de quelques défauts qui les pénalisent *sur presque tous les circuits. Sauf,* précisément, au Nürburgring, où ces défauts, paradoxalement, sont devenus des qualités.

Voilà donc Depailler jouant au chat et à la souris avec Lauda, et, à plusieurs reprises, il donna bien l'impression de pouvoir venir à bout de celui qui est tenu, en 1975, *comme l'homme à battre*. Dans les roues de Lauda, Patrick Depailler attendait le moment propice pour porter son attaque, mais il n'en eut pas l'occasion. Au neuvième tour, soit aux deux tiers de l'épreuve, il rentrait au

De notre envoyé spécial

ralenti à son stand, après une rupture de suspension.

Depailler hors course, le Grand Prix semblait devoir tourner à l'avantage des Ferrari, Regazzoni prenant la deuxième place derrière Lauda. Tout fut remis en question en un tour. Regazzoni abandonnait, moteur cassé, et Lauda revenait à petite vitesse, pneu crevé. La première partie du Grand Prix, celle qui avait opposé les meilleurs, prenait fin. Outre Lauda, Depailler et Regazzoni, la plupart des favoris y avaient laissé leurs chances : Fittipaldi, Jarier et Brambilla, sur crevaisons ; Scheckter et Stück, pour des ennuis divers, etc.

La « casse » et les crevaisons aidant, Reutemann et Laffite, auteurs respectivement des dixièmes et quinzièmes temps des essais, étaient remontés des profondeurs du classement pour se retrouver, à leur grande surprise, aux avant-postes. Tout juste avaient-ils connaissance des péripéties de la course qui se déroulait devant eux par la signalisation de leurs stands et au vu des voitures qu'ils doublaient, pneus crevés. Ils avaient su éviter tous les pièges du circuit du Nürburgring et ménager, autant que faire se peut, leurs pneus. Sans doute sont-ils convenus aussi que leur réussite a dépendu pour une bonne part du hasard qui n'a pas placé sur leurs trajectoires des gravillons ou les débris de voitures accidentées.

L'Autrichien Niki Lauda, premier du classement du championnat du monde des conducteurs, n'a cependant pas tout perdu le 3 août. La crevaison qui l'a pénalisé n'est intervenue qu'à 12 kilomètres des stands (le circuit développe 22,836 kilomètres), de sorte qu'à allure lente il a perdu moins de temps que d'autres pour regagner son stand. Il a aussi été à même de prendre la troisième place et de marquer quatre points supplémentaires au classement du championnat. Lauda compte désormais 17 points d'avance sur Reutemann et 18 points sur Fittipaldi, alors qu'il ne reste *sans doute que* trois grands prix à disputer. Il semble bien en effet que le Grand Prix du Canada est compromis, l'Association des constructeurs de formule 1 n'ayant pas accepté les propositions financières des organisateurs.

FRANÇOIS JANIN.

### LA SIGNATURE DE L'ACCORD MATRA-SHADOW EST RETARDÉE

**Nürburgring. — Matra n'a pas encore pu trouver d'accord financier avec Shadow pour la fourniture de ses moteurs de formule 1. De ce fait, au Nürburgring, la voiture équipée du moteur français et destinée à Jean-Pierre Jarier n'a pas été descendue de son camion transporteur. Chez Shadow comme chez Matra, il semble que l'espoir demeure de parvenir à un compromis et que la voiture pourra être engagée *au Grand* Prix d'Autriche, le 17 août, à condition que la mise au point soit jugée satisfaisante.**

**Ce n'est pas seulement Shadow, le constructeur de la voiture, qui doit prendre ou non la décision d'acheter les moteurs Matra, mais aussi la société américaine Universal Oil Products (U.O.P.), qui soutient financièrement l'équipe Shadow. Jusqu'à présent, le bailleur de fonds a manifesté un certain *intérêt pour l'utilisation des* moteurs Matra, mais sans aller jusqu'à prendre un engagement concert. Les deux parties discutent aussi du relèvement d prix des moteurs par rapport aux propositions initiales faites au début de l'année.**

## VOILE

### Cinquante-sept bateaux dans l'Admiral's Cup

# Le rendez-vous des équipages et des architectes

*Disputée dans la Manche du vendredi 1er août au dimanche 3 août sur une distance de 230 milles, la Channel Race a réuni près de deux cents concurrents. En fait, cette grande épreuve a surtout vu s'affronter cinquante-sept bateaux : ceux des dix-neuf équipes nationales engagées dans l'Admiral's Cup, condiderée comme le championnat du monde de course en haute mer. Au terme de cette rencontre, gagnée en temps compensé par l'Anglais Noryema (plans Frers) devant l'Irlandais Irish Mist et les Américains Robin et Charisma, les Etats-Unis prennent la tête avec 292 points, précédant l'Allemagne (286) et l'Australie (282). La France, largement distancée, vient au douzième rang. Son meilleur bateau,* Katsou, *se classe douzième.*

Certes, la confrontation vient seulement de commencer. Dans l'Admiral's Cup, la Channel Race est affectée du coefficient 2. Deux courses de 30 milles organisées *lundi 4 et mercredi 6 août* dans le Solent représentent chacune un point. Enfin, le Fastnet de 605 milles pèse de façon décisive avec ses trois points. Le départ en sera donné le samedi 9.

De toute façon, la victoire ne devrait pas échapper à l'un des quatre grands. A la veille du départ de la Channel Race, la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient données à trois contre un, les Etats-Unis et l'Australie, à six contre un. A côté de ces formations redoutables, la plupart des autres concurrents paraissent souvent voués à la figuration. Il est vrai que les équipes les plus en vue disposent d'éléments d'un niveau peu commun. Les trois *bateaux américains, Robin, Tenacious* et *Charisma* sont confiés à des navigateurs exceptionnels ; Ted Hood et Dennis Conner ont tous deux barré *Courageous*, vainqueur de la dernière Coupe de l'America, et Ted Turner a remporté de grandes épreuves outre-Atlantique. Fait à noter, *ces trois unités sont dues à trois* architectes différents : Hood, Frers et Stephens respectivement. Qui plus est, utilisant trois techniques très différentes de construction — plastique, bois et aluminium — elles présentent des dimensions très inégales puisqu'elles jaugent 31,6, 37,3 et 41,6 pieds.

### Un règlement minutieux

Au contraire, l'équipe de la R.F.A., remarquablement préparée elle aussi, mise sur l'homogénéité avec trois Stephens de 35,6, 35,7 et 35,9 pieds. Comme toutes les épreuves de haute mer disputées en temps compensé, selon la jauge I.O.R. (International Offshore Rule), l'Admiral's Cup permet à chacun de jouer la carte de son choix dans les limites d'un règlement minutieux mais conciliable avec des formules très variées.

C'est pourquoi l'Admiral's Cup n'est pas seulement une compétition disputée entre des équipes rivales. Elle est aussi une confrontation entre des architectes qui, tous les deux ans, mettent en jeu pendant la première quinzaine d'août leur réputation, leur technique, leur expérience et leur imagination. D'une année à l'autre, la situation évolue de façon étonnante. A soixante-six ans l'Américain Olin Stephens garde sa suprématie avec vingt-cinq coques sur cinquante-sept réalisées d'après ses plans. Il a toutefois essuyé des échecs : le nouveau *Morning Cloud* de M. Edward Heath, fidèle à l'architecte new-yorkais a déçu et ne figure pas dans l'équipe britannique. Mais que sont devenus ses rivaux d'hier, les cadets qu'on lui opposait naguère et qui ont connu leurs heures de gloire ? Britton Chance semble avoir coulé à pic lorsque son 12 mètres *Mariner* s'est ridiculisé l'an dernier dans les éliminatoires de la Coupe de l'America. Dick Carter est de plus en *plus effacé (trois bateaux)*. L'Australien Bob Miller, dont on parlait tant il y a deux ans, ne peut compter lui aussi que sur trois représentants, et le Néo-Zélandais Ron Holland, sur deux. En revanche, l'Argentin German Frers, ancien élève de Stephens, aligne sept créations.

YVES ANDRÉ.

## LES RÉSULTATS

### *Athlétisme*

**POLOGNE-FRANCE A BYDGOSZCZ (Première journée)**

**MESSIEURS**

100 mètres : 1. Echevin (Fr.), 10 sec. 47 ; 2. Sainte-Rose (Fr.), 10 sec. 50 ; 3. Nowosz (Pol.), 10 sec. 66 ; 4. Swierczynski (Pol.), 10 sec. 67.

400 mètres : 1. Werner (Pol.), 46 sec. 70 ; 2. Karbiriou (Fr.), 47 sec. 13 ; 3. Koziarz (Pol.), 47 sec. 14 ; 4. Duvoir (Fr.), 47 sec. 79.

800 mètres : 1. Gondek (Pol.), 1 min. 49 sec. 6 ; 2. Meyer (Fr.), 1 min. 49 sec. 9 ; 3. Tubki (Pol.), 1 min. 49 sec. 9 ; 4. Lebreton (Fr.), 1 min. 50 sec. 5.

5 000 mètres : 1. Szordykowski (Pol.), 14 min. 3 sec. 4 ; 2. Gomez (Fr.), 14 min. 4 sec. 4 ; 3. Jarosiewicz (Pol.), 14 min. 6 sec. 2 ; 4. Bouster (Fr.), 14 min. 46 sec. 4.

400 mètres haies : 1. Nallet (Fr.), 50 sec. 59 ; 2. N'Lomo (Fr.), 51 sec. 83 ; 3. Platek (Pol.), 52 sec. 14 ; 4. Weglarzki (Pol.), 52 sec. 30.

3 000 mètres steeple : 1. Maranda (Pol.), 8 min. 27 sec. ; 2. Tomasiewicz (Pol.), 8 min. 30 sec. ; 3. Buchheit (Fr.), 8 min. 36 sec. 4 ; 4. Vilain (Fr.), 8 min. 45 sec. 6.

Hauteur : 1. Wszola (Pol.), 2,18 mètres ; 2. Bonnet (Fr.), 2,14 mètres ; 3. Aletti (Fr.), 2,10 mètres ; 4. Gwoscz (Pol.), 2,05 mètres.

Triple saut : 1. Sontag (Pol.), 16,96 mètres ; 2. Valétudie (Fr.), 16,37 mètres ; 3. Adamek (Pol.), 16,29 mètres ; 4. Le Goupil (Fr.), 16,17 mètres.

Disque : 1. Wolodko (Pol.), 58,58 mètres ; 2. Gajdzinski (Pol.), 57,32 mètres ; 3. Chabrier (Fr.), 56,16 mètres ; 4. Lebaron (Fr.), 55,56 mètres.

4 × 100 mètres : 1. France (Chauvelot, Arame, Sainte-Rose, Echevin), 39 sec. 31 ; 2. Pologne (Swierczynski, Alonczyk, Grzejszczak, Nowosz), 40 sec. 2.

A l'issue de la première journée, Pologne : 58 ; France : 48.

**DAMES**

100 mètres : 1. Dlugolecka (Pol.), 11 sec. 68 ; 2. Szubert (Pol.), 11 sec. 70 ; 3. Goletto (Fr.), 11 sec. 75 ; 4. Alize (Fr.), 11 sec. 81 ; 5. Regula (Suisse), 12 sec. ; 6. Suess (Suisse), 12 sec. 2 (vent favorable : 1,30 m/s).

400 mètres : 1. Zwolinska (Pol.), 53 sec. 20 ; 2. Darbonville (Fr.), 53 sec. 68 ; 3. Nicolas (Fr.), 54 sec. 77 ; 4. Helbling (Suisse), 54 sec. 99 ; 5. Manowiecka (Pol.), 55 sec. 18 ; 6. Lambiel (Suisse), 55 sec. 85.

1 500 mètres : 1. Buerki (Suisse), 4 min. 14 sec. 5 ; 2. Ludwichowska (Pol.), 4 min. 18 sec. ; 3. Debrouwers (Fr.), 4 min. 19 sec. 3 ; 4. Iceaga (Fr.), 4 min. 27 sec. ; 5. Surdel (Pol.), 4 min. 32 sec. 4 ; 6. Liebi (Suisse), 4 min. 37 sec. 1.

100 mètres haies : 1. Rabsztyn (Pol.), 12 sec. 85 ; 2. Nowak (Pol.), 13 sec. 46 ; 3. Prévost (Fr.), 13 sec. 80 ; 4. Cornille (Fr.), 14 sec. 54 ; 5. Krehrli (Suisse), 14 sec. 64 ; 6. Keller (Suisse), 14 sec. 69.

Hauteur : 1. Holowinska (Pol.), 1,79 mètre ; 2. Meier (Suisse), 1,79 mètre ; 3. Debourse (Fr.), 1,76 mètre ; 4. Bubala (Pol.), 1,73 mètre ; 5. Borfiga (Fr.), 1,73 mètre ; 6. Graber (Suisse), 1,70 mètre.

Javelot : 1. Antzyn (Pol.), 58,42 mètres ; 2. Jaworska (Pol.), 55,70 mètres ; 3. Lambert (Fr.), 48,98 mètres ; 4. Besso (Fr.), 45,60 mètres ; 5. Baertschi (Suisse), 42,82 mètres ; 6. Egger (Suisse), 41,26 mètres.

4 × 100 mètres : 1. Pologne (Dlugolecka, Szubert, Bakulin, Szewinska), 44 sec. 14 ; 2. France (Goletto, Delachenal, Pani, Alize), 45 sec. 83 ; 3. Suisse, 48 sec. 38.

A l'issue de la première journée : Pologne, 48 ; France, 25. France, 47 ; Suisse, 26. Pologne, 48 ; Suisse, 25.

### *Automobilisme*

**CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS GRAND PRIX DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE disputé sur le circuit du Nürburgring**

1. Reutemann (Brabham), 1 h. 41 min. 14 sec. (moy. 189,473 km-h.) ; 2. Laffite (Williams), à 1 min. 37 sec. ; 3. Lauda (Ferrari), à 2 min. 23 sec. 3 ; 4. Pryce (Shadow), à 3 min. 31 sec. 4 ; 5. Jones (Lola Hill), à 3 min. 50 sec. 3 ; 6. Van Lennep (Ensign) à 5 min. 5 sec. 5 ; 7. Lella Lombardi (March), à 7 min. 30 sec. 4 ; 8. Ertl (Hesketh), à 7 min. 40 sec. 9 ; 9. Depailler (Tyrrell), à un tour.

Classement du championnat du monde. — 1. Lauda, 51 pts ; 2. Reutemann, 34 ; 3. E. Fittipaldi, 33 ; 4. Hunt, 25 ; 5. Pace, 24 ; 6. Scheckter, 19 ; 7. Regazzoni, 16 ; 8. Mass, 14,5 ; 9. Depailler, 12 ; 10. Laffite, 6 ; 11. Andretti, 5 ; 12. Donohue, 4 ; 13. Peterson et Ickx.

### *Cyclisme*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE AMATEUR A CALLAC (Côte-du-Nord)**

Le Nordiste Jacques Stablinski, fils de l'ancien champion du monde professionnel, a gagné, le 3 août, à Callac, le championnat de France des amateurs. Le tenant du titre, Rachel Dard, n'a pas pu prendre le départ, victime du règlement qui interdit aux cyclistes amateurs de changer de club en cours de saison.

Classement. — 1. Jacques Stablinski (U.S. Valenciennes), les 170,400 kilomètres en 4 h. 30 min. 57 sec. (moyenne : 37,733 kilomètres) ; 2. Osmat Bernard (V.C. Bernay) ; 3. Sylvain Blandon (V.C. Rumilly) ; 4. Inaudi (V.C. Rumilly) ; 5. Rauline (Périers-Sports), tous même temps.

### *Hippisme*

Le prix des Chenettes, disputé à Deauville et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par « Captain Nemo », suivi de « Texico » et de « Balakhirev ».

La combinaison gagnante est 2 - 5 - 20.

### *Natation*

**CHAMPIONNATS DE FRANCE**

**MESSIEURS**

100 mètres. — 1. Rousseau, 53 sec. 20 ; 2. Ecuyer, 53 sec. 91 ; 3. Laffineur, 54 sec. 22...

200 mètres. — 1. Lazzaro, 1 min. 58 sec. 73 ; 2. Ress, 1 min. 59 sec. 13 ; 3. Noël, 1 min. 59 sec. 82...

100 mètres brasse. — 1. Combet, 1 min. 5 sec. 66 (rec. de France, anc. rec. par le même 1 min. 6 sec. 39) ; 2. Gay, 1 min. 9 sec. 44 ; 3. Bannio, 1 min. 10 sec. 23...

200 mètres brasse. — 1. Combet, 2 min. 27 sec. 20 (rec. de France, anc. rec. 2 min. 27 sec. 90 par Gay) ; 2. Gay, 2 min. 29 sec. 60 ; 3. Bordos, 2 min. 33 sec. 89...

200 mètres papillon. — 1. Ravelinghien, 2 min. 11 sec. 11 2. Biancamaria, 2 min. 12 sec. 60 ; 3. Bassoul, 2 min. 15 sec. 7...

200 mètres dos. — 1. Beylot-Bourcelot, 2 min. 11 sec. 67 ; 2. Fournier, 2 min. 16 sec. 42 ; 3. Lacoste, 2 min. 19 sec. 1...

4×200 mètres. — 1. Racing C.F., 8 min. 7 sec. 60 ; 2. Dunkerque, 8 min. 9 sec. 4 ; 3. Nogent, 8 min. 9 sec. 90...

400 mètres quatre nages. — 1. Delamare, 4 min. 49 sec. ; 2. Stefanini, 4 min. 52 sec. 12 ; 3. Moreau, 4 min. 53 sec. 33...

**DAMES**

100 mètres. — 1. Guylaine Berger, 58 sec. 46 (rec. de France, anc. rec. 58 sec. 81 par la même) ; 2. Mandonnaud, 1 min. 0 sec. 7 ; 3. Le Noach, 1 min. 1 sec. 13...

200 mètres. — 1. Guylaine Berger, 2 min. 8 sec. 15 (rec. de France, anc. rec. 2 min. 8 sec. 47 par Mandonnaud) ; 2. Mandonnaud, 2 min. 11 sec. 47 ; 3. Merle, 2 min. 13 sec. 14...

100 mètres brasse. — 1. Annick de Susini, 1 min. 18 sec. 11 ; 2. Schmitt, 1 min. 18 sec. 24 ; 3. Zeppa, 1 min. 19 sec. 20...

200 mètres brasse. — 1. Muriel Schmitt, 2 min. 47 sec. 30 (rec. de France, anc. rec. 2 min. 48 sec. 30 par Zeppa) ; 2. Zeppa, 2 min. 47 sec. 99 ; 3. De Susini, 2 min. 48 sec. 24...

200 mètres papillon. — 1. Patricia Clug, 2 min. 25 sec. 57 (rec. de France, anc. rec. 2 min. 27 sec. 90 par Marichal) ; 2. Marichal, 2 min. 25 sec. 85 ; 3. Vial, 2 min. 32 sec. 10...

200 mètres dos. — 1. Sylvie Le Noach, 2 min. 23 sec. 83 ; 2. Charrier, 2 min. 26 sec. 15 ; 3. Saque, 2 min. 27 sec. 76...

4×200 mètres. — 1. Rouen, 9 min. 5 sec. 17 (rec. de France des clubs) ; 2. Tours, 9 min. 5 sec. 33 ; 3. Lille U.C., 9 min. 21 sec. 99.

400 mètres quatre nages. — 1. Dominique Amland, 5 min. 20 sec. 86 ; 2. Beucher, 5 min. 24 sec. 30 ; 3. Duperier, 5 min. 27 sec. 70...

**CHAMPIONNATS DE FRANCE DE PLONGEON A NOGENT-SUR-MARNE**

**MESSIEURS**

Tremplin. — 1. Alain Goosen (Colombes), 453,85 pts ; 2. Grignon (Nogent-Le Perreux), 451,20 ; 3. Michel Boussard (U.S. Métro), 438,10.

Haut vol. — 1. Suty (Beaune), 404,60 pts ; 2. Grignon (Nogent-Le Perreux), 365,85 ; 3. Olivier (Saint-Maur), 325,55.

**DAMES**

Tremplin. — 1. Christiane Wiles (Saint-Maur), 365,85 pts ; 2. Isabelle Arène (Saint-Maur), 336,40 ; 3. Caroline Renaux (Saint-Maur), 331,60.

Haut vol. — 1. Renaux (Saint-Maur), 260,95 pts ; 2. Cherigui (Colombes), 241,50 ; 3. Milleret (Lyon), 214,05.

### *Voile*

Les frères Pajot ont remporté le 3 août, sur le lac Erié (Etat de New-York), la troisième manche des championnats du monde de Flying Dutchman devant *les frères Diesch* (R. F. A.).

A l'issue de cette troisième manche, le classement général s'établit comme suit : 1. Diesch frères (R. F. A.), 14,4 pts ; 2. *Pajot frères* (Fr.), 23 ; 3. Jock Bilger et Murty Roff (N.-Z.), 24,7 ; 4. James Wilmot (Austr.), 28 ; 5. Ernst Seidl et Hans Nielsen Elsl (Autr.), 28,7.

### *Tennis*

**FINALE**

Tchécoslovaquie-Espagne, 2-0

Smid (Tch.) b. Gimenez (Esp.), 6-1, 4-6, 3-6, 6-1, 6-4 ; Slozil (Tch.) b. Mir (Esp.), 8-6, 3-6, 6-3, 6-2.

**MATCH DE CLASSEMENT**

Argentine-Italie, 2-0

Caviglia (Arg.) b. Signorini (It.), 6-4, 6-4 ; Dalla Fontana (Arg.) b. Marchetti (It.), 5-7, 6-3, 6-4.

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |



## emplois internationaux

SOCIETE DE TOUT PREMIER PLAN DANS LE DOMAINE PETROLIER
recherche pour ses établissements en TUNISIE

**UN CHEF DE PERSONNEL**

EXPERIMENTE
de nationalité TUNISIENNE.

Dégagé des obligations militaires ; chargé de mettre en place les systèmes de gestion administrative habituelle et d'élaborer la politique prévisionnelle pour la meilleure utilisation des ressources humaines, dans un cadre de travail le mieux élaboré.

Salaire attractif.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 17354 CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

VOIX D'AFRIQUE
Important hebdomadaire d'information rech. JOURNALISTE AFRICAIN de haut niveau ou diplômé africain d'études supérieures souhaitant faire - carrière dans la presse internationale. — Ecrire en joignant C.V., photo et prétentions à VOIX D'AFRIQUE, 10, rue Thiers, B. P. 3142, Dakar (Sénégal).

---

Cherche chef de scierie capable diriger scierie production 600-700 débités/mois Douala (Cameroun) ainsi que surveillance chantier forestier. Désire hme très compétent, connais. absolue des bois tropicx. Résid. Douala. Ecrire M. Pierre Ramel, Les Combières, 01800 Meximieux. Téléph. (74) 61-01-44.

---

Collège privé contrat d'association Martinique rech. pr rentrée
OCTOBRE 1975
PROFESSEUR LICENCIE MATHS OU EQUIVALENCE.
Ecrire Philippe Petit, 18, rue des Anglaises, 59400 CAMBRAI.

---

L'UNIVERSITE D'AUGSBURG recherche pour le 1er janv. 1976
UN LECTEUR QUALIFIE POUR FRANÇAIS
Rémunération selon tarif II a. Etudes universit. compl., bnes connaissances de l'allemand et expérience pédagogiq. requises.
Renseignements :
Sprachzentrum der Universität Augsburg, D-89 AUGSBURG, Memmingerstr. 3, (R.F.A.).

---

SOCIETE CANADIENNE cherche

**TROIS INGÉNIEURS MÉCANICIENS**

ayant expérience atelier d'usinage de pièces de rechange pr moteurs, pompes, vannes, etc. Rôle d'ingénieur-conseil.
Poste A : UN INGENIEUR CONFIRME
15 ans d'expérience. Possibilité d'emploi retraité des armées.
Poste B : UN INGENIEUR cinq ans d'expérience.
Poste C : UN INGENIEUR cinq ans d'expérience.
Les postes A et B sont à pourvoir en Algérie. Durée séjour : douze à dix-huit mois.

Le poste C est à pourvoir au Canada (Toronto). Emploi permanent.

Envoy. C.V. manuscrit et photo en précisant le poste demandé. Interviews prévus courant septembre 1975. — Ecrire nº 3.895, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

Organisme parapublic à vocation internationale siège social PARIS recherche

**AGRO ECONOMISTE**

ayant quelques années d'expérience, acquise si possible outre-mer. Formation agronomique de base souhaitée + formation économique complémentaire. Le candidat retenu sera disponible pour des missions de toutes durées à l'étranger. Angl. et/ou espagnol. Les ingénieurs intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) à PUBLI-PRESS, sous référence 483/102, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.



## emplois régionaux





ELF AQUITAINE

. recherche pour son Bureau d'Etudes Marines à PAU

**UN INGENIEUR**

— Formation Grande Ecole, Spécialisation Métallurgie,
— Ayant acquis une bonne expérience dans l'industrie sidérurgique (constructions métalliques, soudures, etc.),

Il sera chargé des études concernant le choix et la mise en œuvre des matériaux utilisables dans la construction d'équipements pétroliers en mer.

Il sera appelé, dans le cours de sa carrière, à occuper des postes à l'étranger.

*Ecrire sous référence No 17713 avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation 75739 PARIS CEDEX 15.*

C&C

---

SOCIETE DE DISTRIBUTION EN EXPANSION
recherche pour son Siège Social en province :
SON FUTUR

**DIRECTEUR FINANCIER**

chargé, après formation auprès du Directeur actuel, de diriger les Services Financier, Comptables, Juridique et Fiscal.

Ce poste conviendrait à un Cadre ayant une solide formation comptable et juridique et quelques années d'expérience dans une fonction similaire, soit en titre, soit comme adjoint, dans une affaire commerciale, bancaire ou industrielle.

Un jeune Cadre ayant quelques années d'expérience, soit financière, soit comptable, soit du commerce de détail et souhaitant, après formation dans l'Entreprise, s'orienter vers une fonction de

**CONTROLEUR DE GESTION**

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. nº 874.244 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.
Discrétion totale assurée.

---



SOCIETE ELF – ERAP
7, rue Nélaton - 75015 Paris

recherche pour son CENTRE DE RECHERCHES (REGION TOULOUSAINE)

**UN INGENIEUR PHYSICIEN**

GRANDE ECOLE (X - Mines - Centrale - Arts & Métiers...) ou DOCTEUR ES-SCIENCES.

Spécialité : Mécanique des fluides.

Sera chargé d'études et de recherches concernant des problèmes d'écoulement en milieu poreux liés à l'exploitation des gisements.

Bonne connaissance de l'anglais.

Aptitude à l'expatriation.

*Ecrire sous référence No 16135 avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation 75739 PARIS CEDEX 15.*

C&C

---

Importante société prod. phytosanitaires rech. pour rég. EST
**ANIMATEUR DE VENTE**
en culture. Formation agricole nécessaire. Aptitude commerc. conf. Connaiss. milieu agricole souhait. Dynamisme indispens. Adr. C.V., photo perdue et prét. ss réf. 2.876 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS, Cédex 02, qui transmettra.

---

BANQUE du SUD-EST recherche
**RESPONSABLES OU SECONDS**
agences importantes ou moyennes. Expérience activité commerciale et bonne connaissance des crédits exigées. — Ecrire nº 7.065, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

Organisme public recherche pour aménagement du littoral, recherches écologiques en zone littorale, études pluridisciplinaires (physico-chimie, courantométrie, sédimentologie, production primaire, production secondaire, Benthos, ressources halieutiques marines)
**CHERCHEURS**
Niveau maîtrise 3e cycle, doctorat d'Etat.
— **INGENIEURS TECHNICIENS**
Niveau I.U.T. (environnement). Expérience à la mer souhaitée.
Ecr. nº 17.608, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

SANA Plateau d'ASSY, 80 lits hmes, ch. infirm. pr pste st. Conv. Coll. Pos. logt+nour. Ecr. Sana Parassy 74480 Pl. d'ASSY.

---

Importante station de Sports d'Hiver de classe internationale recherche
**DIRECTEUR D'OFFICE DU TOURISME**
Cadre, minim. 28 ans, SUP de CO ou Sciences Eco. Bon gestionnaire, excellent public relation, parlant parfaitement anglais et allemand. Expérience tourisme ou hôtellerie souhaitée. Envoyer C.V. et ph., ainsi que prétention, à nº 7.061, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

Poste collaborateur libéral sous contrat exclusivité et engagement non installation offert à E.C. diplômé expérimenté, dans ville Centre Ouest 1/1/76, rémunéré 600 F/jour. Ecrire : HAVAS SAINT-MALO 6.390.

---

La Mairie de Lille recherche un restaurateur de dessins pour son musée des beaux-arts.
Le traitement mensuel net servi à un agent célibataire ou marié sans enfant est de 1.980 F environ et atteindra 3.180 F environ en fin de carrière sans préjudice des augmentations éventuelles de salaires.
Les personnes intéressées par cet emploi pourront obtenir tous renseignements complémentaires en adressant une demande accompagnée d'une enveloppe timbrée à M. le Maire de Lille.

---

SOCIETE IMMOBILIERE recherche pour ROUEN
**INGENIEUR**
expérimenté
pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.R.D. Diplôme exigé. Pratique langue anglaise.
Adr. candidat. avec C.V. man. à nº 874.053, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

Association professionnelle de formation continue recherche CADRE animateur de formation spécialiste perfectionnement agents de maîtrise. Expérience industrielle et expérience dans la formation. Joindre C.V. Ecr. HAVAS, 46.059, Marseille.

## offres d'emploi

SOCIÉTÉ ENGINEERING
(filiale groupe américain)
assurant bureau d'études et entreprise générale, ayant nombreux projets à l'étranger, chaque installation représentant environ 200 millions recherche

**CHEF COMPTABLE**

35 ANS MINIMUM
ayant environ 10 années d'expérience
dans affaire industrielle de préférence T.P. ou Engineering. Sous la responsabilité du directeur administratif et financier assurera comptabilité générale et analytique, contrôle budgétaire, trésorerie, consolidation des comptes des diverses sociétés du groupe. Assurera les relations avec fournisseurs et banques.

Effectif du service 14 personnes
ANGLAIS INDISPENSABLE

Adr. lettre manuscr., C.V. et prétent. à nº 17.676, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

---

SOGELERG

IMPORTANTE SOCIETE ENGINEERING TRAVAILLANT FRANCE & ETRANGER
recherche

**jeune ingénieur**

Bonne formation hydraulique et génie civil, et si possible connaissance matériel hydraumécanique.
Pratique langue anglaise appréciée.
Ecrire Sogelerg Cidex D902 - 94536 Rungis Cedex.

---

Recherchons pour notre fonction PERSONNEL

**CADRE**

35 ans minimum - 77.000 francs pour :
- l'organisation du recrutement, de la formation et du perfectionnement professionnel ;
- la description des postes ; l'animation du personnel.

Expérience souhaitée en pédagogie appliquée du personnel exécution ; lieu de travail Paris Gare de Lyon. - Ecr. avec C.V., SETEX, 102 qu. de la Rapée, 75012 PARIS.

---

SOCIETE INTERNATIONALE de travail temporaire
**Kelly Girl**
Nombreux postes à pourvoir dans les qualifications suivantes :
— TELEXISTES bilingues
— DACTYLOS-FACTURIERES
— DACTYLOS, STENOS et SECRETAIRES bilingues. Français - Anglais.
Excellents salaires, prime d'été.
— 5, rue du Helder, 9e. Tél. : 770-95-49.
— 83, boulevard de la Gare-13e. Tél. : 589-87-20.
— Tour Maine-Montparnasse. Tél. : 538-52-03.

---

MULTITECHNIC - 535-86-54
14, rue Sophie-Germain 14e.
Emplois stables Blanc-Mesnil
ATP ou INGEN. P2
pour service maintenance petit matériel électronique.

---

Banque PARIS-2e recherche pour son service études et opérations financières
**COLLABORATEUR**
Titulaire du brevet professionnel de banque. Adresser C.V. et prétentions sous référ. 2.874 à : P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cédex 02, qui tr.

---

Importante Société banlieue Sud recherche
**SECRETAIRE**
pour Direction comptable.
— Libre rapidement ;
— Avantages sociaux.
Ecr. avec C.V. et prétentions s/Nº 8.360 à PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

---

Importante Société banlieue Sud recherche
**COMPTABLE**
D.E.C.S. indispensable.
5 ans expérience professionnelle minimum.
— Poste à responsabilités.
— Libre rapidement.
— Avantages sociaux.
Ecr. avec C.V. et prétentions s/nº 8.359 à PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

---

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MALADIE DE PARIS
recherche pour son CENTRE de REEDUCATION MOTRICE de FONTAINEBLEAU
**CHEF APPAREILLEUR**
Salaire annuel brut : début, 52.300 F, fin 73.300 F.
Avantages sociaux.
Les candidatures accompagn. des C.V. complets devront parvenir à Mme le Chef du Personnel, 17-19, rue de Flandre, 75935 PARIS, CEDEX 19.

---

IMPORTANT COMPANY Center of Paris seeks :
**BILINGUAL SECRETARIES**
1 to 3 years experience, to work in English for multinational staff. Standard secretarial skills must include absolutely FLUENT ENGLISH (English mother-tongue, Cambridge Proficiency or equivalent).
Write with C.V. to nº 17.370, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er) who will forward.

---

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS PARIS (16e) recherche
**AIDE ACHETEUR (SE)**
Capable seconder cadre dans opérations importation et achats-ventes objets manufacturés. Connais. gestion stock, facturation, nécessaire. Adresser C.V., prétentions, à nº 17.677, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

DARTY
ELECTRO-MENAGER TELEVISION HI-FI
dans le cadre de son expansion, recherche
HOMME ou FEMME jeune et dynamique capable d'assurer
**L'AUDIT COMPTABLE**
de la SOCIETE et de ses FILIALES.
2 à 3 ans d'expérience en cabinet d'expertise comptable et le DECS sont vivement souhaités.
Adresser les candidatures au Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 123, 155, av. Gallieni, 93140 BONDY.

---

CIE AERIENNE INTERNAT. DIRECTION DE PARIS RECH.
**RESPONSABLE COMMERCIAL (France)**
Expérience :
— Démarchage agences de voyages et sociétés ;
— Contrôle et animation des vendeurs ;
— Contrôle de la billeterie.
Envoy. C.V. et photo à SPADE ARCKER, 139, Fbg St-Honoré, 75008 PARIS.

---

POUR GRANDE BANL. SUD
**ANALYSTE-PROGRAMME.**
2 ans expér. minim. COBOL-OS Pratiq. IMS. - Tél. 589-92-10.

## demandes d'emploi

Hme, 29 a., 7 ans enseignement dont 5 outre-mer. Professeur de construction mécanique, formation technique supérieure, ch. poste animateur de formation, accepterait stage, région indiff. Lib. ste. Ecr. M. Matamoros, 14, avenue Général-Guieysse, 56600 Lanester - 76-02-89.

P.D.G. de Sté, 30 a., autodid., 10 a banque, H de terrain, dyn. suite conjonct. économiq., étud. ttes proposit. Paris ou province, dernier poste banque occup. Direct. ag. banque priv. Ecr. not. 073.272 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jne fme, 32 a., licenc. ès lettr. angl. allem., étud. ttes proposit. Ecr. Nº T 73.284 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur (2e).

INGENIEUR - MECANICIEN C.N.A.M., marié, 28 a., ch. poste responsab., contrat expatrié, à OUAGADOUGOU (Haute-Volta). Expérience outre-mer (A.F.N.), pratiq. bureau d'études 7 ans, connaiss. anglais, comptabilité, étud. toutes propositions. Ecrire nº T 73.290, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.H. 19 a. ch. emploi aide-métreur en métallerie, niv. C.A.P. Ecrire M. Desplanches Gilles, 1, rue E.-Fournière, Paris-18e.

Monsieur étud. en décoration ch. emploi dans la décoration d'ameublement. Ecrire à M. BENOIST, 12, rue du Maréchal-Foch, 94310 ORLY.

J.F. 24 a., lic. droit privé, option affaires, bonnes connaiss. angl., esp., ch poste ds service jurid. (banque, assur., gdes entrepr.) en France, outre-mer ou étranger. Libre immédiatement. — Ecr. nº 7.070, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JOURNALISTE SECRETAIRE DE REDACTION (m. en pages maqu., exécut.), sér. réf. ch. emploi, libre de ste, 60-38-46.

J. F. 27 a., maîtrise let. mod., secrétariat, déb., ch. empl. Souchon B., 29, r. Daviel, 75013 Paris.

COLLABORATRICE SECRETAIRE DE DIRECTION expér. disp., bil. ang., tr. b. con. esp. et ital., sens cont. ht niv. int, alm. mét. init., resp. ch. sit. sr. Ecr. à 3.903, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 27 a., lic. sc. économ. + niveau D.E.C.S., bil. angl., rech. poste dans secteur financier ou comptab. Ecr. Yves Lamachère, 63 bis, r. Boursault, 75017 Paris.

J.F., 24 a., étd. 3e a. lic. dr., dipl. secr. dir., ch. poste secr. à mi-temps, de prét. dans cabinet ou service juridique, libre sept. Ecr. Nº 3.901 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 26 a., nat. togol., lic. Sc. Ec., stage de la Rech. et du Devel., stage de la Rech. et du Dé-Ecr. à Gérard BEHANZIN, 9, rue Miguel-Hidalgo, PARIS (19e).

Français, 28 ans, marié, E.D.C. MARKETING, trois ans expérience publicité et négociation, douze ans séjour en Afrique cherche
**POSTE OUTRE-MER**
Libre rapidement. Ouvert à toutes propositions. Ecrire sous chiffre A-18-115.304, Publicitas, CH-1211, Genève 3.

CADRE COMMERCIAL 32 ans, format. sup., angl. cour., 9 ans distribution, ch. poste respons. : achat, gestion, encadrem. Prov. ou étranger indiff. Libre suite. Ecr. nº 17.699, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Cad., 29 a., autod., rompu gest. stock, ordon. contrôle prod. sect. gde distrib., 7 a. exp. angl., ch. sit. banl. nord Paris. Ecr à 3.896, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

# L'immobilier

## appartements vente

### Paris

PL. ST-PIERRE, av. idin. Appt 35 m2, ref. nf, séj., s. bns, gde cuis. équ., s. à m. 770-74-14.

2 PRES OPÉRA
GIRPA PROPRIETAIRE vend directement luxueux STUDIOS, APPARTEMENTS (2/3 PIECES)
**ATELIERS D'ARTISTE**
dans immeuble standing (interphone, poutres et pierres d'origine).
Nous téléphoner : 325-66-78.

MARAIS 2 pièces, 40 m2, ref. neuf, tout confort, caractère, tr. ensol. 770-74-14.

2e PLACE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES
Dans bel immeuble rustique, je vends luxueux
**STUDIOS DUPLEX**
2-3 PIECES en mezzanine, agencement de classe (poutres, pierre d'origine). Importante plus-value assurée. Livraison immédiate. Me voir 5, 6, 7, de 14 heures à 18 heures, 9, rue Paul-Lelong, ou 325-25-25.

PROX. DU LUXEMBOURG
Résidence M. le Prince
48, rue Monsieur-le-Prince.
A vdre SPLEND. APPTS DE CARACTERE, entièr. rénovés, dans immeubles XVIIIe siècle. DU STUDIO AU 4 PIECES. Vis. sur place tous les jours (sf samedi et dim.), 10 à 12 h. et 14 à 17 h. Tél. 633-14-51.

ANGLE RUE MONSIEUR-LE-PRINCE ET RUE RACINE
Magnifiques studios et 2 pièces entièrem. rénovés. Prestations de standing. - Tél. 633-14-51.

AV. BRETEUIL. Appt 4-5 p. Ensol., refait à neuf, 87 m2, 620.000 F. - Téléphone 633-14-51.

Limite 5e. Part. vend lux. 3 p., clair, calme. — Sur place : 22, rue Esquirol - 336-29-46.

PARC MONTSOURIS. Im. réc., stdg. VERITAB. 2 p., cuis. équ, séchoir Bains, wc sép. Nombr. plac. TEL. Gd balc. Park. cave. Etat exc. 225.000 F 555-04-80.

27, r. des Sablons. 4 p., 105 m2, tt cft, 5-6 août 13 h. 30-16 h. 30.

FOCH-MAILLOT
Bel immeuble traditionnel, restauration et décoration de prestige
Studios, 2 pièces, duplex.
CIABA S.A. - 720-66-66.

**ODEON**
Charm. living+chambre, Imm. 18 siècle. - Prix : 265.000 F. Téléphone : 222-27-60.

**GAMBETTA**
50 m. METRO PELLEPORT.
MAGNIFIQUES STUDIOS A PARTIR DE 75.000 F dans imm. entièrem. restauré. LIVRAISON IMMEDIATE.
Location et gestion gratuites assurées par nos soins.
BUREAU DE VENTE sur place ts les jours (sf dim.), 11-19 h., 88, R. PELLEPORT, 636-52-00.

**13e SPECIAL PLACEMENT 27 STUDIOS**
Possible toutes surfaces. Entièrem. agencés. Tout confort. Dans bel immeuble rénové 100 % inondé soleil.
IMPORTANT RAPPORT.
GESTION ASSUREE.
Me téléphoner 325-25-25.

Place Notre-Dame des Victoires. Studios, 2 p. duplex idéal placement, refait neuf. Immeuble rénové, caractère, cuis., s. bns, wc, chft. Vis. s/pl., 52, rue d'Argout (2e), ou tél. 924-08-02.

RUE DE RENNES (6e)
5/6 p., bns, 175 m2, 2e ét. Tt cft, Prof. libérales. Parf. état. Michel & Reyl - 265-90-05.

Vous recherchez UN RAPPORT UNE SECURITE UNE TRANQUILLITE votre problème est solutionné par l'investissement dans la pierre.
(13e) Programme de 30 STUDIOS
(2e) Programme de STUDIOS - DUPLEX 2/3 PIECES MEZZANINE.
Dans des immeubles de rénovation de classe tout confort. Renseignements et R.-V. : 325-25-25.

PL. CONTRESCARPE. Rav. 2 P. cft. 145.000 F, libre de suite. Bel immeuble. 325-15-76.

RUE ST-SIMON. Sur verdure. Calme. Splendide appartement 100 m2, bel immeuble. 590.000 F, à discuter. 325-11-68.

### Région parisienne

LE PECQ 6' à pied du R.E.R.
NEUFS, JAMAIS HABITES vrai 3p., cuis. équip., 2 park., cave + hobby-room. Ch. indiv., surf. 75 m2. Prix 244.000 F + 4 p. DUPLEX 100 m2, 340.000 F. SOGEPA, 936-20-69.

### Province

**CANNES**
Exceptionnel, vendons centre villa sur le toit, 4 p., 120 m2 + 170 m2 ter., gar., tt cft, vue mer impren. Prix 425.000 F. Agence Brougham, 83, rue Félix-Faure, 06400 CANNES. Téléph. 39-10-40.

## constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT
**Centre Etoile : 525-25-25**
Pour vous loger ou pour investir : vous propose :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART
Service gratuit de la Compagnie Bancaire

XVIIIe - JULES-JOFFRIN
Chambres et studios 2-3-4 et 5 pièces
Habitables début 77.
PRIX NON REVISABLES.
IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland, BAL. 93-69.

XIIIe - TOLBIAC
Studios, 2 et 3 pièces
Habitables 4e trimestre 76
PRIX NON REVISABLES.
IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland, BAL. 93-69.

XIIe - RUE DE PICPUS
Studios, 2 et 4 pièces.
Livrables 4e trimestre 76.
PRIX NON REVISABLES.
IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland, BAL. 93-69.

## fonds de commerce

CAUSE RETRAITE VENDS
**TABAC BIMBELOTERIE**
gros village Vaucluse. Bon rapport. Agence s'abstenir. Pour tous renseignements écrire nº 6.704, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Pour recevoir gratuitement une documentation détaillée sur les affaires présentées ci-dessous, la Société T.D. 24 Montera 5 N Madrid 14e (Espagne) est à votre disposition :
— Paris 18e, gde av. commerc., bout., graines, aquar., art. pêche.
— Etoile. Kinés. Esthét. Agenc. luxueux, import. C.A.
— (6e), rue Bonaparte. Mag. gd luxe + 4 remises.
— Pierrefitte. Gde av. café, H.-rest. Bel ensemble. Aff. exc.
— 7 km Paris, St-Lazare. Café, bar, pub, face S.N.C.F., R.E.R.
— 15 km Paris. Pav. tt conft, ville (93), boutique tt comm.
— Argenteuil. Pavill. tt conft, 6 pces, gar., jard., téléph.
— Café, bar, rest., vente à emp. (93), pr. Paris, gros C.A.
— Librairie, pap., journx, ag. mod. Aff. intéress. (93500).
— 25 km Paris. Chauff. centr., entret., combust. C.A. à doubler.
— Vitry-s.-Seine, Centre comm., librairie, papet., journx, tabacs, souvenirs.
— Choisy-le-Roi. Télév., ménag.
— Boulogne (92). Librairie, papeterie, journaux.
— Sur route gde circulat., garage, station-serv., dépan. Cause santé.
— 10 km Avignon. Night-Club, C.A. : 1 million. Install. emplac. exceptionnel.
— Sur R.N., 10 km Abbeville. Café, rest., install. pour 200 couverts.
— Istres. Snack-bar, art. princ.
— Prox. Fos-sur-Mer, R.N. 113, garage.
— Marseille sans concurrence, coiffure dames.
— Près Fos-sur-Mer, menuiserie, droit au bail.
— Bordeaux. Hôtel, rest., bar, face tri postal, près gare, 22 chambres.
— (33), ville expans., hôtel, restaurant.
— Gironde. Tabac, papeterie, cadeau. Affaire exceptionn., cause maladie.

EURE. Rég. touristique. A vdre cause retraite. En tte proprié, HOTEL-RESTAUR, bar, jard. Tr. Bon C.A Poss. augment. CONDIT. EXC. Crédit vendeur. Traite av. 250.000. PAS SERX S'ABSTENIR - 555-72-54.

Gde ville moderne de l'Ouest, vds fonds de DISQUES, C.A. : 1.000.000 F, prix demandé : 370.000 F. Poss. ach. murs. Ferm. dim./lund. Mise au cour. fac. assur. Ecr. nº T 72.998, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

## terrains

Proximité HOSSEGOR
**TERRAINS VIABILISES**
Constructions libres
**LOTISSEMENT EXCEPTIONNEL**
Bord de mer
Cadre forestier.
Lots de 1.000 à 1.600 m2.
SERU Allée du Poitou 40530 LABENNE-OCEAN Tél. : (59) 31-42-47.
Documentation, tarifs, s/dem.

Particulier vend dans parc naturel régional AUBE
Proximité lacs
**TERRAIN BOISÉ**
Point de vue exceptionnel 180 km. PARIS
1 ha - Eau - Electricité. Constructible.
Prix sans concurrence.
Téléph. (25) 37-84-66.

CORSE - SAINT-FLORENT 15.000 m2 bord mer panoramiq. site protégé. Ecrire ou téléph. M. MUNNIER, 43, r. St-Augustin, Paris (2e) - ODE. 18-38.

Part. vd terr. à const. 1.500 m2, 30 km nord Paris-Le Bourget. Village classé - 284-54-07.

## locations non meublées

### Offre

#### Paris

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE des LOCATAIRES
84, rue d'Alésia (Mº Alésia).
45, rue Héricart - 577-78-08.
8, rue Ph.-Dangeau, Versailles.
14, avenue Pasteur, Montreuil.

Pr louer direct. av. pptaires. du studio au 5 pièces - 523-21-73.

### Demande

#### Paris

**COUPLE CHERCHE**
2 p., cuis., wc, salle d'eau. Prix raisonnable (envir. 650 F). Ecr. à 6.015, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cherche 5 pièces (5e, 6e, 14e). Téléph. : 523-21-73.

#### Région parisienne

ING. ch. ss. Agence, 4 à 6 P., banlieue Ouest T. 950-36-78.

## appartements occupés

**PLACE VICTOR-HUGO**
Séjour + 2 chbres, tout confort + gde terrasse, imm. récent, occupation limitée à neuf ans. Prix 450.000. Vernel, 526-81-58.

## hôtels-partic.

XVIe HOTEL PARTICULIER 3 niveaux sur verdure, 2 terras. D. Bourgeois. 522-62-14.

## bureaux

**PROPRIETAIRE**
Loue un ou plus. bureaux dans immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

BORDEAUX, centre, à louer, 250 m2, neuf, 2 tél., 6 parkings, sous-sol. Prix intéressant. Ecr. : E 71 85 Havas Bordeaux.

Avenue Montaigne
A louer
300 m2 de bureaux.
RICHARD ELLIS - 225-27-80.

## fermettes

Fermette, 300 km Paris, pr N 20, sur 5 ha, prair., av. pet. bois et ruiss. (poss. étg), 200.000 F. Tél. 16 (55) 63-971-11, puis demander 04-11.

## villas

Dans le village unique de MARNES-LA-COQUETTE ppté de CARACTERE gd stdg, récept. 120 m2, 5 ch., 3 bains, jdin, 1.300 m2 Px élevé. Katz, gare Garches. 970-33-33.

## propriétés

**UNIQUE**
**COGNAC - PROPRIETE**
GRANDE CHAMPAGNE
Au cœur de la Grande Fine Champagne de Cognac : 23 ha tenant dont 18 ha vignes. Bâtiments neufs - Distillerie. Affaire uniq. PROMOTEL S.A., Le Sellery, LA CLISSE, 17600 Saujon.

ETANG à vendre sur terrain boisé. Possibilité de construire. Tél. (58) CERDON-DU-LOIRET par Gien.

Vds propriété rapp. et agrém., 90 ha d'un s. tent (20 ha AOC rouge ; reste : bonnes terres céréalières) sur Ile de Gironde. Très belle chasse. Ecr. nº 3.898 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

LES BOIS, LES CHAMPS, voici le cadre de cet. typique et lux. propte 250 m2 habt., sél. 60 m2, chemin., loggia, cuis. 32 m2, 6 gdes ch., bns, 2 wc, ch. c. fuel. 5 000 m2 jard. Une très b. aff. Prix : 440.000, AVIS PROVINS, derr. Egl. St-Ayoul - 400-09-89.



# CARNET

### Mariages

— Brigitte Dehail
et Pierre Briand
ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 12 juillet 1975 à Saint-Julien-sur-Sarthe (Orne).

### Décès

— Mme Charles Azoulay,
M. le docteur Robert Azoulay,
Ses neveux, nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Charles AZOULAY,
*officier* de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,
survenu le 31 juillet 1975, à Paris.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 2 août 1975, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.
6, rue Victor-Hugo,
24000 Périgueux.
15, rue Conseiller-Collignon,
75016 Paris.

— Mme Jean Morin,
M. et Mme Robert Fournier,
M. et Mme Jean Bruère,
M. et Mme David Gillmore et leurs *fils*,
M. et Mme Pierre Courtois et leur fils,
M. et Mme Jean-Jacques Desouches,
Mlle Hélène Desouches,
M. Olivier Fournier,
M. et Mme Jean-Marc Bruère et leur *fils*,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jacqueline BRUERE,
leur sœur, belle-sœur, tante et grand-tante,
survenu le 31 juillet 1975, en son domicile à Paris.
La cérémonie *religieuse sera célébrée* le lundi 4 août, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (10, rue de l'Annonciation), où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Passy.
Il n'y aura pas de défilé.

— Le conseil d'administration et les membres du personnel de la Menuiserie métallique du Nord ont la tristesse de faire part du décès de
Roberto COSTIOLI.
Le service religieux, suivi de l'inhumation, ont eu lieu le 2 août 1975 dans l'intimité à Bellagio, province de Côme, Italie.
82, route de Montay,
59360 Le Cateau.

*Nos abonnés,* bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du* « *Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Anne Ancelin Schützenberger,
Hélène Schützenberger,
Valentine Cremer,
Les familles Gurvitch, Masse, Polonovski, Schützenberger, *Lourié*, Grinberg, Vinaver,
ont la douleur de faire part du décès de
Bella EYNOCH
(Olga Ancelin),
survenu le 31 juillet 1975 au soir, à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le lundi 4 août 1975, à 16 heures, au cimetière nouveau de Boulogne-sur-Seine (avenue Pierre-Grenier, derrière la porte de Saint-Cloud), bordure ouest, caveau 14.
12, rue Claude-Lorrain,
75016 Paris.
14, avenue Paul-Appell,
75014 Paris.

### Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de sa mort, ceux qui l'aimaient penseront à
Yvonne BLIN.

### Remerciements

— Les familles
Menallah,
Benhizia,
Ferry,
Benchaou,
Bentertifa,
prient toutes les personnes qui se *sont associées à leur deuil de trouver* ici l'expression de leur gratitude pour toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du
commandant Ahmed MENALLAH BEN HADJ DEBLAOUI.

### Visites et conférences

MARDI 5 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Legregeois : « Bibliothèque nationale ». — 15 h., devant l'église, Mme Lemarchand : « Saint-Germain-l'Auxerrois ». — 15 h., 49, rue Monge, Mme Pajot : « Des arènes de Lutèce à la Mosquée ». — 15 h., façade de l'église, Mme Zujovic : « Saint-Séverin et son quartier ».

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 15, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie : « Le Marais » (Mme Barbier). — 15 h., place du Puits-de-l'Ermite : « La Mosquée de Paris et le café maure » (*Paris et son histoire*).



# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## CONSTRUCTION NAVALE

## Les conditions financières d'un regroupement des chantiers ne sont pas remplies

### *estime-t-on à Dunkerque*

De notre correspondant

Dunkerque. — La déclaration gouvernementale concernant le regroupement des cinq chantiers navals français en deux grandes unités ne suscite pas plus d'enthousiasme à Dunkerque qu'à Toulon (*le Monde* du 1er août). En novembre 1973, le président des Chantiers de France-Dunkerque (groupe Schneider), M. Gérard Chauchat, s'était, certes, fait l'avocat d'une meilleure cohésion de l'industrie navale française. Son point de vue concorde avec celui que vient d'exposer M. Marcel Cavaillé, du moins sur les motivations.

En effet, il faut faire face, en cette période de crise que traversent les transports maritimes, à la concurrence internationale, notamment celle des Japonais, qui ont « rectifié le tir » depuis le fléchissement du marché des pétroliers géants. L'industrie navale nippone, dont chacune des principales sociétés a la taille des cinq grands chantiers français réunis, se « rabat » sur des productions technologiques qu'ont su exploiter les constructeurs français, le marché des transporteurs de gaz, notamment.

Mais quant à l'opportunité et à la finalité de l'entreprise dans laquelle l'Etat incite à s'engager, on formule, à Dunkerque comme à La Seyne, les plus grandes réserves.

« *Le contrat professionnel élaboré en 1967,* déclare M. Chauchat, *favorisait une évolution vers le regroupement des grands chantiers mais dans certaines conditions. Ce sont ces conditions qui ne sont pas remplies. Les assises financières des entreprises ont elles-mêmes beaucoup changé. Notre propre société n'a encore comblé qu'en partie le déficit de certains marchés, comme celui des quatre minéraliers-pétroliers du type* Cetra Centaurus, *marché qui s'est traduit par une perte de 150 millions. Nous restons favorables à un regroupement, encore faut-il qu'il puisse s'opérer sur des bases saines et durables. Un mariage forcé comporte des risques de mésentente dont les entreprises françaises ne se remettraient pas. Ce sont des opérations sérieuses qu'il faut étudier, sans précipitation.* »

## ENVIRONNEMENT

### Dans les Alpes-Maritimes

### PREMIERS SURVEILLANTS ANTIPOLLUTION

*(De notre correspondant.)*

Nice. — Entre le Fort-Carré à Antibes et l'embouchure du Var (Alpes-Maritimes), les premiers « surveillants de plage » ont fait leur apparition. Au nombre de sept — casquettes, short et tee-shirt — ces contractuels du soleil imaginés par la cellule d'intervention contre la pollution dans les Alpes-Maritimes (CIPALM), ont pour mission d'éviter que les baigneurs ne deviennent les principaux artisans des nuisances dont ils se plaignent. Ils veillent à ce que l'on utilise les poubelles placées le long du littoral, à ce que les arrêtés municipaux tels que ceux qui interdisent l'accès des plages aux chiens non tenus en laisse soient appliqués.

Financée à part égale par le conseil général des Alpes-Maritimes et par les communes intéressées : Saint-Laurent-du-Var, Cagnes, Villeneuve-Loubet et Antibes, l'opération expérimentale se déroulera jusqu'au 15 septembre. Si les résultats sont probants, elle sera amplifiée l'année prochaine.

## A PROPOS DE...

### La fin des essais du supersonique franco-britannique

## Concorde bon pour le service

**Concorde vient de terminer ses vols d'endurance au départ de Paris vers Rio-de-Janeiro, Caracas et Gander à Terre-Neuve. Du 28 mai au 2 août, l'avion de série n° 3 a ainsi parcouru 603 000 kilomètres en 376 heures de vol, dont 257 à vitesse supersonique. Six équipages d'Air France assistés par des pilotes d'essais de l'Aérospatiale se sont relayés aux commandes de l'appareil.**

**Le président de la République utilisera Concorde, qui pourrait entrer en service commercial le 25 décembre ou le 1er janvier prochains, pour se rendre le jeudi 7 août en visite officielle au Zaïre.**

« Les résultats de ces cent vingt-quatre vols sont extrêmement satisfaisants. Au cours de ces vols, il n'a été enregistré que sept retards, dus à des causes mineures, a *déclaré M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports.* Avant même qu'il ait reçu son certificat de navigabilité définitif, Concorde est d'ores et déjà reconnu par les spécialistes aéronautiques comme étant bon pour le service. »

*De son côté, la British Aircraft Corporation (BAC) a commencé, vers le Proche-Orient et l'Asie, une série de vols d'endurance avec l'avion de série n° 4, qui s'achèveront le 8 septembre prochain. Il s'agit de tester les normes optimales de pilotage en atmosphère tropicale. L'appareil britannique a été immobilisé plusieurs jours, la semaine dernière, à cause d'un défection de l'un de ses moteurs. Si ce retard affectait le programme d'essais, l'Aérospatiale pourrait aider la BAC à le mener à bien dans les délais prévus.*

*L'Aérospatiale doit encore tester les freins au carbone et le système d'atterrissage sans visibilité. A ce jour, Concorde, dont la formule révolutionnaire exige des essais trois à quatre fois plus longs que les avions subsoniques les plus modernes, a accompli 4 850 heures de vol sur un programme d'un peu plus de 5 000 heures.*

*La fin des vols d'endurance dans les délais prévus conditionne la délivrance, par les autorités aéronautiques françaises et britanniques, du certificat de navigabilité autorisant l'appareil à entrer en ligne. L'obtention de ce certificat est attendue pour le courant du mois de septembre.*

*L'avion devrait entrer en service commercial sous les couleurs d'Air France et de British Airways le même jour : le 1er janvier prochain. Il n'est pas exclu que cette date soit avancée au 25 décembre : il ne s'agit, en fait, que d'une question de coordination entre Français et Britanniques. Pour commencer, Air France exploitera Concorde entre Paris et Rio, British Airways entre Londres et Barhein.*

*La relance du programme Concorde — la série est actuellement limitée à seize exemplaires — reste liée au droit d'atterrissage de l'avion aux Etats-Unis. Non seulement l'appareil a été conçu pour la traversée de l'Atlantique Nord sans escale, mais il est également un outil adapté à une clientèle d'hommes d'affaires, la plus importante de tout le réseau mondial.*

*Les résultats de l'enquête publique, ouverte au printemps dernier par l'administration américaine sur les divers aspects écologiques posés par Concorde, devraient être connue en octobre. M. Cavaillé se rendra précisément à cette date à Washington pour discuter de cette question avec son collègue américain, M. John Barnum.*

*Nul ne peut encore se risquer à un pronostic sur les conclusions de l'administration américaine. L'opinion prévaut, toutefois, dans les milieux spécialisés que les Etats-Unis ne sauraient se fermer la porte du transport supersonique en interdisant à Concorde de se poser sur leur sol pour des questions d'environnement, alors que ce n'est un mystère pour personne qu'un nouveau projet d'avion supersonique américain est à l'étude.*

### Rupture de chaîne

*La décision fédérale ne concernera cependant que l'atterrissage à Washington. Pour les autres villes, dont New-York, escale la plus intéressante pour les compagnies aériennes, les conseils d'administration des aéroports gardent pouvoir de décision.*

*La réaction la plus attendue après que les Etats-Unis auront fait connaître leur décision, sera celle de la compagnie Iran Air, la seule à avoir signé un engagement d'achat pour trois avions. La signature de la commande définitive est liée directement à l'autorisation de desserte des Etats-Unis. Iran Air veut, en effet, pouvoir relier Téhéran à New-York, via l'Europe occidentale. La compagnie a également demandé, pour effectuer la première partie de cette liaison, d'être assurée de pouvoir survoler la Turquie à vitesse supersonique.*

*Air France et British Airways qui, à elles deux, exploiteront neuf appareils, espèrent ardemment une relance des ventes. Si la série des Concorde restait aussi réduite, le coût des pièces de rechange serait prohibitif.* « Des décisions devraient être prises prochainement si, *a souligné M. Cavaillé,* l'on veut éviter une rupture de la chaîne de fabrication. » *Le secrétaire d'Etat a saisi son collègue britannique de l'affaire à la fin du mois de juin.* « J'attends une réponse britannique, *a-t-il dit.* Nous ferons Concorde avec la Grande-Bretagne, ou bien nous ne le ferons pas. »

# JUSTICE

## La catastrophe de Liévin a-t-elle été provoquée par une baisse brutale de la pression atmosphérique ?

**La chute barométrique survenue dans la nuit du 26 au 27 décembre 1974 et la catastrophe de Liévin qui, le 27 décembre à l'aube, provoqua la mort de quarante-deux mineurs, constitueraient une coïncidence purement fortuite. Selon M. Claude Froger, des Charbonnages de France, il n'y a aucune relation de cause à effet entre le phénomène *météorologique et le coup de grisou, étant* donnée la configuration particulière du gisement de Liévin.**

M. Froger répond ainsi à une question posée par M. J. Pauly, ingénieur en chef de la Météorologie nationale, dans le dernier numéro de la revue *la Météorologie* : la catastrophe de Liévin a-t-elle été provoquée par le passage, sur le nord de la France, d'une importante et rapide dépression barométrique ?

L'hypothèse d'une telle liaison entre une baisse brutale de la pression atmosphérique et certains coups de grisou ou de poussière n'est pas nouvelle. Dès 1872, deux ingénieurs britanniques l'avaient formulée. Etudiant cinq cent vingt-cinq coups de grisou survenus entre 1868 et 1870 dans les houillères anglaises, ils avaient noté que 49 % de ces accidents s'étaient produits après de fortes baisses de la pression atmosphérique et que 22 % étaient associés à des températures estivales anormalement élevées.

En 1948, M. Charles L. Holster et M. Jean Bessemoulin, l'actuel directeur de la Météorologie nationale, publiaient presque en même temps des remarques semblables sur les coups de grisou.

La catastrophe de Liévin s'est produite le 27 décembre à 6 h 15. Or les relevés de la pression barométrique faits à Abbeville, Lille et Saint-Quentin (les trois sommets d'un triangle où s'inscrit Liévin) ont permis de constater le 26 décembre à 22 heures et le 27 décembre à 7 heures la pression avait baissé respectivement de 13,8, 14 et 12 millibars. Cette baisse des baromètres ayant été, *dans les trois villes, assez lente* jusqu'à 1 heure du matin le 27, puis très brutale pendant cinq heures de temps pour se stabiliser vers 6 heures du matin.

Les liaisons — encore hypothétiques — entre la baisse de la pression atmosphérique et certains coups de grisou pourraient s'expliquer ainsi : la baisse de la pression atmosphérique entraînerait la baisse de la pression de l'air emplissant les galeries de mines en exploitation, permettant ainsi l'expansion de l'air plus ou moins grisouteux amassé dans les galeries abandonnées.

Un tel processus a *déjà été* noté, depuis plus de quinze ans, par les Charbonnages de France, et des mesures de sécurité, allant jusqu'à l'évacuation de galeries, ont été prises lors de baisses importantes de la pression atmosphérique. Mais, bien entendu, les conditions météorologiques ne seraient qu'un des éléments contribuant, *dans certains cas*, à provoquer des coups de grisou ou de poussière. — Y. R.

● *Attentat manqué de Nantes : trois personnes déférées à la Cour de sûreté.* — MM. Pierre Loquet, paysagiste, Dominique Crochard, étudiant en chimie, et Gérard Corinton auraient reconnu être les auteurs de l'attentat manqué de Nantes le 27 juillet dernier, devant la direction départementale *de l'agriculture. Un* autre attentat, réussi, à Quimper, avait, la même nuit, provoqué d'importants dégâts à la direction de l'agriculture du Finistère-Sud. Ces deux actions avaient été revendiquées par le F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée républicaine bretonne). Les trois hommes doivent être déférés lundi 4 août devant la Cour de sûreté de l'Etat.

### Jean-Pierre à Bruay-en-Artois

### « COMME UNE BÊTE CURIEUSE »

**Le jeune Jean-Pierre, acquitté du meurtre de Brigitte Dewèvre le 15 juillet dernier, a passé la journée du *samedi* 2 août à Bruay-en-Artois. Il a rendu visite à sa mère adoptive et à M. et Mme Dewèvre pour une entrevue « franche et toujours amicale ». « Il n'y avait pas de raison que Jean-Pierre ne nous rencontre pas, ont précisé M. et Mme Dewèvre, étant donné que sa non-culpabilité a été prouvée ».**

**Le jeune homme, qui devait passer la nuit à Bruay-en-Artois, a préféré regagner Paris dans la soirée : « C'est la première fois, a-t-il dit, que je reviens ici. J'ai voulu montrer que je n'avais pas peur. Mais aujourd'hui, on me regarde encore trop comme une bête curieuse. »**

***Dans une question écrite sur* l'appel, formulé par le parquet du jugement acquittant Jean-Pierre, M. Eugène Claudius Petit, député de Paris (réformateur) demande au ministre de la justice « si une telle décision, qui engage la chancellerie, veut dire que le doute ne peut plus désormais justifier la clémence du tribunal, ce qui serait, dit-il, d'une gravité redoutable, cela pouvant donner à penser que, dorénavant, la preuve de son innocence devra être apportée par l'accusé lui-même. »**

### Dans le Bas-Rhin

### SIX PERSONNES SONT ÉCROUÉES POUR VIOLENCES VOLONTAIRES SUR UN GROUPE D'ALGÉRIENS

Six des auteurs de l' « *expédition punitive* » commise mardi 29 juillet contre un groupe d'Algériens attablés à une terrasse de café à Obernai (*le Monde* du 2 août) ont été inculpés samedi 2 août de violences volontaires. Ils ont été écroués à la maison d'arrêt de Saverne (Bas-Rhin). Armés de carabines et de gourdins, ces hommes avaient voulu « *donner une leçon* » à ces travailleurs nord-africains après une altercation dans un bal le dimanche précédent.

Les hommes visés n'avaient pas participé à ce bal. L'un des Algériens demeure dans un état grave. La police recherche toujours celui qui, selon elle, serait l'organisateur *de cette expédition*, et qui a été aperçu vendredi 1er août à Obernai alors qu'il venait de renverser les Algériens avec sa voiture.

# AUTOMOBILE

## La Volvo 264 : du solide, mais du cher

Un char d'assaut est moins discret. La silhouette des nouvelles Volvo est connue : *les véhicules de sécurité ne peuvent prétendre aux prix d'élégance mais ils ont au moins l'avantage d'être solides et de concourir à la préservation de la race des conducteurs. Du moins ceux qui considèrent la route comme un moyen et non comme un but.*

La Volvo 264 est apparue l'été dernier (*le Monde* du 24 août) et sa commercialisation, depuis janvier, s'est effectuée tranquillement, loin des tambours et trompettes qui saluèrent plus tard, les *Renault* 30 TS et Peugeot 604. Pourtant « l'étrangère » a le même moteur que ses cadettes, le 6 cylindres P.R.V. Il est équipé de l'injection continue et de l'allumage transistorisé. Cela change beaucoup de choses, la puissance (140 ch. DIN à 6 000 t./m.) et les montées en régime qui sont nettement plus franches, quel que soit le rapport adopté.

Ainsi « dynamisée », la Volvo 264 prouve qu'un E.S.V. (véhicule expérimental de sécurité) fabriqué en série peut se révéler léger, maniable et même sportif : sur routes sinueuses, le comportement général est celui d'une « petite », bien que la suédoise soit la plus longue des trois « sœurs ». Cela tient certainement au rayon de braquage (remarquable : 4,90 m.), à la direction assisté très directe et à l'écartement des roues, plus faible que sur les 30 TS et 604.

*La tenue de route est bonne* malgré le pont arrière rigide : la Volvo passe, sans balancement et sans crissement, n'importe quelle chicane. Mais rangez tout à l'intérieur : un objet placé sur la planche de bord ne restera jamais en place ; il est *le seul témoin d'une force centrifuge* dont la Volvo se joue. Les freins (double circuit en triangle, ce qui autorise 80 % d'efficacité en cas d'incident) sont puissants — moins cependant que ceux de la 604 — mais peu progressifs, surtout à faible allure.

Le confort, enfin, est celui d'une très grande voiture. Le moteur n'est audible qu'au ralenti. Et rouler en silence, à 90 km/h., le toit ouvert, est un plaisir rare.

### Un handicap *important*

Telle qu'elle est, avec ses trois boîtes de vitesses au choix, sa longévité (elle est conçue pour durer quinze ans), sa sécurité, sa puissance, et même sa légèreté (1 350 kg, c'est un tout petit peu plus que la Renault 30 TS et beaucoup moins que la Peugeot 604), la Volvo 264 aurait dû se tailler la part du lion. Mais la Suède est encore loin du Marché commun... La version GL (1) coûte presque deux fois plus que la Renault 30 TS, qui est déjà une voiture très sûre. Le handicap est important ; il la pénalise même face à *la concurrence de berlines allemandes* de cylindrées voisines. Dommage. Le rapport qualité-prix est ici primordial. Le solide coûte très cher.

MICHEL BERNARD.

(1) Climatiseur, lève-glaces électriques et sièges en cuir.

* Prix : 264 DL : 53 600 F ; 264 GL : 67 450 F « clés en mains ».

## Faits et projets

### Circulation

#### En Angleterre

#### DES FEUX ROUGES DE DIX MINUTES

**Londres (A.F.P.). — Pour tenter de dissuader les banlieusards d'utiliser leur voiture pour se rendre dans le centre de la cité, la ville de Nottingham (centre Angleterre) a décidé d'installer sur les voies d'accès à la ville des feux tricolores qui resteront au rouge pendant dix minutes.**

**L'automobiliste qui, venant de la banlieue, circulera entre 7 h. 30 et 9 h. 30 se heurtera sur sa route vers le centre à des feux restant très peu de temps au vert, mais dix minutes au rouge. La densité des feux augmentera au fur et à mesure qu'il s'approchera du cœur de la ville. Seuls les autobus pourront franchir les feux et circuleront grâce à ce système et aux couloirs qui leur sont réservés beaucoup plus rapidement.**

**La municipalité de Nottingham — qui a déjà mis en service deux lignes d'autobus entièrement gratuits dans le centre — mettra d'autre part à la disposition des automobilistes quatre parkings périphériques. Des autobus partiront de ces parkings vers le centre toutes les sept minutes et demie.**

● LA SECURITE SUR LA ROUTE. — Des mots ont été déformés dans le tableau publié par *le Monde* du 3-4 août (page 20) sur l'évolution de la sécurité sur les routes de janvier à avril 1975. Par rapport aux quatre premiers mois de 1974, l'évolution a été la suivante : tués, + 0,9 % ; blessés, — 0,2 % ; accidents, — 0,4 % ; consommation de carburant, + 5,8 % ; gas-oil, + 0,7 % ; infractions à la vitesse, + 5,5 % ; alcoolémie (dépistages pratiqués positifs), + 4,6 %.

D'autre part, le nombre des accidents recensés par le comité interministériel de la sécurité routière en mai dernier est en baisse de 3,7 % par rapport au mois de mai 1974, *et ce malgré* un accroissement de 4,6 % de la consommation d'essence. Le nombre des tués est en baisse de 1,2 %, celui des blessés croît faiblement : 0,8 %.

### Pêche

● ACCORD SINO-JAPONAIS. — Après plus de deux ans de négociations, le Japon et la Chine sont convenues d'un accord sur les pêcheries qui sera paraphé le 5 août, à Pékin. Ce sera le quatrième accord entre les deux pays depuis la normalisation en septembre 1972 de leurs relations diplomatiques. Les trois précédents portaient sur les relations commerciales, les transports maritimes et les liaisons aériennes. — (Reuter.)

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### Le ministère de l'industrie affirme avoir « sauvé » cent dix mille emplois en un an

**Les pouvoirs publics ont « sauvé » cent dix mille emplois industriels depuis un an, affirme un bilan publié par le ministère de l'industrie et de la recherche. En un peu plus d'un an, les services de M. d'Ornano ont reçu quatre cent quatre-vingt-dix demandes d'interventions de la part d'industriels, concernant au total deux cent dix mille emplois.**

Sur cet ensemble qui exclut les « gros dossiers » du type Citroën) :

● Cinquante-quatre entreprises (représentant dix-huit mille emplois) n'ont pu faire l'objet d'aucune solution industrielle, en raison de « *leur trop profonde dégradation économique* ». Les difficultés de ces entreprises proviennent généralement, indique le ministère, d'une carence de gestion effective de longue date, due notamment au « *vieillissement du patron* » ;

● cent cinquante et un dossiers sont en cours d'instruction ;

● Deux cent quatre-vingt-cinq affaires ont trouvé une solution qui est définitive pour deux cent onze d'entre elles. Ces entreprises sont de toutes tailles et vingt-cinq d'entre elles employaient plus de mille personnes.

Les secteurs de la mécanique (22 % des interventions), du textile (19,5 %) et de la métallurgie (16,5 %) ont, à eux trois, représenté plus de la moitié de ces dossiers. Le ministère s'est efforcé d'intervenir avant la mise en règlement judiciaire et de promouvoir des solutions à long terme entraînant une amélioration des structures industrielles.

Parmi les entreprises « sauvées » on note, dans le textile : Everwear et Cyclone, reprises par Agache-Willot ; dans le bois : Manuest (Vosges), transformée en coopérative ouvrière de production ; Oberthur et Braun, dans l'imprimerie ; Big Chief (confection) ; Titan-Coder (matériels de transport routier) et Comsip-Entreprise (ingénierie).

En ce qui concerne la Société Grandin, dont tout le personnel a été licencié après règlement judiciaire en janvier, le ministère de l'industrie indique que la reprise des activités ne serait possible qu'en septembre prochain, après mise au point du plan de redémarrage avec les pouvoirs publics.

### « L'HUMANITÉ » CRITIQUE SÉVÈREMENT UN ARTICLE DE JACQUES ATTALI

Dans *l'Humanité* de ce lundi 4 août, Jean-Claude Poulain critique sévèrement l'article de Jacques Attali publié dans nos colonnes le 2 août (« Elargir l'horizon »). « *Au lieu d'analyser les contradictions réelles, effectives, du système actuel de production, il s'en tient au bavardage habituel des idéologues bourgeois concernant notamment la « psychologie », le « manque de « confiance », des « agents éco-« nomiques », etc.* »

Déplorant ensuite que Jacques Attali n'ait pas même mentionné l'expression de « programme commun » et le mot « nationalisation » dans la partie de son lisations » dans la partie de son article consacrée aux remèdes, *l'Humanité* ajoute : « *En fin de compte, Jacques Attali propose uniquement de faire d'une autre façon exactement la même politique que celle qui est poursuivie actuellement. Mais, selon lui, d'une façon qui risque d'être plus efficace au service des mêmes objectifs, des modifications qu'il suggère rejoignant curieusement les dernières en date de Giscard d'Estaing.* »

### LE FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE VA RENAITRE DANS LA PROCHAINE LOI DE FINANCES.

« *La préparation d'un fonds d'action conjoncturelle me semble particulièrement adaptée aux problèmes de la période actuelle, et le principe d'un tel fonds sera un des points sur lequel le gouvernement se prononcera à l'occasion du conseil des ministres où sera définitivement arrêté le projet de loi de finances pour 1976* », écrit M. Fourcade dans la réponse qu'il adresse à M. Fernand Icart, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui l'avait interrogé sur ce point.

« *L'efficacité de la mise en œuvre éventuelle de ce fonds,* ajoute M. Fourcade, *ne doit cependant pas nous conduire à en oublier les limites : dans son principe même, elle fait passer la plus grande part de l'intervention publique par l'intermédiaire d'un secteur, celui du bâtiment et des travaux publics. Quelle que soit son importance dans notre pays, je ne crois pas qu'on puisse faire supporter à un seul secteur tout le poids de la régulation : il en résulterait pour lui des à-coups trop importants pour ne pas lui être préjudiciables.* »

M. Fourcade note qu'un tel FAC — dont M. Giscard d'Estaing avait pris naguère l'initiative avant de le supprimer — présente l'avantage de « *distinguer ce qui dans le budget est conjoncturel, et donc susceptible de fortes variations, et ce qui ressort des fonctionnement et développement normaux, appelés à être poursuivis sans à-coups majeurs si on ne veut pas mettre en péril la notion de service public. Elle apporte en même temps une solution au problème difficile qui se pose aux pouvoirs publics chaque fois qu'ils veulent obtenir une action immédiate sur les équilibres économiques. Il va de soi,* conclut le ministre, *que le recours éventuel à un fonds d'action conjoncturelle ne doit pas se traduire par un affaiblissement du contrôle parlementaire* ».

### En Allemagne fédérale

## Les mesures de relance n'auront qu'une faible portée

### DÉCLARE LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

**Bonn (A.F.P., Agefi). — Le ministre fédéral allemand de l'économie, M. Hans Friderichs, a mis samedi 2 août, l'opinion publique en garde contre de trop grands espoirs concernant le nouveau programme de relance de la conjoncture préparé par le gouvernement.**

Dans une interview radiodiffusée par le Suedwestfun, le ministre a précisé que « *le nouveau programme de relance n'aurait qu'un effet limité. Il concernera surtout l'industrie du bâtiment, qui cause le plus de soucis au gouvernement.* ».

« *Une reprise durable de la conjoncture économique ne dépend pas,* selon le ministre, *de la dépense de 1 milliard de DM en plus ou en moins dans un programme particulier, mais de l'acceptation par tous les groupements d'intérêts de la République fédérale de la nécessité de se montrer à l'avenir dans leurs revendications plus modérés qu'ils ne l'ont été dans le passé. Tous ont vécu ces dernières années au-dessus de leurs moyens.* » « *De ce fait,* estime M. Friderichs, *on a trop consommé et insuffisamment investi.* »

« *Il faut donc,* a-t-il conclu, *améliorer le climat pour les investissements. La part des dépenses publiques dans la production des biens de la nation doit pour le moins cesser d'augmenter. Il faut aussi couper court à la croissance sauvage dans notre système de sécurité sociale.* »

M. Friderichs a par ailleurs annoncé que les carnets de commandes de l'industrie allemande s'étaient fortement gonflés en juin, mois à la fin duquel expirait le délai fixé par les pouvoirs publics pour l'octroi de la prime de 7,5 % accordée aux investissements. Les commandes nouvelles enregistrées ont augmenté de 23 % sur mai, chiffre moyen qui correspond à un gonflement de 34 % de la demande intérieure et à une légère contraction — 2 % — des commandes à l'exportation.

Le ministère de l'économie a précisé que les commandes de juin s'étaient situées à 19 % au-dessus de leur niveau de juin 1974, les commandes intérieures ayant progressé de 36 %, tandis que les ordres étrangers reculaient de 15,4 %.

**[L'annonce de mesures limitées n'est pas une surprise. Au début de juillet, M. Schmidt avait déclaré : « Je crains que la reprise économique ne soit plus forte que prévu et ne nous oblige à changer notre politique conjoncturelle. » Cependant, tous les milieux d'affaires ne partagent pas cet optimisme.]**

## EMPLOI

### M. DURAFOUR ET LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

## Qui pourrait être dupe ?

### demande « l'Humanité »

L'article de M. Durafour, ministre du travail, « *Main à tour et main à plume* » sur la revalorisation du travail manuel, publié dans *le Monde* du 3-4 août, fait l'objet d'un commentaire critique dans *l'Humanité* du 4 août, sous le titre « *Main à tour et tournemain* ».

M. Durafour reconnaissant que la situation du travail manuel se détériore, *l'Humanité* écrit :

« *S'agit-il d'une tardive autocritique ? Pas le moins du monde. Croyant sans doute que le travailleur manuel a oublié à qui il doit le sort qui lui est fait, le méprisant à ce point qu'il le tient pour incapable à comprendre que sa libération passe par la défaite de la grande bourgeoisie capitaliste, oubliant qu'il est lui-même coresponsable de la gestion d'une société où l'ouvrier manuel est ravalé au rang d'un salarié de seconde zone, M. Durafour s'appuie sur le constat de carence du pouvoir au nom duquel il parle pour, en un tournemain, évoquer* « les « grandes orientations d'une nou-« velle politique » *définies par M. Giscard d'Estaing et le* « calendrier de réformes » *destinées à changer radicalement la condition des travailleurs manuels.*

» *Cet art de renverser les rôles et les choses est bien dans la manière de ce gouvernement. Giscard fait décidément école.*

» *Mais qui pourrait être dupe ? Qui pourrait croire que le pouvoir et le patronat, soudain touchés par la grâce, vont améliorer les conditions de travail des ouvriers (...), réduire le temps passé à l'usine, garantir des salaires minima, diminuer la part des rémunérations tributaires du rendement, alléger les charges de travail, assurer les promotions régulières des « manuels » et les formations, quand ils refusent d'ouvrir des négocations sur ces questions malgré cent et cent conflits ?*

» *Ne voulant pas commettre l'imprudence de rejeter ces revendications, ni celle d'avancer qu'elles peuvent être immédiatement satisfaites, M. Durafour se contente d'affirmer :* « Tout cela exigera du temps. »

» *Or le temps presse. Les travailleurs manuels ont plus que leur compte en matière de* « calendrier de réformes » *et de* « thèmes d'action ». *Ce sont des négociations, des décisions qu'ils attendent. (...)* »

● DANS UNE LETTRE A M. CHIRAC, M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., constatant que plus de la moitié des chômeurs ne touchent aucune allocation et que 70 000 d'entre eux seulement bénéficient de l'indemnisation à 90 % pendant un an, demande au gouvernement de prendre des mesures rapides en faveur des chômeurs : augmentation des allocations, aides pour le paiement des loyers, abattement et exonération d'impôts selon les catégories.

● GREVE ET MISE EN CHOMAGE TECHNIQUE D'UNE PARTIE DU PERSONNEL dans une usine chimique du Havre, la Compagnie française de l'azote (deux cents employés). Cinquante personnes sont en chômage technique depuis le 25 juillet, en raison des arrêts de travail des ouvriers qui, depuis le 14 juillet, réclament une augmentation de salaires de 200 F.

● EN ALLEMAGNE FEDERALE, le point culminant du chômage ne doit être atteint que durant les premiers mois de 1976, selon les prévisions de l'Institut d'études économiques de Munich. D'après lui, il faut prévoir 1,4 à 1,5 million de chômeurs au début de l'année prochaine. Une amélioration sensible de la situation ne peut provenir, selon cet institut, que d'une reprise qui accroîtrait le produit national brut d'au moins 4 à 5 % en 1976. Même dans ce cas, un chiffre de 1,1 million de chômeurs devrait être prévu pour l'année prochaine. — *(A.F.P.)*

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### SUCCÈS DE LA C.G.T. CHEZ LES AGENTS DU TRÉSOR

Aux élections des délégués dans les commissions administratives paritaires au Trésor, en mai, la C.G.T. a enregistré par rapport à 1972, une nette progression au détriment de la C.F.T.C. et F.O., qui reste majoritaire.

● AGENTS DE RECOUVREMENT : F.O., 9 579 voix, soit 52,41 % (— 2,15) ; C.F.D.T., 3 775 voix, 20,65 % (— 0,23) ; C.G.T., 3 166 voix, 17,32 % (+ 2,65) ; C.F.T.C., 1 757 voix, 9,61 % (— 0,27).

● AGENTS TECHNIQUES DE BUREAU : F.O., 189 voix, soit 40,61 % (— 4,84) ; C.G.T., 120 voix, 26,96 % (+ 8,79) ; C.F.D.T., 118 voix, 26,48 % (+ 2,24) ; C.F.T.C., 26 voix, 5,92 % (— 6,20).

### FAIBLE ABSTENTIONNISME CHEZ LES NON-TITULAIRES DU MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

Au ministère de l'équipement où se sont déroulées, en mai, et pour la première fois des élections professionnelles chez les non-titulaires, l'abstentionnisme a été très réduit (moins de 20 %). La C.G.T. arrive nettement en tête et F.O. devance la C.F.D.T.

● EMPLOYES ET DESSINATEURS : inscrits, 12 436 ; votants, 10 618 (85,38 %) ; exprimés, 9 935.

C.G.T., 46 % ; F.O., 28,53 % ; C.F.D.T., 23,21 % ; associations, 1,17 % ; C.F.T.C., 0,77 % ; C.F.T., 0,02 %.

● TECHNICIENS, INGENIEURS ET CADRES : inscrits, 2 567 ; votants, 2 076 (80,87 %) ; exprimés, 1 952.

C.G.T., 46,45 % ; F.O., 24,53 % ; C.F.D.T., 21,01 % ; associations, 6,58 % ; C.F.T., 1,37 % ; C.F.T.C., 0,06 %.

### RECUL DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T. CHEZ CHAUSSON (Maubeuge)

Aux élections des délégués du personnel qui ont eu lieu à l'usine Chausson de Maubeuge, après la longue grève de mai à juillet derniers, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont enregistré un recul, qui s'explique par la création, en cours du conflit, d'une section C.F.T.C. Les arrêts de travail qui avaient commencé à l'usine de Maubeuge, en mai, avant de s'étendre et de se prolonger dans les établissements parisiens de Gennevilliers, Asnières et Meudon, s'étaient rapidement émoussés à Maubeuge, en dépit de l'intervention de plusieurs délégués.

COLLEGE DES OUVRIERS ET EMPLOYES. — Inscrits, 1 880 (2 000 en 1974) ; abstentions, 543 (780) ; votants, 1 337 (1 220) ; nuls, 160 (128) ; exprimés, 1 177 (1 092).

Ont obtenu : C.G.T., 568 voix (583 en 1974), soit 48,25 % (53,38 %) ; C.F.D.T., 473 voix (509), soit 40,18 % (46,61 %) ; C.F.T.C., 136 voix (pas de candidat en 1971), soit 11,50 %.

● PAS-DE-CALAIS. — Plainte pour non paiement des congés payés a été déposée par la C.F.D.T. contre la direction de l'usine CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) qui est occupée depuis le 15 juillet par le personnel, avec « *production sauvage* », pour sauvegarder l'emploi.

● IDEAL-STANDARD : la C.G.T. a demandé au préfet de Seine-Saint-Denis de s'opposer au déménagement des stocks de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, l'une des six firmes de la société à la tête de laquelle a été nommé un administrateur provisoire.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

## La raison du plus fort

par M.-C. MAGNE (*)

ON annonce encore de possibles manifestations « très chaudes » des viticulteurs du Midi. Quand on sait ce que furent les précédentes démonstrations — routes barrées, trains bloqués, camions vidés ou incendiés, etc. — on peut se *demander ce qui va se produire* maintenant dans ce pays du soleil, où tant de familles, de travailleurs de toutes catégories sociales, viennent chercher la détente à laquelle ils ont légalement droit après une année de travail, dans des conditions souvent à la limite des possibilités de résistance humaine...

*Mais ce DROIT légal au repos* et à la paix, qui s'en soucie actuellement ? De même, qui, de nos jours, se soucie du droit des ouvriers qui voudraient travailler et en sont empêchés par des groupes plus puissants qu'eux ? Qui se soucie du droit des commerçants, dont on incendie les magasins ? *Qui se soucie du droit des transporteurs dont on* détruit les moyens de travail et dont on moleste ou blesse les employés ? Qui *se soucie du droit* d'un citoyen *arrêté dans son parcours* et mis dans l'impossibilité d'assister aux obsèques d'un parent proche ? Qui se soucie du droit de tous les vieux attendant en vain leurs mandats en fin de mois ? Qui se soucie du droit ?

Mais y a-t-il même encore un droit ? Y a-t-il encore des lois ?

Certes, pour celui qui, par mal*chance ou imprudence, commet une* infraction mineure — en matière de circulation, par exemple, — la LOI sera appliquée, souvent avec la plus extrême rigueur, mais réunissez un nombre suffisant de sympathisants et mettez le feu à un bâtiment public, séquestrez ou rossez un patron ou un fonctionnaire, détruisez la récolte d'un voisin ayant d'autres intérêts que les vôtres, arrêtez arbitrairement des centaines de voitures, camions, bateaux, stoppez des trains entiers *pendant plusieurs heures* — alors que la S.N.C.F. est si pointilleuse... et si chère quand une fausse manœuvre faite de bonne foi par un particulier retarde la progression d'un convoi, — et vous êtes assuré de l'impunité quasi certaine : les forces de l'ordre n'auront pas eu le temps d'intervenir, n'auront reconnu personne, les décisions des tribunaux elles-mêmes ne seront pas exécutées, et l'ombre et le silence *se feront* bientôt sur ce qui — normalement — devrait être considéré comme un grave délit ou, peut-être, un crime...

• • •

La seule constation (positive ?) que l'on puisse faire, face à cet état de choses assez récent, mais, hélas !, de plus en plus courant, c'est que ce manque de réaction de l'autorité s'applique à la quasi-totalité des manifestations, indépendamment de toute notion de catégorie *politique*, sociale, philosophique ou économique ; le seul critère commun semble être celui de la FORCE du *groupe considéré, et c'est bien là ce qui inquiète* chaque jour davantage cette « majorité silencieuse » qui ne peut avoir oublié l'époque des pogroms et des chemises *brunes*, *quand des minorités agissantes*, se plaçant au-dessus des lois, préparaient l'avènement du nazisme.

Alors, comment concevoir qu'une *telle anarchie soit possible, actuel*lement, dans un pays organisé, pourvu d'un arsenal de lois parfaitement suffisant — sinon adapté — pour permettre de faire face à cette situation, possédant les moyens matériels de faire respecter le droit, et où, d'ailleurs, les conjonctures sociale, économique, politique ne sont pas à proprement parler révolutionnaires ?

Il ne peut, nous semble-t-il, y avoir à cela que deux explications : ou bien le gouvernement, pour des raisons politiques pures qui lui sont propres et dont il évite de parler, ne veut ou ne peut faire appliquer les *lois de ce pays, ou bien il recon*naît, — mais, là encore, sans le dire, — que ces lois ne sont plus applicables... Cette seconde hypothèse paraît avoir été confirmée par les faits au cours des derniers mois, que ce soit par les réformes proposées par le gouvernement ou par l'incroyable mansuétude dont ont fait preuve toutes les instances — y compris la justice, sous la pression de l'opinion publique — pendant les périodes qui les ont immédiatement précédées.

Mais alors, si cette explication est correcte, pourquoi attendre que la loi soit bafouée, la police et la jus*tice ridiculisées*, les citoyens attaqués et lésés dans leur personne et dans leurs biens, les libertés foulées aux pieds, pourquoi attendre que s'installe un climat de chaos et d'attentats presque quotidiens, pour proposer et mener à bien les réformes que les conditions de travail, de transport, de commerce de vie en un *mot, peuvent rendre inéluctables* ?

C'est la même question que l'on se pose chaque fois que l'on constate qu'à l'issue d'une grève l'employeur finit par céder aux exigences des travailleurs, et cela sans cesser pour autant de survivre. Ne serait-il pas plus rationnel, après tous calculs faits, d'accepter de suite des revendications dont on *sait* que *la satisfaction est possible sans que soit mise* en danger la vie de l'entreprise, quitte à refuser — mais cette fois définitivement et après *avoir expliqué pourquoi — ce qui* ne peut raisonnablement être accepté ? Un tel changement dans les habitudes acquises, outre qu'il aurait le mérite d'éviter de lourdes pertes pour les intéressés et pour l'économie du pays, n'aurait-il pas pour conséquence indirecte — mais non *moins importante — de rendre plus* directs, plus francs... et, pourquoi pas, plus agréables les rapports entre les parties ?

De même, une refonte des lois caduques — comme ce fut le cas pour le divorce, l'interruption de grossesse, par exemple, — accompagnée corrélativement d'une rigueur accrue dans le respect des lois et des libertés pour tous, ne serait-elle pas préférable à la situation actuelle où la seule raison reconnue est la *force* ?

Le pays de Descartes est-il devenu celui de Bismark ?

(*) Ingénieur retraité.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### DUMEZ

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 1975 du groupe Dumez s'élève à 620 millions de francs hors taxes.

Au cours du premier semestre 1975, les travaux exécutés par le groupe ont représenté 1 152 millions de francs, répartis entre :

| | Premier semestre 1975 | 1974 (rappel) |
|---|---|---|
| — Dumez Travaux publics | 259 | 145 |
| — Dumez Bâtiment | 165 | 133 |
| — Dumez Afrique | 606 | 376 |
| — Dumez et autres filiales | 122 | 26 |
| | 1 152 | 680 |

*La progression d'activité par rapport au premier semestre 1974*, supérieure aux prévisions, ressort à 69 % et représente 30 % sur les travaux en métropole et 87 % sur les travaux extérieurs.

Le carnet de commandes représentait à fin juin 1975 un volume de 5 milliards de francs de travaux restant à exécuter. Le carnet de commandes a été renouvelé normalement en métropole, l'accroissement constaté sur le secteur étranger provenant de commandes complémentaires en Libye, en Côte-d'Ivoire et en Oman, et de travaux nouveaux au Maroc, au Zaïre et en Nigéria. *La société Dumez précise* à cet égard que le remaniement gouvernemental intervenu récemment danc ce dernier pays n'a en rien perturbé l'activité de ses chantiers et ne doit pas affecter son implantation.

A QUATRE-VINGT DEUX ANS

## *Benoît Frachon est mort*

*(Suite de la première page.)*

Démobilisé en août 1919, il s'inscrit au parti socialiste et milite bientôt pour le ralliement à la IIIe Internationale ; il adhère au parti communiste au lendemain du congrès de Tours. Mais, moins marxiste qu'anarcho-syndicaliste, il continue de militer dans le syndicalisme plus ou moins libertaire à Marseille, où il reste de 1920 à 1922.

En 1922, premier acte de sa double carrière, il est élu conseiller municipal et adjoint au maire du Chambon-Feugerolles tout en *travaillant aux aciéries de Firminy*. En 1923, il devient membre du bureau fédéral du parti communiste et l'année suivante, après une grève des métallos qui lui vaut quatre mois de prison, il devient secrétaire de l'Union des syndicats unitaires de la Loire (*adhérant à la C.G.T.U.*, la C.G.T. « unitaire », pro-communiste, créée en 1921) A ces deux postes, il lutte pour l'orthodoxie contre la *social-démocratie*, d'une part, et l'anarcho-syndicalisme, d'autre part, pour la thèse bolchevique de la subordination du syndicalisme au parti.

En 1926, après avoir assisté au *plénum du comité exécutif* de l'Internationale à Moscou, il bifurque davantage vers l'action politique : il devient secrétaire du parti pour la région lyonnaise, qui englobe cinq départements, et il entre au comité central à l'issue du congrès qui se tient la même année à Lille du 20 au 26 juin En 1928, au retour du *VIe* congrès de *l'Internationale, qui le désigne* comme membre suppléant du comité exécutif, M. Benoît Frachon fait partie du bureau politique et du *secrétariat collectif du parti* avec Maurice Thorez et Sémard, mais aussi les futurs « traîtres », Jacques Doriot et Célor. Le 21 juillet 1929, il est pris dans le coup de filet de la police qui rafle une bonne partie du comité central réuni près de Paris, à Villeneuve-Saint-Georges : il fait dix mois de prison à la Santé Libéré en *mai 1930, il travaille avec Maurice* Thorez puis M Jacques Duclos à la réorganisation du parti, éprouvé par l'action et bientôt la dissidence du *« groupe » Barbé-Célor issu des jeu*nesses communistes. *Mais* il ne perd pas de vue pour autant, tout au contraire, le second volet de ses *responsabilités* puisqu'il continue de diriger la commission syndicale centrale du parti.

En janvier 1933 — après le plénum du comité exécutif de l'Internationale — Benoît Frachon remplace Gaston Monmousseau comme secrétaire de la C.G.T.U C'est un nouveau et *décisif* tournant dans sa carrière, mais, en fait, il la conduira parallèlement à ses responsabilités dans le parti qu'il conserve officiellement et exerce activement. Au printemps *1934, c'est lui qui aura la charge* d'affronter Jacques Doriot et de limiter la dissidence des cellules de son fief de Saint-Denis.

*Lorsque, à l'instigation de l'Interna*tionale, enfin inquiète *de la montée* de l'hitlérisme, les premières approches puis les premiers contacts ont *lieu avec les socialistes. Benoît Fra*chon est au premier rang et il est là, avec Maurice Thorez et Marcel Gitton, lorsque pour la première fois, le 11 juin 1934, les dirigeants communistes s'assoient autour de la même table avec les délégués de la S.F.I.O. : Léon Blum et Jean Zyromski. Sans avoir la vedette, il sera dans les mois *et les années qui suivent* l'un des trois artisans communistes du Front populaire avec Maurice Thorez et Jacques Duclos. Cependant, lorsque *en mai* 1936 le parti se prononce sur la participation au gouvernement Léon Blum, Benoît Frachon prend position contre, alors que Maurice Thorez est pour Mais il reconnaîtra vingt ans plus tard que le secrétaire général du parti avait eu raison, « ayant mieux apprécié que nous les premiers et profonds changements que *représentaient l'unité d'action* ainsi que *le rassemblement* autour de la classe ouvrière unie de larges masses paysannes et des classes *moyennes* dans le Front populaire » (*l'Humanité* du 20 avril 1956). En réalité, outre la crainte que la participation communiste fasse précisément peur à ces classes moyennes, Benoît Frachon avait sans doute réagi moins en politique qu'en syndicaliste, soucieux de préserver l'indépendance du syndicat à l'égard du gouvernement et *l'unité fraîchement* reconstituée de la C G T.

Depuis qu'il avait pris la tête de la C.G.T.U., Benoît Frachon avait travaillé à *cette unité*, et c'est lui qui avec Monmousseau et surtout Racamond avait pris en octobre 1934 les premiers contacts avec les délégués de la C.G.T.

En septembre 1935, les deux confédérations, qui tiennent en même temps *leur congrès en des lieux différents, se retrouvent finalement dans* la même salle Mais il faut attendre le 2 mars 1936 pour que le congrès de l'unité se réunisse à Toulouse. Entre-temps, à l'instigation de l'Internationale de Moscou, les unitaires avaient consenti une « nouvelle et grande concession » en reconnaissant, contrairement à la neuvième condition, l'indépendance du syndicalisme à l'égard du parti. Pour la matérialiser Benoît Frachon quitte officiellement le bureau politique, *mais en réalité il continue* d'assister à toutes les réunions en répudiant la fameuse condition, c'est-à-dire en excluant « la constitution d'organismes agissant dans les syndicats comme fractions »

### Réunification et nouvelle scission

Le 7 juin Benoît Frachon joue un *rôle déterminant*, au cours de la négociation des « accords Matignon » conclu sous l'égide du gouvernement avec le patronat. L'unité syndicale n'a pas peu contribué au succès des revendications des salariés. Mais une première fois ébranlée en 1938 lors des accords de Munich — Benoît Frachon avait demandé en vain l'ex*clusion du « munichois » Belin.* — l'unité ne survivra pas en esprit à l'accord germano-soviétique. Les dirigeants communistes sont exclus du bureau de la C.G.T. le 18 septembre 1939 avant même *la* dissolution du P. C., qui n'interviendra que le 26 ; ils seront d'autre part poursuivis à la suite de la publication d'une motion dans l'organe clandestin de l'Internationale. Mais Benoît Frachon échappe à l'arrestation et, d'ordre du parti, se cache dans la banlieue *de Paris*.

Dès lors, c'est une nouvelle étape. Avec M. Jacques Duclos, Benoît Frachon prend la direction du parti clandestin et la conserve jusqu'à la libération de Paris. Que cette mission lui soit donnée prouve à elle seule, s'il en était besoin, qu'il n'a cessé d'être l'un des chefs du parti et d'avoir la confiance de l'Internationale

Cependant la résistance rapproche assez tôt *ceux que le pacte* germano-soviétique avait opposés. Dès septembre 1942 les ex-unitaires communistes et les ex-confédérés non communistes *se rencontrent* et, le 17 avril 1943, ils concluent un accord verbal sur la reconstitution d'une seule C.G.T., et c'est elle que Louis Saillant représente au C.N.R. Le 27 août 1944, dans Paris libéré le bureau de la C G T reprend *officiellement* son activité : il comprend cinq non-communistes et trois communistes seulement, dont *Benoît Frachon*. Deux secrétaires généraux sont nommés : M Louis Saillant, en attendant le retour de Léon Jouhaux en mai 1945, et Benoît Frachon Quoique minoritaires au secrétariat et au comité *confédéral les communistes* et singulièrement le premier d'entre eux, vont mener le jeu. Leur action sera parallèle à celle du parti communiste pour *la défense nationale* aussi longtemps que la guerre dure et pour la production aussi longtemps que le *parti est au pouvoir, et en tout état* de cause pour la conquête des fédérations, et donc le contrôle de la confédération.

Au congrès des *8-12 avril 1946*, la parité est établie entre les deux tendances, et si Jouhaux reste l'égal de Frachon, en fait il ne représente pas *le cinquième des mandats (cf. le Mouvement syndical*, de Georges Lefranc, Payot).

L'exclusion des communistes du gouvernement *Ramadier le 5 mai 1947*, consécutive à la rupture Est-Ouest, ouvre une période de conflits, de grèves et de violences qui condui*ront à une nouvelle scission de la* C G.T. les 18-19 décembre 1947. Mais cette fois ce sont les communistes majoritaires qui restent et leurs adversaires, « les amis de Force ouvrière », qui s'en vont. Groupés autour de l'hebdomadaire *Force ouvrière*, ils avaient préconisé la reprise du travail lors des grandes grèves de novembre et Benoît Frachon les avait ainsi interpellés dans *l'Humanité* : « Un groupe qui agit de la sorte ne saurait rien avoir de *commun avec le mouvement syndical* traditionnel. Tous les travailleurs le considèrent comme une entreprise de trahison... »

Pendant toute la guerre froide et jusqu'en 1956, Benoît Frachon fait face aux attaques lancées contre la C G T et le P.C. ; il fera même l'objet d'un mandat d'arrêt, qui ne pourra être exécuté, en mars 1953 Malgré la fin de la guerre froide, les luttes communes et les tentatives d'unité *de la gauche, nul n'espère plus la* réunification de la C.G T. et de la C.G T - Force ouvrière, constituée officiellement en avril 1948

Bien que communistes et non-communistes soient à égalité au bureau confédéral et qu'il ait été, un peu fictivement, flanqué d'un secrétaire général de tendance socialiste, Alain Le Léap de 1947 à 1957, Benoît Frachon reste le patron de la C.G.T. en même temps que le numéro deux *ou trois du P.C. Il ne cesse d'ailleurs* de figurer au bureau politique en droit ou en fait Mais lors du drame de Budapest et lors de l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie il n'aligne pas rigoureusement la position de la C.G.T. sur celle du P.C. Les syndiqués sont trop *troublés* et trop divisés pour qu'il prenne ce risque, mais personnellement il partage le sentiment des autres dirigeants communistes, la désapprobation discrète mais répétée de l'intervention *armée de l'U R.S S*

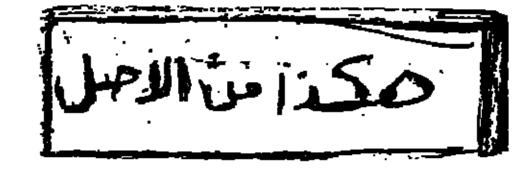
En 1967, à soixante-quatorze ans, on crée pour lui le poste de président, M. Georges Séguy le remplaçant comme secrétaire général, mais il continue par la voix et la plume d'orentier et de défendre la C.G.T. *En 1968, il est à la tête de la délégation qui négocie les accords* de Grenelle. Ce sera sa dernière participation active à *la vie syndicale*. Jusqu'à la veille de sa mort, il « présidera » tout à la fois sa confédération et le comité central de son parti, dont il était le doyen.

Pendant un demi-siècle Benoît Frachon s'est *ainsi identifié à l'organisation* et à la vie du P.C., de la C.G.T.U., puis de la C.G.T. Pour y parvenir sans trébucher, en ayant toujours un pied dans le syndicalisme et un autre dans l'action politique, et sans être ni un doctrinaire ni un tribun, il faut de sérieuses qualités d'équilibre. « Vieux routier... *Certainement le plus avisé des dirigeants communistes*, son intelligence, sa fermeté que dissimulait son apparence bonhomme, sa puis*sance de travail, son immense fa*culté de synthèse, en avaient fait le véritable organisateur de la C.G.T. sans lequel elle ne serait jamais devenue ce *qu'elle est aujourd'hui* », a écrit l'un de ceux qui l'ont suivi puis combattu, M. Auguste Lecœur (1).

J. F.

(1) *Le Partisan* (Flammarion).





# LES MARCHÉS FINANCIERS

## EURO-OBLIGATIONS

### Calme estival

(Agefi). — La quiétude estivale a plongé le marché euro-obligataire dans une semi-torpeur qui peut partiellement expliquer la légère baisse sur les taux à court terme enregistrée la semaine dernière sur le marché monétaire international.

Les taux de l'eurodollar à trois et à six mois sont, en effet, revenus d'un vendredi sur l'autre à, respectivement, 7 - 6 7/8 % (contre 7 1/4 - 7 1/8 %) et 8 - 7 7/8 % (contre 8 1/4 - 8 1/8 %).

Pour leur part, les taux sur les certificats de dépôt en dollars émis à Londres sont restés pratiquement inchangés à 6 7/8 - 6 3/4 % pour trois mois. A cet égard, il faut souligner la vive reprise enregistrée sur le marché des certificats de dépôt en dollars circulant à Londres.

Les ventes de certificats de dépôt sur le marché secondaire ont, pendant le deuxième trimestre de cette année, représenté $ 4,516 milliards contre seulement $ 4,161 milliards pendant le premier trimestre. Au 30 juin dernier, le montant des certificats en circulation à Londres a atteint $ 11,842 milliards contre $ 11,275 milliards à la fin du mois de mars. La raison à ce vif accroissement du marché des certificats de dépôt tient à l'intérêt pris par les institutions américaines, qui n'ont pas manquer de tirer avantage de la prime que représentent les certificats de dépôt londoniens sur leurs homologues émis à New-York.

Mais le léger fléchissement des taux de l'eurodollar à court terme est peut-être aussi le signe que le marché international ne croit pas à une tension durable des taux à court terme aux Etats-Unis, malgré la nouvelle hausse de 11 basis-points, la semaine dernière, du taux moyen des Federal Funds.

Dans l'immédiat, la torpeur engendrée par les vacances d'été n'a pas manqué de peser sur l'activité du marché secondaire euro-obligataire. « Les transaction sont tombées à un niveau extrêmement bas » et les cours ont abandonné, en moyenne, près d'un point sur la semaine, sous l'effet principalement de ventes de professionnels.

Par contre, « l'intérêt demeure vif sur le marché primaire » où il se concentre exclusivement sur le secteur des euro-émissions libellées en dollars des Etats-Unis et du Canada.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

| | 31 juill. | 1er août |
|---|---|---|
| Valeurs françaises .. | 129,3 | 130 |
| Valeurs étrangères .. | 130,6 | 130 |

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général ...... | 74,4 | 75,1 |

## LONDRES

### Repli

Le marché est très calme ce lundi matin, à l'ouverture. Le manque d'activité entraîne quelques baisses, notamment aux pétroles et aux immobilières. Les industrielles oscillent faiblement dans les deux sens. Stabilité des assurances et des banques. Irrégularité des fonds d'Etat et des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 166 35 contre 166 75

| VALEURS | CLOTURE 1/8 | COURS 4/8 |
|---|---|---|
| War Loan 3 ½ % ...... | 25 3/4 | 25 5/8 |
| Beechamps ........ | 265 ... | 264 1/2 |
| British Petroleum .... | 465 ... | 459 1/2 |
| Shell ........ | 282 ... | 281 . |
| Vickers ........ | 119 ... | 118 ... |
| Imperial Chemical .... | 246 ... | 245 . |
| Courtaulds ........ | 110 ... | 110 ... |
| De Beers ........ | 303 ... | 302 1/2 |
| *Western Holdings .... | 34 ... | 33 7/8 |
| Rio Tinto Zinc Corp .. | 168 ... | 168 ... |
| *West Driefontein .... | 43 3/4 | 44 ... |

(*) En livres.

### Taux du marché monétaire

Effets privés ....... ..... 7 1/4 %

### Les petits porteurs britanniques détiennent encore 42 % des actions en circulation

Bien que d'importants changements soient intervenus dans l'actionnariat britannique en l'espace de dix ans, les particuliers restent encore les principaux détenteurs de valeurs mobilières. C'est ce qui ressort d'une éture récemment publiée outre-Manche sur la répartition des richesses et des revenus. D'après cette étude, les petits porteurs possédaient en 1963 58,7 % des actions en circulation. En 1973, ce taux était *tombé à 42 %. Mais il reste de loin* supérieur à la part, pourtant croissante, détenue par les investisseurs institutionnels — les compagnies d'assurances et les caisses de retraite, soit les deux plus importants, — qui est passée de 18,2 % à 28,4 % au cours de la même période. Pour les autres catégories, les pourcentages sont les suivants (respectivement à fin 1963 et à fin 1973) : sociétés de secours et autres organismes à but non lucratif, 2,6 % - 4,4 % ; sociétés d'investissement, 6,7 % - 6,5 % ; Units Trust, 1,2 % - 3,4 % ; banques et autres institutions financières, 2,3 % - 3,3 % ; sociétés non financières, 4,8 . - 4,3 % ; secteur public, 1,6 % - 2,5 % ; investisseurs étrangers, 4,4 % - 5,2 %.

## NOUVELLES DES SOCIETES

### Chiffres d'affaires hors taxes du premier semestre

ACIERIES ET TREFILERIES DE NEUVES-MAISONS - CHATILLON. — 340 648 325 F contre 391 084 111 F.

COMPAGNIE D'APPLICATIONS MECANIQUES. — 460 934 000 F contre 399 325 000 F ; groupe S.K.F. France 546 837 000 F contre 485 440 000 F.

CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE PROVENCE. — 287 508 980 F contre 178 764 919 F.

DAVUM. — 804 775 000 F contre 1 074 405 000 F.

DUNLOP. — 533 472 000 F contre *531 189 000 F.*

GUYENNE ET GASCOGNE. — Exercice au 30 juin 1975 : 153 357 976 F contre 137 067 435 F.

HUILES, GOUDRONS ET DERIVES. — 187 606 874 F contre 181 782 966 F.

LAMINOIRS, TREFILERIES, CABLERIES DE LENS. — 224 millions de francs contre 304 millions.

SCHNEIDER RADIO-TELEVISION. — 169 479 112 F contre 186 598 838 F.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHES. — 370 246 357 F contre 319 381 890 F.

VINCEY-BOURGET. — 95 millions de francs contre 128 millions.

GENERALE DE FONDERIE. — 369 millions de francs contre 479 millions.

METALLURGIQUE DE NORMANDIE. — 566 millions de francs contre 471 millions.

SINTRA. — 55,74 millions de francs contre 62,59 millions.

C.F.A.O. — Attribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes à compter du 8 septembre.

PARCOR. — Chiffre d'affaires consolidé hors taxes des neuf premiers mois : 310 millions de francs contre 254 millions.

OLIER. — La cotation du titre a été suspendue jusqu'à nouvel avis. L'exercice 1974 s'étant soldé par une perte à peu près égale (7,27 millions de fancs) au montant du capital (7,7 millions de francs), un administrateur provisoire a été nommé par le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand.

GROUPE PECHINEY - UGINE-KUHLMANN. — Suite à l'O.P.A. lancée par PUKCO, filiale américaine à 100 %, sur les titres Howmet restant en circulation, la société précise que 2 438 000 actions sur 3 228 000 ont été présentées. La valeur nominale des obligations apportées s'élève à environ 7,12 millions de dollars sur 9,2 millions. Après cette opération, PUKCO détiendra plus de 92 % du capital de Howmet. L'O.P.A. est prolongée jusqu'au 7 août.

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 1/8 | 4/8 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) ... | 297 88 | 298 00 |

## BOURSE DE PARIS — 1er AOUT — COMPTANT

## MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 1/8 | COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) ........ | 4 380 | 4 378 | 4 38 |
| Canada ($ can. 1) ....... | 4 344 | 4 258 | 4 29 |
| Allemagne (100 DM) ..... | 170 100 | 170 250 | 169 50 |
| Belgique (100 fr.) ....... | 11 400 | 11 401 | 10 90 |
| Danemark (100 krd.) .... | 73 520 | 73 470 | 73 75 |
| Espagne (100 pes.) ..... | 7 507 | 7 504 | 7 52 |
| Grande-Bretagne (£ 1) .. | 9 403 | 9 403 | 9 45 |
| Italie (100 lires) ....... | 0 659 | 0 659 | 0 65 |
| Norvège (100 krs.) ..... | 80 670 | 80 620 | 81 . |
| Pays-Bas (100 fl.)....... | 164 925 | 165 210 | 164 50 |
| Portugal (100 esc.)...... | 16 650 | 16 610 | 16 50 |
| Suède (100 krs.) ....... | 101 780 | 101 970 | 101 75 |
| Suisse (100 fr.) ....... | 161 775 | 162 325 | 162 25 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 1/8 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) .... | 24075 | 24075 .. |
| Or fin (kilo en lingot) .. | 24100 | 24100 .. |
| Pièce française (20 fr.) .. | 257 30 | 260 .. |
| Pièce française (10 fr.) .. | 178 | 178 10 |
| Pièce suisse (20 fr.) .... | 239 50 | 243 50 |
| Union latine (20 fr.) .... | 226 | 228 |
| Souverain ........... | 232 50 | 234 50 |
| Pièce de 20 dollars .... | 1150 . | 1140 . |
| Pièce de 10 dollars .... | 575 .. | 579 80 |
| Pièce de 5 dollars .... | 375 | 378 .. |
| Pièce de 50 pesos ...... | 978 .. | 970 .. |
| Pièce de 10 florins .... | 210 .. | 210 80 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



## NOUVELLES BRÈVES

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* devait donner audience, lundi après-midi 4 août, à M. Hideo Kitahara, ambassadeur du Japon à Paris, puis à M. Jacques Chirac, premier ministre.

● *Quatre cents personnes* sont mortes après des inondations provoquées par les pluies torrentielles de la mousson dans le nord de l'Inde, a-t-on annoncé, dimanche 3 août à New-Delhi. On compterait un million de sans-abri dans l'Etat du Bihar. — *(A.F.P.)*

Le numéro du « Monde » daté 3-4 août 1975 a été tiré à 478 959 exemplaires.



## CHALEUR, ENCOMBREMENTS, MANIFESTATIONS

# Les départs en vacances n'auront jamais été aussi difficiles

### *De nombreux bouchons subsistaient lundi matin*

**A la fin d'un des week-ends les plus encombrés de l'histoire des vacances, de nombreux encombrements subsistaient ce lundi 4 août au matin sur plusieurs routes de France dans le sens Paris-province : 5 kilomètres de bouchons à Nogent-le-Rotrou dans l'Eure-et-Loir ; 4 kilomètres sur l'autoroute A-9 au sud de Narbonne ; 2 kilomètres à l'entrée nord de Saint-Pourçain-sur-Sioule dans l'Allier ; sur la R.N. 10, 2 kilomètres à Dange dans la Vienne et 2,5 kilomètres à Montbazon (Indre-et-Loire).**

**Les manifestations de viticulteurs, dont on craignait qu'après un dimanche relativement calme elles ne reprennent ce lundi, ont dans tout le sud-ouest ajouté à la cohue et à la confusion.**

**La canicule qui continue à régner sur l'ensemble de la France a, enfin, rendu particulièrement pénible la situation des automobilistes bloqués dans les files d'attente et, surtout dans l'ouest et le sud-ouest, commence d'inquiéter fortement les agriculteurs.**

Qui s'en souvient ? A la fin de décembre 1971 plusieurs milliers d'automobilistes étaient bloqués durant plusieurs jours entre Valence et Bollène sur l'autoroute du Soleil. La neige avait envahi la chaussée. L'affaire prit l'allure d'une catastrophe nationale.

Les automobilistes — ils ont été sept *millions dit-on* — qui viennent de cheminer *parfois* pare-chocs contre pare-chocs sur les routes surchauffées de ce début d'août auraient pu évoquer ce mauvais souvenir pour prendre leur mal en patience. Un mal dont il est vrai ils ont été en grande partie responsables et qu'ils ont dans l'ensemble accepté avec bonne humeur. Le folklore des vacances. *Les cafés*, restaurants, parfois les particuliers, ont été pris d'assaut par les voyageurs assoiffés. A Orange, à La Rochelle, les pompiers furent appelés à la rescousse pour installer des points d'eau de secours. On vit même s'instaurer en certains endroits un véritable marché noir de la canette.

Les statisticiens auront en tout cas beaucoup à faire pour établir le bilan de ces départs-exodes. Jamais, sans doute — on se lasse un peu de le dire — les Français n'auront aussi peu que cet été étalé leurs départs. Les villes se sont vidées; les stations, les plages se sont remplies, au-delà souvent de leur capacité. Quelqu'un paiera le prix de ces bousculades : les touristes les premiers.

Le P.C. de la circulation routière à Rosny-sous-Bois donne ses premières estimations : une circulation automobile de 12 à 15 % supérieure en ce week-end à ce qu'elle fut l'année dernière à pareille époque. Raffinement : on a appris aujourd'hui à mettre en équation les encombrements de la route, qui sont calculés en heure-kilomètre. L'heure - kilomètre c'est un bouchon de voitures arrêtées sur une file, durant une heure sur 1 kilomètre. En 1974, pendant les trois jours des départs pour août, on avait compté 6 000 heures-kilomètres d'encombrements; cette année on en a enregistré 14 000 heures-kilomètres...

## Viticulteurs : vers une reprise des manifestations ?

Après un dimanche calme, on *s'attendait à une reprise* des manifestations viticoles ce lundi 4 août dans le Languedoc-Roussillon. Un incident sérieux qui *s'est produit samedi* en fin d'après - midi à Donos, dans l'Aude, a fait de nouveau monter la tension.

Les vignerons, après avoir dressé un barrage, avaient intercepté une voiture de France-Inter et, pour protester contre la manière dont cette station de radio avait relaté les manifestations précédentes, ils avaient crevé les pneus de la voiture technique. L'intervention des C.R.S. provoqua le départ des manifestants, qui se replièrent vers Thézan, mais là les vignerons se trouvèrent face à un autre détachement de C.R.S. qui, venant de Carcassonne, les intercepta.

Une quinzaine de leurs occupants furent interpellés et six d'entre eux contraints de se mettre à genoux, les mains derrière la nuque, pendant un long moment. Un photographe de presse eut le temps de prendre quelques clichés, mais il fut contraint par les forces de l'ordre de remettre son film.

Dans le courant de la nuit de samedi à dimanche, en représailles les deux cent cinquante viticulteurs attaquèrent alors à coups de pierres et de pavés la gendarmerie de Lézignan. L'incident se solda par de nombreuses vitres bisées.

Une enquête administrative a été ouverte par le préfet de l'Aude à la suite de ces incidents.

M. Raffay, sous-préfet de Narbonne, a confirmé à un représentant *de l'Agence France-Presse* que les C.R.S. avaient en effet arrêté deux voitures qui transportaient quatre bouteilles d'alcool, quatre barres de fer et des frondes, et qu'ils en avaient fait descendre les occupants *manu militari*. De son côté, le Comité d'action viticole du Narbonnais a exigé du sous-préfet la restitution des documents photographiques *saisis*.

Dimanche matin, dans un communiqué, Mgr Peuch, évêque de Carcassonne (Aude), a fait part de la solidarité des évêques du Languedoc-Roussillon avec les viticulteurs.

« *De tout cœur*, précise-t-il, *les évêques partagent vos angoisses. Ils se joignent à vos appels de détresse lorsque vous revendiquez une organisation moins injuste du marché international. Toutefois, ils vous mettent en garde contre une colère autant dangereuse que légitime (...) car détruire et saccager c'est alourdir injustement les charges de tous, c'est dans le calme et la dignité qu'on défend une cause juste. (...) Il faut préparer l'avenir dans le cadre de vos organisations professionnelles.* »

*(Lire également page 18 le point de vue de M.C. MAGNE :* « La raison du plus fort ».)

## Les records de température n'ont pas encore été battus...

**33,8 °C à Paris-Montsouris, 35,1 °C à Bordeaux, 36,1 °C à Rennes. Ces quelques températures relevées par la météorologie nationale le dimanche 3 août ont battu quelques records : ainsi, il n'avait pas fait aussi chaud un 3 août à Rennes depuis 1899 (record précédent 33,6 °C en 1899) ni à Bordeaux depuis 1946 (record précédent 34,4 °C en 1957). Le samedi 2 août avait déjà connu des températures anormalement élevées : 37 °C à Bordeaux (record précédent de ce jour 35 °C en 1928), 34,8 °C à Agen (record précédent 34,4 °C en 1957).**

**Mais les maxima ne sont pas les seuls à faire grimper le thermomètre à des hauteurs rares. Les minima atteignent, eux aussi, des records désagréables pour les dormeurs. Ainsi, à Paris-Montsouris, le minimum du 2 août, le plus élevé pour ce jour depuis 1873, a-t-il été de 21,4 °C (record précédent 20,3 °C en 1947), celui du 3 août de 20 °C et celui de ce 4 août de 22,3 °C.**

**Cette chaleur, qui dure — et monte peu à peu — depuis plus d'une semaine ne doit pas cependant faire oublier que la France en général et Paris en particulier ont connu dans le passé quelques étés encore plus torrides. L'été le plus chaud connu d'après les statistiques de la météorologie nationale a été celui de 1947, où on a relevé 40,4 °C le 28 juillet à Paris-Montsouris (maximum maximorum). Cet été-là, on a compté, à Paris - Saint-Maur, trente-neuf jours pendants lesquels la température a égalé ou dépassé 30 °C. Rappelons que le dimanche 3 août 1975 il n'a fait « que » 33,3 °C à Paris-Montsouris...**

**Quelques records établis en 1947 : 43 °C à Mont-de-Marsan, 41,9 °C à Toulouse, 41,4 °C à Tours, 41,1 °C à Clermont-Ferrand, 40,6 °C à Lyon, etc.**

**Parmi les étés très chauds, on peut citer ceux de 1881 (40,5 °C à Toulouse, 41 °C à Montpellier, 38,4 °C à Paris...), 1900 (37,7 °C à Paris), 1911 (40,1 °C à Aix-en-Provence, 39,5 °C à Limoges), 1921 (41,6 °C à Vesoul, 40,3 °C à Besançon), 1928 (40,6 °C à Angoulême, 39 °C à Montélimar), 1945 (42 °C à Montpellier, 38 °C à Lyon et à Toulouse).**

**Y. R.**

## L'ÉVOLUTION DES DATES DE DÉPARTS EN VACANCES (1)

| | 1965 (%) | 1974 (%) |
|---|---|---|
| 1er - 3 juin | 1,6 | 1,8 |
| 4 - 27 juin | 4,2 | 4,9 |
| 28 juin - 3 juillet | 13,4 | 15,2 |
| 4 juillet - 27 juillet | 23,4 | 19,1 |
| 28 juillet - 3 août | 25,0 | 26,8 |
| 4 - 11 août | 10,0 | 11,2 |
| 12 - 17 août | 13,5 | 12,1 |
| 18 août - 3 septembre | 5,3 | 5,6 |
| Après le 4 septembre | 3,6 | 3,3 |
| TOTAL | 100 | 100 |
| Dont départs en début ou fin de mois | 45,3 | 49,4 |

(1) Source secrétariat d'Etat au tourisme, en pourcentage des séjours d'été.

## Fusils, pistolets et hallebarde...

### LES ARMES D'ORLY

**Cent quarante-trois fusils ou carabines, 60 revolvers ou pistolets (23 d'entre eux n'étant toutefois que des armes factices), 163 dagues, épées, sabres et poignards, 371 couteaux, 38 rasoirs du modèle « coupe - chou », 5 haches et un millier de couteaux de différents types : tel est le bilan du stock d'armes récupéré par la police de l'air dans les bagages des passagers de l'aéroport d'Orly au cours du mois écoulé.**

**Il s'est même trouvé une fois un passager qui s'est présenté à la salle de départ une hallebarde sur l'épaule, tandis qu'un autre prétendait monter dans l'avion en emportant deux haches.**

**La plupart du temps, c'est en toute ingénuité que les passagers avouent être en possession de ces armes, et il est de fait qu'il s'agit souvent d'armes de collection. De telles armes ne sont pas saisies, mais seulement remises aux équipages pour la durée du voyage, les intéressés rentrant, à destination, en possession de leur bien.**

## LE MORBIHAN, DÉPARTEMENT SINISTRÉ

La sécheresse qui sévit commence à inquiéter les agriculteurs. En Bretagne, plusieurs communes ont déjà rationné l'eau.

Le 31 juillet, le Morbihan a été déclaré « *département sinistré* ». Les éleveurs du département ont été obligés d'entamer leurs réserves de fourrages d'hiver, la sécheresse ne leur ayant pas permis de faire une deuxième coupe *de foin*. Dans certaines communes, il est interdit d'arroser les jardins sous peine d'amende.

Le manque d'eau a fait baisser la production de haricots et de choux-fleurs, dans le Finistère, d'un tiers, selon la chambre d'agriculture du département. Il n'est tombé que 28 millimètres de pluie, au lieu de 50 millimètres habituellement, au mois de juillet.

En Charente, la situation est quasi catastrophique pour les agriculteurs, et même, dans le nord du département, on s'inquiète *pour l'approvisionnement* en eau.

Le département pourrait être déclarée zone sinistrée.

Dans le nord de la Charente, les conditions météorologiques ont aggravé la situation créée par de mauvaises récoltes de blé et d'orge au printemps. Dans le sud, la situation est un peu moins préoccupante. Les cultures de maïs *sont*, cependant, en très mauvaise posture. Les vignes promettent, en revanche, des récoltes exceptionnelles. Mais il faut tenir compte des problèmes commerciaux que connaît la région de Cognac.

Enfin, dans le nord du département, près de Chabanais, certaines communes, comme Exideuil, connaissent de sérieux problèmes d'approvisionnement en eau, tant sur le plan de la consommation domestique que sur celui de l'irrigation.



## APRÈS SA RENCONTRE AVEC M. BREJNEV A HELSINKI

# M. Ford espère pouvoir signer cette année un nouvel accord sur les armements stratégiques

**Avant de quitter Helsinki pour Bucarest samedi 2 août, M. Ford avait eu avec M. Brejnev, à l'ambassade soviétique dans la capitale finlandaise, un entretien de trois heures trente (une heure et demie de plus que prévu), qui a porté entièrement sur l'état des négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT). La conversation, que M. Brejnev a qualifiée d'« amicale et constructive », a conduit, selon l'agence Tass, à un accord sur « certaines questions » : les négociations, poursuit l'agence soviétique, « continueront sur les questions qui restent en suspens ».**

M. Ford a confirmé, au cours d'une conférence de presse tenue dans l'avion qui l'amenait à Bucarest, que des « *progrès encourageants* » étaient intervenus au cours de ces conversations. Le président américain espère que les obstacles restant seront levés d'ici à l'automne et qu'un accord pourra être signé, comme prévu, à la fin de l'année, au cours du voyage que M. Brejnev doit faire à Washington à cette époque. La date de cette visite n'a cependant pas été fixée, car elle dépend du progrès des négociations à venir. M. Ford a estimé que deux rencontres Kissinger-Gromyko seront nécessaires d'ici là. Elle dépend aussi peut-être de la santé de M. Brejnev. Mais le président américain a trouvé le secrétaire général du P.C. soviétique — qui a regagné Moscou par avion samedi — en « *très bonne santé* ».

Aucune des deux parties n'a donné de précision sur les questions réglées à Helsinki, ni sur celles qui restent en suspens, mais l'on connaît bien maintenant les obstacles sur lesquels les SALT butent depuis l'accord de Vladivostok en novembre 1974.

1) Le premier a trait à la qualité des vecteurs à inclure dans le plafond global de 2 400 unités de part et d'autre. Les Américains demandent à y compter le nouveau bombardier soviétique dit *Backfire* dans la terminologie OTAN, qui peut atteindre le territoire américain à partir de l'U.R.S.S., mais non pas regagner ses bases. De leur côté, les Soviétiques veulent inclure dans le plafond américain une nouvelle catégorie de missiles à laquelle travaille le Pentagone : le *Cruise Missile*, un engin à trajectoire non balistique, volant à basse altitude — donc échappant à la détection par les radars habituels — et *pouvant être lancé soit* d'un avion, soit d'un sous-marin. Les Etats-Unis seraient prêts à mettre sur la table des SALT tout *Cruise Missile* d'une portée supérieure à 3 000 milles marins (près de 5 500 kilomètres), mais non pas celui qu'ils envisagent de tester dès l'an prochain, et qui ne porterait qu'à 1 500 milles. Une décision sur sa construction doit en tout cas intervenir en 1977 : si elle était positive et devait porter sur plusieurs centaines de missiles, ce serait un nouvel élément de l'arsenal dissuasif qui viendrait s'ajouter à la « triade » actuelle (missiles terrestres, sous-marins et bombardiers) avec tous les éléments d'incertitude et les difficultés de contrôle à prévoir ;

2) La seconde difficulté porte sur la vérification du nombre des engins à têtes multiples (MIRV) que chaque partie pourra déployer dans la limite fixée à Vladivostok : mille trois cent vingt pour cette catégorie d'engins. Dans un premier temps, les Américains avaient proposé que tout missile soviétique identifié comme appartenant à un type expérimenté avec des têtes multiples serait compté comme un MIRV, qu'il le soit effectivement ou non. Moscou ayant refusé cette interprétation « large » de l'accord, une autre approche a été suggérée : les missiles « mirvés » seraient regroupés sur un certain nombre de sites, les deux pays convenant que *tout* silo détecté sur ces sites contient un MIRV. On ignore si cette dernière méthode — *qui, de toute manière* ne pourrait s'appliquer aux engins sous-marins — a pu être retenue par *MM. Brejnev* et *Ford. Mais* avec la question des missiles mobiles — se déplaçant sur voies *ferrées par exemple* — ce problème du contrôle reste un des principaux obstacles sur la voie de la « mise en forme » de l'accord de Vladivostok. M. Ford a d'ailleurs reconnu au cours de sa conférence que la fermeture des bases américaines de Turquie rendrait plus difficile le rassemblement des informations nécessaires à cette fin. — M. T.

## L'U.R.S.S. NE CHANGERA PAS DE POLITIQUE SUR L'ÉMIGRATION JUIVE déclare un responsable soviétique

« *La politique de l'U.R.S.S. à l'égard de l'émigration juive ne saurait être libéralisée davantage car elle est déjà libérale* », a déclaré le vendredi 1er août à Moscou le président de l'office d'émigration, M. Obidine, au professeur Alexandre Lerner, mathématicien menant campagne pour cette libéralisation. Le professeur Lerner avait été convoqué à l'office d'émigration à la suite d'une lettre qu'il avait adressée à M. Brejnev, lui affirmant que l'Union soviétique se faisait du tort en refusant l'émigration libre des juifs.

D'autre part, Amnesty International a envoyé un nouveau télégramme aux autorités soviétiques, lui demandant de libérer le mathématicien Leonid Pliouchtch, détenu depuis 1973 à la clinique psychiatrique de la prison de Dniepropetrovsk. Mme Tatiana Litvinov, épouse du physicien dissident Valéry Chalidzé privé de la nationlité soviétique alors qu'il était en visite aux Etats-Unis en 1972, s'est adressée au président Kekkonen pour obtenir que sa fille, résidant aux Etats-Unis, puisse la visiter en U.R.S.S. Enfin, le physicien soviétique A. Sakharov a souligné dans une interview à la télévision ouest-allemande le danger des « *concessions unilatérales et très dangereuses de l'Occident à des régimes totalitaires.* »

## A KUALA-LUMPUR

# Un commando de l'« Armée rouge japonaise » prend cinq otages dont le consul américain

Un commando de trois ou quatre membres de l'« Armée rouge japonaise » a fait irruption lundi 4 aout dans les locaux des consulats des Etats-Unis et de Suède, situés au neuvième étage d'un immeuble abritant l'ambassade des Etats-Unis à Kuala-Lumpur et s'est emparé de cinq otages : le consul américain, M. Robert Stebbins ; le chargé d'affaires suédois, M. Bergens, et trois employés malaisiens. Un gardien et un policier ont été blessés.

Les activistes menacent d'exécuter leurs otages si le gouvernement japonais ne libère pas sept de leurs compagnons emprisonnés au Japon. L'organisation extrémiste demande, en outre, qu'un D.C.-8 des lignes aériennes nippones avec trois membres d'équipage à bord aille recueillir à Kuala-Lumpur l'« *unité opérationnelle* ».

Le département d'Etat américain a indiqué qu'il faisait « *tout son possible* » pour obtenir la libération des otages.

Le commando menace de faire sauter le consulat si l'assaut est donné. Trois cents policiers malaisiens et une quinzaine de tireurs d'élite de l'armée ont pris position autour du bâtiment. En fin de matinée, un échange de coups de feu a fait deux blessés parmi les policiers.

**[Organisation activiste japonaise, l'« Armée rouge » a commencé à se faire connaître en 1970. Neuf militants avaient alors détourné un appareil de la JAL sur la Corée du Nord. Elle s'était ensuite signalée par plusieurs attaques à main armée contre des banques. En même temps, le mouvement, pourchassé par la police japonaise, prenait des contacts avec l'Organisation pour la libération de la Palestine, et plusieurs de ses membres se joignaient aux Palestiniens. En mai 1971, un « commando-suicide » de trois membres effectuait un raid sur l'aéroport de Lod, à Tel-Aviv, tuant vingt-sept personnes et en blessant quatre-vingts. De même, l'« Armée rouge » a mené, en septembre 1974, l'attaque de l'ambassade de France à La Haye.**

**L'opération de Kuala-Lumpur se produit au moment où commence à Tokyo le procès de deux des auteurs de la prise d'otage de La Haye. Il s'agit de Jun Nishikawa et de Kazuo Tohira. Ces deux noms figurent sur la liste des militants dont l'« Armée rouge » exige la libération.]**

## LE DOLLAR FROLE 4,40 F

**Le mouvement de hausse du dollar a repris lundi matin sur tous les marchés des changes.**

**A Paris, la devise américaine a dépassé 4,39 F, contre 4,37 F vendredi soir, retrouvant ainsi ses niveaux du début de l'année. Elle a également monté par rapport au deutschemark (2,58 DM contre 2,57 DM) et par rapport au franc suisse (2,71 F.S. contre 2,70 F.S.).**

**Mais le fait saillant a été la nouvelle baisse de la livre sterling, qui est tombée derechef à son plus bas niveau historique vis-à-vis du dollar. L'on a traité 2,1375 livres pour un dollar contre 2,1450-2,1550 livres à la veille du week-end. En l'espace de huit jours, la monnaie britannique a ainsi perdu 441 points (— 2 %).**